AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

L'Autorité des marchés financiers lance une consultation sur les modifications du Livre IV du règlement général transposant la directive OPCVM IV

Dans le prolongement des travaux de transposition de la directive n°2009/65/CE du 13 juillet 2009 (directive « OPCVM IV ») dans le code monétaire et financier engagés par la Direction du Trésor, l'AMF lance, à la suite de la mise en consultation des modifications du Livre III de son règlement général, une consultation sur les mesures d'application des dispositions de cette directive qui modifieront **le Livre IV du règlement général de l'AMF concernant les OPCVM**.

Les principales modifications du Livre IV portent sur :
- la transposition du régime des fusions d'OPCVM aux cas de fusions régis par la directive OPCVM IV ;
- la transposition des dispositions de la directive concernant l'information des investisseurs, en particulier celles concernant le document d'information clé pour l'investisseur (DICI) ;
- l'application du régime des maîtres-nourriciers régi par la directive à l'ensemble des OPCVM ;
- la transposition de la procédure de commercialisation transfrontalière (IN et OUT) des OPCVM coordonnés prévue par la directive ;
- l'application de la méthode du calcul du risque global créée par la directive à l'ensemble des OPCVM.

Les réponses à la consultation doivent être transmises avant le **6 juin 2011** à l'adresse suivante :
servicedelacommunication@amf-france.org

LIVRE IV
PRODUITS D'EPARGNE COLLECTIVE

TITRE I^ER
ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIERES

Article 411-1
1° Le terme « OPCVM » désigne soit une société d'investissement à capital variable (SICAV) soit un fonds commun de placement (FCP) ;
2° Le terme « porteur » désigne le porteur de parts de FCP ou l'actionnaire de SICAV ;
3° Lorsque la SICAV ne délègue pas globalement la gestion de son portefeuille telle que mentionnée à l'article L. 214-**22** du code monétaire et financier, elle doit remplir l'ensemble des conditions applicables aux sociétés de gestion de portefeuille et exécuter les obligations applicables à ces sociétés.

CHAPITRE I
ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIERES CONFORMES A LA DIRECTIVE 2009/65/CE du 13 juillet 2009

Article 411-2
Sont soumis aux dispositions du présent chapitre l'ensemble des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) régis par la **sous-section 1 de la section 1** du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier, ainsi que leur société de gestion de portefeuille et dépositaire.

Section 1 – Agrément

Article 411-3
Un OPCVM agréé comme conforme à la directive 2009/65/CEE du 13 juillet 2009 est coordonné et ne peut se transformer en OPCVM qui ne serait pas conforme à cette directive.

Sous-section 1 – SICAV

Article 411-4
Les statuts de la SICAV sont signés par les premiers actionnaires soit en personne, soit par un mandataire justifiant d'un pouvoir spécial. Ils mentionnent les noms des premiers actionnaires et le montant des versements effectués par chacun d'eux, et, **selon** les cas, le nom des premiers **membres du conseil d'administration** ou ~~le nom des membres~~ du directoire et du conseil de surveillance, ainsi que le nom du premier **commissaire aux comptes** et, le cas échéant, de son suppléant, désignés dans les conditions prévues à l'article **L. 214-25** du code monétaire et financier.

Article 411-5
Les statuts, accompagnés du certificat, délivré par le dépositaire, attestant du dépôt du capital initial, sont déposés au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social de la SICAV.
Lorsque les statuts prévoient que la SICAV comporte des compartiments, le dépositaire délivre en outre à la société de gestion de portefeuille un certificat pour chaque compartiment. Ce certificat est adressé par la société de gestion de portefeuille à l'AMF.
Une instruction de l'AMF précise les informations minimales contenues dans les statuts de la SICAV.

Article 411-5-1
Les statuts prévus à l'article L. 214-XX du code monétaire et financier prévoient les modalités de distribution des avoirs compris dans l'actif de la SICAV, celles concernant les souscriptions et les rachats, ainsi que, le cas échéant, celles régissant les droits attachés aux différentes catégories d'actions.

Article 411-6

I. - L'agrément d'une SICAV, prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier et, le cas échéant, l'agrément de chaque compartiment prévu à l'article **L. 214-30** du même code est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF, du dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF.
Sans préjudice des dispositions du III, la SICAV est informée par l'AMF, dans un délai d'un mois suivant la présentation de la demande, de l'octroi ou du refus de l'agrément de la SICAV.
Le silence gardé par l'AMF pendant un délai d'un mois à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF vaut décision d'agrément.
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF le notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder **celui mentionné au premier alinéa.**
II. - Le délai mentionné au I est ramené à huit jours **ouvrés à compter de l'avis de réception du dossier d'agrément par l'AMF**, lorsque la SICAV qui sollicite l'agrément est analogue à un OPCVM déjà agréé par l'AMF.
Le caractère analogue de la SICAV qui sollicite l'agrément, appelée «SICAV analogue », et de l'OPCVM déjà agréé par l'AMF, appelé « OPCVM de référence », est apprécié par l'AMF, notamment au vu de chacun des éléments suivants :
1° L'OPCVM de référence et la SICAV analogue sont gérés par la même société de gestion de portefeuille ou un même délégataire de la gestion financière, ou par des sociétés de gestion de portefeuille ou des délégataires de la gestion financière appartenant à un même groupe et sous réserve de l'appréciation de l'AMF des informations transmises par la société de gestion de portefeuille de la SICAV analogue dans les conditions fixées dans une instruction de l'AMF ;
2° L'OPCVM de référence a été agréé par l'AMF et constitué au cours des 18 mois précédant la date de réception du dossier d'agrément de la SICAV analogue par l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de la SICAV analogue, l'AMF peut accepter que l'OPCVM de référence ait été agréé et créé plus de 18 mois avant la date de réception du dossier de SICAV analogue ;
3° L'OPCVM de référence n'a pas subi de changements autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF.
Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de la SICAV analogue, l'AMF peut accepter qu'un OPCVM ayant subi des changements autres que ceux mentionnés dans l'instruction, soit un OPCVM de référence ;
4° Les souscripteurs de la SICAV analogue répondent aux conditions de souscription et d'acquisition de l'OPCVM de référence ;
5° La stratégie d'investissement, le profil de risque, les règles de fonctionnement et les statuts la SICAV analogue sont similaires à ceux de l'OPCVM de référence.
Lorsque l'un des éléments des documents constitutifs de la SICAV analogue diffère de celui de l'OPCVM de référence, il est clairement identifié dans le dossier d'agrément de la SICAV analogue selon des modalités précisées par une instruction de l'AMF.
Le dossier d'agrément de la SICAV analogue est déposé sous format électronique.
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi d'une fiche complémentaire d'informations, elle le notifie en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder huit jours ouvrés.
Lorsque la SICAV analogue ou l'OPCVM de référence ne respectent pas les conditions mentionnées au présent article, l'AMF le notifie en précisant que les informations complémentaires, de façon à constituer un dossier d'agrément selon les modalités décrites au I, doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de l'ensemble de ces informations complémentaires dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'ensemble de ces informations complémentaires, l'AMF en accuse réception par écrit et examine le dossier d'agrément de la SICAV dans les conditions et selon la procédure mentionnées au I. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder un mois.
III. Lorsqu'en application de l'article L. 214-22 du code monétaire et financier, la SICAV n'a désigné aucune société de gestion, elle est informée, dans les trois mois à compter de la présentation d'une demande, que l'agrément est octroyé ou refusé, conformément aux dispositions de l'article L. 532-9 du code monétaire et financier. La décision de l'AMF est motivée et notifiée au demandeur.

Article 411-7

En vue de délivrer l'agrément de la SICAV prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier, l'AMF procède à l'examen des statuts de la SICAV, de la stratégie d'investissement utilisée afin d'atteindre l'objectif de gestion de l'OPCVM, de sa structure de frais ainsi que des éventuelles catégories d'actions, telles qu'elles ressortent de ses documents constitutifs.
L'AMF examine également le choix du dépositaire ainsi que la demande de la société de gestion désignée de gérer cette SICAV.
Lorsque la société de gestion est établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'AMF statue sur la demande de la société de gestion de gérer la SICAV, conformément à l'article R. 532-19-2 du code monétaire et financier.
L'AMF vérifie que la SICAV relevant du présent chapitre n'est pas juridiquement empêchée, notamment par une disposition contenue **dans ses statuts**, de commercialiser ses parts **sur le territoire de la République française.**

Article 411-8
Le certificat de dépôt du capital initial de la SICAV est adressé à l'AMF immédiatement après le dépôt des fonds et au plus tard dans les soixante jours suivant la date d'agrément de la SICAV. Pour les OPCVM à compartiments, ce certificat est adressé à l'AMF dans un délai :
1° De soixante jours suivant la date d'agrément de l'OPCVM pour l'un au moins des compartiments ; et
2° De cent quatre-vingts jours suivant la date de notification de l'agrément pour les autres compartiments.
Le certificat de dépôt des fonds doit désigner le (ou les) compartiment(s) au(x)quel(s) il se rapporte.
À défaut de réception de ce certificat dans ces délais, l'AMF constate la nullité de l'agrément dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.
Lorsque des circonstances particulières le justifient, la SICAV peut solliciter la prolongation du délai de dépôt des fonds par une demande motivée qui doit parvenir à l'AMF avant la date de constatation de la nullité de l'agrément et mentionner la date souhaitée. L'AMF informe la SICAV de sa décision dans les huit jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Article 411-9
La commercialisation des actions d'une SICAV et, le cas échéant, d'un ou plusieurs compartiments ne peut intervenir qu'après notification de son agrément par l'AMF. Cette notification est adressée à la société de gestion de portefeuille dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.

Sous-section 2 - Fonds communs de placement

Article 411-10
I. - L'agrément d'un FCP, prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier, et, le cas échéant, de chaque compartiment prévu à l'article L. 214-30 du même code est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF du dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF.
La société de gestion de portefeuille est informée, dans un délai d'un mois suivant la présentation de la demande, de l'octroi ou du refus de l'agrément du FCP.
Le silence gardé par l'AMF pendant un délai d'un mois à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF vaut décision d'agrément.
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF le notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. À réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder ceux mentionnés aux deuxième et troisième alinéas.
II. - Le délai mentionné au I est ramené à huit jours ouvrés à compter de l'avis de réception du dossier d'agrément par l'AMF, lorsque le FCP qui sollicite l'agrément est analogue à un OPCVM déjà agréé par l'AMF.
Le caractère analogue du FCP qui sollicite l'agrément, appelé « FCP analogue », et de l'OPCVM déjà agréé par l'AMF, appelé « OPCVM de référence », est apprécié par l'AMF notamment au vu des éléments suivants :
1° L'OPCVM de référence et le FCP analogue sont gérés par la même société de gestion de portefeuille ou un même délégataire de la gestion financière, ou par des sociétés de gestion de portefeuille ou des délégataires de la gestion financière appartenant à un même groupe et, sous réserve de l'appréciation de l'AMF, des informations transmises par la société de gestion de portefeuille du FCP analogue dans les conditions fixées dans une instruction de l'AMF ;
2° L'OPCVM de référence a été agréé par l'AMF et constituée au cours des 18 mois précédant la date de réception du dossier d'agrément du FCP analogue par l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille du FCP

analogue, l'AMF pourra accepter que l'OPCVM de référence ait été agréé et créé plus de 18 mois avant la date de réception du dossier de l'OPCVM ;
3° L'OPCVM de référence n'a pas subi de changements autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF.
Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille du FCP analogue, l'AMF peut accepter qu'un OPCVM ayant subi des changements, autres que ceux mentionnés dans l'instruction, soit un OPCVM de référence ;
4° Les souscripteurs du FCP analogue répondent aux conditions de souscription et d'acquisition de l'OPCVM de référence ;
5° La stratégie d'investissement, le profil de risque, les règles de fonctionnement et le règlement du FCP analogue sont similaires à ceux de l'OPCVM de référence.
Lorsque l'un des éléments des documents constitutifs du FCP analogue diffère de celui de l'OPCVM de référence, il est clairement identifié dans le dossier d'agrément du FCP analogue dans les conditions précisées par une instruction de l'AMF.
Le dossier d'agrément FCP analogue est déposé sous format électronique.
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF le notifie en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder huit jours ouvrés.
Lorsque le FCP analogue ou l'OPCVM de référence ne respectent pas les conditions mentionnées au présent article, l'AMF le notifie en précisant que les informations complémentaires de façon à constituer un dossier d'agrément selon les modalités décrites au I doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de l'ensemble de ces informations complémentaires dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'ensemble de ces informations complémentaires, l'AMF en accuse réception par écrit et examine le dossier d'agrément du FCP dans les conditions et selon la procédure mentionnées au I. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder un mois.

Article 411-11
En vue de délivrer l'agrément du FCP prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier, l'AMF procède à l'examen du règlement du FCP, de sa stratégie d'investissement utilisée afin d'atteindre l'objectif de gestion de l'OPCVM, de sa structure de frais ainsi que de ses éventuelles catégories de parts. ~~, **telles qu'elles ressortent de ses documents constitutifs.**~~
L'AMF examine également le choix du dépositaire ainsi que la demande de la société de gestion désignée de gérer ce FCP.
Lorsque la société de gestion est établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'AMF statue sur la demande de la société de gestion de gérer le FCP, conformément à l'article R. 532-19-2 du code monétaire et financier.
L'AMF vérifie que le FCP relevant du présent chapitre n'est pas juridiquement empêché notamment, par une disposition contenue **dans le règlement du FCP**, de commercialiser ses parts **sur le territoire de la République française.**
L'AMF vérifie également qu'un établissement dépositaire des actifs de l'OPCVM a été désigné.

Article 411-12
L'attestation de dépôt des fonds du FCP est adressée à l'AMF immédiatement après le dépôt des fonds et au plus tard dans les soixante jours suivant la date d'agrément du FCP.
Pour les OPCVM à compartiments, cette attestation est adressée à l'AMF dans un délai :
1° De soixante jours suivant la date d'agrément de l'OPCVM pour l'un au moins des compartiments ; et
2° De cent quatre-vingts jours suivant la date de notification de l'agrément pour les autres compartiments.
L'attestation de dépôt des fonds doit désigner le (ou les) compartiment(s) au(x) quel(s) elle se rapporte.
À défaut de réception de cette attestation dans ces délais, l'AMF constate la nullité de l'agrément dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.
Lorsque des circonstances particulières le justifient, la société de gestion de portefeuille peut solliciter la prolongation du délai de dépôt des fonds par une demande motivée qui doit parvenir à l'AMF avant la date de constatation de la nullité de l'agrément et mentionner la date souhaitée. L'AMF informe la société de gestion de portefeuille de sa décision dans les huit jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Article 411-13

Le règlement prévu à l'article L. 214-24 du code monétaire et financier mentionne la durée du FCP et le montant minimum de l'actif initial, qui ne peut être inférieur au montant fixé par l'article D. 214-21 du code monétaire et financier.
Le règlement prévoit également les modalités de distribution des avoirs compris dans l'actif du FCP, celles concernant les souscriptions et les rachats, ainsi que, le cas échéant, celles régissant les droits attachés aux différentes catégories de parts.
Le FCP ne peut constituer des compartiments que si son règlement le prévoit expressément.
Une instruction de l'AMF précise le contenu des rubriques du règlement du FCP.

Article 411-14
La commercialisation des parts d'un FCP et, le cas échéant, de compartiments ne peut intervenir qu'après la notification de son agrément par l'AMF. Cette notification est adressée à la société de gestion de portefeuille du FCP dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.
Les souscriptions peuvent intervenir à partir de sa réception.
Les fondateurs s'engagent à compléter, le cas échéant, la souscription au plus tard à l'expiration d'un délai fixé par l'instruction précitée pour atteindre le montant minimum prévu par le règlement du FCP. Ce délai court à compter de la notification de l'agrément du FCP.
Dès que le montant mentionné au premier alinéa du présent article a été atteint, la société de gestion de portefeuille établit la première valeur liquidative. L'attestation de dépôt correspondante faite par le dépositaire est adressée immédiatement à l'AMF.
Lorsque le FCP est composé de compartiments, le dépositaire établit une attestation de dépôt pour chaque compartiment.

Sous-section 3 - Modifications

Article 411-15
Deux types de modifications peuvent intervenir dans la vie d'un OPCVM :
1° Les modifications soumises à agrément appelées « mutations » ;
2° Les modifications non soumises à agrément appelées « changements ».
Les modalités de l'information des porteurs ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent obtenir le rachat de leurs parts ou actions sont définies dans une instruction de l'AMF.

Paragraphe 1 – Mutations

Article 411-16 du RGAMF
Une instruction de l'AMF précise les conditions dans lesquelles l'AMF délivre l'agrément lors des mutations affectant un OPCVM. Le délai d'agrément est de huit jours ouvrés.

Article 411-17
Lors de la liquidation d'un OPCVM ou, le cas échéant, d'un compartiment, le commissaire aux comptes évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de la liquidation et les opérations intervenues depuis la clôture de l'exercice précédent. Ce rapport est mis à la disposition des porteurs. Il est transmis à l'AMF.

Paragraphe 2 – Changements

Article 411-18 du RGAMF
Les OPCVM affectés par des changements doivent en faire la déclaration selon les modalités précisées dans une instruction de l'AMF.

Sous-section 4 - Constitution et mutations de nouveaux compartiments

Article 411-19
La constitution et les mutations d'un compartiment prévu par le I et le IV de l'article L. 214-33 du code monétaire et financier sont soumises à un agrément préalable de l'AMF selon une procédure précisée dans une instruction de l'AMF.

Section 2 - Régime général

Sous-section 1 - Conditions de souscription et de rachat

Article 411-20

Conformément aux dispositions des articles L. 214-13 et L. 214-22 du code monétaire et financier, les parts de FCP ou actions de SICAV sont émises à tout moment à la demande des actionnaires et des porteurs **et à** la valeur liquidative majorée ou diminuée, selon le cas, des frais et commissions.

Toutefois, l'OPCVM peut cesser d'émettre des parts ou actions en application du second alinéa de l'article L. 214-19 et du premier alinéa de l'article L. 214-27 du code monétaire et financier. Dans ce cas, le prospectus complet définit les situations objectives entraînant la fermeture provisoire ou définitive des souscriptions, telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée.

Les parts ou actions ~~**d'OPCVM**~~ sont rachetées à tout moment sur la base de leur valeur liquidative dans les conditions fixées par les articles 411-54 à 411-56.

En cas de suspension temporaire en application des articles L. 214-19 ou L. 214-22 du code monétaire et financier l'OPCVM ou, le cas échéant la société de gestion, fait connaître sans délai **les raisons et les modalités de la suspension des rachats au plus tard au moment de sa mise en œuvre** à l'AMF et aux autorités de tous les États membres de l'Union européenne où il commercialise ses parts.

Sous-section 2 - Montant minimum de l'actif

Article 411-21

Lorsque l'actif d'une SICAV ou du FCP devient inférieur à **300 000** euros, le rachat des actions de la SICAV **ou des parts du FCP** est suspendu.

Lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur aux montants mentionnés aux premier et deuxième alinéas, il est procédé à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-17.

Lorsque l'OPCVM comporte des compartiments, les dispositions du présent article sont applicables à chaque compartiment.

Le présent article ne s'applique pas aux OPCVM mentionnés à l'article R. 214-27 du code monétaire et financier.

Sous-section 3 - Catégories de parts de FCP et d'actions de SICAV

Article 411-22

Le prospectus ~~complet~~ mentionné à l'article 411-45 peut prévoir, au sein d'un même OPCVM ou d'un même compartiment, différentes catégories de parts ou d'actions. Ces catégories peuvent :

1° Bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ;

2° Être libellées en devises différentes ;

3° Supporter des frais de gestion différents ;

4° Supporter des commissions de souscription et de rachat différentes ;

5° Avoir une valeur nominale différente ;

6° Etre assorties d'une couverture systématique de risque ~~de change~~, partielle ou totale, définie dans le prospectus complet. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM.

La souscription d'une catégorie de parts ou d'actions peut être réservée à une catégorie d'investisseurs définie dans le prospectus ~~complet~~ en fonction de critères objectifs tels qu'un montant de souscription, une durée minimum de placement ou tout autre engagement du porteur.

Section 3 - Règles de fonctionnement

Sous-section 1 - Apports en nature

Article 411-23

Les apports en nature, qui ne peuvent comporter que les actifs prévus aux articles R. 214-1-1 et R. 214-5 du code monétaire et financier, sont évalués dans les conditions prévues aux articles 411-27 à 411-33.

Sous-section 2 - Dispositions comptables et financières

Paragraphe 1 – Valorisation

Article 411-24
L'OPCVM établit, met en œuvre et garde opérationnelles des politiques et des procédures qui permettent un calcul précis de la valeur liquidative de chaque OPCVM, sur la base de ses comptes, et une bonne exécution des ordres de souscription et de rachat à cette valeur liquidative.

Article 411-25
Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un OPCVM ou détenus par lui sont évalués chaque jour d'établissement de la valeur liquidative, dans les conditions fixées par le prospectus ~~complet~~.

Article 411-26
Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé mentionné à l'article L. 421-1 du code monétaire et financier ou sur un marché réglementé en fonctionnement régulier d'un État ni membre de **l'Union** européenne, ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen pour autant que ce marché n'a pas été écarté par l'AMF, sont évalués lors de l'établissement de chaque valeur liquidative conformément à l'article 411-27, dès lors que la durée à l'émission est supérieure à trois mois.

Article 411-27
La société de gestion de portefeuille procède à l'évaluation des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts dont le cours n'a pas été constaté ou qui n'ont pas fait l'objet de cotation le jour d'établissement de la valeur liquidative.

Article 411-28
Chaque catégorie d'instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation. Ces règles sont soumises à l'agrément de l'AMF lors de la création de l'OPCVM. Tout projet de modification de celles-ci doit être transmis à l'AMF. L'accord est réputé acquis, sauf refus notifié par l'AMF, dans le délai de deux mois.
Les porteurs sont informés de la modification des règles de valorisation.

Article 411-29
La valeur liquidative est obtenue en divisant l'actif net de l'OPCVM par le nombre d'actions ou de parts.
La valeur liquidative est tenue disponible par la société de gestion de portefeuille et communiquée à toute personne qui en fait la demande.
La valeur liquidative est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination selon des modalités fixées par une instruction de l'AMF.
Lorsque l'OPCVM émet différentes catégories de parts ou d'actions, la valeur liquidative des parts ou actions de chaque catégorie est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant à la catégorie de parts ou d'actions concernée par le nombre de parts ou d'actions de cette catégorie. Les modalités de calcul de la valeur liquidative des catégories de parts ou d'actions de l'OPCVM sont explicitées dans le prospectus ~~**complet**~~.

Article 411-30
Lorsque des parts ou des actions d'un OPCVM sont libellées en devises différentes, la devise de comptabilisation des actifs de l'OPCVM ou, le cas échéant, du compartiment, est unique.

Article 411-31
Les articles 411-27 à 411-33 s'appliquent à chaque compartiment lorsqu'il en existe au sein de l'OPCVM.
Nonobstant l'existence d'une comptabilité distincte, chaque catégorie de contrats, de valeurs, d'instruments financiers et de dépôts inscrits à l'actif des compartiments de même classe d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation.

Article 411-32
Les modalités de calcul de la créance du bénéficiaire sur l'OPCVM, mentionnées au cinquième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes :

1° La base de calcul de la créance est constituée de l'ensemble des obligations financières de l'OPCVM résultant d'opérations sur instruments financiers ou de contrats mentionnés au I de l'article L. 211-36 du code monétaire et financier avant prise en compte des biens et droits constituant la garantie ;
2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire de la sûreté communication de la valeur de la créance calculée par ce dernier ;
3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur de la créance communiquée par le bénéficiaire de la sûreté en application du 2° ;
4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valeur constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif en fonction de la nature de la créance et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.

Article 411-33
Les modalités d'évaluation des biens ou droits constituant la garantie octroyée par l'OPCVM, mentionnées au sixième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes :
1° Les biens ou droits constituant la garantie sont évalués conformément aux règles de valorisation utilisées par l'OPCVM pour valoriser ses éléments d'actifs et de hors-bilan ;
2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire des biens ou droits constituant la garantie communication de la valeur des biens ou droits constituant la garantie calculée par ce dernier ;
3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur des biens ou droits constituant la garantie communiquée par le bénéficiaire en application du 2° ;
4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valorisation constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.

Paragraphe 2 – Comptes annuels

Article 411-34
Les comptes des OPCVM doivent être tenus de manière à permettre l'identification directe, à tout moment, de tous les éléments d'actif et de passif d'un OPCVM.

Article 411-35
À la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif de l'OPCVM. Le dépositaire certifie l'inventaire des actifs de l'OPCVM, le montant des dépôts détenus par l'OPCVM et, le cas échéant, le nombre de parts ou actions de l'OPCVM en circulation.
Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV, ou la société de gestion de portefeuille du FCP, établit les comptes annuels de l'OPCVM. Il fixe, le cas échéant, le montant et la date de distribution prévue à l'article L. 214-10 du code monétaire et financier.
Lorsque l'OPCVM comprend des compartiments, des états de synthèse sont établis pour chaque compartiment.
Ces documents sont arrêtés à la date de clôture de l'exercice comptable de l'OPCVM. Ils sont adressés à tout porteur qui en fait la demande.

Article 411-36
Les comptes annuels de l'OPCVM sont présentés conformément au plan comptable en vigueur. Ils sont certifiés par le commissaire aux comptes.

Article 411-37
Les comptes annuels de l'OPCVM ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP sont mis à la disposition du commissaire aux comptes au plus tard quarante-cinq jours après la clôture de l'exercice.
Deux mois au plus tard après avoir reçu le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP, le contrôleur légal dépose au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille son rapport, ainsi que, le cas échéant, le rapport spécial prévu à l'alinéa 3 de l'article L. 225-40 du code de commerce.

Article 411-38

Une instruction de l'AMF fixe le contenu du rapport de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP ou du rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV.

Article 411-39
Les comptes annuels, la composition des actifs à la clôture de l'exercice, les rapports des commissaires aux comptes d'un OPCVM, ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, sont mis à la disposition des porteurs au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP. Ils sont adressés à tous les porteurs qui en font la demande dans les huit jours ouvrés suivant la réception de la demande.
Sous réserve de l'accord du porteur, cet envoi peut être effectué par voie électronique.

Paragraphe 3 - Acomptes et apports

Article 411-40
Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes sur la base de situations attestées par le commissaire aux comptes.
Le commissaire aux comptes apprécie à la fois l'évaluation des apports en nature et leur rémunération. Son rapport doit être déposé dans les quinze jours suivant l'apport.
Lorsque le ou les apports en nature concernent un ou des compartiments d'un OPCVM, le commissaire aux comptes établit un rapport décrivant l'opération pour chaque compartiment concerné.

Paragraphe 4 - Frais supportés par l'OPCVM

Article 411-41
Lorsque la rémunération des délégataires de la société de gestion de portefeuille ou du dépositaire et des sociétés liées à la société de gestion de portefeuille dans les conditions définies à l'article R. 214-46 du code monétaire et financier1, qui interviennent pour le compte d'un OPCVM ou en tant que contreparties d'une opération conclue par cet OPCVM, est prélevée directement sur l'actif de l'OPCVM, ceci ne peut avoir pour effet de majorer les frais maximum de l'OPCVM tels que définis dans son prospectus ~~**complet**~~.

Article 411-41-1
Lorsqu'un OPCVM investit dans les parts d'autres OPCVM ou d'organismes de placement collectif qui sont gérés, de façon directe ou par délégation par la même société de gestion ou par toute autre société à laquelle la société de gestion est liée par une convention de délégation de gestion financière ou par une relation de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, ladite société de gestion ou l'autre société ne peut ne peut facturer de droits de souscription ou de remboursement pour l'investissement de l'OPCVM dans les parts de ces autres OPCVM ou organismes de placement collectif.

Article 411-42 (supprimé)

Article 411-43
Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et la société de gestion de portefeuille, au vu du programme des diligences estimées nécessaires.

Sous-Section 3 – Fusion

Article 411-44
La présente sous-section est applicable aux fusions entre OPCVM de droit français ou de droit étranger conformes à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009, dont l'un au moins a fait l'objet d'une notification conformément à l'article 93.
La présente sous-section est applicable aux compartiments de ces OPCVM.
Ces fusions peuvent prendre l'une des deux formes suivantes :
1° Soit la fusion-absorption par laquelle un ou plusieurs OPCVM ou compartiments d'OPCVM, dénommés «OPCVM absorbé», transfèrent, à la suite et au moment de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine à un autre OPCVM existant ou à un compartiment de celui-ci, dénommé «OPCVM absorbant»,

moyennant l'attribution, à leurs porteurs, de parts ou actions de l'OPCVM absorbant et, éventuellement, d'un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur liquidative de ces parts ou actions.
Cette opération comporte les conséquences suivantes :
a) l'actif et le passif de l'OPCVM absorbé sont transférés à l'OPCVM absorbant ou, le cas échéant, au dépositaire de l'OPCVM de droit étranger absorbant ;
b) les porteurs de l'OPCVM absorbé deviennent porteurs de l'OPCVM absorbant et, le cas échéant, ont droit à un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur liquidative de leurs parts ou actions dans l'OPCVM absorbé ;
c) l'OPCVM absorbé cesse d'exister à la date de prise d'effet de la fusion.
2° Soit la fusion par la constitution d'un nouvel OPCVM par laquelle au moins deux OPCVM ou compartiments d'OPCVM, dénommés «OPCVM absorbés», transfèrent, à la suite et au moment de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine à un OPCVM qu'ils constituent, ou à un compartiment de celui-ci, dénommé «OPCVM absorbant», moyennant l'attribution, à leurs porteurs, de parts ou actions de l'OPCVM absorbant et, éventuellement, d'un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur liquidative de ces parts ou actions.
Cette opération comporte les conséquences suivantes :
a) l'actif et le passif des OPCVM absorbés sont transférés à l'OPCVM absorbant nouvellement constitué ou, le cas échéant, au dépositaire de l'OPCVM de droit étranger absorbant ;
b) les porteurs des OPCVM absorbés deviennent porteurs de l'OPCVM absorbant nouvellement constitué et, le cas échéant, ont droit à un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur liquidative de leurs parts ou actions dans les OPCVM absorbés ;
c) les OPCVM absorbés cessent d'exister à la date de prise d'effet de la fusion.

Article 411-45
Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille, les coûts juridiques ainsi que les coûts des services de conseil ou administratifs associés à la préparation et à la réalisation de la fusion ne sont pas facturés à l'OPCVM absorbé, ni à l'OPCVM absorbant ni à leurs porteurs.

Article 411-46
L'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant rédigent un « projet commun de fusion » dont les éléments sont fixés par une instruction de l'AMF, auquel ils peuvent ajouter des éléments supplémentaires.
Les dépositaires de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant établissent une « déclaration de conformité » après avoir vérifié la conformité, avec les exigences des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, du règlement ou des statuts de leur OPCVM respectif, des éléments du « projet commun de fusion » mentionné à l'article 411-46 relatifs :
a) à l'identification de la forme de la fusion et des OPCVM concernés,
b) à la date prévue de prise d'effet de la fusion,
c) aux règles applicables au transfert d'actifs et à l'échange de parts ou actions.

Article 411-48
Lorsque l'OPCVM absorbé est de droit français, les rapports sur les conditions de réalisation de la fusion sont établis par les commissaires aux comptes de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant. Toutefois, l'un de ces commissaires aux comptes peut établir un rapport unique pour le compte des OPCVM concernés.
Ce ou ces rapports valident les éléments suivants :
a) les critères adoptés pour l'évaluation de l'actif et, le cas échéant, du passif à la date de calcul du ratio d'échange mentionnée à l'article 411-60 ;
b) le cas échéant, le paiement en espèces par part ou action ;
c) la méthode de calcul du ratio d'échange, et le ratio réel d'échange déterminé à la date de calcul de ce ratio mentionnée à l'article 411-60.
Un exemplaire du ou des rapports des commissaires aux comptes est mis, sur demande et gratuitement, à la disposition des porteurs des OPCVM concernés.
Il est également mis à la disposition de l'AMF et, le cas échéant, des autorités compétentes dont dépend l'OPCVM de droit étranger.

Article 411-49
Lorsque l'OPCVM absorbé est de droit français, il communique à l'AMF :
1° Le projet commun de la fusion proposée, dûment approuvé par l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant ;

2° La version à jour du prospectus et du document d'information clé pour l'investisseur de l'OPCVM absorbant s'il est établi dans un autre État membre de l'Union européenne ;
3° La déclaration de conformité des dépositaires de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant confirmant que, en application de l'article 411-47, ils ont vérifié la conformité des éléments d'information mentionnés à l'article 411-46 ;
4° Les informations relatives à la fusion proposée que l'OPCVM absorbant et l'OPCVM absorbé envisagent de fournir à leurs porteurs respectifs.
Ces informations sont fournies en français et, lorsque l'OPCVM absorbant est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, dans l'une des langues officielles de cet État membre ou dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet Etat membre.

Article 411-50
Lorsque l'OPCVM absorbant est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne et que l'AMF a reçu toutes les informations mentionnées à l'article 411-49, l'AMF transmet immédiatement des copies de ces informations aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant. L'AMF et les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant, examinent respectivement l'incidence potentielle de la fusion proposée sur les porteurs de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant afin d'établir si des informations appropriées doivent être fournies aux porteurs.
Si l'AMF le juge nécessaire, elle peut exiger par écrit une clarification des informations destinées aux porteurs de l'OPCVM absorbé.
Si les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant le jugent nécessaire, elles peuvent exiger par écrit, dans un délai maximal de quinze jours ouvrables à compter de la date de réception des copies des informations complètes mentionnées à l'article 411-49, que l'OPCVM absorbant modifie les informations à fournir à ses porteurs. Dans ce cas, les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant informent l'AMF de leur insatisfaction concernant ces informations.
Elles informent l'AMF, dans les vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle elles en ont reçu notification, si elles considèrent comme satisfaisantes les informations modifiées destinées aux porteurs de l'OPCVM absorbant.

Article 411-51
Lorsque l'OPCVM absorbé est de droit français, l'AMF autorise la fusion proposée si les conditions suivantes sont remplies :
1° La fusion proposée est conforme aux exigences des dispositions de la présente sous-section ;
2° L'OPCVM absorbant a fait l'objet d'une notification, en application de *l'article 93,* pour la commercialisation en France de ses parts ou actions ainsi que dans tous les Etats membres de l'Union européenne où l'OPCVM absorbé est commercialisé ;
3° L'AMF et, lorsque l'OPCVM absorbant est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, les autorités compétentes de l'État membre d'origine de cet OPCVM considèrent comme satisfaisantes les informations qu'il est proposé de fournir aux porteurs, ou aucune indication marquant une insatisfaction de la part des autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant n'a été reçue en application du quatrième alinéa de l'article 411-50.

Article 411-52
Si elle estime que le dossier comprenant les informations mentionnées à l'article 411-51 n'est pas complet, l'AMF demande à l'OPCVM absorbé des informations complémentaires au plus tard dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date à laquelle elle a reçu les informations mentionnées à l'article 411-49.
L'AMF informe l'OPCVM absorbé de sa décision d'autoriser ou non la fusion, dans les vingt jours ouvrables qui suivent la date à laquelle elle a reçu les informations complètes mentionnées à l'article 411-49 son autorisation ou non de la fusion.
Lorsque l'OPCVM absorbant est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'AMF communique sa décision aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de cet OPCVM.

Article 411-53
Lorsque l'AMF a autorisé la fusion, l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant fournissent à leurs porteurs respectifs un document comprenant les informations utiles et précises concernant la fusion proposée, mentionnées dans une instruction de l'AMF.

Ce document a pour objet de permettre aux porteurs de juger en pleine connaissance de cause de l'incidence de cette fusion sur leur investissement et d'exercer les droits que leur confère l'article 411-56.
Les informations contenues dans ce document sont rédigées de manière concise et dans un langage non technique permettant aux porteurs de l'OPCVM de déterminer en connaissance de cause quelle sera l'incidence de la fusion envisagée sur leur investissement.
Lorsque la fusion envisagée est transfrontalière, l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant expliquent respectivement en termes simples toute modalité ou procédure concernant l'autre OPCVM qui diffère de celles couramment utilisées dans son pays.
Les informations fournies aux porteurs de l'OPCVM absorbé doivent répondre aux besoins d'investisseurs qui n'ont aucune connaissance préalable des caractéristiques de l'OPCVM absorbant ni de son mode de fonctionnement. Elles doivent attirer leur attention sur les informations clés pour l'investisseur de l'OPCVM absorbant et insister sur l'utilité de les lire.
Les informations à fournir aux porteurs de l'OPCVM absorbant doivent porter pour l'essentiel sur les modalités de la fusion et sur son incidence potentielle sur l'OPCVM absorbant.
Ce document est transmis au moins trente jours avant la date ultime de demande de rachat ou de remboursement ou de conversion sans frais supplémentaires, conformément à l'article 411-56.

Article 411-54
Lorsque l'OPCVM absorbé ou l'OPCVM absorbant a fait l'objet d'une notification en application de *l'article 93*, les informations mentionnées à l'article 411-53 sont fournies dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'Union européenne de l'OPCVM concerné, ou dans une langue acceptée par ses autorités compétentes. L'OPCVM tenu de fournir les informations est responsable de leur traduction, laquelle doit être fidèle aux informations originales.

Article 411-55
L'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant fournissent à leurs porteurs le document mentionné à l'article 411-53 sur papier ou sur un autre support durable au sens de l'article 314-26.
Lorsque ces informations sont fournies sur un support durable autre que le papier, les conditions suivantes doivent être remplies :
1° Le mode de transmission est adapté au contexte dans lequel sont ou seront conduites les relations entre le porteur et l'OPCVM absorbé ou l'OPCVM absorbant ou, le cas échéant, la société de gestion de portefeuille concernée ;
2° Le porteur à qui l'information doit être fournie, après s'être vu proposer le choix entre la fourniture de l'information sur papier ou sur cet autre support durable, opte formellement pour cet autre support.
La fourniture d'informations par voie électronique est considérée comme adaptée au contexte dans lequel sont ou seront conduites les affaires entre l'OPCVM absorbé ou l'OPCVM absorbant ou les sociétés de gestion de portefeuille concernées et le porteur, s'il est démontré que ce dernier a un accès régulier à l'internet. La fourniture par le porteur d'une adresse électronique aux fins de la conduite de ces affaires est réputée satisfaire cette obligation.

Article 411-56
Les porteurs de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant doivent obtenir, sans frais autres que ceux retenus par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement, le rachat ou le remboursement de leurs parts ou actions ou, si cela est possible, leur conversion en parts ou actions d'un autre OPCVM poursuivant une politique de placement similaire et géré par la même société de gestion de portefeuille ou par toute autre société de gestion de portefeuille liée par une convention de délégation de gestion financière, par une relation de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte .
Ce droit devient effectif à compter de la date à laquelle les porteurs de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant ont été informés de la fusion proposée en application de l'article 411-53 et expire cinq jours ouvrables avant la date de calcul du ratio d'échange mentionnée à l'article 411-60.

Article 411-57
Une version à jour du document d'information clé pour l'investisseur, prenant en compte les modifications liées à la fusion projetée, est communiquée immédiatement aux porteurs de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant.

Article 411-58
Entre la date où le document mentionné à l'article 411-53 est fourni aux porteurs et la date de prise d'effet de la fusion, ledit document et le document d'information clé pour l'investisseur mis à jour de l'OPCVM absorbant sont fournis à toute personne achetant ou souscrivant des parts ou actions de l'OPCVM absorbé ou de l'OPCVM absorbant ou qui demande la communication du règlement, des statuts, du prospectus ou du document d'information clé pour l'investisseur de l'un des OPCVM concernés.

Article 411-59
Lorsque l'OPCVM absorbant est de droit français, la prise d'effet de la fusion est rendue publique sur un support durable, au sens de l'article 314-26, accessible au public et est communiquée aux porteurs des OPCVM concernés.
L'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant notifient la prise d'effet de la fusion à l'AMF et, le cas échéant, à l'autorité étrangère dont ils dépendent.

Article 411-60
Lorsque l'OPCVM absorbant est de droit français :
1° La fusion prend effet au moins trente jours après la date de sa publication effectuée en application de l'article 411-59.
2° Le calcul du ratio d'échange des parts ou actions de l'OPCVM absorbé avec celles de l'OPCVM absorbant est effectué à la date à laquelle la fusion prend effet conformément au 1°.
3° La valeur liquidative retenue pour les paiements en espèces est la dernière publiée avant la date à laquelle la fusion prend effet conformément au 1°.
Une fusion ayant pris effet conformément au présent article ne peut être déclarée nulle et non avenue.

Article 411-61
Lorsque l'OPCVM absorbant est de droit français, il confirme à son dépositaire que le transfert de son actif et, le cas échéant, de son passif, a été effectué, sur un support durable au sens de l'article 314-26 le jour même où a lieu le transfert.

Article 411-62
Lorsque l'OPCVM absorbant est de droit français, il dispose d'un délai de six mois à compter de la prise d'effet de la fusion définie au 1° de l'article 411-60 pour se conformer aux *articles L. 214-xx à L. 214-xx* du code monétaire et financier.

Article 411-63
Les créanciers des OPCVM **de droit français** participant à ~~l'~~ **une** opération de fusion **régie par la présente sous-section** et dont la créance est antérieure à la publicité donnée ~~au projet de fusion~~ **à la prise d'effet de la fusion effectuée conformément à l'article 411-59** peuvent former opposition à **la fusion** ~~celui-ci, pour les SICAV, dans le délai de trente jours à compter de la publication de l'avis dans un journal habilité à recevoir des annonces légales dans le département du siège social de la SICAV, et, pour les FCP, dans un délai de quinze jours avant la date prévue pour l'opération~~ **dans un délai de trente jours à compter de cette publicité.**

Sous-section 4 – Tenue du passif

Article 411-64
La tenue du passif comprend les tâches :
1° De centralisation des ordres de souscription et de rachat de parts ou actions d'OPCVM ;
2° De tenue de compte émission d'OPCVM.

Paragraphe 1 – La centralisation des ordres de souscription et de rachat de parts ou d'actions d'OPCVM

Article 411-65
I - Les tâches essentielles de la centralisation des ordres de souscription et de rachat sur parts ou actions d'OPCVM, en application des dispositions de l'article L. 214-3-1 du code monétaire et financier, sont les suivantes :
1° Assurer la réception centralisée des ordres de souscription et de rachat et procéder à l'enregistrement

correspondant ;
2° Contrôler le respect de la date et de l'heure limite de centralisation des ordres de souscription et de rachat mentionnées dans le prospectus ;
3° Communiquer en montant et/ou en nombre global de parts ou d'actions souscrites et rachetées le résultat de la réception centralisée des ordres à l'OPCVM ;
4° Valoriser les ordres après avoir reçu de l'OPCVM l'information relative à la valeur liquidative de l'action ou de la part concernée. Afin de permettre au centralisateur de s'acquitter de ses tâches dans les meilleurs délais, l'OPCVM lui transmet l'information relative à la valeur liquidative de l'action ou de la part dès qu'elle est disponible ;
5° Communiquer les informations nécessaires à la création et à l'annulation des parts ou actions au teneur de compte émetteur ;
6° Communiquer les informations relatives au résultat du traitement des ordres à l'entité qui a transmis l'ordre au centralisateur et à l'OPCVM.
II - L'enregistrement mentionné au 1° du I contient les informations suivantes :
1° L'OPCVM concerné ;
2° La personne qui a donné ou transmis l'ordre ;
3° La personne qui a reçu l'ordre ;
4° La date et l'heure de l'ordre ;
5° Les conditions et moyens de paiement ;
6° Le type d'ordre ;
7° La date d'exécution de l'ordre ;
8° Le nombre de parts souscrites ou rachetées ;
9° Le prix de souscription ou de rachat de chaque part ;
10° La valeur totale de souscription ou de rachat des parts ;
11° La valeur brute de l'ordre, frais de souscription inclus, ou le montant net après déduction des frais de rachat.

Article 411-66
L'entité en charge de la centralisation des ordres est désignée comme « centralisateur » dans le prospectus de l'OPCVM. Est désignée, le cas échéant, dans le prospectus toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation conformément aux dispositions de l'article 411-71.

Article 411-67
I - Le centralisateur peut confier l'exercice des tâches de centralisation à :
1° Une des personnes mentionnées à l'article L. 214-3-1 du code monétaire et financier ainsi qu'à un prestataire de services d'investissement situé dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
2° Un intermédiaire habilité au sein de l'Espace économique européen pour exercer les tâches de centralisation au sens de l'article 411-13-2.
II - Une convention est établie entre le centralisateur et l'entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation. Cette convention comprend au moins les clauses suivantes :
1° Les tâches essentielles de la centralisation telles que mentionnées à l'article 411-13-2 qui sont confiées à l'entité, notamment les modalités selon lesquelles les ordres de souscription et de rachat sont enregistrés ;
2° La nature des informations nécessaires à l'exercice par l'entité des tâches qui lui sont confiées ainsi que les modalités de leur transmission par le centralisateur à l'entité, notamment celles relatives à la valeur liquidative de l'OPCVM ;
3° Les modalités de traitement d'un évènement affectant le processus de souscription et de rachat des parts ou actions d'OPCVM ;
4° La mention selon laquelle l'AMF doit pouvoir accéder de façon effective aux données relatives à la centralisation des ordres de souscription ou de rachat des parts ou actions de l'OPCVM ainsi qu'aux locaux professionnels de l'entité.
Les modalités de résiliation de la convention, à l'initiative de l'une quelconque des parties, doivent permettre d'assurer la continuité et la qualité du service fourni.
Tout changement de l'entité à laquelle des tâches de centralisation ont été confiées doit donner lieu à une information préalable par le centralisateur à l'OPCVM et, le cas échéant, à la société de gestion qui le représente et au dépositaire.
Le centralisateur demeure responsable de l'exercice des tâches de centralisation qu'il a confiées.
Pour les OPCVM créés avant la date d'entrée en vigueur des articles 411-13-1 à 411-13-8, l'entité mentionnée dans le prospectus en charge de la centralisation des ordres est présumée agir par délégation de l'OPCVM.

Article 411-68
Un ordre de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM qui a été transmis au centralisateur ou à toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation est irrévocable à compter de la date et de l'heure limite de centralisation mentionnées dans le prospectus de l'OPCVM.
Un ordre irrévocable de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM engage l'investisseur ainsi que l'entité ayant transmis cet ordre au centralisateur ou à toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation à payer ou livrer ces parts ou actions.

Article 411-69
Le terme « ordre direct » désigne l'ordre de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM qui est directement transmis au centralisateur et dont l'acceptation par celui-ci est subordonnée à la conclusion d'une convention entre le centralisateur et l'OPCVM ou, le cas échéant, la société de gestion qui le représente, fixant les conditions d'acceptation et de dénouement des ordres directs.
L'OPCVM ou la société de gestion qui le représente met en en œuvre un dispositif adapté de gestion des risques liés à l'acceptation et au dénouement de ces ordres.

Paragraphe 2 – La tenue de compte émission de parts ou actions d'OPCVM

Article 411-70
Les tâches de la tenue de compte émission sont les suivantes :
1° Effectuer de façon justifiée et traçable les enregistrements du nombre de titres correspondant à la création ou à la radiation des parts ou des actions, consécutifs à la centralisation des ordres de souscription et de rachat, et déterminer en conséquence le nombre de titres composant le capital de l'OPCVM ; le teneur de compte émetteur s'assure qu'un enregistrement correspondant, en comptabilité espèces, a bien été effectué à l'actif de l'OPCVM ;
2° Identifier les titulaires de parts ou d'actions revêtant la forme nominative et comptabiliser, pour chaque titulaire, le nombre de parts ou actions détenues. Quand l'OPCVM n'est pas admis aux opérations du dépositaire central, il enregistre également, le cas échéant, le nombre de parts ou d'actions détenues sous la forme porteur auprès des teneurs de compte conservateurs directement inscrits en compte chez lui ;
3° Organiser le règlement et la livraison simultanés consécutifs à la création ou à la radiation de parts ou d'actions ; le teneur de compte émetteur organise également la livraison et, le cas échéant, le règlement consécutifs à tout autre transfert de parts ou d'actions. Lorsqu'un système de règlement et de livraison de titres est utilisé, il s'assure de l'existence de procédures adaptées ;
4° S'assurer que le nombre total de parts ou d'actions émises, à une date donnée, correspond au nombre de parts ou actions en circulation à la même date, revêtant la forme nominative et/ou porteur.

Article 411-71
La tenue de compte émission relève de la gestion de l'OPCVM. L'OPCVM ou, le cas échéant, la société de gestion qui le représente peut déléguer l'exécution des tâches décrites à l'article 411-13-7 de la tenue de compte émission à un prestataire de services d'investissement dans les conditions fixées aux 1° à 7° de l'article 313-77.

Section 4 – Calcul du risque global

Paragraphe 1
Mesure du risque global des OPCVM sur les contrats financiers

Conformément aux dispositions de l'article R. 214-17 du code monétaire et financier, au sens du présent paragraphe sont assimilés à des contrats financiers les titres financiers éligibles et les instruments du marché monétaire comportant un contrat financier.

Sous-paragraphe 1
Dispositions générales

Article 411-72
I. - La société de gestion de portefeuille calcule le risque global des OPCVM qu'elle gère au moins une fois par jour. Si cela est nécessaire et en fonction de la stratégie d'investissement de l'OPCVM, la société de gestion de portefeuille peut calculer le risque global de l'OPCVM plusieurs fois par jour.

Les limites de risque global fixées sont respectées en permanence.
II. - Le risque global des OPCVM est l'une ou l'autre des valeurs suivantes :

1° Le total de l'exposition et du levier auquel l'OPCVM géré a recours via des contrats financiers, qui ne peut dépasser l'actif net de l'OPCVM,

2° Le risque de marché du portefeuille de l'OPCVM tel que défini à l'article 311-XX.

Article 411-73
I. - Afin de calculer le risque global de l'OPCVM qu'elle gère, la société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de l'engagement ou la méthode du calcul de la valeur en risque fixées par une instruction de l'AMF.
Au sens du présent paragraphe, le terme « valeur en risque » désigne la mesure de la perte potentielle maximale compte tenu d'un niveau de confiance donné et sur une période donnée.
II. - La société de gestion de portefeuille de l'OPCVM veille à ce que la méthode qu'elle retient pour mesurer le risque global soit appropriée, compte tenu du profil de risque découlant de la stratégie d'investissement de l'OPCVM, des types et de la complexité des contrats financiers conclus, ainsi que de la part du portefeuille de l'OPCVM composée de contrats financiers.
III. - La société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de la valeur en risque dès lors que l'OPCVM qu'elle gère présente l'une des caractéristiques suivantes:
a) l'OPCVM met en œuvre des stratégies d'investissement complexes représentant une proportion non négligeable de sa politique de placement,
b) l'exposition de l'OPCVM aux contrats financiers non standards tels que fixés par une instruction de l'AMF est non négligeable,
c) si les risques de marché tel que défini à l'article 311-XX encourus par l'OPCVM ne sont pas pris en compte de manière adéquate par la méthode du calcul de l'engagement.
La méthode du calcul de la valeur en risque est complétée par un dispositif de tests de résistance.
IV. – L'OPCVM nourricier calcule son risque global lié aux contrats financiers en combinant son propre risque direct au titre des contrats financiers conclus conformément à l'article L. 214-42 du code monétaire et financier avec:
a) soit le risque réel de l'OPCVM maître par rapport aux contrats financiers, en proportion des investissements de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître;
b) soit le risque potentiel maximal global de l'OPCVM maître par rapport aux contrats financiers prévu par le règlement ou les documents constitutifs de l'OPCVM maître, en proportion de l'investissement de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître.

Sous-paragraphe 2
Méthode du calcul de l'engagement

Article 411-74
I. - Lorsque la société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global, elle l'utilise également pour toutes les positions sur contrats financiers qu'elles soient utilisées dans le cadre de la politique générale d'investissement de l'OPCVM, aux fins de la réduction des risques ou aux fins d'une gestion efficace du portefeuille, comme prévu à l'article R. 214-18 du code monétaire et financier.
II. - Lorsqu'un OPCVM utilise des techniques et des instruments mentionnés à l'article R. 214-18 du code monétaire et financier, la société de gestion de portefeuille tient compte de ces opérations lors du calcul du risque global.
III. - Le risque global d'un OPCVM calculé selon la méthode du calcul de l'engagement requiert la conversion de la position de chaque contrat financier en valeur de marché d'une position équivalente sur l'actif sous-jacent dudit contrat.
Les étapes de calcul du risque global selon la méthode du calcul de l'engagement ainsi que les formules de conversion sont précisées par une instruction de l'AMF.

Article 411-75
I. - La société de gestion de portefeuille peut tenir compte de dispositions de compensation et de couverture à la condition que ces dispositions ne fassent pas abstraction de risques flagrants et importants et qu'elles se traduisent par une réduction manifeste du risque.
II. - 1° Une disposition de compensation constitue une combinaison de positions sur des contrats financiers ou de titres financiers sur un même sous-jacent quelle que soit leurs dates de maturité, et dont le seul but est d'éliminer totalement les risques liés à certaines positions prises à travers d'autres contrats financiers ou titres financiers.
2° Une disposition de couverture est une combinaison de positions sur des contrats financiers et/ou de titres financiers telle que :

a) les sous-jacents ne sont pas forcément identiques,
b) les positions sont conclues dans le seul but de compenser les risques liés aux positions prises à travers les autres contrats financiers ou titres financiers.
3° Un OPCVM ayant principalement conclu des contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts peut utiliser des règles spécifiques de compensation en duration, dont les modalités sont précisées par une instruction de l'AMF, afin de tenir compte des corrélations entre les instruments de différentes maturités de la courbe des taux. Les règles spécifiques de compensation en duration ne peuvent pas être utilisées si elles conduisent à une évaluation incorrecte du profil de risque de l'OPCVM.
Un OPCVM ayant recours aux règles spécifiques de compensation en duration pour ses contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts peut prendre en considération des dispositions de couverture. Toutefois, seuls les contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts non pris en compte dans une disposition de couverture peuvent utiliser ces règles de compensation spécifiques.

Article 411-76
I. - 1° Lorsque l'utilisation de contrats financiers ne crée pas d'exposition supplémentaire pour l'OPCVM et qu'il répond aux conditions suivantes, il n'est pas nécessaire d'inclure l'exposition sous-jacente dans le calcul de l'engagement :
a) Il a pour objet d'échanger la performance de tout ou partie de l'actif de l'OPCVM avec la performance d'autres instruments financiers de référence ;
b) Il supprime totalement le risque de marché des actifs faisant l'objet de l'échange. La performance de l'OPCVM ne dépend plus de la performance des actifs faisant l'objet de l'échange ;
Il ne comporte pas de composante optionnelle et n'inclut ni levier ni tout autre risque additionnel par rapport à un investissement direct dans les actifs de référence.
2° Un contrat financier n'est pas pris en compte dans le calcul du risque global par la méthode du calcul de l'engagement lorsqu'il respecte les critères suivants :
a) la combinaison du contrat financier et d'un montant d'espèces investi dans des actifs rémunérés au taux sans risque permet d'obtenir une exposition identique à celle obtenue par l'intermédiaire de contrats financiers au comptant ;
b) il ne génère pas d'exposition supplémentaire, de levier et n'ajoute aucun risque de marché tel que défini à l'article 311-XX.
3° Lorsque la méthode du calcul de l'engagement est utilisée, il n'est pas nécessaire d'inclure dans le calcul du risque global les accords temporaires d'emprunt d'espèces conclus pour le compte de l'OPCVM conformément à l'article R. 214-25 du code monétaire et financier.

Sous-paragraphe 3
Méthode du calcul de la valeur en risque

Article 411-77
I. Le risque global d'un OPCVM calculé selon la méthode du calcul de la valeur en risque porte sur toutes les positions en portefeuille.
La valeur en risque maximale d'un OPCVM est fixée par la société de gestion de portefeuille en fonction de la définition de son profil de risque.
II. - La valeur en risque d'un OPCVM est entendue sur une période de 20 jours ouvrables avec un seuil de confiance à 99%. La période d'observation effective des facteurs de risque est d'au moins 250 jours ouvrables. En cas d'augmentation significative de la volatilité des prix, la valeur en risque doit être calculée sur une période d'observation plus courte. L'échantillon de données utilisé pour le calcul est mis à jour au moins tous les trimestres, ou plus fréquemment si les prix de marché sont sujets à des changements matériels.
Une instruction de l'AMF précise les conditions dans lesquelles il peut être dérogé au présent II.
Le calcul de la valeur en risque est réalisé au moins quotidiennement.

Article 411-78
I. - Afin de calculer le risque global selon la méthode du calcul de la valeur en risque, la société de gestion de portefeuille détermine de la méthode la plus appropriée entre valeur en risque relative et valeur en risque absolue compte-tenu du profil de risque de l'OPCVM, du type et de la complexité des instruments financiers employés et de la stratégie d'investissement.
La société de gestion de portefeuille est en mesure de démontrer que la méthode de valeur en risque utilisée est la plus appropriée ~~à travers~~ **au moyen d'**une documentation complète détaillant décisions et hypothèses.

II. - 1° Le risque global d'un OPCVM selon la méthode du calcul de la valeur en risque relative est égale au rapport de la valeur en risque de l'actif de l'OPCVM et de la valeur en risque d'un portefeuille de référence défini par une instruction de l'AMF, moins un, multiplié par l'actif net de l'OPCVM.
2° L'approche de valeur en risque absolue d'un OPCVM limite la valeur en risque maximum qu'il peut atteindre à 20% de la valeur de marché de son actif net.

Article 411-79
La société de gestion de portefeuille met en place :
1° Un dispositif de conservation et d'analyses *a posteriori* des résultats des calculs effectués, afin de surveiller la précision et la performance du modèle de valeur en risque ;
2° Un dispositif de tests de résistance rigoureux, complet et adapté au profil de risque de l'OPCVM permettant de simuler le comportement de l'OPCVM dans des situations de crise.
3° Lorsque le profil de risque et la stratégie d'investissement le demandent, des outils et méthodes de gestion des risques adaptés au profil de risque et à la stratégie d'investissement de l'OPCVM en complément des dispositifs mentionnés aux 1° et 2°.

Article 411-80
I. - Le risque global d'un OPCVM à formule est mesuré par la méthode du calcul de l'engagement ou par la méthode de la valeur en risque.
Si l'OPCVM à formule répond à toutes les conditions suivantes, il peut appliquer des règles spécifiques, fixées par une instruction de l'AMF, dans le calcul du risque global par la méthode du calcul de l'engagement :
1° Les rémunérations à fournir aux investisseurs reposent sur une formule de calcul dont les résultats possibles prédéfinis peuvent être divisés en un nombre fini de scénarios qui dépendent de la valeur des actifs sous-jacents. Chaque scénario offre aux investisseurs un résultat différent. ;
2° L'investisseur ne peut être exposé qu'à un seul résultat à la fois à tout moment de la vie de l'OPCVM ;
3° L'utilisation de la méthode du calcul de l'engagement pour mesurer le risque global sur chaque scénario individuel est appropriée, conformément aux dispositions de l'article XXXX-2. ;
4° La maturité finale de l'OPCVM n'excède pas 9 ans, à compter de la fin de la période de commercialisation ;
5° L'OPCVM **~~ne doit pas~~** n'accepte**~~r~~** pas des nouvelles souscriptions du public après la période de commercialisation initiale ;
6° La perte maximale que l'OPCVM peut subir lors du passage d'un scénario à un autre est limitée à 100% de la valeur initiale de l'actif net ;
7° L'impact de chaque actif sous jacent sur le profil de rémunérations à fournir aux investisseurs, à une date donnée, due au passage d'un scénario à un autre respecte les règles de diversification mentionnées à l'article R. 214-XX du code monétaire et financier.

Sous-paragraphe 4 – Entrée en vigueur

Article 411-81
Les OPCVM à formule existant à la date d'entrée en vigueur du décret n°xxx du xxx qui satisfont aux critères 1 à 4 de l'article 313-61-xx peuvent rester soumis aux dispositions de l'article R. 214-27 du code monétaire et financier dans sa rédaction antérieure au décret sous réserve que la formule reste inchangée.

Paragraphe 2
Risque de contrepartie et concentration des émetteurs

Article 411-82
1° La société de gestion de portefeuille veille à ce que le risque de contrepartie de l'OPCVM tel que défini à l'article 311-60 résultant d'un contrat financier négocié de gré à gré soit soumis aux limites prévues à l'article R. 214-24 du code monétaire et financier.
2° Lors du calcul de l'exposition de l'OPCVM à une contrepartie dans le respect des limites prévues au I de l'article R. 214-20 du code monétaire et financier, la société de gestion de portefeuille utilise la valeur positive de l'évaluation au prix du marché (*mark-to-market*) du contrat financier négocié de gré à gré conclu avec cette contrepartie.
La société de gestion de portefeuille peut se baser sur la position nette des contrats financiers d'un OPCVM par rapport à une contrepartie donnée, si elle dispose des facultés prévues à l'article L. 211-36-1 du code monétaire et financier ou de dispositions étrangères équivalentes aux fins de faire respecter pour le compte de l'OPCVM les accords de compensation conclus avec cette contrepartie. La position nette ne peut être utilisée que pour les contrats

financiers négociés de gré à gré auxquels l'OPCVM est exposé pour une contrepartie donnée, et non pour d'autres expositions de l'OPCVM par rapport à cette contrepartie.
3° La société de gestion de portefeuille peut réduire l'exposition d'un OPCVM à la contrepartie d'une opération portant sur un contrat financier négocié de gré à gré par la constitution d'une garantie au bénéfice de l'OPCVM. Cette garantie doit être suffisamment liquide pour pouvoir être réalisée rapidement à un prix proche de celui auquel elle a été estimée avant sa réalisation.
4° La société de gestion de portefeuille tient compte de la garantie lors du calcul de l'exposition au risque de contrepartie tel que mentionné à l'article 52, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE lorsqu'elle fournit, pour le compte de l'OPCVM, une garantie à la contrepartie d'une transaction portant sur un contrat financier négocié de gré à gré. La garantie ne peut être prise en compte sur une base nette que si la société de gestion de portefeuille dispose de moyens législatifs et règlementaires pour faire respecter les accords de compensation avec cette contrepartie pour le compte de l'OPCVM.
5° La société de gestion de portefeuille se fonde sur l'exposition sous-jacente qui résulte de l'utilisation de contrats financiers négociés de gré à gré conformément à la méthode du calcul de l'engagement, en vue du respect des limites de concentration par type d'émetteur mentionnées à l'article 52 de la directive 2009/65/CE.
6° Pour l'exposition résultant de transactions sur des contrats financiers négociés de gré à gré mentionnée à l'article 52, paragraphe 2, de la directive 2009/65/CE, la société de gestion de portefeuille inclue dans le calcul toute exposition au risque de contrepartie de tels contrats.

Article 411-82-1
I- Les actifs reçus en garantie par l'OPCVM dans le cadre de la réduction de son risque de contrepartie résultant d'un contrat financier conformément à l'article 411-82 respectent à tout moment les principes suivants :
1° tout actif reçu en garantie doit être suffisamment liquide et doit pouvoir être vendu à tout moment et au prix auquel il a été évalué préalablement à la vente. Les actifs reçus en garantie sont négociés sur un marché hautement liquide et disposent d'un prix transparent.
2° les actifs reçus en garantie sont évalués au moins une fois par jour.
L'incapacité d'évaluer indépendamment les actifs reçus en garantie mettrait clairement l'OPCVM en risque, notamment si l'évaluation est basée sur un modèle et si ces actifs sont peu liquides.
Lorsque cela approprié, l'OPCVM applique une décote adéquate à la valeur de marché des actifs reçus en garantie. En outre, lorsque ces actifs présentent un risque significatif de volatilité, l'OPCVM applique des décotes particulièrement prudentes.
3° la qualité de crédit de l'émetteur est un critère important d'appréciation de l'éligibilité des actifs reçus en garantie. Des décotes appropriées sont appliquées à la valeur de marché des actifs reçus en garantie lorsque l'émetteur n'est pas de haute qualité de crédit.
4° toute corrélation entre la contrepartie et les actifs reçus en garantie pour réduire l'exposition de l'OPCVM à cette contrepartie doit être évitée.
5° une forte concentration des actifs reçus en garantie sur un même émetteur, un même secteur ou un même pays engendrent un risque évident pour l'OPCVM.
6° La société de gestion dispose de moyens techniques et humains appropriés, notamment en ce qui concerne les systèmes opérationnels et l'expertise juridique afin de gérer d'une manière efficace les garanties.
7° Les actifs reçus en garantie sont conservés par le dépositaire qui doit être indépendant de la contrepartie des transactions de gré à gré ou juridiquement protégé en cas de défaillance de cette contrepartie.
8° Les garanties doivent pouvoir être réalisées à tout moment par l'OPCVM et sans information ni approbation de la contrepartie.
9° Les actifs reçus en garantie - hormis les espèces - ne peuvent pas être vendus, réinvestis, prêtés ou remis en garantie.
10° Les actifs reçus en garantie sous forme d'espèces ne peuvent être investis que dans des actifs non risqués.

Article 411-83
I. - Afin de calculer le risque de contrepartie mentionné à l'article R. 214-24 du code monétaire financier, l'OPCVM prend en compte les garanties constituées auprès d'un prestataire de services d'investissement et leurs variations subséquentes, relatives aux contrats financiers conclus sur un marché mentionné aux a) b) ou c) de l'article R. 214-11 du code monétaire financier ou négociés de gré à gré, qui ne sont pas protégées par des règles de protection des avoirs des clients ou d'autres règles similaires permettant de garantir la protection de l'OPCVM contre les risques de faillite du prestataire de services d'investissement.
II. - Afin de calculer les limites mentionnées au III de l'article R. 214-20 code monétaire et financier, l'OPCVM prend en compte le risque net auquel il est exposé au titre des opérations mentionnées au R. 214-18 sur une même

contrepartie. Le risque net est égal au montant récupérable par l'OPCVM, diminué, le cas échéant, des garanties constituées au profit de l'OPCVM.
Le risque créé par la réutilisation des garanties constituées au profit de l'OPCVM doit également être pris en compte dans le calcul du ratio émetteur.
III. - Afin de calculer les limites mentionnées aux articles R. 214-20 et R. 214-24 du code monétaire et financier, l'OPCVM doit déterminer si la contrepartie sur laquelle il est exposé est un prestataire de services d'investissement, une chambre de compensation ou une autre entité dans le cadre d'un contrat financier de gré à gré.
IV. - Les limites fixées aux articles R. 214-20, R. 214-22 et R. 214-24 du code monétaire et financier prennent en compte l'exposition liée aux actifs sous-jacents aux contrats financiers, y compris les contrats financiers incorporés, portant sur des instruments financiers éligibles ou sur des instruments du marché monétaire.
V. - Lorsque l'OPCVM calcule les limites de concentration par type d'émetteur, les sous-jacents des contrats financiers, y compris dans le cas de contrats financiers incorporés, doivent être pris en compte afin de déterminer les expositions à un émetteur donné qui résultent de ces positions.
L'exposition liée à une position doit être pris en compte dans le calcul des limites de concentration par type d'émetteur.
Elle doit être calculée en utilisant la méthode de calcul de l'engagement lorsque cela est approprié.
La mesure de la perte maximale potentielle liée au **défaut** de l'émetteur est prise compte quand elle donne un résultat plus conservateur.
Les dispositions de ce présent article s'applique à tout OPCVM, que celui-ci utilise ou non la méthode de calcul de la valeur en risque (VAR) afin de calculer le risque global.
Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux contrats financiers fondés sur un indice répondant aux critères de l'article R. 214-27 du code monétaire et financier.

Paragraphe 3
Procédure pour l'évaluation des contrats financiers négociés de gré à gré

Article 411-84
I. - La société de gestion de portefeuille veille à ce que les expositions fassent l'objet d'évaluations à la juste valeur qui ne reposent pas uniquement sur des cotations du marché effectuées par les contreparties aux transactions sur les contrats financiers négociés de gré à gré et qui respectent les critères fixés à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 2007/16/CE.
II. - Pour l'application du 1°, la société de gestion de portefeuille établit, met en œuvre et maintient opérationnelles des modalités et des procédures assurant une évaluation adéquate, transparente et juste de l'exposition des OPCVM aux contrats financiers négociés de gré à gré.
La société de gestion de portefeuille veille à ce que l'évaluation de la juste valeur des contrats financiers négociés de gré à gré soit appropriée, précise et indépendante.
Les modalités et les procédures d'évaluation doivent être appropriées et proportionnées à la nature et à la complexité des contrats financiers négociés de gré à gré concernés.
La société de gestion de portefeuille respecte les exigences formulées à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 23, paragraphe 4, deuxième alinéa, lorsque les modalités et les procédures d'évaluation de contrats financiers négociés de gré à gré impliquent l'exercice d'activités par des tiers.
III. - Pour l'application des 2° et 3°, des missions et des responsabilités spécifiques sont confiées à la fonction de gestion des risques.
IV. - Les modalités et les procédures d'évaluation mentionnées au 2° doivent être décrites dans un document prévu à cet effet.

Section 5 - OPCVM maitres ou nourriciers

Article 411-85
Un OPCVM maître dans lequel sont investis au moins deux OPCVM nourriciers, peut être agréé comme conforme même s'il n'a pas pour objet exclusif de promouvoir la vente de ses parts auprès du public et de recueillir des capitaux auprès d'autres investisseurs.

Paragraphe 1 - Convention d'échange d'informations

entre OPCVM maître et nourriciers ou règles de conduite interne

Article 411-86
L'OPCVM nourricier ou la société de gestion qui le représente conclut un accord d'échange d'informations avec l'OPCVM maître ou la société de gestion qui représente ce dernier en application duquel l'OPCVM maître fournit à l'OPCVM nourricier tous les documents et toutes les informations nécessaires pour que ce dernier soit en mesure de respecter ses obligations réglementaires.
Le contenu de cet accord est précisé par une Instruction de l'AMF.

Article 411-87
Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier sont agréés par l'AMF, l'accord entre ces deux OPCVM est soumis au droit français et relève de la compétence exclusive des juridictions françaises.
Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un autre État membre de l'Union européenne, l'accord doit stipuler que le droit applicable est le droit du lieu où est établi l'OPCVM Maître ou celui du lieu où est établi l'OPCVM nourricier et que les deux parties reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État dont le droit est désigné comme applicable à cet accord.
Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier sont gérés par la même société de gestion, l'accord peut être remplacé par des règles de conduite internes assurant le respect des exigences énoncées dans la présente section.
Les règles de conduite interne de la société de gestion de portefeuille prévoient des mesures appropriées pour limiter les conflits d'intérêts qui peuvent surgir entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître, ou entre l'OPCVM nourricier et d'autres porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM maître, dès lors que ce risque n'est pas suffisamment couvert par les mesures prises par la société de gestion de portefeuille pour empêcher les conflits d'intérêts de porter atteinte aux intérêts de ses clients, en application de l'article L. 533-10 3° du code monétaire et financier.
Le contenu de ces règles de conduite est précisé par une instruction de l'AMF.

Article 411-88
L'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier prennent des mesures appropriées pour coordonner le calendrier du calcul et de la publication de leur valeur nette d'inventaire, afin d'écarter les possibilités d'opérations d'arbitrage sur leurs parts entre la valeur comptable et la valeur de marché

Paragraphe 2 – Convention entre dépositaires

Article 411-89
Préalablement à l'agrément de l'OPCVM nourricier dans les parts de l'OPCVM maître, les dépositaires des OPCVM maîtres et nourriciers concluent un accord d'échange d'informations afin d'assurer la bonne fin des obligations des deux dépositaires.
Cet accord doit permettre aux dépositaires des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations utiles à l'exercice de leurs missions.
Le contenu de cet accord est précisé dans une instruction de l'AMF.

Article 411-91
Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'accord d'échange d'information conclu entre les dépositaires doit comporter les mêmes prévisions que l'accord d'échanges d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier en matière de loi applicable au contrat et de compétence juridictionnelle.
Lorsque l'échange de documents et d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier est prévu par les règles de conduite internes de la société de gestion, l'accord entre le dépositaire de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier stipule que le droit applicable à l'accord d'échange d'informations entre les deux dépositaires est, soit celui de l'État d'établissement de l'OPCVM nourricier, soit, s'il est différent, celui de l'État d'établissement de l'OPCVM maître, et que les deux dépositaires reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État dont le droit s'applique à cet accord.
Parmi les irrégularités visées à l'alinéa 13 de l'article L. 214-42 du code monétaire et financier que le dépositaire de l'OPCVM maître détecte dans l'exercice de ses fonctions et qui peuvent avoir une incidence négative sur l'OPCVM nourricier figurent, de façon non limitative :
a) les erreurs commises dans le calcul de la valeur d'inventaire nette de l'OPCVM maître ;

b) les erreurs commises lors d'opérations effectuées par l'OPCVM nourricier en vue d'acheter, de souscrire ou de demander le rachat ou le remboursement de parts de l'OPCVM maître, ou lors du règlement de ces opérations ;
c) les erreurs commises lors du paiement ou de la capitalisation des revenus provenant de l'OPCVM maître, ou lors du calcul des retenues à la source y afférentes;
d) les manquements constatés par rapport aux objectifs, à la politique ou à la stratégie d'investissement de l'OPCVM maître tels qu'ils sont décrits dans son règlement ou ses statuts, son prospectus ou son document d'information clé pour l'investisseur ;
e) les infractions aux limites d'investissement et d'emprunt fixées par la réglementation ou le règlement du fonds ou les statuts de la SICAV, son prospectus ou le document d'information clé pour l'investisseur.

Paragraphe 3 - Accord entre les Commissaires aux comptes des OPCVM maître et nourriciers

Article 411-92
Préalablement à l'agrément d'un OPCVM nourricier, les commissaires aux comptes des OPCVM nourriciers et maître, ~~qu'elles soient françaises ou étrangères~~, concluent une convention d'échange d'informations afin de permettre aux commissaires comptes des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de leurs missions.
Le contenu de cette convention est précisé par une instruction.
Dans son rapport d'audit, le commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier tient compte du rapport d'audit de l'OPCVM maître.
Si l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ont des exercices comptables différents, le commissaire aux comptes de l'OPCVM maître établit un rapport ad hoc à la date de clôture de l'OPCVM nourricier.
Le commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier fait notamment rapport sur toute irrégularité signalée dans le rapport d'audit de l'OPCVM maître et sur son incidence sur l'OPCVM nourricier.
Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'accord d'échange d'informations entre les commissaires aux comptes de l'OPCVM maître et de l'OPCVM nourricier doit contenir les mêmes prévisions en matière de droit applicable et de compétence juridictionnelle que l'accord entre OPCVM maître et nourricier.
Lorsque l'échange de documents et d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier est prévu par les règles de conduite internes de la société de gestion, l'accord entre le commissaire aux comptes de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier prévoit que le droit qui s'applique à l'accord d'échange d'informations entre les deux commissaires aux comptes soit, soit celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM nourricier soit, s'il est différent, celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM maître, et à ce que ces deux commissaires aux comptes reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État membre de l'Union européenne dont le droit s'applique à cet accord.

Paragraphe 4 - Frais

Article 411-93
Lorsque, en rapport avec un investissement dans les parts d'un OPCVM maître, une redevance de distribution, une commission ou un autre avantage monétaire sont versés à l'OPCVM nourricier, à sa société de gestion ou à toute personne agissant pour le compte de celui-ci ou de sa société de gestion, cette redevance, cette commission ou cet autre avantage monétaire sont versés dans les actifs de l'OPCVM nourricier.

Article 411-94
L'OPCVM maître ne facture ni frais de souscription ni frais de rachat pour l'acquisition ou le rachat de ses parts par l'OPCVM nourricier.

Paragraphe 5 - Informations

Article 411-95
~~Les porteurs de parts ou d'actions de l'OPCVM nourricier bénéficient d'une information et d'un traitement équivalents à ceux qu'ils auraient s'ils détenaient des parts ou actions de l'OPCVM maître.~~

Article 411-96

L'OPCVM maître veille à ce que toutes les informations requises en vertu des lois et règlements applicables applicable, du règlement ou des statuts soient mises en temps utile à la disposition de l'OPCVM nourricier, ou, le cas échéant, de sa société de gestion de portefeuille, ainsi que de l'AMF ou si l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, des Autorités de ce pays, du dépositaire et du commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier.

Article 411-97

I. Le prospectus de l'OPCVM nourricier précise que :

a)**celui-ci est le nourricier** d'un OPCVM maître donné et que, en tant que tel, il investit en permanence 85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître ;

b)**l'objectif et la politique de placement**, ainsi que le profil de risque de l'OPCVM nourricier et des informations quant au point de savoir si les performances de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître sont identiques, ou dans quelle mesure et pour quelles raisons elles diffèrent. Le prospectus contient également une description des actifs autres que les parts ou actions de l'OPCVM maître, dans lesquels l'actif de l'OPCVM nourricier peut être investi à hauteur maximum de 15 % en application de l'article L. 214-42 alinéa 2 du code monétaire et financier.

c)une description brève de l'OPCVM maître, de son organisation ainsi que de son objectif et de sa politique de placement, y compris son profil de risque et une indication de la manière dont il est possible de se procurer le prospectus de l'OPCVM maître;

d)un résumé de l'accord entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ou des règles de conduite internes établis conformément à l'article L. 214-42 du code monétaire et financier ;

e)la manière dont les porteurs de parts et actionnaires peuvent obtenir des informations supplémentaires sur l'OPCVM maître et sur l'accord précité conclu entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ;

f) une description des rémunérations et des remboursements de coûts dus par l'OPCVM nourricier au titre de son investissement dans des parts ou actions de l'OPCVM maître, ainsi qu'une description des frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître;

g)une description des conséquences fiscales de l'investissement dans les parts ou actions de l'OPCVM maître pour l'OPCVM nourricier ;

II. Le rapport annuel de l'OPCVM nourricier mentionne les informations précisée par une Instruction ainsi que les frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître.

Les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM nourricier indiquent la manière dont il est possible de se procurer les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître.

III. Outre les exigences prévues aux articles 411-111, 411-120 et 411-122, l'OPCVM nourricier agréé par l'AMF envoie à celle-ci le prospectus, le document d'information clé pour l'investisseur et toutes les modifications qui y sont apportées ainsi que les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître.

IV. Un OPCVM nourricier indique dans toutes ses communications publicitaires concernées qu'il investit en permanence 85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître.

V. L'OPCVM nourricier fournit gratuitement aux investisseurs, sur demande, un exemplaire sur support papier du prospectus et des rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître.

Paragraphe 6 - Conversion d'OPCVM existants en OPCVM nourriciers et changement d'OPCVM maître

Article 411-98

I. Un OPCVM qui devient nourricier d'un OPCVM maître, ou encore un OPCVM nourricier qui change d'OPCVM maître fournit les informations suivantes à ses porteurs de parts ou actionnaires :

a) une déclaration indiquant que l'AMF ou, le cas échéant les autorités compétentes de l'État d'origine de l'OPCVM nourricier ont approuvé l'investissement de ce dernier dans des parts dudit OPCVM maître;

b) Le document d'information clé pour l'investisseur mentionné à l'article 411-106, de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître;

c) la date à laquelle l'OPCVM nourricier doit commencer à investir dans l'OPCVM maître ou, si son actif y est déjà investi, la date à laquelle plus de 20 % de son actif sera investi dans les parts ou actions de cet OPCVM ; et

d) une déclaration indiquant que les porteurs de parts ou actionnaires ont le droit de demander, dans un délai de trente jours, le rachat ou le remboursement de leurs parts, sans frais autres que ceux imputés par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement; ce droit prend effet à partir du moment où l'OPCVM nourricier a fourni les informations visées au présent article.

Cette information est fournie au moins trente jours avant la date mentionnée au point c).

II. Si l'OPCVM nourricier est un OPCVM étranger coordonné autorisé à commercialisation en France en application de la procédure de passeport, les informations visées au paragraphe 1 sont fournies dans la langue officielle ou dans

l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM nourricier, ou dans une langue acceptée par ses autorités compétentes. L'OPCVM nourricier est responsable de la réalisation de la traduction. Cette traduction est le reflet fidèle de l'original.
III. L'OPCVM nourricier n'investit pas dans les parts de l'OPCVM maître concerné au-delà de la limite de 20 % de son actif prévue à l'article R. 214-22, avant la fin de la période de trente jours visée au paragraphe 1, deuxième alinéa.

Paragraphe 7 – Fusion et scissions de l'OPCVM maître

~~**Article 411-99**~~
~~Les fusions, fusions-absorptions et scissions des OPCVM maître sont soumises aux dispositions de la Sous-section 3 de la Section 3 du Chapitre I du titre premier du présent livre du RGAMF sauf dispositions contraires.~~

Article 411-100
La fusion ou scission d'un OPCVM maître ne prend effet que si celui-ci a fourni à tous ses porteurs de parts ou actionnaires et aux autorités compétentes des États membres d'origine de ses OPCVM nourriciers les informations visées à l'article 411-53 RGAMF ~~ou des informations comparables à celles-ci~~, au plus tard soixante jours avant la date de prise d'effet proposée.

Article 411-101
L'OPCVM nourricier dont l'OPCVM maître est concerné par des opérations de fusion, fusion-absorption ou scission, est liquidé sauf si l'AMF donne son agrément pour que :
a) L'OPCVM nourricier continue à être un OPCVM nourricier de l'OPCVM maître ou d'un autre OPCVM qui est le résultat de la fusion ou de la scission de l'OPCVM maître;
b) L'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître et investisse au moins 85 % de ses actifs dans les parts d'un autre OPCVM qui n'est pas le résultat de la fusion ou de la scission; ou
c) modifie son règlement ou ses documents constitutifs afin de se convertir en OPCVM non nourricier.
L'OPCVM nourricier doit soumettre à l'AMF, au plus tard un mois après la date à laquelle il est informé du projet de fusion ou de division, son dossier d'agrément.

Article 411-102
Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître ou se convertit en OPCVM non nourricier, il peut racheter ou à rembourser toutes ses parts ou actions de l'OPCVM maître avant que la fusion ou la division de celui-ci ne prenne effet.

Article 411-103
Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître consécutivement à la liquidation, fusion ou division de son OPCVM maître, l'OPCVM nourricier ne doit pas porter atteinte au droit de sortie sans frais des porteurs de parts ou actionnaires en suspendant provisoirement les rachats ou les remboursements, sauf si des circonstances exceptionnelles obligent à une telle suspension afin de protéger les intérêts des porteurs de parts ou actionnaires, ~~**ou si les autorités compétentes l'exigent.**~~

Article 411-104
Si un OPCVM maître est liquidé, l'OPCVM nourricier est également liquidé, sauf si l'AMF autorise :
a) l'investissement d'au moins 85 % des actifs de l'OPCVM nourricier dans les parts d'un autre OPCVM maître; ou
b) la modification du règlement ou des documents constitutifs de l'OPCVM nourricier afin de lui permettre de se convertir en OPCVM non nourricier.
La liquidation d'un OPCVM maître ne peut intervenir dans un délai inférieur à trois mois à compter du moment où il a informé tous ses porteurs de parts ou actionnaires et l'AMF, ou si l'OPCVM nourricier est établi dans un Etat membre de l'Union européenne, les autorités compétentes de cet État, de sa décision contraignante de liquidation.

Section 5 - Information des investisseurs

Article 411-104-1

La société de gestion de portefeuille est seule responsable du contenu ~~du prospectus complet~~ **des documents** transmis à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.

Sous-section 1
Langue des documents d'information

Article 411-105
Un OPCVM relevant du présent chapitre rédige ses documents d'information mentionnés dans la présente section en langue française.
Un OPCVM relevant du présent chapitre ayant fait l'objet d'une notification pour la commercialisation de ses parts ou actions dans un autre Etat membre de l'Union européenne conformément à l'article 93 rédige son document d'information clé pour l'investisseur en langue française et peut rédiger ses autres documents d'information en langue française ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français.
Le deuxième alinéa est applicable à un OPCVM de droit étranger conforme à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 dont les parts ou actions sont commercialisées en France.
Lorsque l'OPCVM ou sa société de gestion de portefeuille s'assure que le dispositif de commercialisation mis en place permet d'éviter que la documentation ne soit adressée ou susceptible de parvenir, sur le territoire de la République française, à des investisseurs pour lesquels cette langue ne serait pas compréhensible, l'OPCVM conforme à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 peut rédiger ses documents d'information dans une langue usuelle en matière financière autre que le français.

Sous-section 2
Document d'information clé pour l'investisseur

Article 411-106
L'OPCVM établit un document bref contenant les informations clés pour l'investisseur dénommé « document d'information clé pour l'investisseur ».
Ce document est élaboré selon les modalités prévues par le règlement européen n°583/2010 du 1er juillet 2010.

Article 411-107
Le document d'information clé pour l'investisseur, dont le contenu est précontractuel, remplit les conditions suivantes :
1° Il comporte les mots « informations clés pour l'investisseur » mentionnés clairement en français ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français dans le respect de *l'article 411-105*.
2° Il contient des informations correctes, claires et non trompeuses et cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.
3° Il comprend les informations appropriées sur les caractéristiques essentielles de l'OPCVM concerné, devant être fournies aux investisseurs afin que ceux-ci puissent raisonnablement comprendre la nature et les risques de l'OPCVM qui leur est proposé et, par voie de conséquence, prendre des décisions en matière de placement en pleine connaissance de cause.
4° Il contient des informations sur les éléments essentiels suivants de l'OPCVM :
a) L'identification de l'OPCVM ;
b) Une brève description de ses objectifs de placement et de sa politique de placement ;
c) Une présentation de ses performances passées ou, le cas échéant, de scénarios de performances ;
d) Les coûts et les frais liés ;
e) Le profil de risque au regard de la rémunération de l'investissement, y compris des orientations et des mises en garde appropriées sur les risques inhérents à l'investissement dans l'OPCVM concerné.
Ces éléments essentiels doivent être compréhensibles pour l'investisseur sans renvoi à d'autres documents. Ils sont tenus à jour.
5° Il indique clairement où et comment obtenir des informations supplémentaires sur l'investissement proposé, y compris où et comment le prospectus et les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus, sur demande, gratuitement et à tout moment, ainsi que la langue dans laquelle ces informations sont disponibles pour les investisseurs.
6° Il est rédigé de manière concise et dans un langage non technique.
7° Il est établi dans un format commun, permettant des comparaisons avec d'autres OPCVM.
8° Il est présenté de telle manière qu'il puisse être compris par les clients non professionnels.

9° Hormis sa traduction, il est utilisé sans adaptation ni ajout, dans tous les États membres de l'Union européenne où l'OPCVM a fait l'objet d'une notification pour la commercialisation de ses parts ou actions conformément à l'article 93.

Article 411-108
Le document d'information clé pour l'investisseur contient un avertissement clair indiquant que la responsabilité de l'OPCVM ou de sa société de gestion de portefeuille ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans ce document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.

Article 411-109 *Néant*

Article 411-110 *Néant*

Article 411-111
L'OPCVM intègre son document d'information clé dans le dossier d'agrément de l'OPCVM qu'il transmet à l'AMF.
Article 411-112
Les OPCVM existants avant le 1er juillet 2011 doivent remplacer leurs prospectus simplifiés rédigés conformément aux dispositions de la directive 85/611/CEE par le document d'information clé pour l'investisseur mentionné à l'article 411-106 au plus tard le 30 juin 2012.

Sous-section 2 - Prospectus

Article 411-113
Le prospectus de l'OPCVM contient les renseignements nécessaires pour que les investisseurs puissent juger en pleine connaissance de cause l'investissement qui leur est proposé, et notamment les risques inhérents à celui-ci.
Il comporte une description claire et facile à comprendre du profil de risque de l'OPCVM, indépendamment des actifs dans lesquels il est investi.
Le règlement ou les statuts de l'OPCVM font partie intégrante du prospectus auquel ils sont annexés.
Toutefois, le règlement ou les statuts peuvent ne pas être annexés au prospectus si l'investisseur est informé que, à sa demande, ces documents lui seront envoyés ou qu'il sera informé de l'endroit où il pourra les consulter.
Les éléments essentiels du prospectus sont tenus à jour.
Le contenu du prospectus est défini dans une instruction de l'AMF.

Article 411-114
Le prospectus ~~complet~~ décrit l'ensemble des frais supportés par les porteurs ou par l'OPCVM, toutes taxes comprises, en indiquant :
1° Pour les commissions supportées par le porteur :
a) Le taux maximal de la part de la commission de souscription et de rachat non acquise à l'OPCVM ;
b) Le taux de la part de la commission acquise à l'OPCVM ainsi que les conditions dans lesquelles ce taux peut être réduit.
2° Pour les frais supportés par l'OPCVM, le taux de frais de fonctionnement et de gestion maximum. La mention de ce taux doit être complétée, le cas échéant, par les précisions suivantes :
a) Les règles de calcul des commissions de mouvement ;
b) Les règles de calcul de la part des revenus des opérations d'acquisition ou cession temporaires de titres non affectée à l'OPCVM ;
c) Les frais et commissions maximum pouvant être supportés au titre d'OPCVM ou de fonds d'investissement au sens de l'article R. 214-5 du code monétaire et financier acquis par l'OPCVM ;
d) Les règles de calcul de la commission de gestion variable.
3° Pour les frais effectivement supportés par l'OPCVM au cours du dernier exercice :
a) Le total des frais facturés à l'OPCVM rapporté à l'actif moyen de l'OPCVM au cours du dernier exercice. Ce total représente la somme des frais de fonctionnement et de gestion, des frais mentionnés aux a et d du 2° et des frais effectivement supportés par l'OPCVM du fait d'investissement dans des OPCVM ou fonds d'investissement ;

b) Le total des frais d'intermédiation sur les instruments financiers du dernier exercice rapporté à l'actif de l'OPCVM, accompagné du taux de rotation du portefeuille.
La présentation du prospectus ~~complet~~ et les modalités de calcul des frais mentionnés au présent article sont précisées par une instruction de l'AMF.

Article 411-115
Le prospectus ~~complet~~ définit les règles de valorisation pour chaque catégorie d'instruments financiers, de dépôts, de valeurs et de contrats.
Entre deux calculs de valeur liquidative, un OPCVM peut établir et publier une valeur indicative de la valeur liquidative appelée « valeur estimative ». Le prospectus ~~complet~~ mentionne les conditions de publication de celle-ci et avertit l'investisseur qu'elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats.
Toute communication d'une valeur estimative comporte le même avertissement.

Article 411-116
Le prospectus précise les catégories d'actifs dans lesquels l'OPCVM est habilité à investir.
Il indique également si les opérations sur les contrats financiers sont autorisées, auquel cas il précise de manière bien visible si ces opérations peuvent être effectuées à titre de couverture ou en vue de la réalisation des objectifs d'investissement ainsi que les effets possibles de l'utilisation de contrats financiers sur le profil de risque.

Article 411-117
I. Lorsque l'OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à l'article 50 autres que des titres financiers éligibles ou des instruments du marché monétaire ou lorsque l'OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à l'article 53, son prospectus comporte une mention bien visible attirant l'attention sur sa politique de placement.
II. Lorsque l'OPCVM investit une part importante de ses actifs dans d'autres OPCVM, son prospectus indique le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être facturées à la fois à l'OPCVM lui-même et aux autres OPCVM dans lesquels il entend investir.
III. L'OPCVM mentionné à l'article xx du code monétaire et financier inclue, dans son prospectus une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur l'autorisation dont il bénéficie et indiquant les États membres de l'Union européenne, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les actifs desquels il a l'intention de placer ou a placé plus de 35 % de ses actifs.

Article 411-118
Lorsque la valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, le prospectus contient une mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique.

Article 411-119
Lorsque l'investisseur ayant reçu le prospectus de l'OPCVM en fait la demande, l'OPCVM lui fournit des informations complémentaires sur les limites quantitatives qui s'appliquent à la gestion des risques de l'OPCVM, sur les méthodes choisies à cette fin et sur l'évolution récente des principaux risques et des rendements des catégories d'instruments.

Article 411-120
L'OPCVM transmet à l'AMF son prospectus et toute modification apportée à celui-ci selon les modalités fixées par une instruction de l'AMF.
Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournit, à leur demande, son prospectus aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de la société de gestion de portefeuille.

Sous-section 3 - Rapports annuel et semestriel

Article 411-121
Les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM contiennent les éléments prévus par une instruction de l'AMF.

Article 411-122
L'OPCVM transmet à l'AMF ses rapports annuels et semestriels selon les modalités fixées par une instruction de l'AMF.
Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournit, à leur demande, ses rapports annuels et semestriels aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de la société de gestion de portefeuille.

Sous-section 4 - Valeur liquidative

Article 411-123
Les OPCVM sont tenus d'établir leur valeur liquidative conformément aux articles 411-27 à 411-33. Cette valeur liquidative est établie et publiée selon une périodicité adaptée à la nature des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts détenus par l'OPCVM.
Les OPCVM doivent publier, de façon appropriée, la valeur liquidative des parts ou actions qu'ils émettent au moins deux fois par mois. La périodicité de la publication de la valeur liquidative des parts ou des actions émises peut toutefois être mensuelle, à condition que cela ne porte pas préjudice aux intérêts des porteurs ou actionnaires et sous réserve de l'agrément préalable de l'AMF.
Le prospectus, mentionné à l'article 411-45-1, précise la périodicité d'établissement et de publication de la valeur liquidative ainsi que le calendrier de référence choisi.
Dès lors qu'une valeur liquidative est publiée, les souscriptions et les rachats de parts ou actions d'OPCVM doivent pouvoir être effectués sur la base de cette valeur, dans les conditions fixées par le prospectus ~~complet~~.
Le présent article est applicable à chaque compartiment.

Article 411-124
Les OPCVM dont les parts ou actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en fonctionnement régulier établissent et publient leur valeur liquidative chaque jour de négociation du marché sur lequel elles sont admises.
Le présent article est applicable à chaque compartiment.

Article 411-125
Les OPCVM à vocation générale doivent établir un document d'information à la fin de chaque premier semestre de l'exercice, dont le contenu est défini dans une instruction de l'AMF.
Le document d'information est publié au plus tard dans les huit semaines suivant la fin de chaque période définie par ~~la note détaillée~~ **le prospectus**.
Lorsque l'OPCVM comporte des compartiments, les documents d'information périodique sont également établis pour chaque compartiment.
À l'exception des OPCVM dédiés mentionnés au 1° de l'article 411-12, les OPCVM à vocation générale dont l'actif est supérieur à 80 millions d'euros sont tenus de faire attester trimestriellement la composition de l'actif par le ~~contrôleur légal des comptes~~ **commissaire aux comptes** de l'OPCVM.

Section 6 - Commercialisation en France d'OPCVM

Sous-section 1 - Règles générales

Article 411-126
L'AMF peut exercer à l'égard de toute personne qui distribue des OPCVM les prérogatives mentionnées à l'article 314-30.
Toutes les **communications à caractère promotionnel** de l'OPCVM destinées aux investisseurs sont clairement identifiables en tant que telles. Elles sont correctes, claires et non trompeuses. En particulier, une communication à caractère promotionnel assortie d'une invitation à acheter des parts ou actions d'OPCVM, qui comprend des informations spécifiques concernant un OPCVM, ne peut pas comporter de mentions qui soient en contradiction avec les informations fournies par le prospectus et le document d'information clé pour l'investisseur, ou qui atténuent la portée de ces informations.
Elle mentionne l'existence du prospectus et la disponibilité du document d'information clé pour l'investisseur.

Elle précise où et dans quelle langue les porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM et les investisseurs potentiels peuvent obtenir ces informations et documents ou comment ils peuvent y avoir accès.

Article 411-127

I. Lorsque l'OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à l'article 50 autres que des titres financiers éligibles ou des instruments du marché monétaire ou lorsque l'OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à l'article 53, les communications à caractère promotionnel comportent une mention bien visible attirant l'attention sur sa politique de placement.

II. Lorsque la valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, les communications à caractère promotionnel contiennent une mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique.

III. Les OPCVM mentionnés à l'article xx du code monétaire et financier incluent, dans leurs communications à caractère promotionnel une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur l'autorisation dont ils bénéficient et indiquant les États membres de l'Union européenne, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les valeurs desquels ils ont l'intention de placer ou ont placé plus de 35 % de leurs actifs.

Article 411-128

Le document d'information clé pour l'investisseur est fourni gratuitement et en temps utile à l'investisseur, préalablement à la souscription des parts ou actions de l'OPCVM.

Article 411-128-1

L'OPCVM peut fournir le document d'information clé pour l'investisseur sur un support durable au sens de l'article 314-26 ou sur son site Internet ou celui de sa société de gestion de portefeuille.

Un exemplaire sur papier doit être fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent.

Une version mise à jour du document d'information clé pour l'investisseur est publiée sur le site Internet de l'OPCVM ou de sa société de gestion de portefeuille.

Article 411-128-2

L'OPCVM fournit, à leur demande, le document d'information clé pour l'investisseur aux personnes qui commercialisent ses parts ou actions ou qui fournissent des conseils concernant cet OPCVM ou des produits présentant une exposition sur ledit OPCVM.

Ces personnes respectent l'obligation mentionnée à l'article 411-128.

Article 411-128-3

Le prospectus est fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent, sur un support durable au sens de l'article 314-26 ou au moyen d'un site Internet.

Les derniers rapports annuel et semestriel de l'OPCVM publiés sont fournis gratuitement aux investisseurs qui le demandent, selon les modalités indiquées dans le prospectus et le document d'information clé pour l'investisseur

Un exemplaire papier des documents mentionnés au présent article doit être fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent.

Article 411-129

I. - Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires applicables à la fourniture du service de conseil en investissement, la société de gestion de portefeuille qui commercialise les parts ou actions des OPCVM dont elle assure la gestion respecte les règles de bonne conduite applicables au service d'exécution d'ordres pour le compte de tiers et celle qui commercialise les parts ou actions des OPCVM gérés par d'autres entités respecte les règles de bonne conduite applicables au service de réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers.

Les conditions d'application du présent article sont précisées dans une instruction de l'AMF.

II. - La personne qui commercialise des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments s'assure que l'investisseur remplit les conditions de souscription mentionnées à l'article 411-11.

Lorsque la société de gestion de portefeuille ou la SICAV a conclu un contrat pour distribuer les parts ou actions d'OPCVM, le contrat prévoit les conditions dans lesquelles l'investisseur accède **aux documents d'information** de l'OPCVM.

III. - La personne qui commercialise sur le territoire de la République française des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments de FCP ou de SICAV dont **le document d'information clé pour l'investisseur** ~~dont les statuts, le règlement, le prospectus ou tout autre document destiné à l'information des porteurs de parts ou d'actions~~ est rédigé dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, dans les conditions prévues à l'article L. 214-12 du code monétaire et financier, oriente plus particulièrement cette commercialisation vers des investisseurs relevant des catégories des clients professionnels mentionnées à l'article D. 533-11 du code monétaire et financier **et** s'assure que la langue utilisée est compréhensible par l'investisseur.

Article 411-129-1
Les rétrocessions de frais de gestion perçues au titre des investissements réalisés pour le compte d'un OPCVM dans les parts d'un FCP ou les actions d'une SICAV ou des parts ou actions d'un fonds d'investissement au sens de l'article R. 214-5 du code monétaire et financier doivent être affectées à l'OPCVM :
1° Soit par versement direct à l'OPCVM ;
2° Soit en déduction de la commission de gestion prélevée par la société de gestion de portefeuille.

Article 411-130
Est interdite la rétrocession, à la société de gestion de portefeuille ou à toute autre personne ou fonds, de frais de gestion ou de commissions de souscription et de rachat au titre d'investissements réalisés par ladite société de gestion de portefeuille pour le compte d'un OPCVM commercialisé sur le territoire de la République française, dans les parts ou actions d'un OPCVM ou d'un fonds d'investissement, à l'exception :
1° Des frais et commissions mentionnés au huitième alinéa de l'article 314-79 ;
2° Des rétrocessions bénéficiant exclusivement à l'OPCVM ;
3° Des rétrocessions versées par la société de gestion de l'OPCVM maître en vue de rémunérer un tiers chargé de la commercialisation des OPCVM nourriciers de cet OPCVM maître ;
4° Des rétrocessions destinées à rémunérer un tiers chargé de la commercialisation d'OPCVM ou de fonds d'investissement, lorsque ce tiers intervient de manière indépendante de la société de gestion investissant dans ces OPCVM ou fonds d'investissement.
Notamment, est interdite la perception de rétrocessions au profit de la société de gestion de portefeuille :
1° De commissions de souscription et de rachat du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement ;
2° De frais de gestion du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement.

Article 411-131
La sollicitation du public en faveur de d'OPCVM étrangers autorisés à la commercialisation en France est soumise aux mêmes dispositions que celles applicables aux OPCVM.

Article 411-132
Les dispositions des articles 411-50, 411-53 et 411-53-1 s'appliquent à la commercialisation des OPCVM mentionnés aux articles 411-57 et 411-60.

Article 411-132-1
L'écart type de la différence entre la performance d'un OPCVM indiciel mentionné à l'article R. 214-28 du code monétaire et financier et celle de l'indice est appelé « écart de suivi » (ES). Il est calculé de la manière suivante :
[FORMULE]
Rs : Écart de performance durant la semaine S entre l'OPCVM et son indice de référence, calculé à partir des évolutions de la valeur liquidative de l'OPCVM et de la valeur de l'indice, la moyenne de cet écart sur 1 an (N = 52 semaines).
L'écart de suivi calculé conformément au présent article ne dépasse pas l'une des deux limites suivantes :
1° 1 % ou, s'il est plus élevé, 5 % de la volatilité de l'indice ;
2° 2 % ou, s'il est plus élevé, 10 % de la volatilité de l'indice.
La limite fixée au 2° ne s'applique qu'aux OPCVM répondant à l'une au moins des conditions suivantes :
a) Les instruments financiers composant l'indice sont admis aux négociations sur des marchés ayant des heures de clôture différentes ;
b) Les instruments financiers composant l'indice sont admis aux négociations sur des marchés ayant des jours d'ouverture différents des jours de publication de la valeur liquidative de l'OPCVM ;

c) L'indice est composé d'un pourcentage significatif d'instruments financiers dont les valeurs de négociation sont publiées en différentes devises ;
d) L'heure de valorisation de l'OPCVM est décalée par rapport à celle de la valorisation de l'indice ;
e) L'indice est publié dans une devise différente de la devise de publication de la valeur liquidative de l'OPCVM ;
f) L'indice fait l'objet d'une réplication synthétique au moyen de l'utilisation de produits dérivés.
Lorsque l'OPCVM précise dans son prospectus la mention « OPCVM à gestion indicielle étendue », l'écart de suivi calculé conformément au présent article ne dépasse pas 4 % ou 20 % de la volatilité de l'indice.
À la demande de la société de gestion de portefeuille et lorsque des circonstances particulières le justifient l'AMF peut relever les limites d'écart type fixées au présent article lors de l'agrément ou de la mutation d'un OPCVM indiciel.
Les techniques de gestion mises en œuvre par la société de gestion de portefeuille ont pour objectif de respecter ces seuils. En cas de non-respect de ces seuils, la société de gestion de portefeuille doit être en mesure de justifier l'origine de ce dépassement. Celui-ci fait l'objet d'une information adéquate des porteurs dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.
L'utilisation de la dérogation prévue au dernier alinéa de l'article R. 214-28 du code monétaire et financier1 est mentionnée dans le prospectus de l'OPCVM.
Une instruction de l'AMF précise les modalités de calcul de l'écart de suivi sur la période de référence d'un an. Elle précise les modalités d'information des porteurs.

Sous-section 2 - Règles spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé

Article 411-133
Peuvent être admises aux négociations sur un marché réglementé les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est fondé sur un indice, qui sont :
1° Les parts ou actions d'OPCVM indiciels régis par la sous-section 8 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier1 ;
2° Les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est de reproduire l'évolution d'un résultat obtenu par l'application à un indice répondant aux conditions mentionnées au II de l'article R. 214-28 du code monétaire et financier d'une formule mathématique appelée « algorithme » ;
3° Les parts ou actions d'OPCVM mentionnés aux 1° et 2° lorsqu'ils sont autorisés à la commercialisation en France en application du I de l'article D. 214-1 du code monétaire et financier.
L'algorithme dépend d'une ou plusieurs données susceptibles de varier dans le temps, appelées « variables ».
L'algorithme, l'indice et les conditions d'ajustement des variables sont décrits dans le prospectus complet et fixés dans des conditions compatibles avec une bonne information du public.

Article 411-134
Lorsque les parts ou actions d'OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 sont admises aux négociations sur un marché réglementé :
I. - La société de gestion de portefeuille informe le public :
1° Des résultats de l'algorithme selon la périodicité prévue dans le prospectus ~~complet~~ ;
2° De tout ajustement des variables de l'algorithme. Cette information a lieu au plus tard sept jours ouvrés avant la mise en œuvre de cet ajustement ;
3° Par dérogation au 2°, lorsqu'une ou plusieurs variables font l'objet d'ajustements automatiques répondant à des critères objectifs et à une périodicité prévus dans le prospectus complet, le public est informé de ces ajustements au plus tard sept jours ouvrés après la mise en œuvre de ces ajustements.
La société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale des informations mentionnées aux 1°, 2° et 3°. Elle les met en ligne sur son site.
II. - Le prospectus ~~complet~~ des OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 comprend également des informations spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé, selon les modalités précisées par une instruction de l'AMF.
Le prospectus ~~complet~~ est rendu public au plus tard le jour où paraît l'avis de l'entreprise de marché annonçant l'admission aux négociations des parts ou actions de l'OPCVM.
Le prospectus doit faire l'objet d'une diffusion effective sous l'une des formes suivantes :
1° Publication du **document d'information clé pour l'investisseur** dans au moins un quotidien d'information économique et financière de diffusion nationale ;
2° Mise à disposition gratuitement du prospectus complet au siège de la société de gestion de portefeuille et auprès des établissements désignés par elle, et publication d'un résumé du prospectus, selon les mêmes modalités qu'au 1°

du II, ou d'un communiqué, dont la société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale, qui précise les modalités de la mise à disposition.
Une copie du prospectus ~~complet~~ est adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande et la version électronique du prospectus ~~complet~~ est mise en ligne sur le site de la société de gestion de portefeuille et envoyée à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.
III. - Les documents comptables prévus à l'article L. 214-8 du code monétaire et financier sont publiés selon les modalités prévues par une instruction de l'AMF.

Sous-section 3 - Passeport

Article 411-135
En vue de sa commercialisation dans d'autres États membre de l'Union européenne, un OPCVM français bénéficiant de la procédure de reconnaissance mutuelle des agréments prévue par la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009, transmet au préalable à l'AMF une lettre de notification.
Les modalités de transmission de cette lettre de notification, son contenu et les documents relatifs à l'OPCVM qui doivent y être joints sont précisées par une instruction.
L'OPCVM ou sa société de gestion veille à ce qu'une copie électronique de chaque document joint à la lettre de notification soit disponible sur le site Internet de la société de gestion ou un autre site Internet indiqué par l'OPCVM ou sa société de gestion dans la lettre de notification ou dans ses mises à jour. Tout document mis à disposition sur un site internet est fourni sous un format électronique d'usage courant.
L'OPCVM ou sa société de gestions assure l'accès de l'État membre d'accueil de l'OPCVM au site Internet.

Article 411-136
L'AMF s'assure que le dossier de demande d'autorisation de commercialisation composé de la lettre de notification et des documents d'information de l'OPCVM, transmis par celui-ci, est complet.
L'AMF transmet ensuite ce dossier de aux autorités compétentes de(s) État(s) membre(s) dans le(s)quel(s) l'OPCVM se propose de commercialiser ses parts, au plus tard dix jours ouvrables suivant la date de réception dudit dossier.
L'AMF y joint une attestation certifiant que l'OPCVM remplit les conditions imposées par la Directive 2009/65/CE.
Après transmission du dossier, l'AMF notifie sans délai cette transmission à l'OPCVM.
La société de gestion peut commercialiser les parts ou actions dudit OPCVM dans l'État membre d'accueil à compter de la date de cette notification.
La lettre de notification est fournie à l'AMF en français et dans la langue exigée par la réglementation de l'Etat d'accueil.
L'attestation de conformité est rédigée en français (ou en anglais) ainsi que dans la langue officielle de l'Etat où l'OPCVM sera commercialisé, si la réglementation dudit Etat l'exige.

Article 411-137
L'OPCVM étranger désigne un ou plusieurs correspondants, dont un correspondant centralisateur, établis en France dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.
Le ou les correspondants doivent appartenir à l'une des catégories mentionnées à l'article 1er de l'arrêté du 1er de l'arrêté du 6 septembre 1989.
Le ou les correspondants sont contractuellement chargés d'assurer les services financiers suivants :
1° Traitement des demandes de souscription et de rachat ;
2° Paiement des coupons et dividendes ;
3° Mise à disposition des documents d'information aux investisseurs ;
4° Information particulière des porteurs dans les cas prévus par une instruction de l'AMF.
Le correspondant centralisateur est chargé d'acquitter le droit fixe annuel, conformément à l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier.

Article 411-138
I. L'OPCVM qui commercialise ses parts dans un autre Etat membre fournit aux investisseurs qui se trouvent sur le territoire de cet État membre toutes les informations et tous les documents qu'il est tenu de fournir aux investisseurs français conformément à l'article L. 214-43 du code monétaire et financier.
Ces informations et ces documents sont fournis aux investisseurs dans le respect des dispositions suivantes :

1) sans préjudices des dispositions de la Section 5 du présent Chapitre, ces informations ou documents sont fournis aux investisseurs conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives de l'État membre d'accueil de l'OPCVM;
2) le Document d'Informations clés pour l'Investisseur est traduit dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM ou dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre;
3) les autres informations et documents sont traduits, au choix de l'OPCVM, dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM, dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre ou dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale; et
d) les traductions d'informations et de documents au titre des points b) et c) sont fournies sous la responsabilité de l'OPCVM et elles sont le reflet fidèle des informations originales.
II. Les exigences énoncées au paragraphe 1 s'appliquent également à toutes les modifications des informations et documents visés audit paragraphe.
La fréquence de publication, du prix d'émission, de vente, de rachat ou de remboursement des parts de l'OPCVM est conforme à l'article 411-23.

CHAPITRE II - Autres OPCVM

Section 1 Dispositions communes

Article 412-1
Sont soumis aux dispositions du présent chapitre l'ensemble des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) régis par la sous-section 2 de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier, ainsi que leur société de gestion de portefeuille et dépositaire.

Article 412-2
Les dispositions des sections 2, du chapitre 1er du présent titre sont applicables aux OPCVM du présent chapitre.

Sous-section 1 - Fusions et scissions

Article 412-3
Les dispositions du présent paragraphe sont applicables aux scissions d'OPCVM et aux fusions d'OPCVM autres que celles régies par la sous-section 3 de la section 3 du chapitre I du titre Ier du présent Livre.

Article 412-4
Une SICAV ou un FCP peut fusionner avec toute SICAV ou tout FCP.
Une SICAV peut fusionner avec toute autre société.
Tout OPCVM peut faire l'objet de scission.
Les règles du présent article sont applicables, le cas échéant, aux apports de compartiments et aux opérations concernant plusieurs compartiments d'un même OPCVM.

Article 412-5
Tout projet de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs OPCVM ou un ou plusieurs compartiments d'un OPCVM est arrêté par le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou par la société de gestion de portefeuille du FCP. Il est soumis à l'agrément préalable de l'AMF, dans les conditions fixées à la section 1 du présent chapitre.
Le projet de fusion ou de scission précise, selon le cas, la dénomination, le siège social et le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés, des SICAV concernées et la dénomination du ou des FCP ainsi que la dénomination, le siège social et le numéro d'inscription au registre du commerce de la (ou des) société(s) de gestion.
Il précise également les motifs, les objectifs et les conditions de l'opération. Il mentionne la date à laquelle les assemblées générales extraordinaires des SICAV concernées seront amenées à statuer sur les parités d'échange des actions et des parts.

Article 412-6
Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille, les coûts juridiques des services de conseil ou administratifs associés à la préparation et à la réalisation de la fusion ne sont pas facturés à l'OPCVM absorbé, ni à l'OPCVM absorbant ou à leurs porteurs de parts ou actionnaires.

Article 412-7
Par dérogation à l'article 411-20, la scission décidée conformément au deuxième alinéa de l'article L. 214-19 ou au deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier n'est pas soumise à l'agrément préalable de l'AMF, mais lui est déclarée sans délai.
Cette déclaration comporte notamment les informations suivantes :
1° Le rapport délivré aux porteurs ou aux actionnaires mentionné aux articles D. 214-20-3 et D. 214-22-1 du code monétaire et financier ;
2° La liste des actifs transférés à l'OPCVM régi par la sous-section 4 de la section 3 du chapitre III du titre Ier du présent livre.

Article 412-8

Le projet est déposé au greffe du tribunal de commerce du siège des sociétés concernées. Au plus tard dans les huit jours qui suivent cette date, les commissaires aux comptes établissent un rapport complémentaire sur les conditions définitives de l'opération.
Le conseil d'administration ou le directoire de chacune des sociétés concernées communique le projet aux commissaires aux comptes de chaque société ou de chaque FCP concerné au moins quarante-cinq jours avant les assemblées générales extraordinaires des SICAV se prononçant sur l'opération, ou la date arrêtée par le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion de portefeuille des FCP concernés. L'opération est effectuée par les conseils d'administration ou les directoires des SICAV concernées, ou leurs mandataires, ainsi que, le cas échéant, par les sociétés de gestion des FCP, sous le contrôle des commissaires aux comptes respectifs des OPCVM concernés. Les rapports des commissaires aux comptes sur les conditions de réalisation de l'opération sont tenus à la disposition des porteurs au plus tard quinze jours avant la date arrêtée par les assemblées générales extraordinaires ou, dans le cas des FCP, par la (ou les) société(s) de gestion.
Les créanciers des OPCVM participant à l'opération de fusion et dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion peuvent former opposition à celui-ci, pour les SICAV, dans le délai de trente jours à compter de la publication de l'avis dans un journal habilité à recevoir des annonces légales dans le département du siège social de la SICAV, et, pour les FCP, dans un délai de quinze jours avant la date prévue pour l'opération. Au plus tard dans les huit jours qui suivent la réalisation de l'opération, les commissaires aux comptes établissent un rapport complémentaire sur les conditions définitives de l'opération.

Article 412-9
L'article 411-21 ne s'applique pas à la scission d'un FCP décidée en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier.

Article 412-10
L'obligation de racheter ou d'émettre à tout moment les actions et parts peut prendre fin sur décision soit du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, soit de la société de gestion de portefeuille du FCP, au plus quinze jours avant la date prévue pour l'opération. Les statuts des SICAV résultant des opérations mentionnées à l'article 411-17 sont signés par leurs représentants légaux. Le règlement des FCP est établi par la société de gestion de portefeuille et le dépositaire.
Les porteurs disposent d'un délai de trois mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs parts ou actions.

Article 412-11
Les porteurs qui n'auraient pas droit, compte tenu de la parité d'échange, à un nombre entier de parts ou d'actions pourront obtenir le remboursement du rompu ou verser en espèces le complément nécessaire à l'attribution d'une action ou d'une part entière. Ces remboursements ou versements ne seront ni diminués ni majorés des frais et commissions de rachat ou de souscription.

Sous-section 2- OPCVM maître et nourricier

Article 412-12
Lorsque l'OPCVM maître n'est pas soumis à la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier, l'agrément de l'OPCVM nourricier ne peut être délivré que si l'OPCVM maître est soumis au contrôle d'une autorité étrangère avec laquelle l'AMF a conclu une convention d'échange d'informations et d'assistance adaptée à la surveillance des OPCVM maîtres et nourriciers, dans les conditions prévues à l'article L. 621-21 du code monétaire et financier. L'agrément de l'OPCVM nourricier nécessite l'autorisation de commercialisation en France de l'OPCVM maître.

Paragraphe 1 - Convention d'échange d'informations entre OPCVM maître et nourriciers ou règles de conduite interne

Article 412-13

L'OPCVM nourricier ou la société de gestion qui le représente conclut un accord d'échange d'informations avec l'OPCVM maître ou la société de gestion qui représente ce dernier en application duquel l'OPCVM maître fournit à l'OPCVM nourricier tous les documents et toutes les informations nécessaires pour que ce dernier soit en mesure de respecter ses obligations réglementaires.

Le contenu de cet accord est précisé par une Instruction.

Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier sont gérés par la même société de gestion, l'accord peut être remplacé par des règles de conduite internes assurant le respect des exigences énoncées dans ~~la présente section~~. le présent paragraphe.

Les règles de conduite interne de la société de gestion prévoient des mesures appropriées pour limiter les conflits d'intérêts qui peuvent surgir entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître, ou entre l'OPCVM nourricier et d'autres porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM maître, dès lors que ce risque n'est pas suffisamment couvert par les mesures prises par la société de gestion pour empêcher les conflits d'intérêts de porter atteinte aux intérêts de ses clients, en application de l'article L. 533-10 3° du code monétaire et financier.

Le contenu de ces règles de conduite est précisé par une instruction.

Article 412-15

L'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier prennent des mesures appropriées pour coordonner le calendrier du calcul et de la publication de leur valeur nette d'inventaire, afin d'écarter les possibilités d'opérations d'arbitrage sur leurs parts entre la valeur comptable et la valeur de marché.

Paragraphe 2 – Convention entre dépositaires

Article 412-16

Préalablement à l'agrément de l'OPCVM nourricier dans les parts de l'OPCVM maître, les dépositaires des OPCVM maîtres et nourriciers concluent un accord d'échange d'informations afin d'assurer la bonne fin des obligations des deux dépositaires.

Cet accord doit permettre aux dépositaires des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations utiles à l'exercice de leurs missions.

Le contenu de cet accord est précisé dans une instruction.

Article 412-17

Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un Etat étranger, l'accord d'échange d'information conclu entre les dépositaires doit comporter les mêmes prévisions que l'accord d'échanges d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier en matière de loi applicable au contrat et de compétence juridictionnelle.

Parmi les irrégularités visées à l'article L. 214-42 alinéa 13 du code monétaire et financier que le dépositaire de l'OPCVM maître détecte dans l'exercice de ses fonctions et qui peuvent avoir une incidence négative sur l'OPCVM nourricier figurent, de façon non limitative :

a) les erreurs commises dans le calcul de la valeur d'inventaire nette de l'OPCVM maître ;

b) les erreurs commises lors d'opérations effectuées par l'OPCVM nourricier en vue d'acheter, de souscrire ou de demander le rachat ou le remboursement de parts de l'OPCVM maître, ou lors du règlement de ces opérations ;

c) les erreurs commises lors du paiement ou de la capitalisation des revenus provenant de l'OPCVM maître, ou lors du calcul des retenues à la source y afférentes ;

d) les manquements constatés par rapport aux objectifs, à la politique ou à la stratégie d'investissement de l'OPCVM maître tels qu'ils sont décrits dans son règlement ou ses statuts, son prospectus ou son document d'information clé pour l'investisseur ;

e) les infractions aux limites d'investissement et d'emprunt fixées par la réglementation ou le règlement du fonds ou les statuts de la SICAV, son prospectus ou le document d'information clé pour l'investisseur.

Paragraphe 3 - Accord entre les Commissaires aux comptes des OPCVM maître et nourriciers

Article 412-18

Préalablement à l'agrément d'un OPCVM nourricier, les commissaires aux comptes des OPCVM nourriciers et maître, concluent une convention d'échange d'informations afin de permettre aux commissaires aux comptes des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de leurs missions.
Le contenu de cette convention est précisé par une instruction.
Dans son rapport d'audit, le commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier tient compte du rapport d'audit de l'OPCVM maître.
Si l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ont des exercices comptables différents, le commissaire aux comptes de l'OPCVM maître établit un rapport ad hoc à la date de clôture de l'OPCVM nourricier.
Le commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier fait notamment rapport sur toute irrégularité signalée dans le rapport d'audit de l'OPCVM maître et sur son incidence sur l'OPCVM nourricier.
Lorsque l'OPCVM maître ~~ou l'OPCVM nourricier~~ est établi dans un Etat étranger, l'accord d'échange d'informations entre les commissaires aux comptes de l'OPCVM maître et de l'OPCVM nourricier doit contenir les mêmes prévisions en matière de droit applicable et de compétence juridictionnelle que l'accord entre OPCVM maître et nourricier et/ou l'accord entre dépositaires.

Paragraphe 4 - Frais

Article 412-19
Lorsque, en rapport avec un investissement dans les parts d'un OPCVM maître, une redevance de distribution, une commission ou un autre avantage monétaire sont versés à l'OPCVM nourricier, à sa société de gestion ou à toute personne agissant pour le compte de celui-ci ou de sa société de gestion, cette redevance, cette commission ou cet autre avantage monétaire sont versés dans les actifs de l'OPCVM nourricier.

Article 412-20
L'OPCVM maître ne facture ni frais de souscription ni frais de rachat pour l'acquisition ou le rachat de ses parts par l'OPCVM nourricier.

Paragraphe 5 – Informations

Article 412-21
L'OPCVM maître veille à ce que toutes les informations requises en vertu des lois et règlements applicables applicable, du règlement ou des statuts soient mises en temps utile à la disposition de l'OPCVM nourricier, ou, le cas échéant, de sa société de gestion, ainsi que de l'AMF ~~ou si l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat partie à l'Espace économique européen, des Autorités de ce pays,~~ du dépositaire et du commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier.

Article 412-22
I. Le prospectus de l'OPCVM nourricier précise que :
1) celui-ci est le nourricier d'un OPCVM maître donné ~~et que, en tant que tel, il investit en permanence 85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître~~ et que l'actif de celui-ci est investi en totalité et en permanence en parts ou actions d'un seul OPCVM dit maître et à titre accessoire en dépôts détenus dans la stricte limite des besoins liés à la gestion des flux de l'OPCVM. Le cas échéant, le prospectus complet précise également que l'OPCVM nourricier peut conclure les contrats financiers mentionnés à l'article L. 214-41 du code monétaire et financier.
2) l'objectif et la politique de placement, ainsi que le profil de risque de l'OPCVM nourricier et des informations quant au point de savoir si les performances de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître sont identiques, ou dans quelle mesure et pour quelles raisons elles diffèrent. Le prospectus contient également une description des actifs autres que les parts ou actions de l'OPCVM maître, dans lesquels l'actif de l'OPCVM nourricier peut être investi ~~à hauteur maximum de 15 % en application de l'article L. 214-42 alinéa 2.~~
3) une description brève de l'OPCVM maître, de son organisation ainsi que de son objectif et de sa politique de placement, y compris son profil de risque et une indication de la manière dont il est possible de se procurer le prospectus de l'OPCVM maître
4) un résumé de l'accord entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ou des règles de conduite internes établis conformément à l'article L. 214-42 du code monétaire et financier ;

5) la manière dont les porteurs de parts et actionnaires peuvent obtenir des informations supplémentaires sur l'OPCVM maître et sur l'accord précité conclu entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ;
6) une description des rémunérations et des remboursements de coûts dus par l'OPCVM nourricier au titre de son investissement dans des parts ou actions de l'OPCVM maître, ainsi qu'une description des frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître;
7) une description des conséquences fiscales de l'investissement dans les parts ou actions de l'OPCVM maître pour l'OPCVM nourricier ;
II. Le rapport annuel de l'OPCVM nourricier mentionne les informations précisées par une Instruction de l'AMF ainsi que les frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître.
Les rapports annuels et semestriels de l'OPCVM nourricier indiquent la manière dont il est possible de se procurer les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître. ;
Outre les exigences prévues aux articles 411-111, 411-120 et 411-122, l'OPCVM nourricier agréé par l'AMF envoie à celle-ci le prospectus, le document d'information clé pour l'investisseur le cas échéant et toutes les modifications qui y sont apportées ainsi que les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître.
Un OPCVM nourricier indique dans toutes ses communications publicitaires concernées qu'il investit en permanence ~~85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître~~.la totalité de son actif en parts ou actions d'un seul OPCVM dit maître et à titre accessoire en dépôts détenus dans la stricte limite des besoins liés à la gestion des flux de l'OPCVM et, le cas échéant, qu'il intervient sur les marchés à terme.
L'OPCVM nourricier fournit gratuitement aux investisseurs, sur demande, un exemplaire sur support papier du prospectus et des rapports annuels et semestriels de l'OPCVM maître.

Paragraphe 6 - Conversion d'OPCVM existants en OPCVM nourriciers et changement d'OPCVM maître

Article 412-23
I. Un OPCVM qui devient nourricier d'un OPCVM maître, ou encore un OPCVM nourricier qui change d'OPCVM maître fournit les informations suivantes à ses porteurs de parts ou actionnaires :
1) une déclaration indiquant que l'AMF ~~ou, le cas échéant les autorités compétentes de l'État d'origine de l'OPCVM nourricier ont~~ a approuvé l'investissement de ce dernier dans des parts dudit OPCVM maître;
2) Le prospectus ou, le cas échéant, le document d'information clé pour l'investisseur visé à l'article 411-106 de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître ;
3) La date à laquelle l'OPCVM nourricier doit commencer à investir dans l'OPCVM maître ou, si son actif y est déjà investi, la date à laquelle plus de 20 % de son actif sera investi dans les parts ou actions de cet OPCVM ; et
4) Une déclaration indiquant que les porteurs de parts ou actionnaires ont le droit de demander, dans un délai de trente jours, le rachat ou le remboursement de leurs parts, sans frais autres que ceux imputés par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement; ce droit prend effet à partir du moment où l'OPCVM nourricier a fourni les informations visées au présent article.
Cette information est fournie au moins trois jours avant la date mentionnée au 3 du I.
II. L'OPCVM nourricier n'investit pas dans les parts de l'OPCVM maître concerné au-delà de la limite de 20 % de son actif prévue à l'article R. 214-22 du code monétaire et financier, avant la fin de la période de trente jours visée au paragraphe 1, deuxième alinéa.

Paragraphe 7 – Fusion et scissions de l'OPCVM maître

Article 412-24
Lorsque des opérations de fusion, de fusion-scission, de scission ou d'absorption concernent un OPCVM maître, la modification qu'elles impliquent pour l'OPCVM nourricier est soumise à l'agrément de l'AMF.
Le refus d'agrément du changement concernant le ou les OPCVM nourriciers conduit à la dissolution de ceux-ci sauf s'ils investissent leur actif dans un autre OPCVM maître, au plus tard au jour de la réalisation définitive des opérations susvisées.
Les porteurs d'un OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et possibilités de sortie sans frais que celles prévues par instruction de l'AMF pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de fusion,

fusion-scission, scission, absorption ainsi que, plus généralement, celles offertes aux porteurs de parts de l'OPCVM maître.

Article 412-25
Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître ou se convertit en OPCVM non nourricier, il peut racheter ou à rembourser toutes ses parts ou actions de l'OPCVM maître avant que la fusion ou la division de celui-ci ne prenne effet.

Article 412-26
Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître consécutivement à la liquidation, fusion ou division de son OPCVM maître, l'OPCVM nourricier ne doit pas porter atteinte au droit de sortie sans frais des porteurs de parts ou actionnaires en suspendant provisoirement les rachats ou les remboursements, sauf si des circonstances exceptionnelles obligent à une telle suspension afin de protéger les intérêts des porteurs de parts ou actionnaires.

Article 412-27
La liquidation d'un OPCVM maître entraîne celle de l'OPCVM nourricier à moins qu'avant la clôture de la liquidation ce dernier ne s'investisse dans un autre OPCVM maître ou ne se transforme en OPCVM non nourricier.
Cet investissement est soumis à l'agrément préalable de l'AMF.
Les porteurs de parts ou actions de l'OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et de la même protection que celles prévues pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de liquidation ainsi que, plus généralement, celles offertes aux porteurs de parts ou actions de l'OPCVM maître.
La procédure à suivre en cas de liquidation d'un OPCVM maître est précisée par une instruction de l'AMF.

Sous-section 3- COMMERCIALISATION SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE D'OPCVM ÉTRANGERS

Article 412-28
En vue de la commercialisation soit d'OPCVM originaires d'un État non membre de ~~la Communauté européenne ou d'un État non partie à l'accord sur l'Espace économique européen~~, l'Union européenne, soit d'OPCVM originaires d'autres États membres de ~~la Communauté européenne ou d'autres États parties à l'accord sur l'Espace économique européen~~ l'Union européenne, mais ne bénéficiant pas de la reconnaissance mutuelle des agréments prévue par la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009, un dossier est soumis pour autorisation préalable à l'AMF, dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.
Cette instruction précise la procédure ainsi que les informations à transmettre à la suite de l'autorisation de commercialisation.

Section 2 - Dispositions particulières aux OPCVM tous souscripteurs

Sous-section 1 - OPCVM à vocation générale

Article 412-30
Les dispositions de la section 1 du chapitre I du présent titre sont applicables aux OPCVM à vocation générale définis à l'article L. 214-48 du code monétaire et financier.
Les délais mentionnés aux articles 411-6 et 10 sont ramenés à huit jours ouvrés pour les OPCVM dédiés mentionnées à l'article L. 214-45 bis et, le cas échéant, leurs compartiments.

Sous section 2 - Dispositions communes aux FCPR agréés

Article 412-31

Les dispositions de la section 1 du chapitre I du présent titre sont s'appliquent aux fonds communs de placement à risques (FCPR) régis par l'article L. 214-36 du code monétaire et financier y compris aux fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) régis par l'article L. 214-41 du code monétaire et financier et aux fonds d'investissement de proximité (FIP) régis par l'article L. 214-41-1 du même code.
Par dérogation à l'article 412-2 les alinéas 2 à 4 du I et le II de l'article 411-7, les articles 411-12 et 411-18 et les articles 411-51 et 411-52, ne s'appliquent pas aux FCPR régis par la présente sous-section.
Ces fonds sont également soumis aux dispositions suivantes.

Paragraphe 1 - Constitution et agrément

Article 412-32
L'agrément d'un FCPR et, le cas échéant, de chaque compartiment est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF du dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF.
Sans préjudice des dispositions du III de l'article 411-6, la société de gestion de portefeuille est informée, dans un délai d'un mois suivant la présentation de la demande, de l'octroi ou du refus de l'agrément du FCPR.
Les délais mentionnés aux articles 411-6 et 10 sont ramenés à huit jours ouvrés pour les FCPR dédiés mentionnés à l'article L. 214-45 bis du code monétaire et financier et, le cas échéant, leurs compartiments.
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF lui notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. À réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet accusé de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder celui mentionné au deuxième alinéa.

Article 412-33
Le règlement du FCPR précise les droits attachés aux différentes catégories de parts, l'orientation de sa gestion, les règles que la société de gestion de portefeuille observe dans l'hypothèse où le FCPR se réserve la possibilité d'intervenir dans des acquisitions ou cessions de titres faisant intervenir des portefeuilles gérés ou conseillés par cette société de gestion de portefeuille ou des entreprises qui lui sont liées.
Une instruction de l'AMF précise le contenu des rubriques du règlement du FCPR.

Article 412-34
Les porteurs de parts d'un FCPR nourricier qui investit en permanence la totalité de son actif dans un FCPR sont informés de manière explicite des règles particulières applicables à ce type de fonds nourricier. Une instruction de l'AMF précise les modalités de cette information.

Paragraphe 2 - Règles de fonctionnement

Article 412-35
Une instruction de l'AMF définit les conditions dans lesquelles l'AMF délivre l'agrément lors des mutations affectant un FCPR. Le délai d'agrément est de huit jours ouvrés.

Article 412-36
Les FCPR peuvent effectuer ou recevoir des apports en nature autres que ceux visés au premier l'alinéa de l'article 411-16. Lorsque l'apport est effectué entre un FCPR et une entreprise liée à la société de gestion de portefeuille du fonds ou entre plusieurs FCPR gérés par la même société de gestion de portefeuille, ces apports ne peuvent pas concerner des titres de capital ou de créance détenus depuis plus de douze mois. Ces apports sont évalués dans les conditions fixées par le règlement du FCPR.

Article 412-37
Un FCPR, un FCPI ou un FIP ne peut fusionner respectivement qu'avec un autre FCPR, FCPI ou FIP.

Article 412-38
En cas de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs FCPR ou un ou plusieurs compartiments de FCPR, les porteurs de parts de FCPR disposent d'un délai de trois mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs parts.
Cette faculté ne s'applique pas aux porteurs de parts de FCPR pendant la période mentionnée au 7 de l'article L. 214-36 du code monétaire et financier.

Article 412-39
Lorsqu'un FCPR émet des parts différentes, la valeur liquidative de chaque type de part, émise lors de la première libération totale ou partielle de leur prix de souscription ou lors de libérations ultérieures, est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant au type de part concernée par le nombre de parts dont les caractéristiques sont identiques. Les modalités de calcul sont explicitées dans la notice d'information et le règlement du FCPR.

Article 412-40
Le montant net des honoraires perçus par la société de gestion de portefeuille à raison de prestations de conseils fournies à des sociétés dont un FCPR détient des titres conduit à une diminution, au prorata de la participation détenue, de la commission à laquelle cette société de gestion de portefeuille a droit au titre de la gestion de ce fonds.
Une instruction de l'AMF précise les conditions d'application du présent article.

Paragraphe 3 - Information du public

Article 412-41
Le prospectus des FCPR **est composé du règlement du FCPR dont le contenu, notamment pour l'information relative aux frais, est fixé par une instruction de l'AMF.**
Lorsque le règlement d'un FCPR prévoit l'attribution de parts dites parts de plus-values dans les conditions fixées aux troisième et quatrième alinéas du II de l'article R. 214-47 du code monétaire et financier, le règlement doit présenter les caractéristiques de ces parts, le risque pris par leurs porteurs et la nature de ces porteurs dès lors que ceux-ci ne sont pas uniquement la société de gestion de portefeuille, ses dirigeants et ses salariés.

Article 412-42
Le règlement du FCPR peut prévoir que le FCPR ne publie sa valeur liquidative qu'au moins deux fois par an.

Section 3 - Dispositions particulières applicables aux OPCVM réservés à certains investisseurs

Sous-section 1 - Organismes de placement collectif en valeurs mobilières à règles d'investissement allégées

Article 412-43
Les fonds d'investissement au sens de l'article R. 214-5 du code monétaire et financier répondent en permanence aux critères suivants :
1° Leurs porteurs ou actionnaires sont titulaires de droits réels opposables sur leurs actifs ;
2° Leurs actifs sont conservés, au sens de l'article 323-2, de manière distincte des actifs propres du conservateur et de ses mandataires ;
3° Ils diffusent une information régulière et adéquate et, en particulier, leurs parts ou actions font l'objet d'une valorisation appropriée sur une base au moins mensuelle et sont soumis à une obligation légale d'audit ou de certification légale au moins annuelle des comptes ;
4° Ils ne sont pas domiciliés dans des pays ou territoires non coopératifs tels qu'identifiés par le GAFI.

Sous-section 2 - OPCVM à règles d'investissement allégées relevant des articles L. 214-xx du code monétaire et financier

Article 412- 44
Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières mentionnées au chapitre 1er du présent titre s'appliquent aux OPCVM à règles d'investissement allégées mentionnés aux sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier, à l'exception des deuxième et troisième alinéas de l'article 411-54.
Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.

Paragraphe 1 - Conditions de souscription et d'acquisition

Article 412- 45

La souscription et l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM à règles d'investissement allégées mentionnés aux sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier sont réservées :
1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de l'article L. 214-35-1 du code monétaire et financier ;
2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ;
3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ;
4° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins 10 000 euros et qui ont occupé pendant au moins un an, dans le secteur financier, une position professionnelle leur ayant permis d'acquérir une connaissance de la stratégie mise en oeuvre par l'OPCVM qu'ils envisagent de souscrire ;
5° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos :
a) Total du bilan social supérieur à
20 000 000 d'euros ;
b) Chiffre d'affaires supérieur à
40 000 000 d'euros ;
c) Capitaux propres supérieurs à
2 000 000 d'euros.
6° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 10 000 euros et qui détiennent, pour une valeur totale supérieure ou égale à 1 000 000 d'euros, des dépôts, des produits d'assurance vie ou un portefeuille d'instruments financiers ;
7° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale 125 000 euros.

Article 412- 46
Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM à règles d'investissement allégées est réalisée par un non-résident en France à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ces OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.

Article 412- 47
Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition d'un OPCVM à règles d'investissement allégées s'accompagne d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de cet OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-2. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un OPCVM pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires.

Article 412-48
L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de l'OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-2.

Article 412- 49
Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des articles 413-5 et 411-51. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée à l'article 413-6.

Article 412-50
Le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM peut prévoir, entre la date de centralisation de l'ordre de souscription ou de rachat et la date de livraison ou de règlement des parts ou actions par le dépositaire pour le compte de l'OPCVM, un délai qui ne peut excéder :
1° Quinze jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative est quotidienne ;
2° Soixante jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative n'est pas quotidienne.
Le prospectus ~~complet~~ doit indiquer la date de centralisation de l'ordre de souscription et de rachat des parts ou actions de l'OPCVM, la date d'établissement de la valeur liquidative et la date à laquelle celle-ci sera, au plus tard, calculée et publiée.
La date de calcul et la date de publication de la valeur liquidative sont concomitantes.

Article 412- 51
La commission de gestion des OPCVM à règles d'investissement allégées régis par les sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code

monétaire et financier peut comprendre une part variable acquise dès le premier euro de performance. Les modalités de calcul et de paiement de cette commission sont précisées dans le prospectus ~~complet~~.

Article 412- 52
Par dérogation aux articles 411-45-1, 411-50, 411-51, 411-56-2 et 413-1, l'OPCVM à règles d'investissement allégées avec ou sans effet de levier n'établit pas de ~~prospectus simplifié~~ **document d'information clé pour l'information**. La référence au ~~prospectus simplifié~~ **document d'information clé pour l'information** est remplacée par la référence à la note détaillée.

Paragraphe 2 - Valeur liquidative

Article 412- 53
Le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM prévoit une publication au moins mensuelle de sa valeur liquidative.

Paragraphe 3 - Calcul du risque global

Article 412-54
I. Par dérogation au 3° de l'article 411-76, lorsque l'OPCVM à règles d'investissement allégées utilise la possibilité prévue au III de l'article R. 214-85 du code monétaire et financier emploie la méthode du calcul de l'engagement, il tient compte de ces accords temporaires d'emprunt d'espèces dans le calcul du risque global.
II. Par dérogation à l'article 411-78, lorsque l'OPCVM à règles d'investissement allégées utilise la possibilité prévue au III de l'article R. 214-85 du code monétaire et financier, la valeur en risque maximum qu'il peut atteindre est limitée à 30% de la valeur de marché de son actif net.

Section 2 - OPCVM à règles d'investissement allégées de fonds alternatifs

Article 412- 55
Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières mentionnées au chapitre 1er du présent titre s'appliquent aux OPCVM à règles d'investissement allégées mentionnés au sous-paragraphe 3 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier, à l'exception des deuxième et troisième alinéas de l'article 411-54.
Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.

Paragraphe 1 - Conditions de souscription et d'acquisition

Article 412- 56
La souscription et l'acquisition des parts ou actions des OPCVM mentionnés au sous-paragraphe 3 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier sont réservées :
1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de l'article L. 214-35-1 du code monétaire et financier ;
2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ;
3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ;
4° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos :
a) Total du bilan social supérieur à 20 000 000 d'euros ;
b) Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 d'euros ;
c) Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 d'euros ;
5° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale 10 000 euros lorsque l'OPCVM ne garantit pas le capital souscrit ;
6° A tout investisseur lorsque l'OPCVM garantit le capital souscrit et bénéficie lui-même d'une garantie, ou fait bénéficier ses porteurs d'une garantie.

Article 412- 57
Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM de fonds alternatifs est réalisée par un non résident en France à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition d'OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.

Article 412- 58
Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition d'un OPCVM de fonds alternatifs s'accompagne d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de ces OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-13. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un OPCVM pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires.

Article 412- 59
L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de l'OPCVM de fonds alternatifs, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-13.

Article 412- 60
Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM de fonds alternatifs s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des articles 413-6 et 411-51. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée à l'article 413-17.

Article 412- 61
Le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM peut prévoir, entre la date de centralisation de l'ordre de souscription ou de rachat et la date de livraison ou de règlement des parts ou actions par le dépositaire pour le compte de l'OPCVM, un délai qui ne peut excéder :
1° Quinze jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative est quotidienne ;
2° Soixante jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative n'est pas quotidienne.
Le prospectus ~~complet~~ doit indiquer la date de centralisation de l'ordre de souscription et de rachat des parts ou actions de l'OPCVM, la date d'établissement de la valeur liquidative et la date à laquelle celle-ci sera, au plus tard, calculée et publiée.
La date de calcul et la date de publication de la valeur liquidative sont concomitantes.

Article 412- 62
La commission de gestion des OPCVM à règles d'investissement allégées régis par le sous-paragraphe 3 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier peut comprendre une part variable acquise dès le premier euro de performance. Les modalités de calcul et de paiement de cette commission sont précisées dans le prospectus ~~complet~~.

Paragraphe 2 - Valeur liquidative

Article 412- 63
Le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM de fonds alternatifs prévoit une publication au moins mensuelle de sa valeur liquidative.

Section 3 - Dispositions particulières aux OPCVM déclarés

Sous-section 1 - Déclaration

Article 412-64
L'obligation de déclaration prévue aux articles L. 214-35-4, L. 214-37 et L. 214-38-1 du code monétaire et financier est satisfaite par le dépôt auprès de l'AMF d'un dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF. Cette déclaration doit intervenir dans le mois qui suit l'établissement de l'attestation ou du certificat de dépôt de l'OPCVM ou d'un compartiment mentionnée à l'article 411-7-2.
Un avis de réception de la déclaration est adressé dans les huit jours ouvrés qui suivent cette réception.

Sous-section 2 – OPCVM contractuels

Article 412-65
Les OPCVM contractuels régis par l'article L. 214-35-2 du code monétaire et financier sont soumis aux dispositions de la présente section.

Paragraphe 1 - Constitution

Article 412-66
Le recueil des souscriptions ne peut intervenir qu'après établissement du prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM. Le prospectus ~~complet~~ est remis aux souscripteurs préalablement à la souscription ou l'acquisition des parts ou actions.

Article 412-67
Le prospectus ~~complet~~ est composé des documents suivants dont les rubriques sont précisées par une instruction de l'AMF :
1° Une note détaillée mentionnant l'identité de la société de gestion de portefeuille et du dépositaire et précisant les règles d'investissement et de fonctionnement de l'OPCVM ainsi que l'ensemble des modalités de rémunération directe et indirecte de la société de gestion de portefeuille et du dépositaire ;
2° Le règlement ou les statuts de l'OPCVM.

Article 412-68
Le prospectus ~~complet~~ indique de manière explicite qu'il s'agit d'un OPCVM contractuel non soumis à l'agrément de l'AMF.

Article 412-69
Les articles 411-3, 411-4, le premier alinéa de l'article 411-7-2, les articles 411-8 et 411-11 s'appliquent aux OPCVM contractuels.

Paragraphe 2 - Modalités de fonctionnement

Article 412-70
L'AMF peut exercer à l'égard de toute personne qui distribue des OPCVM contractuels les prérogatives mentionnées à l'article 314-30.
Les communications à caractère promotionnel relatives aux OPCVM contractuels ou à des compartiments doivent mentionner l'existence d'un prospectus simplifié et le lieu où il est tenu à disposition de l'investisseur.

Article 412-71
La commission de gestion des OPCVM contractuels peut comprendre une part variable acquise dès le premier euro de performance. Les modalités de calcul et de paiement sont précisées dans le prospectus ~~complet~~.

Article 412-72
Les articles 411-53, 411-53-1 et 411-56 s'appliquent aux OPCVM contractuels.

Article 412-73
Les modalités et la périodicité de calcul de la valeur liquidative sont adaptées à la nature des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts détenus par l'OPCVM. Toutefois, le prospectus complet de l'OPCVM prévoit qu'il établit et publie sa valeur liquidative au moins trimestriellement.

Article 412-74
La transformation, la fusion, la scission ou la liquidation d'un OPCVM contractuel sont portées à la connaissance de l'AMF dans un délai maximum d'un mois après sa mise en œuvre selon les modalités définies par une instruction de l'AMF.
La modification entre en vigueur au plus tôt trois jours ouvrés après la diffusion effective de l'information aux actionnaires ou aux porteurs de parts de l'OPCVM.
En cas de modification du prospectus, la SICAV ou la société de gestion de portefeuille doit transmettre, selon les modalités précisées par une instruction de l'AMF, un prospectus mis à jour au plus tard à la date de prise d'effet de la modification. La transmission du prospectus n'exonère pas la SICAV ou la société de gestion de portefeuille de la saisie, le cas échéant, des changements nécessaires dans la base de données GECO.

Article 412-75
L'article 411-14 s'applique aux OPCVM contractuels.

Paragraphe 3 - Souscription, acquisition, rachat et cession

Article 412-76
Les parts de FCP et les actions de SICAV sont émises à tout moment à la demande des porteurs et des actionnaires sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.
Toutefois, la souscription et l'acquisition des parts ou actions des OPCVM contractuels sont réservées :

1° Aux investisseurs mentionnés à l'article L. 214-35-3 du code monétaire et financier ;
2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ;
3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ;
4° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui ont occupé pendant au moins un an, dans le secteur financier, une position professionnelle leur ayant permis d'acquérir une connaissance de la stratégie mise en œuvre par l'OPCVM qu'ils envisagent de souscrire ;
5° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos :
a) Total du bilan social supérieur à 20 000 000 d'euros ;
b) Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 d'euros ;
c) Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 d'euros ;
6° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui détiennent, pour une valeur totale supérieure ou égale à 1 000 000 euros, des dépôts, des produits d'assurance vie ou un portefeuille d'instruments financiers ;
7° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale à 250 000 euros.

Article 412-77
Par dérogation à l'article 413-35, un OPCVM contractuel né de la scission d'un autre OPCVM peut être ouvert à tout porteur de parts ou actionnaire de l'OPCVM scindé lorsque les conditions suivantes sont réunies :
1° La scission est réalisée en vue d'isoler certains actifs qui, s'ils étaient maintenus dans l'OPCVM scindé, ne permettraient pas à ce dernier de remplir ses obligations en matière de rachat dans des conditions conformes à l'intérêt des porteurs ou actionnaires ;
2° L'OPCVM contractuel n'émet pas de nouvelles parts ou actions et fait l'objet d'une gestion de type extinctif, visant à céder les actifs dans des conditions conformes à l'intérêt des porteurs ou actionnaires.
L'article 411-14 ne s'applique pas à l'OPCVM contractuel constitué en application du présent article.

Article 412-78
Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM contractuels est réalisée par un non-résident français à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ces OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.

Article 412-79
Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition des parts ou actions d'un OPCVM contractuel s'accompagne d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition, la cession ou le transfert des parts ou actions d'OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-35. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un OPCVM non agréé par l'AMF dont les règles de fonctionnement sont fixées par le prospectus ~~complet~~.

Article 412-80
Préalablement à la souscription ou à l'acquisition des parts ou actions d'un OPCVM contractuel, un prospectus complet est remis à l'investisseur.
L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions d'OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-35.
Le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM et les derniers documents annuels et périodiques doivent être disponibles sur simple demande écrite du porteur dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. Sur option du porteur, ces documents doivent pouvoir lui être adressés sous forme électronique.

Article 412-81
Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des articles 413-38 et 413-39. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée à l'article 413-39.

Paragraphe 4 - Dispositions spécifiques applicables aux OPCVM contractuels constitués lors d'une scission et destinés à recevoir les actifs dont la cession ne serait pas conforme à l'intérêt des porteurs ou actionnaires des OPCVM scindés

Article 412-82
Sous réserve des dispositions suivantes, les dispositions communes à l'ensemble des OPCVM contractuels mentionnées dans la présente section sont applicables aux OPCVM contractuels constitués en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-19 ou au deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et destinés à recevoir les actifs dont la cession ne serait pas conforme à l'intérêt des porteurs ou actionnaires des OPCVM.

Article 412-83
L'article 413-32 ne s'applique pas à l'OPCVM régi par la présente sous-section.
Le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM régi par la présente sous-section fixe la périodicité, au moins trimestrielle, de diffusion de la valeur estimée de ses actifs. Les modalités et la périodicité de calcul de la valeur estimée de ses actifs sont adaptées à la nature des actifs détenus par cet OPCVM.

Article 412-84
L'article 411-14 ne s'applique pas aux OPCVM régis par la présente sous-section.

Article 412-85
Tous les porteurs ou actionnaires d'un OPCVM scindé en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-19 ou au deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier peuvent détenir les actions ou parts de l'OPCVM régi par la présente sous-section qui leur sont réservées lors de la scission.
Les parts ou actions de l'OPCVM régi par la présente sous-section ne peuvent être cédées par les porteurs ou actionnaires qu'à des personnes mentionnées à l'article 413-35.

Sous-section 3 - FCPR contractuels

Article 412-86
Les FCPR contractuels régis par l'article L. 214-38-1 du code monétaire et financier sont soumis aux dispositions de la présente section.

Paragraphe 1 - Constitution

Article 412-87
Le recueil des souscriptions ne peut intervenir qu'après établissement du prospectus ~~complet~~ du FCPR contractuel.

Article 412-88
Le prospectus ~~complet~~ est composé du règlement du FCPR contractuel dont les rubriques sont précisées par une instruction de l'AMF.

Article 412-89
Le règlement indique de manière explicite qu'il s'agit d'un FCPR contractuel, non soumis à l'agrément de l'AMF.

Article 412-90
L'article 411-8, les deuxième et troisième alinéas de l'article 411-9, l'article 411-11 et l'article 411-48 sont applicables à l'exception de l'agrément de l'AMF, remplacé par une déclaration à l'AMF dans le mois qui suit la réalisation définitive de l'opération ou de l'événement.
Les règles d'investissement et d'engagement du FCPR contractuel sont définies dans le règlement du FCPR contractuel.
Une instruction de l'AMF fixe les conditions d'information des souscripteurs.

Paragraphe 2 - Règles de fonctionnement

Sous-paragraphe 1 - Montant minimum de l'actif

Article 412-91
Les dispositions de l'article 411-14 sont applicables.

Sous-paragraphe 2 - FCPR contractuel à compartiments

Article 412-92
Lorsque le règlement du FCPR contractuel prévoit que celui-ci comporte des compartiments, la constitution de nouveaux compartiments est déclarée dans les conditions prévues par l'article 414-34. La modification des compartiments doit être déclarée à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation.

Sous-paragraphe 3 - OPCVM maîtres et nourriciers

Article 412-93
Les dispositions des articles 411-24, 412-2 à 412-9 et 414-5 sont applicables.
Lorsque l'OPCVM maître n'est pas soumis aux dispositions du code monétaire et financier applicables, sa commercialisation sur le territoire de la République française doit être autorisée préalablement à la commercialisation de l'OPCVM nourricier dans les conditions prévues par l'article 411-60.

Sous-paragraphe 4 - Apports en nature

Article 412-94
Les dispositions des articles 411-16 et 414-7 sont applicables, à l'exception de la deuxième phrase de l'article 414-7.

Sous-paragraphe 5 - Fusion, scission, absorption et liquidation

Article 412-95
Les dispositions des articles 411-20 à 411-23, 412-6 et 414-9 sont applicables.
Un FCPR contractuel ne peut fusionner qu'avec un FCPR.
Les fusions ou scissions sont déclarées dans le mois qui suit leur réalisation. L'obligation de déclaration est satisfaite par l'envoi à l'AMF du traité de fusion ou de scission ainsi que des rapports des commissaires aux comptes.

Article 412-96
Les dispositions des articles 411-24, 411-25 et 412-7 sont applicables.
La liquidation est déclarée dans le mois qui suit la décision de la société de gestion de portefeuille du FCPR contractuel.
Le rapport du ~~contrôleur légal des~~ **commissaire aux** comptes est transmis à l'AMF au plus tard un mois après son établissement.

Article 412-97
Une instruction de l'AMF précise les modifications qui doivent être déclarées à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation ainsi que les modalités d'information des porteurs.

Paragraphe 3 - Dispositions financières et comptables

Article 412-98
Les dispositions des articles 411-27 à 411-33-2, 411-36 à 411-44-5 et 412-8 sont applicables.

Paragraphe 4 - Information des souscripteurs, conditions de rachat, souscription et cession

Article 412-99
Les articles 414-27 à 414-29, 414-31 et 414-32 sont applicables.

Article 412-100
Les dispositions des articles 411-50, 411-53, les premier et troisième alinéas de l'article 411-54, les articles 411-55 et 414-13 sont applicables aux FCPR contractuels.
Le règlement du FCPR contractuel peut prévoir que le FCPR contractuel ne publie sa valeur liquidative qu'au moins deux fois par an.

Sous-section 4 - Fonds communs de placement à risques bénéficiant d'une procédure allégée

Article 412-101
Les FCPR bénéficiant d'une procédure allégée (FCPR allégés) régis par l'article L. 214-37 du code monétaire et financier sont soumis aux dispositions de la présente section.

Paragraphe 1 - Constitution

Sous-paragraphe 1 - Déclaration et recueil des souscriptions

Article 412-102
Le recueil des souscriptions ne peut intervenir qu'après établissement du prospectus ~~complet~~ du FCPR allégé.
Le prospectus ~~complet~~ est composé du règlement du FCPR allégé dont les rubriques sont précisées par une instruction de l'AMF.

Article 412-103
L'article 411-8, les deuxième et troisième alinéas de l'article 411-9, l'article 411-11 ainsi que l'article 411-48 sont applicables à l'exception de l'agrément de l'AMF, remplacé par une déclaration à l'AMF dans le mois qui suit la réalisation définitive de l'opération ou de l'événement.
Le règlement du FCPR allégé indique de manière explicite qu'il s'agit d'un fonds bénéficiant d'une procédure allégée, non soumis à l'agrément de l'AMF.
Les règles que la société de gestion de portefeuille observe dans le cadre de la répartition des investissements entre les portefeuilles gérés ou conseillés par elle ou par des entreprises qui lui sont liées peuvent ne pas être explicitées dans le règlement du fonds si elles sont communiquées aux souscripteurs. Une instruction de l'AMF fixe les conditions d'information des souscripteurs.

Sous-paragraphe 2 - OPCVM maîtres et nourriciers

Article 412-104
Les dispositions des articles 411-24, 412-2 à 412-9 et 414-5 sont applicables.
Lorsque l'OPCVM maître n'est pas soumis aux dispositions du code monétaire et financier applicables, sa commercialisation sur le territoire de la République française doit être autorisée préalablement à la commercialisation de l'OPCVM nourricier dans les conditions prévues par l'article 411-60.

Paragraphe 2 - Règles de fonctionnement

Sous-paragraphe 1 - Montant minimum de l'actif

Article 412-105
Les dispositions de l'article 411-14 sont applicables aux FCPR allégés.

Sous-paragraphe 2 - FCPR allégés à compartiments

Article 412-106
Lorsque le règlement du FCPR allégé prévoit que celui-ci comporte des compartiments, la constitution de nouveaux compartiments est déclarée dans les conditions de l'article 414-15. La modification des compartiments doit être déclarée à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation.

Sous-paragraphe 3 - Apports en nature

Article 412-107
Les dispositions des articles 411-16 et 414-7 sont applicables à l'exception de la deuxième phrase de l'article 414-7.

Sous-paragraphe 4 - Fusion, scission, absorption, liquidation, transformation et modifications

Article 412-108
Les dispositions des articles 411-19 à 411-23, 412-6, 414-8 et 414-9 sont applicables.
Les fusions ou scissions sont déclarées dans le mois qui suit leur réalisation. L'obligation de déclaration est satisfaite par l'envoi à l'AMF du traité de fusion ou de scission ainsi que des rapports des ~~contrôleurs légaux des~~ **commissaires aux**

comptes.

Article 412-109
Les dispositions des articles 411-24, 411-25 et 412-7 sont applicables.
La liquidation est déclarée dans le mois qui suit la décision de la société de gestion de portefeuille du FCPR allégé.
Le rapport du ~~contrôleur légal des~~ **commissaire aux** comptes est transmis à l'AMF au plus tard un mois après son établissement.

Article 412-110
Un FCPR allégé peut se transformer en OPCVM d'une autre nature, après agrément de l'AMF et à condition qu'il se soit mis en conformité, au préalable, avec les dispositions de code monétaire et financier applicables à la catégorie d'OPCVM choisie.
La transformation en OPCVM contractuel relevant de la section 3 du chapitre III du présent titre et de la section 3 du chapitre IV du présent titre n'est pas soumise à l'agrément de l'AMF. Elle nécessite l'accord exprès de chaque porteur de parts. Le règlement du FCPR allégé définit les conditions dans lesquelles celui-ci peut se transformer en OPCVM contractuel.

Article 412-111
Une instruction de l'AMF précise les modifications qui doivent être déclarées à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation ainsi que les modalités d'information des porteurs.

Paragraphe 3 - Dispositions financières et comptables

Article 412-112
Les dispositions des articles 411-27 à 411-33-2, 411-36 à 411-44-5 et 412-8 sont applicables.

Paragraphe 4 - Information des souscripteurs, conditions de rachat, souscription et cession

Article 412-113
I. - La souscription et l'acquisition des parts ou actions des FCPR allégés sont réservées :
1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de l'article L. 214-37 du code monétaire et financier ;
2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ;
3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ;
4° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui ont occupé pendant au moins un an, dans le secteur financier, une position professionnelle leur ayant permis d'acquérir une connaissance de la stratégie mise en oeuvre par l'OPCVM qu'ils envisagent de souscrire ;
5° Aux investisseurs, personnes physiques et morales, dont la souscription initiale est d'au moins 30 000 euros et répondant à l'une des trois conditions suivantes :
a) Ils apportent une assistance dans le domaine technique ou financier aux sociétés non cotées entrant dans l'objet du fonds en vue de leur création ou de leur développement ;
b) Ils apportent une aide à la société de gestion de portefeuille du FCPR allégé en vue de rechercher des investisseurs potentiels ou contribuent aux objectifs poursuivis par elle à l'occasion de la recherche, de la sélection, du suivi, de la cession des investissements ;
c) Ils possèdent une connaissance du capital investissement acquise en qualité d'apporteur direct de fonds propres à des sociétés non cotées ou en qualité de souscripteur soit dans un FCPR ne faisant pas l'objet de publicité et de démarchage, soit dans un FCPR allégé, soit dans une société de capital risque non cotée ;
6° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui détiennent, pour une valeur totale supérieure ou égale à 1 000 000 euros, des dépôts, des produits d'assurance vie ou un portefeuille d'instruments financiers ;
7° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos :
a) Total du bilan supérieur à
20 000 000 euros ;
b) Chiffre d'affaires supérieur à
40 000 000 euros ;
c) Capitaux propres supérieurs à
2 000 000 euros ;
8° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale à 500 000 euros.
Les seuils mentionnés au I ne sont pas applicables aux dirigeants, salariés et personnes physiques agissant pour le compte de la société de gestion de portefeuille lorsque le fonds est un FCPR allégé.

II. - Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition des parts d'un FCPR allégé doit s'accompagner d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition, la cession ou le transfert des parts de ce FCPR, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs qualifiés tels que définis par l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du même code et aux autres investisseurs mentionnés au I. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un FCPR non agréé par l'AMF et pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires.
III. - Préalablement à la souscription ou à l'acquisition des parts d'un FCPR allégé, le règlement, dont le contenu est précisé par une instruction de l'AMF, ainsi que, le cas échéant, les informations prévues au troisième alinéa de l'article 414-17, sont remis au souscripteur ou à l'acquéreur.
Le souscripteur ou l'acquéreur reconnaît par écrit, lors de la souscription ou de l'acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts du fonds, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs qualifiés dont la liste est définie par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier2 et aux autres investisseurs mentionnés au I.
IV. - Le dépositaire, ou la personne désignée par le règlement du FCPR allégé, s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des II et III. Il s'assure également de la déclaration écrite mentionnée au deuxième alinéa du III. En cas de manquement à ces dispositions, le dépositaire ou la personne précitée en informe l'AMF.
V. - Le présent article s'applique à la transformation d'un OPCVM non soumis à la présente section en FCPR allégé.

Article 412-114
Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions de FCPR allégé est réalisée par un non-résident en France à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ces OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.

Article 412-115
Les dispositions des articles 411-50, 411-53, du premier et des troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 411-54 et les dispositions des articles 411-55 et 414-13 sont applicables.
Le règlement du FCPR allégé peut prévoir que le FCPR allégé ne publie sa valeur liquidative qu'au moins deux fois par an.

Article 412-116
Les FCPR allégés établissent des documents selon les indications précisées dans une instruction et selon une périodicité au moins annuelle fixée par le règlement du FCPR allégé.
Ces documents sont remis sans délai à tout souscripteur ou porteur qui en fait la demande.

Article 412-117
Les documents adressés à l'AMF en vertu des dispositions des articles 414-15, 414-18, 414-20, 414-21, 414-22 et 414-25 ont un effet purement déclaratif. Leur réception par l'AMF n'implique aucune appréciation ni sur leur contenu ni sur les opérations auxquelles ils se rapportent.

Section 5 – Fonds communs de placement d'entreprise et SICAV d'actionnariat salarié

Article 412-118
Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières telles que mentionnées à la Section I du présent Chapitre s'appliquent aux fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) régis par les articles L. 214-71 et L. 214-72 du code monétaire et financier et L. 3332-16 du code du travail et aux SICAV d'actionnariat salarié régis par l'article L. 214-73 du code monétaire et financier, à l'exception des articles 411-12 et 411-14, du premier alinéa de l'article 411-21 en ce qui concerne les FCPE ainsi que les alinéas 2 à 4 du I et le II de l'article 411-5 et les alinéas 2 à 4 du I et le II de l'article 411-7 .
Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.

Sous-section 1 – Agrément

Article 412-119
I. - L'agrément d'une SICAV d'actionnariat salarié ou d'un FCPE est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF du dossier comportant les éléments précisés par l'instruction de l'AMF.
Le silence gardé par l'AMF pendant un délai d'un mois, à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF, vaut

décision d'agrément.
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF lui notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder celui mentionné au deuxième alinéa.
II. - Le délai mentionné au I est ramené à huit jours ouvrés à compter de l'avis de réception du dossier d'agrément par l'AMF lorsque l'OPCVM qui sollicite l'agrément est analogue à un OPCVM déjà agréé par l'AMF. Le caractère analogue de l'OPCVM qui sollicite l'agrément, appelé « OPCVM analogue », et de l'OPCVM déjà agréé par l'AMF, appelé « OPCVM de référence », est apprécié par l'AMF, notamment au vu des éléments suivants :
1° L'OPCVM de référence et l'OPCVM analogue sont gérés par la même société de gestion de portefeuille ou un même délégataire de la gestion financière, ou par des sociétés de gestion de portefeuille ou des délégataires de la gestion financière appartenant à un même groupe et, sous réserve de l'appréciation de l'AMF, des informations transmises par la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM analogue dans les conditions fixées dans une instruction de l'AMF ;
2° L'OPCVM de référence a été agréé par l'AMF et constituée au cours des 18 mois précédant la date de réception du dossier d'agrément de l'OPCVM analogue par l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM analogue, l'AMF pourra accepter que l'OPCVM de référence ait été agréé et créé plus de 8 mois avant la date de réception du dossier de l'OPCVM ;
3° L'OPCVM de référence n'a pas subi de changements autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF.
Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM analogue, l'AMF peut accepter qu'un OPCVM ayant subi des changements, autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF, soit un OPCVM de référence ;
4° Les souscripteurs de l'OPCVM analogue répondent aux conditions de souscription et d'acquisition de l'OPCVM de référence.
5° La stratégie d'investissement, le profil de risque, les règles de fonctionnement et le règlement de l'OPCVM analogue sont similaires à ceux de l'OPCVM de référence ;
Lorsque l'un des éléments des documents constitutifs de l'OPCVM analogue diffère de celui de l'OPCVM de référence, il est clairement identifié dans le dossier d'agrément de l'OPCVM analogue dans les conditions précisées par une instruction de l'AMF.
Le dossier d'agrément de l'OPCVM analogue est déposé sous format électronique.
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi d'une fiche complémentaire d'informations l'AMF le notifie en précisant que les éléments demandés, doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. À réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder huit jours ouvrés.
Lorsque l'OPCVM analogue ou l'OPCVM de référence ne respectent pas les conditions mentionnées au présent article, l'AMF le notifie en précisant que les informations complémentaires de façon à constituer un dossier d'agrément selon les modalités décrites au I doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de l'ensemble de ces informations complémentaires dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'ensemble de ces informations complémentaires, l'AMF en accuse réception par écrit et examine le dossier d'agrément de l'OPCVM dans les conditions et selon la procédure mentionnées au I. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder un mois.

Sous-section 2 – Constitution

Article 412-120
L'ouverture de la période de souscription des actions d'une SICAV d'actionnariat salarié ou des parts d'un FCPE doit intervenir dans un délai maximum de douze mois à compter de la date de l'agrément de la SICAV ou d'un FCPE.
A défaut, l'agrément est réputé caduc sauf dérogation expresse accordée par l'AMF.
La souscription ou l'acquisition des actions d'une SICAV d'actionnariat salarié ou des parts d'un FCPE est réservée aux salariés du groupe au sens du deuxième alinéa de l'article L. 3344-1 du code du travail, le cas échéant aux personnes mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 3332-2 du code du travail et aux salariés participant à une opération de rachat au sens de l'article L. 3332-16 du code du travail.
Le capital minimum ou le montant minimum de l'actif nécessaire à la constitution de la SICAV d'actionnariat salarié peut être apporté par d'autres investisseurs que ceux mentionnés à l'alinéa précédent sous réserve qu'ils s'engagent à demander le rachat de leurs actions dès l'ouverture de la souscription aux salariés susvisés et, le cas échéant, aux personnes

mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 3332-2 du code du travail.

Sous-section 3 - Règles de fonctionnement

Article 412-121
Un FCPE ou une SICAV d'actionnariat salarié ne peut fusionner qu'avec un autre FCPE ou une autre SICAV d'actionnariat salarié.

Article 412-122
Tout projet de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs OPCVM d'épargne salariale ou un ou plusieurs compartiments d'un OPCVM est arrêté par le conseil de surveillance du FCPE ou le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV d'actionnariat salarié. Il est soumis à l'agrément préalable de l'AMF. La fusion ou la scission doit être réalisée dans les trois mois suivant l'agrément. À défaut, l'agrément est réputé caduc sauf dérogation expresse accordée par l'AMF

Article 412-123
Lorsque les porteurs n'ont pas droit, compte tenu de la parité d'échange, à un nombre entier de parts ou d'actions, il est procédé à la division des parts ou actions de l'OPCVM d'épargne salariale afin de permettre le réinvestissement du rompu.

Article 412-124
La valeur liquidative est mise à la disposition du conseil de surveillance du FCPE ou du conseil d'administration de la SICAV d'actionnariat salarié à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination.

Article 412-125
Lorsqu'il est assuré par une entité autre que celles mentionnées à l'avant-dernier alinéa de l'article R. 214-91 du code monétaire et financier, le mécanisme garantissant la liquidité des titres non admis aux négociations sur un marché réglementé peut être assuré par une personne physique ou morale, distincte de la société de gestion de portefeuille, de la SICAV d'actionnariat salarié et de l'entreprise dont les titres sont détenus par le FCPE ou la SICAV d'actionnariat salarié à la condition que cette personne prenne l'engagement de racheter le nombre de titres nécessaires pour offrir une liquidité au moins équivalente à celle dont bénéficierait l'OPCVM s'il détenait au moins un tiers de titres liquides, cet engagement devant être contre-garanti selon les modalités suivantes, qui peuvent être combinées :
1° Une garantie de bonne fin de la part d'un établissement de crédit dont le siège est situé dans un État membre de l'OCDE, d'une entreprise d'assurance ou d'une entreprise d'investissement dont le siège est situé dans un État membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen habilitée à fournir le service mentionné au 1 de l'article L. 321-2 du code monétaire et financier et dont le montant des fonds propres, au sens de la directive n° 2000/12/CE du 20 mars 2000, est au moins égal à 3,8 millions d'euros ;
2° Une ligne de crédit octroyée par un établissement de crédit dont le siège est situé dans un État membre de l'OCDE et affectée à l'exécution de l'engagement défini au présent article ;
3° Un portefeuille de titres liquides au sens de l'article R. 214-91 du code monétaire et financier, nanti au profit de la société de gestion de portefeuille du fonds commun de placement d'entreprise ou de la SICAV d'actionnariat salarié.
Lorsque le capital de l'entreprise est variable, le mécanisme garantissant la liquidité des titres prévu au dernier alinéa de l'article R. 214-91 du code monétaire et financier peut être assuré par l'entreprise dans les formes définies aux 1°, 2° et 3°.

Article 412-126
Le prix d'exercice du rachat des parts ou actions par le garant est fixé par le règlement du FCPE ou les statuts de la SICAV d'actionnariat salarié.
Une instruction de l'AMF précise les mentions devant figurer au contrat garantissant la liquidité.

Article 412-127
Le conseil de surveillance des FCPE rend compte dans son rapport annuel de l'exercice des missions qui lui sont confiées par les articles L. 214-71 et L. 214-72 du code monétaire et financier.
Le conseil d'administration de la SICAV d'actionnariat salarié rend compte dans son rapport annuel de l'exercice des missions qui lui sont confiées par l'article L. 214-40-1 du code monétaire et financier

Sous-section 4 - Information du public

Article 412-128
Les frais supportés par un FCPE ou une SICAV d'actionnariat salarié tels que décrits au 2° de l'article 411-46 sont complétés, le cas échéant, par la liste des frais liés au fonctionnement du FCPE ou de la SICAV d'actionnariat salarié pris en charge par l'entreprise.

Article 412-129
Le prospectus complet des FCPE et des SICAV d'actionnariat salarié est constitué par deux documents : la notice d'information et le règlement ou les statuts. Le contenu de ces documents, notamment pour l'information relative aux frais, est fixé par une instruction de l'AMF.

Article 412-130
Une instruction de l'AMF précise les documents d'information que le FCPE ou la SICAV d'actionnariat salarié doit tenir à la disposition des porteurs de parts ou d'actions sur l'OPCVM dans lequel il ou elle investit plus de 50 % de son actif.
Lorsqu'un tel OPCVM investit dans des parts ou actions d'autres OPCVM, la notice d'information précise, selon le cas, si le fonds commun de placement d'entreprise ou la SICAV d'actionnariat salarié est investi à plus de 50 % en parts ou actions d'un même OPCVM et mentionne la dénomination de ces OPCVM.

Article 412-131
Les FCPE et les SICAV d'actionnariat salarié publient leur valeur liquidative au moins une fois par mois, à l'exception des FCPE d'actionnariat salarié régis par les dispositions des quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 3332-17 du code du travail, qui publient leur valeur liquidative au moins une fois par an, sachant qu'elle ne saurait être calculée plus d'une fois par trimestre, et des FCPE régis par l'article L. 3332-16 du code du travail, qui publient leur valeur liquidative au moins une fois par an.

Article 412-132
Par dérogation aux articles 415-12 et 415-13, il peut être établi un document d'information clé pour l'investisseur comportant les éléments correspondant à ceux listés à l'article 4 du règlement (UE) n° 583/2010 du 1er juillet 2010, qui tient lieu de notice d'information.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
LIVRE IV PRODUITS D'EPARGNE COLLECTIVE		**LIVRE IV PRODUITS D'EPARGNE COLLECTIVE**	
TITRE I^{ER} ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIERES		**TITRE I^{ER} ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIERES**	
Article 411-2	**Article 30**	**Article 411-1**	
1° Le terme « OPCVM » désigne soit une société d'investissement à capital variable (SICAV) soit un fonds commun de placement (FCP) ;	3. Les organismes visés au paragraphe 2 peuvent revêtir la forme contractuelle (fonds communs de placement gérés par une société de gestion) ou de trust (*unit trust*) ou la forme statutaire (société d'investissement).	1° Le terme « OPCVM » désigne soit une société d'investissement à capital variable (SICAV) soit un fonds commun de placement (FCP) ;	Il semble utile de rappeler cette disposition déjà mentionnée dans la loi.
2° Le terme « porteur » désigne le porteur de parts de FCP ou l'actionnaire de SICAV ;		2° Le terme « porteur » désigne le porteur de parts de FCP ou l'actionnaire de SICAV ;	
3° Lorsque les SICAV ne délèguent pas globalement la gestion de leur portefeuille telle que mentionnée à l'article L. 214-15 du code monétaire et financier, elles doivent remplir l'ensemble des conditions applicables aux sociétés de gestion de portefeuille et exécuter les obligations applicables à ces sociétés.	Les articles 13 et 14 s'appliquent mutatis mutandis aux sociétés d'investissement n'ayant pas désigné une société de gestion agréée conformément à la présente directive. Aux fins des articles visés au premier alinéa, les termes «société de gestion» signifient «société d'investissement».	3° Lorsque la SICAV ne délègue pas globalement la gestion de son portefeuille telle que mentionnée à l'article L. 214-**22** du code monétaire et financier, elle doit remplir l'ensemble des conditions applicables aux sociétés de gestion de portefeuille et exécuter les obligations applicables à ces sociétés.	Il est proposé de ne pas reprendre la rédaction de la directive dans la mesure où les dispositions des articles 13 et 14 ont été dispersées dans différents types de normes (livre V du code monétaire et financier et livre III du RGAMF)
CHAPITRE I ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIERES CONFORMES A LA DIRECTIVE 2009/65		**CHAPITRE I ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIERES CONFORMES A LA**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		DIRECTIVE 2009/65/CE du 13 juillet 2009	
Article 411-1	**Article 1.1 de la Directive 2009/65**	**Article 411-2**	
Sont soumis aux dispositions du présent chapitre l'ensemble des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) régis par la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier, ainsi que leur société de gestion de portefeuille et dépositaire. Ne relèvent pas des dispositions du présent chapitre les OPCVM contractuels régis par l'article L. 214-35-2 du code monétaire et financier, les FCPR bénéficiant d'une procédure allégée régis par l'article L. 214-37 dudit code ainsi que les OPCVM bénéficiant d'une procédure allégée régis par l'article L. 214-35 dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2003-706 du 1er août 2003.	1. La présente directive s'applique aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) établis sur le territoire des États membres.	Sont soumis aux dispositions du présent chapitre l'ensemble des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) régis par la **sous-section 1 de la section 1** du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier, ainsi que leur société de gestion de portefeuille et dépositaire.	
Section 1 - Agrément		**Section 1 - Agrément**	
Article 411-10 alinéa 1er	**Article 1.5 de la directive**	**Article 411-3**	
Un OPCVM agréé comme conforme à la directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985 est coordonné et ne peut se transformer en OPCVM qui ne serait pas conforme à cette directive.	5. Les États membres interdisent aux OPCVM assujettis à la présente directive de se transformer en organismes de placement collectif non assujettis à la présente directive	Un OPCVM agréé comme conforme à la directive 2009/65/CEE du 13 juillet 2009 est coordonné et ne peut se transformer en OPCVM qui ne serait pas conforme à cette directive.	L'alinéa 2 de l'article 411-10 du RGAMF (Un OPCVM non coordonné peut se transformer en OPCVM coordonné) n'est pas repris dans ce Chapitre I car il relève du Chapitre II sur les OPCVM non coordonnés.
Sous-section 1 - SICAV		**Sous-section 1 - SICAV**	
Article 411-3		**Article 411-4**	
Les statuts de la SICAV sont signés par les premiers actionnaires soit en personne, soit par un mandataire justifiant		Les statuts de la SICAV sont signés par les premiers actionnaires soit en personne, soit par un mandataire	L'article 411-4 est hors champ de la directive. En effet l'article 27 alinéa 2 de la directive prévoit que les Etats membres déterminent la forme juridique de la SICAV

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
d'un pouvoir spécial. Ils mentionnent les noms des premiers actionnaires et le montant des versements effectués par chacun d'eux, et, suivant le cas, le nom des premiers administrateurs ou le nom des membres du directoire et du conseil de surveillance, ainsi que le nom du premier contrôleur légal des comptes et, le cas échéant, de son suppléant, désignés dans les conditions prévues à l'article L. 214-17 du code monétaire et financier.		justifiant d'un pouvoir spécial. Ils mentionnent les noms des premiers actionnaires et le montant des versements effectués par chacun d'eux, et, **selon** les cas, le nom des premiers **membres du conseil d'administration** ou ~~le nom des membres~~ du directoire et du conseil de surveillance, ainsi que le nom du premier **commissaire aux comptes** et, le cas échéant, de son suppléant, désignés dans les conditions prévues à l'article **L. 214-25** du code monétaire et financier.	et donc du régime qui en découle.
	Article 1.2 alinéa 3		
La SICAV ne peut constituer des compartiments et émettre des catégories d'actions que si ses statuts le prévoient expressément.	Les États membres peuvent autoriser les OPCVM à être constitués de plusieurs compartiments d'investissement.	La SICAV ne peut constituer des compartiments et émettre des catégories d'actions que si ses statuts le prévoient expressément.	S'agissant des catégories de parts, cette possibilité est hors champ de la directive. La directive mentionne seulement l'existence de « catégories d'actions » et le droit français a créé par analogie des catégories de parts ou actions (cf. article 78.7 notamment) mais ne régit pas les conditions selon lesquelles il est possible d'émettre différentes catégories.
Article 411-4		**Article 411-5**	
Les statuts, accompagnés du certificat, délivré par le dépositaire, attestant du dépôt du capital initial, sont déposés au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social de la SICAV.		Les statuts, accompagnés du certificat, délivré par le dépositaire, attestant du dépôt du capital initial, sont déposés au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social de la SICAV.	Procédure, hors directive.
Lorsque les statuts prévoient que la SICAV comporte des compartiments, le dépositaire délivre en outre à la société de gestion de portefeuille un certificat pour chaque compartiment. Ce certificat est		Lorsque les statuts prévoient que la SICAV comporte des compartiments, le dépositaire délivre en outre à la société de gestion de portefeuille un certificat pour chaque compartiment. Ce certificat	Hors directive.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
adressé par la société de gestion de portefeuille à l'AMF.		est adressé par la société de gestion de portefeuille à l'AMF.	
		Une instruction de l'AMF précise les informations minimales contenues dans les statuts de la SICAV.	Il est proposé d'ajouter une accroche afin de déterminer le contenu des statuts de la SICAV, aujourd'hui prévu à l'Annexe 1 de l'Instruction AMF n°2005-02. L'Instruction AMF modifiant l'Instruction n° 2005-02 transposera l'article 54.2.
	Article 85 et 86	**Article 411-5-1**	
	Les règles d'évaluation des actifs ainsi que les règles de calcul du prix de vente ou d'émission et du prix de rachat ou de remboursement des parts d'un OPCVM sont prévues par le droit national applicable, le règlement du fonds ou les documents constitutifs de la société d'investissement. **Article 86** **La distribution ou le réinvestissement des produits d'un OPCVM s'effectue conformément à la loi et au règlement du fonds ou aux documents constitutifs de la société d'investissement.**	**Les statuts prévus à l'article L. 214-XX du code monétaire et financier prévoient les modalités de distribution des avoirs compris dans l'actif de la SICAV, celles concernant les souscriptions et les rachats, ainsi que, le cas échéant, celles régissant les droits attachés aux différentes catégories d'actions.**	Cet article n'est pas prévu s'agissant des SICAV. Il est proposé de l'ajouter.
Article 411-5		**Article 411-6**	
I. - L'agrément d'une SICAV, prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier et, le cas échéant, l'agrément de chaque compartiment prévu à l'article L. 214-33 du même code est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF, du		I. - L'agrément d'une SICAV, prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier et, le cas échéant, l'agrément de chaque compartiment prévu à l'article **L. 214-30** du même code est subordonné au dépôt préalable auprès	Hors directive

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF.		de l'AMF, du dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF.	
	Article 5-4 Directive UCITS IV cadre		
	4. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM ne peuvent agréer un OPCVM lorsque: a) elles établissent que la société d'investissement ne satisfait pas aux conditions préalables définies au chapitre V; ou b) la société de gestion n'est pas agréée pour la gestion d'OPCVM dans son État membre d'origine.		Il est proposé de préciser dans les pièces demandées par l'AMF et figurant dans une Instruction, les éléments lui permettant de s'assurer de l'agrément de la société de gestion ou de la SICAV autogérée.
Article 411-5 I alinéa 2	**Article 5.4 alinéa 2 D1**		
Le silence gardé par l'AMF pendant un délai d'un mois à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF vaut décision d'agrément.	Sans préjudice de l'article 29, paragraphe 2, la société de gestion ou, le cas échéant, la société d'investissement est informée, dans un délai de deux mois suivant la présentation d'une demande **complète**, de l'octroi ou du refus de l'agrément de l'OPCVM.	**Sans préjudice des dispositions du III, la SICAV est informée par l'AMF, dans un délai d'un mois suivant la présentation de la demande, de l'octroi ou du refus de l'agrément de la SICAV.** Le silence gardé par l'AMF pendant un délai d'un mois à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF vaut décision d'agrément.	Il est proposé de maintenir la procédure actuelle qui est plus favorable que la directive comme cela a été fait pour les sociétés de gestion de portefeuille, à l'article L. 532-9 : - la directive prévoit un délai de 2 mois alors qu'en droit national ce délai est d'un mois - le délai ne part qu'après réception d'une demande complète ce qui n'est pas prévu en droit interne qui prévoit des interruptions. Ceci permet à la société de gestion de portefeuille de disposer d'un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à 60 jours afin de fournir des éléments complémentaires. Sans cette interruption l'AMF serait contrainte de refuser l'agrément si ces éléments n'étaient pas réunis avant le délai d'un mois. En revanche il est proposé de reprendre la notification

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
			expresse de la décision qui ne figure pas dans le RGAMF mais qui est appliqué en pratique.
Ce délai est ramené à huit jours ouvrés pour les SICAV dédiées mentionnées au 1° de l'article 411-12 et, le cas échéant, leurs compartiments.			Les SICAV dédiées ne sont pas prévues par la directive. Il donc est proposé de reprendre ces dispositions dans la partie OPCVM non coordonnés et de maintenir ce délai réduit d'agrément les concernant.
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF le notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder ceux mentionnés aux deuxième et troisième alinéas.		Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF le notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder **celui mentionné au premier alinéa.**	Voir *supra* Le deuxième alinéa relatif aux SICAV dédiées est supprimé dans la partie OPCVM coordonnés.
II. - Le délai mentionné au I est ramené à huit jours ouvrés à compter de l'avis de réception du dossier d'agrément par l'AMF, lorsque la SICAV qui sollicite l'agrément est analogue à un OPCVM déjà agréé par l'AMF. Le caractère analogue de la SICAV qui sollicite l'agrément, appelée «SICAV analogue », et de l'OPCVM déjà agréé par		II. - Le délai mentionné au I est ramené à huit jours **ouvrés à compter de l'avis de réception du dossier d'agrément par l'AMF**, lorsque la SICAV qui sollicite l'agrément est analogue à un OPCVM déjà agréé par l'AMF. Le caractère analogue de la SICAV qui sollicite l'agrément, appelée «SICAV analogue », et de l'OPCVM déjà agréé	Il est proposé de conserver ces dispositions plus favorables relatives aux SICAV analogues, qui ne sont pas prévues par la directive. Le début de l'article est amené à être adapté en fonction de ce qui sera retenu s'agissant de l'article général sur la procédure d'agrément.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
l'AMF, appelé « OPCVM de référence », est apprécié par l'AMF, notamment au vu de chacun des éléments suivants : 1° L'OPCVM de référence et la SICAV analogue sont gérés par la même société de gestion de portefeuille ou un même délégataire de la gestion financière, ou par des sociétés de gestion de portefeuille ou des délégataires de la gestion financière appartenant à un même groupe et sous réserve de l'appréciation de l'AMF des informations transmises par la société de gestion de portefeuille de la SICAV analogue dans les conditions fixées dans une instruction de l'AMF ; 2° L'OPCVM de référence a été agréé par l'AMF et constitué au cours des 18 mois précédant la date de réception du dossier d'agrément de la SICAV analogue par l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de la SICAV analogue, l'AMF peut accepter que l'OPCVM de référence ait été agréé et créé plus de 18 mois avant la date de réception du dossier de SICAV analogue ; 3° L'OPCVM de référence n'a pas subi de changements autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de la SICAV analogue, l'AMF peut accepter qu'un OPCVM ayant subi des changements autres que ceux mentionnés dans l'instruction, soit un OPCVM de référence ;		par l'AMF, appelé « OPCVM de référence », est apprécié par l'AMF, notamment au vu de chacun des éléments suivants : 1° L'OPCVM de référence et la SICAV analogue sont gérés par la même société de gestion de portefeuille ou un même délégataire de la gestion financière, ou par des sociétés de gestion de portefeuille ou des délégataires de la gestion financière appartenant à un même groupe et sous réserve de l'appréciation de l'AMF des informations transmises par la société de gestion de portefeuille de la SICAV analogue dans les conditions fixées dans une instruction de l'AMF ; 2° L'OPCVM de référence a été agréé par l'AMF et constitué au cours des 18 mois précédant la date de réception du dossier d'agrément de la SICAV analogue par l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de la SICAV analogue, l'AMF peut accepter que l'OPCVM de référence ait été agréé et créé plus de 18 mois avant la date de réception du dossier de SICAV analogue ; 3° L'OPCVM de référence n'a pas subi de changements autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de la SICAV	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
4° Les souscripteurs de la SICAV analogue répondent aux conditions de souscription et d'acquisition de l'OPCVM de référence ; 5° La stratégie d'investissement, le profil de risque, les règles de fonctionnement et les statuts la SICAV analogue sont similaires à ceux de l'OPCVM de référence. Lorsque l'un des éléments des documents constitutifs de la SICAV analogue diffère de celui de l'OPCVM de référence, il est clairement identifié dans le dossier d'agrément de la SICAV analogue selon des modalités précisées par une instruction de l'AMF. Le dossier d'agrément de la SICAV analogue est déposé sous format électronique.		analogue, l'AMF peut accepter qu'un OPCVM ayant subi des changements autres que ceux mentionnés dans l'instruction, soit un OPCVM de référence ; 4° Les souscripteurs de la SICAV analogue répondent aux conditions de souscription et d'acquisition de l'OPCVM de référence ; 5° La stratégie d'investissement, le profil de risque, les règles de fonctionnement et les statuts la SICAV analogue sont similaires à ceux de l'OPCVM de référence. Lorsque l'un des éléments des documents constitutifs de la SICAV analogue diffère de celui de l'OPCVM de référence, il est clairement identifié dans le dossier d'agrément de la SICAV analogue selon des modalités précisées par une instruction de l'AMF. Le dossier d'agrément de la SICAV analogue est déposé sous format électronique.	
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi d'une fiche complémentaire d'informations, elle le notifie en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en		Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi d'une fiche complémentaire d'informations, elle le notifie en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder huit jours ouvrés. Lorsque la SICAV analogue ou l'OPCVM de référence ne respectent pas les conditions mentionnées au présent article, l'AMF le notifie en précisant que les informations complémentaires, de façon à constituer un dossier d'agrément selon les modalités décrites au I, doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de l'ensemble de ces informations complémentaires dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'ensemble de ces informations complémentaires, l'AMF en accuse réception par écrit et examine le dossier d'agrément de la SICAV dans les conditions et selon la procédure mentionnées au I. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder un mois.		l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder huit jours ouvrés. Lorsque la SICAV analogue ou l'OPCVM de référence ne respectent pas les conditions mentionnées au présent article, l'AMF le notifie en précisant que les informations complémentaires, de façon à constituer un dossier d'agrément selon les modalités décrites au I, doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de l'ensemble de ces informations complémentaires dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'ensemble de ces informations complémentaires, l'AMF en accuse réception par écrit et examine le dossier d'agrément de la SICAV dans les conditions et selon la procédure mentionnées au I. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder un mois.	
	Article 29.2 D1		
	2. Lorsqu'une société d'investissement n'a désigné aucune société de gestion, la société d'investissement en question est informée, dans les six mois à compter de la présentation d'une	**III. Lorsqu'en application de l'article L. 214-22 du code monétaire et financier, la SICAV n'a désigné aucune société de gestion, elle est informée, dans les trois mois à**	Alignement sur l'article L. 532-9 du code monétaire et financier : - Reprise du délai de trois mois - Suppression de l'obligation expresse d'avoir une demande complète pour le début le

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	demande complète, que l'agrément est octroyé ou refusé. Le refus d'un agrément est motivé.	**compter de la présentation d'une demande, que l'agrément est octroyé ou refusé, conformément aux dispositions de l'article L. 532-9 du code monétaire et financier. La décision de l'AMF est motivée et notifiée au demandeur**.	délai. - Reprise de la notification de la décision.
Article 411-5-1	**Article 5-2 Directive UCITS IV cadre**	**Article 411-7**	
En vue de délivrer l'agrément de la SICAV prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier, l'AMF procède à l'examen des statuts de la SICAV, **de la stratégie d'investissement utilisée afin d'atteindre l'objectif de gestion de l'OPCVM, de sa structure de frais ainsi que des éventuelles catégories d'actions**, telles qu'elles ressortent de ses documents constitutifs.	[…] Une société d'investissement n'est agréée que si les autorités compétentes de son État membre d'origine ont approuvé, d'une part, ses documents constitutifs…	En vue de délivrer l'agrément de la SICAV prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier, l'AMF procède à l'examen des statuts de la SICAV, de la stratégie d'investissement utilisée afin d'atteindre l'objectif de gestion de l'OPCVM, de sa structure de frais ainsi que des éventuelles catégories d'actions, telles qu'elles ressortent de ses documents constitutifs.	Il est proposé de maintenir ces éléments sur le fondement des informations du schéma A de la directive (qui doivent figurer dans le prospectus de l'OPCVM) : - stratégie d'investissement utilisée afin d'atteindre l'objectif de gestion de l'OPCVM, point (1.15) - la structure de frais (1.17) - que des éventuelles catégories d'actions » (1.10)
L'AMF vérifie également qu'un établissement dépositaire des actifs de l'OPCVM a été désigné.	… et, d'autre part, le choix du dépositaire et, le cas échéant, la demande de la société de gestion désignée de gérer cette société d'investissement	L'AMF examine également le choix du dépositaire ainsi que la demande de la société de gestion désignée de gérer cette SICAV.	Il est proposé de reprendre expressément ces critères au niveau du règlement général.
	Article 5.4 de la D 2009/65/CE		
	Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM ne peuvent agréer un OPCVM lorsque les dirigeants du dépositaire n'ont pas l'honorabilité ou l'expérience requises, eu égard également au type d'OPCVM à gérer. À cette fin, l'identité des dirigeants du dépositaire, ainsi que de		L'examen d'honorabilité est effectué par l'ACP. Il est donc proposé de ne pas reprendre non plus cette obligation.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	toute personne leur succédant dans leurs fonctions, est notifiée immédiatement aux autorités compétentes. Par «dirigeants», on entend les personnes qui, en vertu de la loi ou des documents constitutifs, représentent le dépositaire ou qui déterminent effectivement l'orientation de l'activité du dépositaire.		
	Article 5-3 1ère phrase Directive UCITS IV cadre		
	3. Sans préjudice du paragraphe 2, si, les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM statuent sur la demande de la société de gestion de gérer l'OPCVM, conformément à l'article 20.	Lorsque la société de gestion est établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'AMF statue sur la demande de la société de gestion de gérer la SICAV, conformément à l'article R. 532-19-2 du code monétaire et financier.	Reprise de la formulation de l'article R. 532-19-2
	Article 5-5 Directive UCITS IV cadre		
	5. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM n'agréent pas un OPCVM juridiquement empêché (par exemple, par une disposition contenue dans le règlement du fonds ou dans les documents constitutifs) de commercialiser ses parts dans son État membre d'origine.	L'AMF vérifie que la SICAV relevant du présent chapitre n'est pas juridiquement empêchée, notamment par une disposition contenue **dans ses statuts**, de commercialiser ses parts **sur le territoire de la République française.**	
Article 411-5-2		**Article 411-8**	
Le certificat de dépôt du capital initial de la SICAV est adressé à l'AMF immédiatement après le dépôt des fonds et au plus tard dans les soixante jours		Le certificat de dépôt du capital initial de la SICAV est adressé à l'AMF immédiatement après le dépôt des fonds et au plus tard dans les soixante	hors directive

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
suivant la date d'agrément de la SICAV. Pour les OPCVM à compartiments, ce certificat est adressé à l'AMF dans un délai : 1° De soixante jours suivant la date d'agrément de l'OPCVM pour l'un au moins des compartiments ; et 2° De cent quatre-vingts jours suivant la date de notification de l'agrément pour les autres compartiments. Le certificat de dépôt des fonds doit désigner le (ou les) compartiment(s) au(x)quel(s) il se rapporte.		jours suivant la date d'agrément de la SICAV. Pour les OPCVM à compartiments, ce certificat est adressé à l'AMF dans un délai : 1° De soixante jours suivant la date d'agrément de l'OPCVM pour l'un au moins des compartiments ; et 2° De cent quatre-vingts jours suivant la date de notification de l'agrément pour les autres compartiments. Le certificat de dépôt des fonds doit désigner le (ou les) compartiment(s) au(x)quel(s) il se rapporte.	
À défaut de réception de ce certificat dans ces délais, l'AMF constate la nullité de l'agrément dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque des circonstances particulières le justifient, la SICAV peut solliciter la prolongation du délai de dépôt des fonds par une demande motivée qui doit parvenir à l'AMF avant la date de constatation de la nullité de l'agrément et mentionner la date souhaitée. L'AMF informe la SICAV de sa décision dans les huit jours ouvrés à compter de la réception de la demande.		À défaut de réception de ce certificat dans ces délais, l'AMF constate la nullité de l'agrément dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque des circonstances particulières le justifient, la SICAV peut solliciter la prolongation du délai de dépôt des fonds par une demande motivée qui doit parvenir à l'AMF avant la date de constatation de la nullité de l'agrément et mentionner la date souhaitée. L'AMF informe la SICAV de sa décision dans les huit jours ouvrés à compter de la réception de la demande.	hors directive
Article 411-6	**Article 5.1**	**Article 411-9**	
La commercialisation des actions d'une SICAV et, le cas échéant, d'un ou plusieurs compartiments ne peut intervenir qu'après notification de son agrément par l'AMF. Cette notification est adressée à la	1. Un OPCVM doit, pour exercer sont activité, être agréé conformément à la directive.	La commercialisation des actions d'une SICAV et, le cas échéant, d'un ou plusieurs compartiments ne peut intervenir qu'après notification de son agrément par l'AMF. Cette notification	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
société de gestion de portefeuille dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.		est adressée à la société de gestion de portefeuille dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.	
Sous-section 2 - Fonds communs de placement		**Sous-section 2 - Fonds communs de placement**	
Article 411-7		**Article 411-10**	
I. - L'agrément d'un FCP, prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier, et, le cas échéant, de chaque compartiment prévu à l'article L. 214-33 du même code est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF du dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF.		I. - L'agrément d'un FCP, prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier, et, le cas échéant, de chaque compartiment prévu à l'article **L. 214-30** du même code est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF du dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF.	
	Article 5.4 Directive UCITS IV cadre		
	4. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM ne peuvent agréer un OPCVM lorsque: c) elles établissent que la société d'investissement ne satisfait pas aux conditions préalables définies au chapitre V; ou d) la société de gestion n'est pas agréée pour la gestion d'OPCVM dans son État membre d'origine.		Il est proposé de préciser dans les pièces demandées par l'AMF (Instruction) les éléments lui permettant de s'assurer de l'agrément de la société de gestion.
	Article 5.4 alinéa 2 de la 2009/65		
Le silence gardé par l'AMF pendant un délai d'un mois à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF vaut décision d'agrément.	Sans préjudice de l'article 29, paragraphe 2, la société de gestion ou, le cas échéant, la société d'investissement est informée, dans un délai de deux mois suivant la présentation d'une demande complète, de l'octroi ou du refus de l'agrément de	**La société de gestion de portefeuille est informée, dans un délai d'un mois suivant la présentation de la demande, de l'octroi ou du refus de l'agrément du FCP.** Le silence gardé par l'AMF pendant un	Même problématique que pour les SICAV Il n'est pas nécessaire de viser l'article 29.2 dans la mesure où il vise le cas des SICAV autogérées.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'OPCVM	délai d'un mois à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF vaut décision d'agrément.	
Ce délai est ramené à huit jours ouvrés pour les FCP dédiés mentionnés au 1° de l'article 411-12 et, le cas échéant, leurs compartiments.			Les OPCVM dédiés sont hors directive (partie OPCVM non coordonnés).
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF le notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. À réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder ceux mentionnés aux deuxième et troisième alinéas.		Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF le notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. À réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder ceux mentionnés aux deuxième et troisième alinéas.	
II. - Le délai mentionné au I est ramené à huit jours ouvrés à compter de l'avis de réception du dossier d'agrément par l'AMF, lorsque le FCP qui sollicite l'agrément est analogue à un OPCVM déjà agréé par l'AMF.		II. - Le délai mentionné au I est ramené à huit jours ouvrés à compter de l'avis de réception du dossier d'agrément par l'AMF, lorsque le FCP qui sollicite l'agrément est analogue à un OPCVM déjà agréé par l'AMF.	Il est proposé de maintenir les dispositions concernant l'agrément des OPCVM analogues qui ne sont pas prévues par la directive dans la mesure où elles permettent d'alléger la procédure d'agrément des OPCVM.
Le caractère analogue du FCP qui sollicite l'agrément, appelé « FCP analogue », et		Le caractère analogue du FCP qui sollicite l'agrément, appelé « FCP	Définition du caractère analogie pas prévu par la directive.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
de l'OPCVM déjà agréé par l'AMF, appelé « OPCVM de référence », est apprécié par l'AMF notamment au vu des éléments suivants : 1° L'OPCVM de référence et le FCP analogue sont gérés par la même société de gestion de portefeuille ou un même délégataire de la gestion financière, ou par des sociétés de gestion de portefeuille ou des délégataires de la gestion financière appartenant à un même groupe et, sous réserve de l'appréciation de l'AMF, des informations transmises par la société de gestion de portefeuille du FCP analogue dans les conditions fixées dans une instruction de l'AMF ; 2° L'OPCVM de référence a été agréé par l'AMF et constituée au cours des 18 mois précédant la date de réception du dossier d'agrément du FCP analogue par l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille du FCP analogue, l'AMF pourra accepter que l'OPCVM de référence ait été agréé et créé plus de 18 mois avant la date de réception du dossier de l'OPCVM ; 3° L'OPCVM de référence n'a pas subi de changements autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille du FCP analogue, l'AMF peut accepter qu'un OPCVM ayant subi des changements, autres que ceux mentionnés dans l'instruction, soit un		analogue », et de l'OPCVM déjà agréé par l'AMF, appelé « OPCVM de référence », est apprécié par l'AMF notamment au vu des éléments suivants : 1° L'OPCVM de référence et le FCP analogue sont gérés par la même société de gestion de portefeuille ou un même délégataire de la gestion financière, ou par des sociétés de gestion de portefeuille ou des délégataires de la gestion financière appartenant à un même groupe et, sous réserve de l'appréciation de l'AMF, des informations transmises par la société de gestion de portefeuille du FCP analogue dans les conditions fixées dans une instruction de l'AMF ; 2° L'OPCVM de référence a été agréé par l'AMF et constituée au cours des 18 mois précédant la date de réception du dossier d'agrément du FCP analogue par l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille du FCP analogue, l'AMF pourra accepter que l'OPCVM de référence ait été agréé et créé plus de 18 mois avant la date de réception du dossier de l'OPCVM ; 3° L'OPCVM de référence n'a pas subi de changements autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF. Sur demande motivée de la société de	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
OPCVM de référence ; 4° Les souscripteurs du FCP analogue répondent aux conditions de souscription et d'acquisition de l'OPCVM de référence ; 5° La stratégie d'investissement, le profil de risque, les règles de fonctionnement et le règlement du FCP analogue sont similaires à ceux de l'OPCVM de référence. Lorsque l'un des éléments des documents constitutifs du FCP analogue diffère de celui de l'OPCVM de référence, il est clairement identifié dans le dossier d'agrément du FCP analogue dans les conditions précisées par une instruction de l'AMF. Le dossier d'agrément FCP analogue est déposé sous format électronique.		gestion de portefeuille du FCP analogue, l'AMF peut accepter qu'un OPCVM ayant subi des changements, autres que ceux mentionnés dans l'instruction, soit un OPCVM de référence ; 4° Les souscripteurs du FCP analogue répondent aux conditions de souscription et d'acquisition de l'OPCVM de référence ; 5° La stratégie d'investissement, le profil de risque, les règles de fonctionnement et le règlement du FCP analogue sont similaires à ceux de l'OPCVM de référence. Lorsque l'un des éléments des documents constitutifs du FCP analogue diffère de celui de l'OPCVM de référence, il est clairement identifié dans le dossier d'agrément du FCP analogue dans les conditions précisées par une instruction de l'AMF. Le dossier d'agrément FCP analogue est déposé sous format électronique.	
Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF le notifie en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en		Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF le notifie en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder huit jours ouvrés.		l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder huit jours ouvrés.	
Lorsque le FCP analogue ou l'OPCVM de référence ne respectent pas les conditions mentionnées au présent article, l'AMF le notifie en précisant que les informations complémentaires de façon à constituer un dossier d'agrément selon les modalités décrites au I doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de l'ensemble de ces informations complémentaires dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'ensemble de ces informations complémentaires, l'AMF en accuse réception par écrit et examine le dossier d'agrément du FCP dans les conditions et selon la procédure mentionnées au I. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder un mois.		Lorsque le FCP analogue ou l'OPCVM de référence ne respectent pas les conditions mentionnées au présent article, l'AMF le notifie en précisant que les informations complémentaires de façon à constituer un dossier d'agrément selon les modalités décrites au I doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de l'ensemble de ces informations complémentaires dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'ensemble de ces informations complémentaires, l'AMF en accuse réception par écrit et examine le dossier d'agrément du FCP dans les conditions et selon la procédure mentionnées au I. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder un mois.	
Article 411-7-1	**Article 5-2 Directive UCITS IV cadre**	**Article 411-11**	
En vue de délivrer l'agrément du FCP prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier, l'AMF procède à l'examen du règlement du FCP, de sa stratégie d'investissement utilisée afin	2. Un fonds commun de placement n'est agréé que si les autorités compétentes de son État membre d'origine ont approuvé la demande de la société de gestion de gérer ce fonds	En vue de délivrer l'agrément du FCP prévu à l'article L. 214-3 du code monétaire et financier, l'AMF procède à l'examen du règlement du FCP, de sa stratégie d'investissement utilisée afin	Il est proposé de maintenir ces éléments sur le fondement des informations du schéma A de la directive (qui doivent figurer dans le prospectus de l'OPCVM) : - stratégie d'investissement utilisée afin d'atteindre

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
d'atteindre l'objectif de gestion de l'OPCVM, de sa structure de frais ainsi que de ses éventuelles catégories de parts, telles qu'elles ressortent de ses documents constitutifs.	commun de placement, **le règlement du fonds** et le choix du dépositaire.	d'atteindre l'objectif de gestion de l'OPCVM, de sa structure de frais ainsi que de ses éventuelles catégories de parts. ~~, telles qu'elles ressortent de ses documents constitutifs.~~	l'objectif de gestion de l'OPCVM, point (1.15) - la structure de frais (1.17) - des éventuelles catégories d'actions » (1.10) Il est proposé de supprimer la notion de documents constitutifs qui ne correspond pas à la notion de la directive OPCVM afin d'éviter toute confusion entre la notion française et la notion de la directive.
L'AMF vérifie également qu'un établissement dépositaire et qu'une société de gestion des actifs du FCP ont été désignés.	2. Un fonds commun de placement n'est agréé que si les autorités compétentes de son État membre d'origine ont approuvé la **demande de la société de gestion de gérer ce fonds commun de placement**, le règlement du fonds et **le choix du dépositaire**.	L'AMF examine également le choix du dépositaire ainsi que la demande de la société de gestion désignée de gérer ce FCP.	Il est proposé de reprendre la formulation de la directive sur ces critères.
	Article 5.3 1ère phrase Directive UCITS IV cadre		
	3. Sans préjudice du paragraphe 2, si, les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM statuent sur la demande de la société de gestion de gérer l'OPCVM, conformément à l'article 20.	Lorsque la société de gestion est établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'AMF statue sur la demande de la société de gestion de gérer le FCP, conformément à l'article R. 532-19-2 du code monétaire et financier.	Reprise de la formulation de l'article R. 532-19-2.
	Article 5-5 Directive UCITS IV cadre		
	5. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM n'agréent pas un OPCVM juridiquement empêché (par exemple, par une disposition contenue dans le règlement du fonds ou dans les documents constitutifs) de commercialiser ses	L'AMF vérifie que le FCP relevant du présent chapitre n'est pas juridiquement empêché notamment, par une disposition contenue **dans le règlement du FCP**, de commercialiser ses parts **sur le territoire de la République française.**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	parts dans son État membre d'origine.		
	Article 5.4 de la Directive 2009/65/CE		
	Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM ne peuvent agréer un OPCVM lorsque les dirigeants du dépositaire n'ont pas l'honorabilité ou l'expérience requises, eu égard également au type d'OPCVM à gérer. À cette fin, l'identité des dirigeants du dépositaire, ainsi que de toute personne leur succédant dans leurs fonctions, est notifiée immédiatement aux autorités compétentes. Par «dirigeants», on entend les personnes qui, en vertu de la loi ou des documents constitutifs, représentent le dépositaire ou qui déterminent effectivement l'orientation de l'activité du dépositaire.	L'AMF vérifie également qu'un établissement dépositaire des actifs de l'OPCVM a été désigné.	Il est proposé de considérer que l'examen d'honorabilité est effectué par l'ACP. Il est donc proposé de ne pas reprendre non plus cette obligation de communication de l'identité des dirigeants du dépositaire.
Article 411-7-2		**Article 411-12**	
L'attestation de dépôt des fonds du FCP est adressée à l'AMF immédiatement après le dépôt des fonds et au plus tard dans les soixante jours suivant la date d'agrément du FCP. Pour les OPCVM à compartiments, cette attestation est adressée à l'AMF dans un délai : 1° De soixante jours suivant la date d'agrément de l'OPCVM pour l'un au moins des compartiments ; et 2° De cent quatre-vingts jours suivant la		L'attestation de dépôt des fonds du FCP est adressée à l'AMF immédiatement après le dépôt des fonds et au plus tard dans les soixante jours suivant la date d'agrément du FCP. Pour les OPCVM à compartiments, cette attestation est adressée à l'AMF dans un délai : 1° De soixante jours suivant la date d'agrément de l'OPCVM pour l'un au moins des compartiments ; et	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
date de notification de l'agrément pour les autres compartiments. L'attestation de dépôt des fonds doit désigner le (ou les) compartiment(s) au(x) quel(s) elle se rapporte. À défaut de réception de cette attestation dans ces délais, l'AMF constate la nullité de l'agrément dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque des circonstances particulières le justifient, la société de gestion de portefeuille peut solliciter la prolongation du délai de dépôt des fonds par une demande motivée qui doit parvenir à l'AMF avant la date de constatation de la nullité de l'agrément et mentionner la date souhaitée. L'AMF informe la société de gestion de portefeuille de sa décision dans les huit jours ouvrés à compter de la réception de la demande.		2° De cent quatre-vingts jours suivant la date de notification de l'agrément pour les autres compartiments. L'attestation de dépôt des fonds doit désigner le (ou les) compartiment(s) au(x) quel(s) elle se rapporte. À défaut de réception de cette attestation dans ces délais, l'AMF constate la nullité de l'agrément dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque des circonstances particulières le justifient, la société de gestion de portefeuille peut solliciter la prolongation du délai de dépôt des fonds par une demande motivée qui doit parvenir à l'AMF avant la date de constatation de la nullité de l'agrément et mentionner la date souhaitée. L'AMF informe la société de gestion de portefeuille de sa décision dans les huit jours ouvrés à compter de la réception de la demande.	
Article 411-8	**Article 5.2**	**Article 411-13**	
Le règlement prévu à l'article L. 214-24 du code monétaire et financier mentionne la durée du FCP et le montant minimum de l'actif initial, qui ne peut être inférieur au montant fixé par l'article D. 214-21 du code monétaire et financier.	2. Un fonds commun de placement n'est agréé que si les autorités compétentes de son État membre d'origine ont approuvé la demande de la société de gestion de gérer ce fonds commun de placement, le règlement du fonds et le choix du dépositaire…	Le règlement prévu à l'article L. 214-24 du code monétaire et financier mentionne la durée du FCP et le montant minimum de l'actif initial, qui ne peut être inférieur au montant fixé par l'article D. 214-21 du code monétaire et financier.	Cet article n'est pas prévu s'agissant des SICAV. Il est proposé de l'ajouter.
	Article 85		
Le règlement prévoit également les	Les règles d'évaluation des actifs ainsi	Le règlement prévoit également les	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
modalités de distribution des avoirs compris dans l'actif du FCP, celles concernant les souscriptions et les rachats, ainsi que, le cas échéant, celles régissant les droits attachés aux différentes catégories de parts.	que les règles de calcul du prix de vente ou d'émission et du prix de rachat ou de remboursement des parts d'un OPCVM sont prévues par le droit national applicable, le règlement du fonds ou les documents constitutifs de la société d'investissement. **Article 86** La distribution ou le réinvestissement des produits d'un OPCVM s'effectue conformément à la loi et au règlement du fonds ou aux documents constitutifs de la société d'investissement.	modalités de distribution des avoirs compris dans l'actif du FCP, celles concernant les souscriptions et les rachats, ainsi que, le cas échéant, celles régissant les droits attachés aux différentes catégories de parts.	
	Article 1.2 alinéa 3		
Le FCP ne peut constituer des compartiments que si son règlement le prévoit expressément. Une instruction de l'AMF précise le contenu des rubriques du règlement du FCP.	Les États membres peuvent autoriser les OPCVM à être constitués de plusieurs compartiments d'investissement.	Le FCP ne peut constituer des compartiments que si son règlement le prévoit expressément. Une instruction de l'AMF précise le contenu des rubriques du règlement du FCP.	L'Instruction AMF modifiant la 2005-02 transposera l'article 54.2.
Article 411-9	**Article 5.1**	**Article 411-14**	
La commercialisation des parts d'un FCP et, le cas échéant, de compartiments ne peut intervenir qu'après la notification de son agrément par l'AMF. Cette notification est adressée à la société de gestion de portefeuille du FCP dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Les souscriptions peuvent intervenir à partir de sa réception.	1. Un OPCVM doit, pour exercer sont activité, être agréé conformément à la directive.	La commercialisation des parts d'un FCP et, le cas échéant, de compartiments ne peut intervenir qu'après la notification de son agrément par l'AMF. Cette notification est adressée à la société de gestion de portefeuille du FCP dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Les souscriptions peuvent intervenir à partir de sa réception.	
Les fondateurs s'engagent à compléter, le		Les fondateurs s'engagent à compléter,	Disparition permettant au FCP de disposer d'un délai

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
cas échéant, la souscription au plus tard à l'expiration d'un délai fixé par l'instruction précitée pour atteindre le montant minimum prévu par le règlement du FCP. Ce délai court à compter de la notification de l'agrément du FCP. Dès que le montant mentionné au premier alinéa du présent article a été atteint, la société de gestion de portefeuille établit la première valeur liquidative. L'attestation de dépôt correspondante faite par le dépositaire est adressée immédiatement à l'AMF. Lorsque le FCP est composé de compartiments, le dépositaire établit une attestation de dépôt pour chaque compartiment.		le cas échéant, la souscription au plus tard à l'expiration d'un délai fixé par l'instruction précitée pour atteindre le montant minimum prévu par le règlement du FCP. Ce délai court à compter de la notification de l'agrément du FCP. Dès que le montant mentionné au premier alinéa du présent article a été atteint, la société de gestion de portefeuille établit la première valeur liquidative. L'attestation de dépôt correspondante faite par le dépositaire est adressée immédiatement à l'AMF. Lorsque le FCP est composé de compartiments, le dépositaire établit une attestation de dépôt pour chaque compartiment.	pour atteindre l'actif minimum.
	Article 5-3 Directive UCITS IV cadre		
	3. L'agrément n'est pas subordonné à la gestion de l'OPCVM par une société de gestion ayant son siège statutaire dans l'État membre d'origine de l'OPCVM ni au fait que la société de gestion exerce ou délègue des activités dans l'État membre d'origine de l'OPCVM.		Il ne semble pas nécessaire de transposer cette précision qui résulte des textes sur le passeport.
Sous-section 3 - Modifications		**Sous-section 3 - Modifications**	
Article 411-17	**Article 5.6 de la Directive 2009/65**	**Article 411-15**	
Deux types de modifications peuvent intervenir dans la vie d'un OPCVM :	6. Tout remplacement de la société de gestion ou du dépositaire, ainsi que	Deux types de modifications peuvent intervenir dans la vie d'un OPCVM :	La directive prévoit que dans « tout remplacement de la société de gestion ou du dépositaire, ainsi que toute

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
1° Les modifications soumises à agrément appelées « mutations » ; il s'agit des transformations et des opérations de fusion, scission, dissolution, liquidation ; 2° Les modifications non soumises à agrément appelées « changements ». Les modalités de l'information des porteurs ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent obtenir le rachat de leurs parts ou actions sont définies dans une instruction de l'AMF.	toute modification du règlement du fonds ou des documents constitutifs de la société d'investissement, sont subordonnés à l'approbation des autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM.	1° Les modifications soumises à agrément appelées « mutations » ; 2° Les modifications non soumises à agrément appelées « changements ». Les modalités de l'information des porteurs ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent obtenir le rachat de leurs parts ou actions sont définies dans une instruction de l'AMF.	modification du règlement du fonds ou des documents constitutifs de la société d'investissement, sont subordonnés à l'approbation des autorités compétentes… ». Il est proposé de conserver la distinction mutation/changement tout en alignant les cas donnant lieu à approbation par l'AMF sur ceux visés par l'article 5.6 de la directive.
<u>Paragraphe 1</u> – Mutations		**<u>Paragraphe 1</u> – Mutations**	Les articles 411-19 à 411-22 qui décrivent la procédure de fusions d'OPCVM sont repris plus bas dans la partie spécifique aux fusions d'OPCVM.
Article 411-18	**Article 5.6 de la D2009/65 + 13.1 a)**	**Article 411-16 du RGAMF**	
Une instruction de l'AMF précise les conditions dans lesquelles l'AMF délivre l'agrément lors des mutations affectant un OPCVM. Le délai d'agrément est de huit jours ouvrés.	6. Tout remplacement de la société de gestion ou du dépositaire, ainsi que toute modification du règlement du fonds ou des documents constitutifs de la société d'investissement, sont subordonnés à l'approbation des autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM. **Article 13.1 a)** 1. Lorsque le droit de l'État membre d'origine de la société de gestion autorise les sociétés de gestion à déléguer à des tiers, en vue de mener leurs activités de manière plus efficace, l'exercice, pour leur compte, d'une ou de plusieurs de leurs fonctions, l'ensemble des conditions préalables	Une instruction de l'AMF précise les conditions dans lesquelles l'AMF délivre l'agrément lors des mutations affectant un OPCVM. Le délai d'agrément est de huit jours ouvrés.	L'instruction AMF reprendra les cas visés par la directive.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	suivantes doivent être remplies: a) la société de gestion doit informer les autorités compétentes de son État membre d'origine de manière adéquate; les autorités compétentes de l'État membre d'origine de la société de gestion transmettent sans délai les informations aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM; […]		
Article 411-24		**Article 411-17**	
Lors de la liquidation d'un OPCVM ou, le cas échéant, d'un compartiment, le commissaire aux comptes évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de la liquidation et les opérations intervenues depuis la clôture de l'exercice précédent. Ce rapport est mis à la disposition des porteurs. Il est transmis à l'AMF.		Lors de la liquidation d'un OPCVM ou, le cas échéant, d'un compartiment, le commissaire aux comptes évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de la liquidation et les opérations intervenues depuis la clôture de l'exercice précédent. Ce rapport est mis à la disposition des porteurs. Il est transmis à l'AMF.	Hors directive
Article 411-25 du RGAMF			
Les conditions de la liquidation ainsi que les modalités de la répartition des actifs sont déterminées par le règlement du FCP ou les statuts de la SICAV. Le dépositaire de l'OPCVM, la société de gestion du FCP ou le conseil			Il est proposé de ne pas reprendre cet article identique à l'article L. 214-30-1 du projet d'ordonnance. Les conditions de liquidation ainsi que les modalités de la répartition des actifs sont déterminées par le règlement ou les statuts de l'OPCVM.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
d'administration ou le directoire de la SICAV exercent les fonctions de liquidateur. À défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de tout porteur. Lorsque l'OPCVM comprend des compartiments, le règlement du FCP ou les statuts de la SICAV précisent les conditions et les modalités de répartition des actifs en cas de liquidation des compartiments.			La société de gestion ou, le cas échéant, le dépositaire, assume les fonctions de liquidateur. A défaut, le liquidateur peut être désigné en justice à la demande de tout porteur de parts de fonds commun de placement. Lorsque la société de gestion ou le dépositaire peut justifier de graves difficultés à exercer ces fonctions de liquidateur, celles-ci sont assumées par une tierce personne désignée par le Président du Tribunal de grande instance de Paris à la demande du Président de l'Autorité des marchés financiers.
	Article 26 Directive UCITS IV cadre		
	La loi ou le règlement du fonds définissent les conditions de remplacement de la société de gestion et du dépositaire et prévoient les règles permettant d'assurer la protection des porteurs de parts lors de ce remplacement.		
<u>Paragraphe 2</u> – Changements		**<u>Paragraphe 2</u> – Changements**	
Article 411-26 du RGAMF		**Article 411-18 du RGAMF**	
Les OPCVM affectés par des changements doivent en faire la déclaration selon les modalités précisées dans une instruction de l'AMF.		Les OPCVM affectés par des changements doivent en faire la déclaration selon les modalités précisées dans une instruction de l'AMF.	Il est proposé de maintenir ces déclarations qui permettent de mettre à jour les informations et statistiques figurant notamment sur la base GECO.
Sous-section 4 - Constitution et mutations de nouveaux compartiments		**Sous-section 4 - Constitution et mutations de nouveaux compartiments**	
Article 411-15	**Article 1er**	**Article 411-19**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
La constitution et les mutations d'un compartiment prévu par le I et le IV de l'article L. 214-33 du code monétaire et financier sont soumises à un agrément préalable de l'AMF selon une procédure précisée dans une instruction de l'AMF.	Les États membres peuvent autoriser les OPCVM à être constitués de plusieurs compartiments d'investissement.	La constitution et les mutations d'un compartiment prévu par le I et le IV de l'article L. 214-33 du code monétaire et financier sont soumises à un agrément préalable de l'AMF selon une procédure précisée dans une instruction de l'AMF.	Pour une meilleure lisibilité, il est proposé d'intégrer le dispositif sur la gestion du passif dans la Section 3 relative aux Règles de fonctionnement des OPCVM (voir plus bas).
Section 2 - Régime général		**Section 2 - Régime général**	
Sous-Section 1 - Conditions de souscription et de rachat		**Sous-section 1 - Conditions de souscription et de rachat**	
Article 411-12		**Article 411-20 du RGAMF**	
Les parts de FCP ou actions de SICAV sont émises à tout moment à la demande des actionnaires et des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription. Toutefois, l'OPCVM peut cesser d'émettre des parts ou actions en application du second alinéa de l'article L. 214-19 et du second alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier dans les cas suivants : 1° L'OPCVM est dédié à 20 porteurs au plus, fixés par le prospectus complet, ou à une catégorie d'investisseurs dont les caractéristiques sont définies précisément par le prospectus complet de l'OPCVM ; 2° Le prospectus complet définit les situations objectives entraînant la fermeture provisoire ou définitive des souscriptions, telles qu'un nombre		**Conformément aux dispositions des articles L. 214-13 et L. 214-22**, les parts de FCP ou actions de SICAV sont émises à tout moment à la demande des actionnaires et des porteurs **et à** la valeur liquidative majorée ou diminuée, selon le cas, des frais et commissions. Toutefois, l'OPCVM peut cesser d'émettre des parts ou actions en application du second alinéa de l'article L. 214-19 et du premier alinéa de l'article L. 214-27 du code monétaire et financier. Dans ce cas, le prospectus complet définit les situations objectives entraînant la fermeture provisoire ou définitive des souscriptions, telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée.	Reprise du principe des articles L. 214-13 et L. 214-20. Le 1° concerne uniquement les OPCVM dédiés donc non coordonnés.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée.			
Article 411-13	**Article 84**		
Les actions et parts d'OPCVM sont rachetées à tout moment sur la base de leur valeur liquidative dans les conditions fixées par les articles 411-54 à 411-56. En cas d'exercice de la faculté prévue au premier alinéa de l'article L. 214-19 et au premier alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier, la société de gestion de portefeuille informe l'AMF des raisons et des modalités de la suspension des rachats au plus tard au moment de sa mise en œuvre.	1. Un OPCVM rachète ou rembourse ses parts à la demande d'un porteur de parts. 2. Par dérogation au paragraphe 1: a) un OPCVM peut suspendre temporairement, conformément au droit national applicable, au règlement du fonds ou aux documents constitutifs de la société d'investissement, le rachat ou le remboursement de ses parts; b) les États membres d'origine des OPCVM peuvent permettre à leurs autorités compétentes d'exiger dans l'intérêt des porteurs de parts ou dans l'intérêt du public la suspension du rachat ou du remboursement des parts. La suspension temporaire visée au premier alinéa, point a), n'est prévue que dans des cas exceptionnels où les circonstances l'exigent et où la suspension est justifiée compte tenu des intérêts des porteurs de parts. 3. En cas de suspension temporaire au titre du paragraphe 2, point a), l'OPCVM fait connaître sans délai sa décision aux autorités compétentes de	Les actions et parts ~~**d'OPCVM**~~ sont rachetées à tout moment sur la base de leur valeur liquidative dans les conditions fixées par les articles 411-54 à 411-56. Transposé dans la loi Transposé dans la loi En cas de suspension temporaire en application des articles L. 214-19 ou L. 214-22 du code monétaire et financier l'OPCVM ou, le cas échéant la société de gestion, fait connaître sans délai **les raisons et les modalités de la**	Précision de l'information transmise prévue par la directive.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'État membre d'origine et aux autorités de tous les États membres où il commercialise ses parts.	**suspension des rachats au plus tard au moment de sa mise en œuvre** à l'AMF et aux autorités de tous les États membres de l'Union européenne où il commercialise ses parts.	
Sous-section 2 - Montant minimum de l'actif		**Sous-section 2 - Montant minimum de l'actif**	
Article 411-14	**Article 84.1**	**Article 411-21**	
Lorsque l'actif d'une SICAV devient inférieur à 4 000 000 d'euros, aucun rachat des actions de la SICAV ne peut être effectué. Lorsque l'actif d'un FCP devient inférieur à 300 000 euros, ou à 160 000 euros lorsque le FCP est dédié conformément au troisième alinéa de l'article 411-12, les rachats de parts sont suspendus.	1. Un OPCVM rachète ou rembourse ses parts à la demande d'un porteur de parts. 2. Par dérogation au paragraphe 1: a) un OPCVM peut suspendre temporairement, conformément au droit national applicable, au règlement du fonds ou aux documents constitutifs de la société d'investissement, le rachat ou le remboursement de ses parts; b) les États membres d'origine des OPCVM peuvent permettre à leurs autorités compétentes d'exiger dans l'intérêt des porteurs de parts ou dans l'intérêt du public la suspension du rachat ou du remboursement des parts.	Lorsque l'actif d'une SICAV ou du FCP devient inférieur à **300 000** euros, le rachat des actions de la SICAV **ou des parts du FCP** est suspendu.	Il est proposé de maintenir cet article sur le fondement général de l'article 84.2 de la directive. Il s'agit d'un cas où : les États membres d'origine des OPCVM peuvent permettre à leurs autorités compétentes d'exiger dans l'intérêt des porteurs de parts ou dans l'intérêt du public la suspension du rachat ou du remboursement des parts. Suppression des dispositions relatives aux OPCVM dédiés qui relèvent de la partie non coordonnés. Alignement des montants sur la directive.
Lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur aux montants mentionnés aux premier et deuxième alinéas, il est procédé à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-17.		Lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur aux montants mentionnés aux premier et deuxième alinéas, il est procédé à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-17.	La directive ne définit pas un régime de la liquidation des OPCVM. Toutefois, son article 19-3 l) indique que les Etats membres ont la possibilité de prévoir des règles internes, notamment en matière de liquidation. Il est donc proposé de conserver cette règle.
Lorsque l'OPCVM comporte des	**Article 19.3** Une société de gestion exerçant des		Il est proposé de maintenir cette dérogation applicable aux OPCVM à formule.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
compartiments, les dispositions du présent article sont applicables à chaque compartiment. Le présent article ne s'applique pas aux OPCVM mentionnés à l'article R. 214-27 du code monétaire et financier.	activités de gestion collective de portefeuille sur une base transfrontalière, via la création d'une succursale ou conformément à la libre prestation de services, se conforme aux règles de l'État membre d'origine de l'OPCVM en ce qui concerne la constitution et le fonctionnement de l'OPCVM, notamment les règles applicables: […] l) à la dissolution et à la liquidation des OPCVM;	Lorsque l'OPCVM comporte des compartiments, les dispositions du présent article sont applicables à chaque compartiment. Le présent article ne s'applique pas aux OPCVM mentionnés à l'article R. 214-27 du code monétaire et financier.	
Sous-section 3 - Catégories de parts de FCP et d'actions de SICAV		**Sous-section 3 - Catégories de parts de FCP et d'actions de SICAV**	
Article 411-11 alinéas 2 à 9	**Article 78.7**	**Article 411-22**	
[…] Le prospectus complet mentionné à l'article 411-45 peut prévoir, au sein d'un même OPCVM ou d'un même compartiment, différentes catégories de parts ou d'actions. Ces catégories peuvent : 1° Bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; 2° Être libellées en devises différentes ; 3° Supporter des frais de gestion différents ; 4° Supporter des commissions de souscription et de rachat différentes ; 5° Avoir une valeur nominale différente ; 6° Être assorties d'une couverture	7. La Commission arrête des mesures d'exécution qui précisent: a) le contenu détaillé et exhaustif des informations clés pour l'investisseur à fournir aux investisseurs conformément aux paragraphes 2, 3 et 4; b) le contenu détaillé et exhaustif des informations clés pour l'investisseur qui doivent être fournies aux investisseurs dans les cas particuliers suivants: […] ii) pour les OPCVM proposant différentes catégories d'actions, les informations clés pour l'investisseur à	[…] Le prospectus ~~complet~~ mentionné à l'article 411-45 peut prévoir, au sein d'un même OPCVM ou d'un même compartiment, différentes catégories de parts ou d'actions. Ces catégories peuvent : 1° Bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; 2° Être libellées en devises différentes ; 3° Supporter des frais de gestion différents ; 4° Supporter des commissions de souscription et de rachat différentes ; 5° Avoir une valeur nominale différente ;	Le 1er alinéa de l'actuel article 411-11 du RGAMF pose le principe d'égalité de traitement entre les porteurs d'un même OPCVM. S'agissant d'une règle de bonne conduite des SGP posée par la Directive UCITS IV, cette disposition est basculée dans le Livre III du RGAMF. La directive mentionne l'existence de « catégories d'actions » et le droit français a créé par analogie des catégories de parts ou actions. Il n'est pas envisagé de supprimer la liste des catégories de parts.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
systématique de risque de change, partielle ou totale, définie dans le prospectus complet. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM. » La souscription d'une catégorie de parts ou d'actions peut être réservée à une catégorie d'investisseurs définie dans le prospectus complet en fonction de critères objectifs tels qu'un montant de souscription, une durée minimum de placement ou tout autre engagement du porteur.	fournir aux investisseurs qui investissent dans une catégorie d'actions particulière, + Schéma A de l'annexe I, 1.10	6° Etre assorties d'une couverture systématique de risque ~~de change~~, partielle ou totale, définie dans le prospectus complet. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM. La souscription d'une catégorie de parts ou d'actions peut être réservée à une catégorie d'investisseurs définie dans le prospectus ~~complet~~ en fonction de critères objectifs tels qu'un montant de souscription, une durée minimum de placement ou tout autre engagement du porteur.	Il est proposé de considérer qu'il s'agit d'une précision du schéma de l'annexe I, 1.10 de la directive.
Section 3 - Règles de fonctionnement		**Section 3 - Règles de fonctionnement**	
Sous-section 1 - Apports en nature		**Sous-section 1 - Apports en nature**	
Article 411-16		**Article 411-23**	
Les apports en nature, qui ne peuvent comporter que les actifs prévus aux articles R. 214-1-1 et R. 214-5 du code monétaire et financier, sont évalués dans les conditions prévues aux articles 411-27 à 411-33.		Les apports en nature, qui ne peuvent comporter que les actifs prévus aux articles R. 214-1-1 et R. 214-5 du code monétaire et financier, sont évalués dans les conditions prévues aux articles 411-27 à 411-33.	Règles d'évaluation des apports en nature hors directive. L'article 85 de la directive permet aux Etats membres de déterminer les règles d'évaluation des parts. Il est donc proposé de conserver l'article L. 214-27 alinéa 2 du comofi.
Sous-section 2 - Dispositions comptables et financières		**Sous-section 2 - Dispositions comptables et financières**	
Paragraphe 1 – Valorisation	8.3 de la D2010/43 Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles mettent en	**Paragraphe 1 – Valorisation**	Les articles 411-24 et suivants répondent à l'obligation posée par l'article 8.3 de la D2010/43. S'agissant du passif, ces règles sont prévues dans la

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	place des procédures appropriées pour assurer l'évaluation correcte et précise de l'actif et du passif des OPCVM, dans le respect des règles applicables visées à l'article 85 de la directive 2009/65/CE.		sous-section 4 (cf. *infra*)
	Article 8 de la D. 2010/43	**Article 411-24**	
	2. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles fassent établir, mettre en œuvre et garder opérationnelles des politiques et des procédures comptables qui soient conformes aux règles comptables des États membres d'origine des OPCVM **et qui permettent un calcul précis de la valeur d'inventaire nette de chaque OPCVM, sur la base de ses comptes, et une bonne exécution des ordres de souscription et de rachat à cette valeur d'inventaire nette.**	**L'OPCVM établit, met en œuvre et garde opérationnelles des politiques et des procédures qui permettent un calcul précis de la valeur liquidative de chaque OPCVM, sur la base de ses comptes, et une bonne exécution des ordres de souscription et de rachat à cette valeur liquidative.**	Il est proposé de reprendre expressément cette obligation.
Article 411-27	**Article 85**	**Article 411-25**	
Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un OPCVM ou détenus par lui sont évalués chaque jour d'établissement de la valeur liquidative, dans les conditions fixées par le prospectus complet.	Les règles d'évaluation des actifs ainsi que les règles de calcul du prix de vente ou d'émission et du prix de rachat ou de remboursement des parts d'un OPCVM sont prévues par le droit national applicable, le règlement du fonds ou les documents constitutifs de la société d'investissement.	Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un OPCVM ou détenus par lui sont évalués chaque jour d'établissement de la valeur liquidative, dans les conditions fixées par le prospectus ~~complet~~.	La directive laisse au droit national le soin de préciser les règles d'évaluation des actifs.
Article 411-28 du RGAMF		**Article 411-26**	
Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé mentionné à		Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé	Alignement sur la nouvelle rédaction de l'article R. 214-11

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
l'article L. 422-1 du code monétaire et financier ou sur un marché réglementé en fonctionnement régulier d'un État ni membre de la Communauté européenne, ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen pour autant que ce marché n'a pas été écarté par l'AMF, sont évalués lors de l'établissement de chaque valeur liquidative conformément à l'article 411-27, dès lors que la durée à l'émission est supérieure à trois mois.		mentionné à l'article L. 4**21**-1 du code monétaire et financier ou sur un marché réglementé en fonctionnement régulier d'un État ni membre de **l'Union** européenne, ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen pour autant que ce marché n'a pas été écarté par l'AMF, sont évalués lors de l'établissement de chaque valeur liquidative conformément à l'article 411-27, dès lors que la durée à l'émission est supérieure à trois mois.	
Article 411-29		**Article 411-27**	
La société de gestion de portefeuille procède à l'évaluation des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts dont le cours n'a pas été constaté ou qui n'ont pas fait l'objet de cotation le jour d'établissement de la valeur liquidative.		La société de gestion de portefeuille procède à l'évaluation des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts dont le cours n'a pas été constaté ou qui n'ont pas fait l'objet de cotation le jour d'établissement de la valeur liquidative.	
Article 411-30		**Article 411-28**	
Chaque catégorie d'instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation. Ces règles sont soumises à l'agrément de l'AMF lors de la création de l'OPCVM. Tout projet de modification de celles-ci doit être transmis à l'AMF. L'accord est réputé acquis, sauf refus notifié par l'AMF, dans le délai de deux mois. Les porteurs sont informés de la modification des règles de valorisation.		Chaque catégorie d'instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation. Ces règles sont soumises à l'agrément de l'AMF lors de la création de l'OPCVM. Tout projet de modification de celles-ci doit être transmis à l'AMF. L'accord est réputé acquis, sauf refus notifié par l'AMF, dans le délai de deux mois. Les porteurs sont informés de la modification des règles de valorisation.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Article 411-31 du RGAMF		**Article 411-29**	
La valeur liquidative est obtenue en divisant l'actif net de l'OPCVM par le nombre d'actions ou de parts. La valeur liquidative est tenue disponible par la société de gestion de portefeuille et communiquée à toute personne qui en fait la demande. La valeur liquidative est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination selon des modalités fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque l'OPCVM émet différentes catégories de parts ou d'actions, la valeur liquidative des parts ou actions de chaque catégorie est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant à la catégorie de parts ou d'actions concernée par le nombre de parts ou d'actions de cette catégorie. Les modalités de calcul de la valeur liquidative des catégories de parts ou d'actions de l'OPCVM sont explicitées dans le prospectus complet.		La valeur liquidative est obtenue en divisant l'actif net de l'OPCVM par le nombre d'actions ou de parts. La valeur liquidative est tenue disponible par la société de gestion de portefeuille et communiquée à toute personne qui en fait la demande. La valeur liquidative est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination selon des modalités fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque l'OPCVM émet différentes catégories de parts ou d'actions, la valeur liquidative des parts ou actions de chaque catégorie est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant à la catégorie de parts ou d'actions concernée par le nombre de parts ou d'actions de cette catégorie. Les modalités de calcul de la valeur liquidative des catégories de parts ou d'actions de l'OPCVM sont explicitées dans le prospectus ~~complet~~.	
Article 411-32		**Article 411-30**	
Lorsque des parts ou des actions d'un OPCVM sont libellées en devises différentes, la devise de comptabilisation des actifs de l'OPCVM ou, le cas échéant, du compartiment, est unique.		Lorsque des parts ou des actions d'un OPCVM sont libellées en devises différentes, la devise de comptabilisation des actifs de l'OPCVM ou, le cas échéant, du compartiment, est unique.	
Article 411-33		**Article 411-31**	
Les articles 411-27 à 411-33 s'appliquent		Les articles 411-27 à 411-33	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
à chaque compartiment lorsqu'il en existe au sein de l'OPCVM. Nonobstant l'existence d'une comptabilité distincte, chaque catégorie de contrats, de valeurs, d'instruments financiers et de dépôts inscrits à l'actif des compartiments de même classe d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation.		s'appliquent à chaque compartiment lorsqu'il en existe au sein de l'OPCVM. Nonobstant l'existence d'une comptabilité distincte, chaque catégorie de contrats, de valeurs, d'instruments financiers et de dépôts inscrits à l'actif des compartiments de même classe d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation.	
Article 411-33-1		**Article 411-32**	
Les modalités de calcul de la créance du bénéficiaire sur l'OPCVM, mentionnées au cinquième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° La base de calcul de la créance est constituée de l'ensemble des obligations financières de l'OPCVM résultant d'opérations sur instruments financiers ou de contrats mentionnés au I de l'article L. 211-36 du code monétaire et financier avant prise en compte des biens et droits constituant la garantie ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire de la sûreté communication de la valeur de la créance calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur de la créance communiquée par le bénéficiaire de la sûreté en application du 2° ; 4° La procédure interne mentionnée au 3°		Les modalités de calcul de la créance du bénéficiaire sur l'OPCVM, mentionnées au cinquième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° La base de calcul de la créance est constituée de l'ensemble des obligations financières de l'OPCVM résultant d'opérations sur instruments financiers ou de contrats mentionnés au I de l'article L. 211-36 du code monétaire et financier avant prise en compte des biens et droits constituant la garantie ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire de la sûreté communication de la valeur de la créance calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur de la créance communiquée par le bénéficiaire de la sûreté en application du 2° ;	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valeur constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif en fonction de la nature de la créance et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.		4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valeur constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif en fonction de la nature de la créance et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.	
Article 411-33-2		**Article 411-33**	
Les modalités d'évaluation des biens ou droits constituant la garantie octroyée par l'OPCVM, mentionnées au sixième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° Les biens ou droits constituant la garantie sont évalués conformément aux règles de valorisation utilisées par l'OPCVM pour valoriser ses éléments d'actifs et de hors-bilan ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire des biens ou droits constituant la garantie communication de la valeur des biens ou droits constituant la garantie calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur des biens ou droits constituant la garantie communiquée par le bénéficiaire en application du 2° ; 4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valorisation constatés. Elle fixe les seuils de		Les modalités d'évaluation des biens ou droits constituant la garantie octroyée par l'OPCVM, mentionnées au sixième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° Les biens ou droits constituant la garantie sont évalués conformément aux règles de valorisation utilisées par l'OPCVM pour valoriser ses éléments d'actifs et de hors-bilan ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire des biens ou droits constituant la garantie communication de la valeur des biens ou droits constituant la garantie calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur des biens ou droits constituant la garantie communiquée par le bénéficiaire en application du 2° ; 4° La procédure interne mentionnée au	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
déclenchement de ce dispositif et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.		3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valorisation constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.	
Paragraphe 2 – Comptes annuels		**Paragraphe 2 – Comptes annuels**	
	Article 8 Directive d'application 2010/43		
	1. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles veillent à l'emploi de politiques et procédures comptables telles que visées à l'article 4, paragraphe 4, de manière à assurer la protection des porteurs de parts.		Intégré dans le livre III du RGAMF.
		Article 411-34	
	Les comptes des OPCVM doivent être tenus de manière à permettre l'identification directe, à tout moment, de tous les éléments d'actif et de passif d'un OPCVM.	Les comptes des OPCVM doivent être tenus de manière à permettre l'identification directe, à tout moment, de tous les éléments d'actif et de passif d'un OPCVM.	
Article 411-36		**Article 411-35**	
À la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif de l'OPCVM. Le dépositaire certifie l'inventaire des actifs de l'OPCVM, le montant des dépôts détenus par l'OPCVM		À la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif de l'OPCVM. Le dépositaire certifie l'inventaire des actifs de l'OPCVM, le montant des dépôts	Application du droit des sociétés : hors directive. L'article 8 de la directive UCITS IV fixe des obligations aux SGP s'agissant de la comptabilité des OPCVM qu'elles gèrent. Il est proposé de transposer cette disposition dans le Livre IV du RGAMF relatif aux OPCVM.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
et, le cas échéant, le nombre de parts ou actions de l'OPCVM en circulation. Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV, ou la société de gestion de portefeuille du FCP, établit les comptes annuels de l'OPCVM. Il fixe, le cas échéant, le montant et la date de distribution prévue à l'article L. 214-10 du code monétaire et financier. Lorsque l'OPCVM comprend des compartiments, des états de synthèse sont établis pour chaque compartiment. Ces documents sont arrêtés à la date de clôture de l'exercice comptable de l'OPCVM. Ils sont adressés à tout porteur qui en fait la demande.	Si un OPCVM possède différents compartiments d'investissement, chacun de ces compartiments fait l'objet d'une comptabilité séparée.	détenus par l'OPCVM et, le cas échéant, le nombre de parts ou actions de l'OPCVM en circulation. Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV, ou la société de gestion de portefeuille du FCP, établit les comptes annuels de l'OPCVM. Il fixe, le cas échéant, le montant et la date de distribution prévue à l'article L. 214-10 du code monétaire et financier. Lorsque l'OPCVM comprend des compartiments, des états de synthèse sont établis pour chaque compartiment. Ces documents sont arrêtés à la date de clôture de l'exercice comptable de l'OPCVM. Ils sont adressés à tout porteur qui en fait la demande.	
	3. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles mettent en place des procédures appropriées pour assurer l'évaluation correcte et précise de l'actif et du passif des OPCVM, dans le respect des règles applicables visées à l'article 85 de la directive 2009/65/CE.		Intégré dans le livre III du RGAMF.
Article 411-37 du RGAMF		**Article 411-36**	
Les comptes annuels de l'OPCVM sont présentés conformément au plan comptable en vigueur. Ils sont certifiés par le contrôleur légal des comptes.	**2. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles fassent établir, mettre en œuvre et garder opérationnelles des politiques et des procédures comptables qui soient conformes aux règles comptables**	Les comptes annuels de l'OPCVM sont présentés conformément au plan comptable en vigueur. Ils sont certifiés par le commissaire aux comptes.	La seconde partie de la phrase est intégrée dans le paragraphe précédent sur la valorisation.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	des États membres d'origine des OPCVM et qui permettent un calcul précis de la valeur d'inventaire nette de chaque OPCVM, sur la base de ses comptes, et une bonne exécution des ordres de souscription et de rachat à cette valeur d'inventaire nette.		
Article 411-38		**Article 411-37**	
Les comptes annuels de l'OPCVM ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP sont mis à la disposition du contrôleur légal des comptes au plus tard quarante-cinq jours après la clôture de l'exercice. Deux mois au plus tard après avoir reçu le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP, le contrôleur légal dépose au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille son rapport, ainsi que, le cas échéant, le rapport spécial prévu à l'alinéa 3 de l'article L. 225-40 du code de commerce.		Les comptes annuels de l'OPCVM ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP sont mis à la disposition du commissaire aux comptes au plus tard quarante-cinq jours après la clôture de l'exercice. Deux mois au plus tard après avoir reçu le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP, le contrôleur légal dépose au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille son rapport, ainsi que, le cas échéant, le rapport spécial prévu à l'alinéa 3 de l'article L. 225-40 du code de commerce.	
Article 411-39		**Article 411-38**	
Une instruction de l'AMF fixe le contenu du rapport de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP ou du rapport du conseil d'administration		Une instruction de l'AMF fixe le contenu du rapport de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP ou du rapport du conseil	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
ou du directoire de la SICAV.		d'administration ou du directoire de la SICAV.	
Article 411-40		**Article 411-39**	
Les comptes annuels, la composition des actifs à la clôture de l'exercice, les rapports des contrôleurs légaux des comptes d'un OPCVM, ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, sont mis à la disposition des porteurs au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP. Ils sont adressés à tous les porteurs qui en font la demande dans les huit jours ouvrés suivant la réception de la demande. Sous réserve de l'accord du porteur, cet envoi peut être effectué par voie électronique.		Les comptes annuels, la composition des actifs à la clôture de l'exercice, les rapports des contrôleurs légaux des comptes d'un OPCVM, ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, sont mis à la disposition des porteurs au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP. Ils sont adressés à tous les porteurs qui en font la demande dans les huit jours ouvrés suivant la réception de la demande. Sous réserve de l'accord du porteur, cet envoi peut être effectué par voie électronique.	
Paragraphe 3 - Acomptes et apports		**Paragraphe 3 - Acomptes et apports**	
Article 411-41		**Article 411-40**	
Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes sur la base de situations attestées par le contrôleur légal des comptes. Le contrôleur légal apprécie à la fois l'évaluation des apports en nature et leur rémunération. Son rapport doit être déposé dans les quinze jours suivant l'apport.		Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes sur la base de situations attestées par le commissaire aux comptes. Le contrôleur légal apprécie à la fois l'évaluation des apports en nature et leur rémunération. Son rapport doit être déposé dans les quinze jours suivant	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Lorsque le ou les apports en nature concernent un ou des compartiments d'un OPCVM, le contrôleur légal établit un rapport décrivant l'opération pour chaque compartiment concerné.		l'apport. Lorsque le ou les apports en nature concernent un ou des compartiments d'un OPCVM, le contrôleur légal établit un rapport décrivant l'opération pour chaque compartiment concerné.	
<u>Paragraphe 4</u> - Frais supportés par l'OPCVM		**<u>Paragraphe 4</u> - Frais supportés par l'OPCVM**	
Article 411-42 du RGAMF	**Article 90**	**Article 411-41**	
Lorsque la rémunération des délégataires de la société de gestion de portefeuille ou du dépositaire et des sociétés liées à la société de gestion de portefeuille dans les conditions définies à l'article R. 214-46 du code monétaire et financier[1], qui interviennent pour le compte d'un OPCVM ou en tant que contreparties d'une opération conclue par cet OPCVM, est prélevée directement sur l'actif de l'OPCVM, ceci ne peut avoir pour effet de majorer les frais maximum de l'OPCVM tels que définis dans son prospectus **complet**.	La législation de l'État membre d'origine de l'OPCVM ou le règlement du fonds indique les rémunérations et les dépenses que la société de gestion est habilitée à prélever sur le fonds commun de placement ainsi que le mode de calcul de ces rémunérations. La législation ou les documents constitutifs de la société d'investissement indiquent la nature des frais à charge de la société.	Lorsque la rémunération des délégataires de la société de gestion de portefeuille ou du dépositaire et des sociétés liées à la société de gestion de portefeuille dans les conditions définies à l'article R. 214-46 du code monétaire et financier[1], qui interviennent pour le compte d'un OPCVM ou en tant que contreparties d'une opération conclue par cet OPCVM, est prélevée directement sur l'actif de l'OPCVM, ceci ne peut avoir pour effet de majorer les frais maximum de l'OPCVM tels que définis dans son prospectus ~~**complet**~~.	Il est proposé de maintenir cet article sur le fondement général de l'article 90 de la directive 2009/65/CE.
	Article 55.3	**Article 411-41-1**	
	3. Lorsqu'un OPCVM investit dans les parts d'autres OPCVM ou d'organismes de placement collectif qui sont gérés, de façon directe ou par délégation, par la même société de gestion ou par toute autre société à laquelle la société de gestion est liée dans le cadre d'une	Lorsqu'un OPCVM investit dans les parts d'autres OPCVM ou d'organismes de placement collectif qui sont gérés, de façon directe ou par délégation par la même société de gestion ou par toute autre société à laquelle la société de gestion est liée par une convention	Il est proposé de reprendre expressément cette interdiction prévue dans la directive, qui est respectée en pratique. Il est proposé remplacer la notion de communauté de gestion qui n'existe pas en droit français, par celle de sociétés liées « *par une convention de délégation de*

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, ladite société de gestion ou l'autre société ne peut facturer de droits de souscription ou de remboursement pour l'investissement de l'OPCVM dans les parts de ces autres OPCVM ou organismes de placement collectif.	de délégation de gestion financière ou par une relation de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, ladite société de gestion ou l'autre société ne peut ne peut facturer de droits de souscription ou de remboursement pour l'investissement de l'OPCVM dans les parts de ces autres OPCVM ou organismes de placement collectif.	*gestion financière* ».
Article 411-43		**Article 411-42 (supprimé)**	
Les rétrocessions de frais de gestion perçues au titre des investissements réalisés pour le compte d'un OPCVM dans les parts d'un FCP ou les actions d'une SICAV ou des parts ou actions d'un fonds d'investissement au sens de l'article R. 214-5 du code monétaire et financier[2] doivent être affectées à l'OPCVM : 1° Soit par versement direct à l'OPCVM ; 2° Soit en déduction de la commission de gestion prélevée par la société de gestion de portefeuille.			Il est proposé de maintenir cette obligation qui n'est pas exactement prévue par la directive. Elle existe cependant concernant les maîtres nourriciers (article 65.2) Il est proposé de basculer cette disposition dans les règles de commercialisation. Elle s'applique à l'ensemble des fonds commercialisés en France.
Article 411-44		**Article 411-43**	
Les honoraires du contrôleur légal des comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et la société de gestion de portefeuille, au vu du programme des diligences estimées nécessaires.		Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et la société de gestion de portefeuille, au vu du programme des diligences estimées nécessaires.	Hors directive
Sous-Section 3 – Fusions		**Sous-Section 3 – Fusion**	
	Article 38-1 Directive UCITS IV cadre 1. Les États membres, sous réserve		La directive UCITS IV régit les types de fusions ayant un caractère transfrontalier :

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	des conditions prévues dans le présent chapitre et indépendamment de la manière dont les OPCVM sont constitués au titre de l'article 1er, paragraphe 3, autorisent les fusions transfrontalières et nationales telles que définies à l'article 2, paragraphe 1, points q) et r), conformément à une ou plusieurs des techniques de fusion prévues à l'article 2, paragraphe 1, point p). **Article 2-1 q) directive UCITS IV cadre** 1. Aux fins de la présente directive, on entend par: q) «fusion transfrontalière», une fusion d'OPCVM: i) dont au moins deux sont établis dans des États membres différents, ou ii) établis dans le même État membre, sous la forme d'un nouvel OPCVM établi dans un autre État membre; **Article 38-2 Directive UCITS IV cadre** 2. Les techniques de fusion utilisées pour les fusions transfrontalières telles que définies à l'article 2, paragraphe 1, point q), doivent être prévues par le droit de l'État membre d'origine des OPCVM absorbés. Les techniques de fusion utilisées pour les fusions nationales telles que définies à l'article 2, paragraphe 1, point		1/ ce que la directive appelle la « fusion transfrontalière » : - fusion entre un OPCVM coordonné français et un OPCVM coordonné étranger, - fusion entre deux OPCVM coordonnés français qui crèe un nouvel OPCVM établi dans un autre Etat membre. 2/ ce que la directive appelle la « fusion nationale » : - fusion entre deux OPCVM coordonnés français dont l'un au moins est passeporté à l'étranger. Cette partie sur les OPCVM coordonnés reprendra uniquement les dispositions de la directive, et non les dispositions actuelles du RGAMF sauf celle concernant le droit des créanciers. --- La partie du Livre IV du RGAMF sur les OPCVM non coordonnés régira en conséquence les fusions non prévues par la directive, càd : - fusion entre deux OPCVM coordonnés français dont aucun n'est passeporté, - fusion entre deux OPCVM non coordonnés français, - fusion entre un OPCVM coordonné français et un OPCVM non coordonné français. Cette partie sur les OPCVM non coordonnés reprendra uniquement les dispositions actuelles du RGAMF (et non les dispositions de la directive).

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	r), doivent être prévues par le droit de l'État membre où l'OPCVM est établi. **Article 2-1 r) directive UCITS IV cadre** 1. Aux fins de la présente directive, on entend par: r) «fusion nationale», la fusion entre des OPCVM établis dans le même État membre dès lors qu'un au moins des OPCVM concernés a fait l'objet d'une notification conformément à l'article 93.		
Article 411-19	**Article 93-1 directive UCITS IV cadre**	**Article 411-44**	
Une SICAV ou un FCP peut fusionner avec toute SICAV ou tout FCP. Une SICAV peut fusionner avec toute autre société. Tout OPCVM peut faire l'objet de scission. Les règles du présent article sont applicables, le cas échéant, aux apports de compartiments et aux opérations concernant plusieurs compartiments d'un même OPCVM.	1. Si un OPCVM se propose de commercialiser ses parts dans un État membre autre que son État membre d'origine, il transmet au préalable une lettre de notification aux autorités compétentes de son État membre d'origine.	**La présente sous-section est applicable aux fusions entre OPCVM de droit français ou de droit étranger conformes à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009, dont l'un au moins a fait l'objet d'une notification conformément *à l'article 93*.** **La présente sous-section est applicable aux compartiments de ces OPCVM.**	➢ Les dispositions de la directive (article 60-5) concernant les fusions d'OPCVM maîtres qui sont dérogatoires à la procédure de fusion classique sont reprises dans la partie consacrée aux OPCVM maîtres-nourriciers (et non dans la présente sous-section). ➢ Il est proposé de mentionner les articles dans l'ordre chronologique de la procédure de fusion.
	Article 38-2 Directive UCITS IV cadre 2. Les techniques de fusion utilisées pour les fusions transfrontalières telles que définies à l'article 2, paragraphe 1, point q), doivent être prévues par le droit de l'État membre d'origine des OPCVM absorbés. Les techniques de fusion utilisées pour	**Ces fusions peuvent prendre l'une des deux formes suivantes :**	L'article 38-2 de la directive permet aux Etats membres de déterminer les techniques de fusions qu'ils retiennent dans leur droit interne. Il est proposé de mentionner ici quelles sont les techniques de fusion retenues en droit interne, càd la fusion-absorption et la fusion par création d'une entité nouvelle.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	les fusions nationales telles que définies à l'article 2, paragraphe 1, point r), doivent être prévues par le droit de l'État membre où l'OPCVM est établi. **Article 2-1 p) i) directive UCITS IV cadre** 1. Aux fins de la présente directive, on entend par : p) «fusion», une opération par laquelle : i) un ou plusieurs OPCVM ou compartiments d'investissement d'OPCVM, dénommés «OPCVM absorbé», transfèrent, par suite et au moment de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine, activement et passivement, à un autre OPCVM existant ou à un compartiment d'investissement de celui-ci, dénommé «OPCVM absorbeur», moyennant l'attribution, à leurs porteurs de parts, de parts de l'OPCVM absorbeur et, éventuellement, d'un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur nette d'inventaire de ces parts, **Article 48-1 Directive UCITS IV cadre** 1. Une fusion effectuée conformément à l'article 2, paragraphe 1, point p) i), a les conséquences suivantes: a) tout l'actif et tout le passif de l'OPCVM absorbé sont transférés à	**1° Soit la fusion-absorption par laquelle un ou plusieurs OPCVM ou compartiments d'OPCVM, dénommés «OPCVM absorbé», transfèrent, à la suite et au moment de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine à un autre OPCVM existant ou à un compartiment de celui-ci, dénommé «OPCVM absorbant», moyennant l'attribution, à leurs porteurs, de parts ou actions de l'OPCVM absorbant et, éventuellement, d'un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur liquidative de ces parts ou actions.** **Cette opération comporte les conséquences suivantes :** **a) l'actif et le passif de l'OPCVM absorbé sont transférés à l'OPCVM absorbant <u>ou, le cas échéant, au dépositaire de l'OPCVM de droit</u>**	Il est proposé de remplacer ici la notion de « valeur nette d'inventaire" par celle de « valeur liquidative ». Au a), la directive vise le cas où l'OPCVM n'a pas de dépositaire. Cette option n'a pas été prise par la France mais dans la mesure où elle a pu être prise par d'autres Etats membres, il est proposé de reprendre

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'OPCVM absorbeur ou, le cas échéant, au dépositaire de l'OPCVM absorbeur; b) les porteurs de parts de l'OPCVM absorbé deviennent porteurs de parts de l'OPCVM absorbeur et, le cas échéant, ils ont droit à un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur nette d'inventaire de leurs parts dans l'OPCVM absorbé; et c) l'OPCVM absorbé cesse d'exister à la date de prise d'effet de la fusion.	**étranger absorbant ;** **b) les porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM absorbé deviennent porteurs de l'OPCVM absorbant et, le cas échéant, ont droit à un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur liquidative de leurs parts ou actions dans l'OPCVM absorbé ;** **c) l'OPCVM absorbé cesse d'exister à la date de prise d'effet de la fusion.**	cette précision ici car elle pourra être pertinente dans certains cas de fusion transfrontalière impliquant un OPCVM étranger ne disposant pas de dépositaire.
	Article 2-1 p) ii) directive UCITS IV cadre ii) au moins deux OPCVM ou compartiments d'investissement d'OPCVM, dénommés «OPCVM absorbés», transfèrent, par suite et au moment de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine, activement et passivement, à un OPCVM qu'ils constituent, ou à un compartiment d'investissement de celui-ci, dénommé«OPCVM absorbeur», moyennant l'attribution, à leurs porteurs de parts, de parts de l'OPCVM absorbeur et, éventuellement, d'un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur nette d'inventaire de ces parts, **Article 48-2 Directive UCITS IV cadre**	**2° Soit la fusion par la constitution d'un nouvel OPCVM par laquelle au moins deux OPCVM ou compartiments d'OPCVM, dénommés «OPCVM absorbés», transfèrent, à la suite et au moment de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine à un OPCVM qu'ils constituent, ou à un compartiment de celui-ci, dénommé «OPCVM absorbant», moyennant l'attribution, à leurs porteurs, de parts ou actions de l'OPCVM absorbant et, éventuellement, d'un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur liquidative de ces parts ou actions.**	Il est proposé de remplacer ici la notion de « valeur nette d'inventaire" par celle de « valeur liquidative ».

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	2. Une fusion effectuée conformément à l'article 2, paragraphe 1, point p) ii), a les conséquences suivantes: a) tout l'actif et tout le passif des OPCVM absorbés sont transférés à l'OPCVM absorbeur nouvellement constitué ou, le cas échéant, au dépositaire de l'OPCVM absorbeur; b) les porteurs de parts des OPCVM absorbés deviennent porteurs de parts de l'OPCVM absorbeur nouvellement constitué et, le cas échéant, ils ont droit à un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur nette d'inventaire de leurs parts dans les OPCVM absorbés; et c) les OPCVM absorbés cessent d'exister à la date de prise d'effet de la fusion.	**Cette opération comporte les conséquences suivantes :** **b) l'actif et le passif des OPCVM absorbés sont transférés à l'OPCVM absorbant nouvellement constitué ou, le cas échéant, au dépositaire de l'OPCVM de droit étranger absorbant ;** **b) les porteurs des OPCVM absorbés deviennent porteurs de l'OPCVM absorbant nouvellement constitué et, le cas échéant, ont droit à un paiement en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur liquidative de leurs parts ou actions dans les OPCVM absorbés ;** **c) les OPCVM absorbés cessent d'exister à la date de prise d'effet de la fusion.**	Au a), la directive vise le cas où l'OPCVM n'a pas de dépositaire. Cette option n'a pas été prise par la France mais dans la mesure où elle a pu être prise par d'autres Etats membres, il est proposé de reprendre cette précision ici car elle pourra être pertinente dans certains cas de fusion transfrontalière impliquant un OPCVM étranger ne disposant pas de dépositaire.
	Article 2-1 p) iii) directive UCITS IV cadre iii) un ou plusieurs OPCVM ou compartiments d'investissement d'OPCVM, dénommés «OPCVM absorbé», qui continuent d'exister jusqu'à ce que le passif ait été apuré, transfèrent leurs actifs nets à un autre compartiment d'investissement du même OPCVM, à un OPCVM qu'ils constituent ou à un autre OPCVM existant ou à un compartiment		Il est proposé de ne pas retenir en droit interne cette technique de fusion inconnue en droit français.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	d'investissement d'OPCVM, dénommé«OPCVM absorbeur»; **Article 48-3 Directive UCITS IV cadre** 3. Une fusion effectuée conformément à l'article 2, paragraphe 1, point p) iii), a les conséquences suivantes: a) les actifs nets de l'OPCVM absorbé sont transférés à l'OPCVM absorbeur ou, le cas échéant, au dépositaire de l'OPCVM absorbeur; a) les porteurs de parts de l'OPCVM absorbé deviennent porteurs de parts de l'OPCVM absorbeur; et c) l'OPCVM absorbé continue d'exister jusqu'à ce que le passif ait été apuré.		
		Article 411-45	
	Article 46 Directive UCITS IV cadre Sauf dans les cas où les OPCVM n'ont pas désigné de société de gestion, les États membres veillent à ce que les coûts juridiques, des services de conseil ou administratifs associés à la préparation et à la réalisation de la fusion ne soient pas facturés à l'OPCVM absorbé, à l'OPCVM absorbeur ou à leurs porteurs de parts.	**Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille, les coûts juridiques ainsi que les coûts des services de conseil ou administratifs associés à la préparation et à la réalisation de la fusion ne sont pas facturés à l'OPCVM absorbé, ni à l'OPCVM absorbant ni à leurs porteurs.**	Il est proposé de ne pas préciser dans le texte qui prend en charge l'opération de fusion (SGP, dépositaire, autre) de façon à laisser le choix aux acteurs pour chaque opération.
Article 411-20	**Article 40 Directive UCITS IV cadre**	**Article 411-46**	
Tout projet de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs OPCVM ou un ou plusieurs compartiments d'un OPCVM est arrêté par le conseil d'administration ou le directoire	1. Les États membres exigent que l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbeur rédigent un projet commun de fusion. *Le projet commun de fusion expose les*	**L'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant rédigent un « projet commun de fusion » dont les éléments sont fixés par une instruction de l'AMF, auquel ils**	Renvoi à une Instruction des éléments mentionnés à l'article 40-1 de la directive.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
de la SICAV ou par la société de gestion de portefeuille du FCP. Il est soumis à l'agrément préalable de l'AMF, dans les conditions fixées à la section 1 du présent chapitre. Le projet de fusion ou de scission précise, selon le cas, la dénomination, le siège social et le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés, des SICAV concernées et la dénomination du ou des FCP ainsi que la dénomination, le siège social et le numéro d'inscription au registre du commerce de la (ou des) société(s) de gestion. Il précise également les motifs, les objectifs et les conditions de l'opération. Il mentionne la date à laquelle les assemblées générales extraordinaires des SICAV concernées seront amenées à statuer sur les parités d'échange des actions et des parts.	*éléments suivants:* *a) une identification du type de fusion et des OPCVM concernés;* *b) le contexte et la motivation de la fusion proposée;* *c) l'incidence prévue de la fusion proposée sur les porteurs de parts tant de l'OPCVM absorbé que de l'OPCVM absorbeur;* *d) les critères adoptés pour l'évaluation de l'actif et, le cas échéant, du passif à la date de calcul du ratio d'échange visée à l'article 47, paragraphe 1;* *e) la méthode de calcul du ratio d'échange;* *f) la date d'effet prévue pour la fusion;* *g) les règles applicables respectivement au transfert d'actifs et à l'échange de parts; et* *h) en cas de fusion conformément à l'article 2, paragraphe 1, point p) ii), et, le cas échéant, à l'article 2, paragraphe 1, point p) iii), le règlement du fonds ou les documents constitutifs de l'OPCVM absorbeur nouvellement constitué.* *Les autorités compétentes ne peuvent pas exiger que des informations supplémentaires soient incluses dans les projets communs de fusions.* 2. L'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbeur peuvent décider d'inclure des éléments supplémentaires dans le	**peuvent ajouter des éléments supplémentaires.**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	projet commun de fusion.		
	Les États membres exigent que les dépositaires de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbeur vérifient la conformité des éléments énoncés à l'article 40, paragraphe 1, points a), f) et g), avec les exigences de la présente directive et avec le règlement du fonds ou avec les documents constitutifs de leur OPCVM respectif.	**Les dépositaires de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant établissent une « déclaration de conformité » après avoir vérifié la conformité, avec les exigences des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, du règlement ou des statuts de leur OPCVM respectif, des éléments du « projet commun de fusion » mentionné à l'article 411-46 relatifs :** **a) à l'identification de la forme de la fusion et des OPCVM concernés,** **b) à la date prévue de prise d'effet de la fusion,** **c) aux règles applicables au transfert d'actifs et à l'échange de parts ou actions.**	
Article 411-21 alinéa 2 première phrase	**Article 42 Directive UCITS IV cadre**	**Article 411-48**	
Le conseil d'administration ou le directoire de chacune des sociétés concernées communique le projet aux contrôleurs légaux de chaque société ou de chaque FCP concerné au moins quarante-cinq jours avant les assemblées générales extraordinaires des SICAV se prononçant sur l'opération, ou la date arrêtée par le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion de portefeuille des FCP concernés.	1. Le droit des États membres d'origine des OPCVM absorbés charge soit un dépositaire, soit un contrôleur légal des comptes indépendant, agréé conformément à la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés, de valider les éléments suivants:	**Lorsque l'OPCVM absorbé est de droit français, les rapports sur les conditions de réalisation de la fusion sont établis par les commissaires aux comptes de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant. Toutefois, l'un de ces commissaires aux comptes peut établir un rapport unique pour le compte des OPCVM concernés.** **Ce ou ces rapports valident les éléments suivants :**	Il est proposé de s'aligner sur le régime du droit français en désignant les CAC (et non les dépositaires) pour effectuer ces missions.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	a) les critères adoptés pour l'évaluation de l'actif et, le cas échéant, du passif à la date de calcul du ratio d'échange visée à l'article 47, paragraphe 1; b) le cas échéant, le paiement en espèces par part; et c) la méthode de calcul du ratio d'échange, ainsi que le ratio réel d'échange déterminé à la date de calcul de ce ratio visée à l'article 47, paragraphe 1. 2. Le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM absorbé ou le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM absorbeur sont considérés comme des contrôleurs légaux des comptes indépendants aux fins du paragraphe 1.3. 3. Un exemplaire des rapports du contrôleur légal des comptes indépendant ou, le cas échéant, des rapports du dépositaire est mis, sur demande et gratuitement, à la disposition des porteurs de parts tant de l'OPCVM absorbé que de l'OPCVM absorbeur et à la disposition des autorités compétentes dont ils dépendent respectivement.	**a) les critères adoptés pour l'évaluation de l'actif et, le cas échéant, du passif à la date de calcul du ratio d'échange mentionnée à l'article 411-60 ;** **b) le cas échéant, le paiement en espèces par part ou action ;** **c) la méthode de calcul du ratio d'échange, et le ratio réel d'échange déterminé à la date de calcul de ce ratio mentionnée à l'article 411-60.** **Un exemplaire du ou des rapports des commissaires aux comptes est mis, sur demande et gratuitement, à la disposition des porteurs des OPCVM concernés.** **Il est également mis à la disposition de l'AMF et, le cas échéant, des autorités compétentes dont dépend l'OPCVM de droit étranger.**	
Article 411-21 alinéa 3 Les rapports des contrôleurs légaux sur les conditions de réalisation de l'opération sont tenus à la disposition des porteurs au plus tard quinze jours avant la date arrêtée par les assemblées générales extraordinaires ou, dans le cas des FCP, par la (ou les) société(s) de gestion.			

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Considérant 31 directive cadre […] Pour limiter les coûts inhérents à une fusion transfrontalière, il devrait être possible de rédiger un rapport unique pour l'ensemble des OPCVM concernés et le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM absorbé et/ou celui de l'OPCVM absorbeur devraient être habilités à le faire.		
Article 411-21 alinéa 1er	**Article 39-2 Directive UCITS IV cadre**	**Article 411-49**	
Le projet est déposé au greffe du tribunal de commerce du siège des sociétés concernées. Au plus tard dans les huit jours qui suivent cette date, les contrôleurs légaux des comptes établissent un rapport complémentaire sur les conditions définitives de l'opération.	2. L'OPCVM absorbé communique les informations suivantes aux autorités compétentes de son État membre d'origine: a) le projet commun de la fusion proposée, dûment approuvé par l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbeur; b) une version actualisée du prospectus et des informations clés pour l'investisseur, visées à l'article 78, de l'OPCVM absorbeur, s'il est établi dans un autre État membre; c) une déclaration émise par chacun des dépositaires des OPCVM absorbé et absorbeur confirmant que, conformément à l'article 41, ils ont vérifié la conformité des éléments d'information énoncés à l'article 40, paragraphe 1, points a), f) et g), avec les exigences de la présente directive et avec le règlement du fonds ou avec	**Lorsque l'OPCVM absorbé est de droit français, il communique à l'AMF :** **1° Le projet commun de la fusion proposée, dûment approuvé par l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant ;** **2° La version à jour du prospectus et du document d'information clé pour l'investisseur de l'OPCVM absorbant s'il est établi dans un autre État membre de l'Union européenne ;** **3° La déclaration de conformité des dépositaires de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant confirmant que, en application de l'article 411-47, ils ont vérifié la conformité des éléments d'information mentionnés à l'article 411-46 ;**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	les documents constitutifs de leur OPCVM respectif; et d) les informations relatives à la fusion proposée que les OPCVM absorbeur et absorbé comptent fournir à leurs porteurs de parts respectifs. Ces informations sont fournies de telle sorte que les autorités compétentes des États membres d'origine de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbeur puissent les lire dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de cet État membre ou de ces États membres, ou dans une langue acceptée par ces autorités compétentes.	**4° Les informations relatives à la fusion proposée que l'OPCVM absorbant et l'OPCVM absorbé envisagent de fournir à leurs porteurs respectifs.** **Ces informations sont fournies en français et, lorsque l'OPCVM absorbant est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, dans l'une des langues officielles de cet État membre ou dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet Etat membre.**	
	Article 39-3 Directive UCITS IV cadre	**Article 411-50**	
	3. Lorsque le dossier est complet, les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé transmettent immédiatement des copies des informations visées au paragraphe 2 aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbeur. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbeur examinent respectivement l'incidence potentielle de la fusion proposée sur les porteurs de parts de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbeur, afin d'établir	**Lorsque l'OPCVM absorbant est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne et que l'AMF a reçu toutes les informations mentionnées à l'article 411-49, l'AMF transmet immédiatement des copies de ces informations aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant. L'AMF et les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant, examinent respectivement l'incidence potentielle de la fusion proposée sur**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	si des informations appropriées sont fournies aux porteurs de parts.	**les porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant afin d'établir si des informations appropriées doivent être fournies aux porteurs.**	
	Si les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé le jugent nécessaire, elles peuvent exiger par écrit une clarification des informations destinées aux porteurs de parts de l'OPCVM absorbé.	**Si l'AMF le juge nécessaire, elle peut exiger par écrit une clarification des informations destinées aux porteurs de l'OPCVM absorbé.**	
	Si les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbeur le jugent nécessaire, elles peuvent exiger par écrit, dans un délai maximal de quinze jours ouvrables après réception des copies des informations complètes visées au paragraphe 2, que l'OPCVM absorbeur modifie les informations à fournir aux porteurs de ses parts. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbeur marquent alors leur insatisfaction auprès des autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé.	**Si les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant le jugent nécessaire, elles peuvent exiger par écrit, dans un délai maximal de quinze jours ouvrables à compter de la date de réception des copies des informations complètes mentionnées à l'article 411-49, que l'OPCVM absorbant modifie les informations à fournir à ses porteurs. Dans ce cas, les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant informent l'AMF de leur insatisfaction concernant ces informations.**	
	Elles indiquent aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé, dans les vingt	**Elles informent l'AMF, dans les vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle elles en ont reçu**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	jours ouvrables suivant le moment où elles en ont reçu notification, si elles considèrent comme satisfaisantes les informations modifiées destinées aux porteurs de parts de l'OPCVM absorbeur.	**notification, si elles considèrent comme satisfaisantes les informations modifiées destinées aux porteurs de l'OPCVM absorbant.**	
Article 411-20 alinéa 1er	**Article 39-1 Directive UCITS IV cadre**	**Article 411-51**	
Tout projet de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs OPCVM ou un ou plusieurs compartiments d'un OPCVM est arrêté par le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou par la société de gestion de portefeuille du FCP. Il est soumis à l'agrément préalable de l'AMF, dans les conditions fixées à la section 1 du présent chapitre.	1. Une fusion est subordonnée à une autorisation préalable délivrée par les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé. **Article 39-4 Directive UCITS IV cadre** 4. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé autorisent la fusion proposée si les conditions suivantes sont remplies : a) la fusion proposée est conforme à toutes les exigences des articles 39 à 42; b) l'OPCVM absorbeur a fait l'objet d'une notification, conformément à l'article 93, pour la commercialisation de ses parts dans tous les États membres où l'OPCVM absorbé soit est autorisé, soit a fait l'objet d'une notification pour la commercialisation de ses parts conformément à l'article 93; et c) les autorités compétentes des États membres d'origine des OPCVM absorbé et absorbeur considèrent	**Lorsque l'OPCVM absorbé est de droit français, l'AMF autorise la fusion proposée si les conditions suivantes sont remplies** : **1° La fusion proposée est conforme aux exigences des dispositions de la présente sous-section ;** **2° L'OPCVM absorbant a fait l'objet d'une notification, en application de *l'article 93,* pour la commercialisation en France de ses parts ou actions ainsi que dans tous les Etats membres de l'Union européenne où l'OPCVM absorbé est commercialisé ;** **3° L'AMF et, lorsque l'OPCVM absorbant est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne,**	Il est proposé de simplifier, par rapport à la directive, la rédaction du 2°.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	comme satisfaisantes les informations qu'il est proposé de fournir aux porteurs de parts, ou aucune indication marquant une insatisfaction de la part des autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbeur n'a été reçue au titre du paragraphe 3, quatrième alinéa.	**les autorités compétentes de l'État membre d'origine de cet OPCVM considèrent comme satisfaisantes les informations qu'il est proposé de fournir aux porteurs, ou aucune indication marquant une insatisfaction de la part des autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbant n'a été reçue en application du quatrième alinéa de l'article 411-50.**	
	Article 39-5 Directive UCITS IV cadre	**Article 411-52**	
	5. Si elles estiment que le dossier n'est pas complet, les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé demandent des informations supplémentaires dans un délai maximal de dix jours ouvrables après avoir reçu les informations visées au paragraphe 2. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé informent l'OPCVM absorbé, dans les vingt jours ouvrables qui suivent la soumission d'informations complètes, conformément au paragraphe 2, de l'autorisation ou non de la fusion. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé	**Si elle estime que le dossier comprenant les informations mentionnées à l'article 411-51 n'est pas complet, l'AMF demande à l'OPCVM absorbé des informations complémentaires au plus tard dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date à laquelle elle a reçu les informations mentionnées à l'article 411-49.** **L'AMF informe l'OPCVM absorbé de sa décision d'autoriser ou non la fusion, dans les vingt jours ouvrables qui suivent la date à laquelle elle a reçu les informations complètes mentionnées à l'article 411-49 son autorisation ou non de la fusion.** **Lorsque l'OPCVM absorbant est établi dans un autre Etat membre de**	A la lecture de l'article 39-5 de la directive, le « dossier complet » est celui comprenant les informations mentionnées à l'article 411-51.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	communiquent aussi leur décision aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbeur.	**l'Union européenne, l'AMF communique sa décision aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de cet OPCVM.**	
	Article 43-1 Directive UCITS IV cadre	**Article 411-53**	
Instruction AMF 2005-01 **Article 21 - Dispositions particulières aux opérations de fusion** I. - Préalablement à la fusion, les porteurs de parts ou les actionnaires de l'OPCVM absorbé doivent bénéficier d'une information particulière mentionnant clairement les différents éléments de l'opération, notamment : 1° La nature de l'opération ; 2° L'identité des organes ayant décidé de la fusion ; 3° Les motifs ayant présidé à cette décision ; 4° La mention selon laquelle la possibilité est offerte aux porteurs qui n'acceptent pas la fusion de demander le rachat sans	1. Les États membres exigent que les OPCVM absorbés et les OPCVM absorbeurs fournissent à leurs porteurs de parts respectifs des informations utiles et précises quant à la fusion proposée afin de permettre à ces derniers de juger en pleine connaissance de cause de l'incidence de cette fusion sur leur investissement. **Article 43-2 Directive UCITS IV cadre** 2. Ces informations sont transmises aux porteurs de parts des OPCVM absorbés et des OPCVM absorbeurs uniquement après que les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbé ont autorisé la fusion proposée en vertu de l'article 39. Elles sont transmises au moins trente jours avant la date ultime de demande de rachat ou de remboursement ou, le cas échéant, de conversion sans frais supplémentaires au titre de l'article 45, paragraphe 1. **Article 3 Directive d'application 2010/42** 1. Les États membres exigent que les informations devant être fournies aux	**Lorsque l'AMF a autorisé la fusion, l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant fournissent à leurs porteurs respectifs un document comprenant les informations utiles et précises concernant la fusion proposée, mentionnées dans une <u>instruction de l'AMF.</u>** **Ce document a pour objet de permettre aux porteurs de juger en pleine connaissance de cause de l'incidence de cette fusion sur leur investissement et d'exercer les droits que leur confère l'article 411-56.** **Les informations contenues dans ce document sont rédigées de manière concise et dans un langage non technique permettant aux porteurs de l'OPCVM de déterminer en connaissance de cause quelle sera l'incidence de la fusion envisagée sur leur investissement.** **Lorsque la fusion envisagée est transfrontalière, l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant expliquent**	Il est proposé de reprendre dans une Instruction les éléments mentionnés aux articles 43-3 de la directive cadre et 4 de la directive 2010/42.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
frais de leurs parts ou actions. Cette mention doit être explicite même lorsque l'OPCVM ne comporte pas de frais de rachat ; 5° Le cas échéant, les modalités de sortie sans frais ; 6° Les modalités de mise en oeuvre de l'opération, notamment la parité d'échange et les modalités de transfert des actifs ; 7° Les incidences fiscales ; 8° Les principales différences entre les deux OPCVM avec notamment une mention explicite et claire des modifications en matière de frais de fonctionnement et de gestion et de commissions supportés par les porteurs ; 9° Une table reprenant les principales caractéristiques de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant, et indiquant pour chacun d'eux, et lorsque les mentions énoncées diffèrent entre l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant : *a)* La forme juridique de l'OPCVM ; *b)* La société de gestion ; *c)* Le cas échéant, la société de gestion financière par délégation ; *d)* Le dépositaire ; *e)* Le conservateur ; *f)* La classification ; *g)* L'indicateur de référence ; *h)* L'objectif de gestion ; *i)* La stratégie d'investissement ; *j)* Le profil de risque ; *k)* La durée minimale de placement	porteurs de parts conformément à l'article 43, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE soient rédigées de manière concise et dans un langage non technique permettant aux porteurs de parts de déterminer en connaissance de cause quelle sera l'incidence de la fusion envisagée sur leur investissement. Si la fusion envisagée est transfrontalière, l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbeur expliquent respectivement en termes simples toute modalité ou procédure concernant l'autre OPCVM qui diffère de celles couramment utilisées dans le premier État membre. 2. Les informations fournies aux porteurs de parts de l'OPCVM absorbé doivent répondre aux besoins d'investisseurs qui n'ont aucune connaissance préalable des caractéristiques de l'OPCVM absorbeur ni de son mode de fonctionnement. Elles doivent attirer leur attention sur les informations clés pour l'investisseur de l'OPCVM absorbeur et insister sur l'utilité de les lire. 3. Les informations à fournir aux porteurs de parts de l'OPCVM absorbeur doivent porter pour l'essentiel sur les modalités de la fusion et sur son incidence potentielle sur l'OPCVM absorbeur.	**respectivement en termes simples toute modalité ou procédure concernant l'autre OPCVM qui diffère de celles couramment utilisées dans son pays.** **Les informations fournies aux porteurs de l'OPCVM absorbé doivent répondre aux besoins d'investisseurs qui n'ont aucune connaissance préalable des caractéristiques de l'OPCVM absorbant ni de son mode de fonctionnement. Elles doivent attirer leur attention sur les informations clés pour l'investisseur de l'OPCVM absorbant et insister sur l'utilité de les lire.** **Les informations à fournir aux porteurs de l'OPCVM absorbant doivent porter pour l'essentiel sur les modalités de la fusion et sur son incidence potentielle sur l'OPCVM absorbant.** **Ce document est transmis au moins trente jours avant la date ultime de demande de rachat ou de remboursement ou de conversion sans frais supplémentaires, conformément à l'article 411-56.**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
recommandée ; *l)* Le type des souscripteurs concernés ; *m)* L'affectation des résultats ; *n)* La date de clôture de l'exercice si l'OPCVM absorbé distribue ses revenus ; *o)* La périodicité de calcul de la valeur liquidative ; *p)* La commission de souscription maximale ; *q)* La commission de rachat maximale ; *r)* Les conditions de souscription et de rachat ; 10° Que le prospectus simplifié de l'OPCVM absorbant est tenu à la disposition du porteur au siège social de la société de gestion ; 11° Les modalités d'obtention du prospectus complet de l'OPCVM absorbant et, le cas échéant, l'adresse électronique où se procurer le prospectus. II. - Une information particulière des porteurs de parts de l'OPCVM absorbant doit être effectuée dans la mesure où la fusion a une incidence sur ces derniers. III. - Lorsque l'opération consiste en un apport d'actifs d'un OPCVM à un OPCVM à compartiments existant ou en cours de constitution, l'information doit exposer la parité d'échange dont bénéficie chaque porteur ou actionnaire à l'égard de chaque compartiment absorbant.	**Article 43-3 Directive UCITS IV cadre** 3. Les informations à fournir aux porteurs de parts de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbeur incluent des informations utiles et précises quant à la fusion proposée, afin de leur permettre de juger en pleine connaissance de cause de l'incidence possible de cette fusion sur leur investissement et d'exercer les droits que leur confèrent les articles 44 et 45. *Elles comprennent les éléments suivants :* *a) le contexte et la motivation de la fusion proposée;* *b) l'incidence possible de la fusion proposée sur les porteurs de parts, y compris, notamment, toutes différences substantielles en ce qui concerne la politique et la stratégie de placement, les coûts, les résultats attendus, la présentation périodique de rapports et le risque de dilution de la performance ainsi que, le cas échéant, un avertissement bien visible aux investisseurs sur le fait que leur régime fiscal pourrait changer à la suite de la fusion;* *c) tous droits spécifiques des porteurs de parts en rapport avec la fusion proposée, y compris, notamment, le droit d'obtenir des informations complémentaires, le droit d'obtenir*		

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	sur demande un exemplaire du rapport du contrôleur légal des comptes indépendant ou de celui du dépositaire et le droit de demander le rachat ou le remboursement ou, le cas échéant, la conversion de leurs parts sans frais conformément à l'article 45, paragraphe 1, ainsi que la date ultime à laquelle ce droit peut être exercé; *d) les aspects pertinents de la procédure et la date d'effet prévue de la fusion; et* *e) un exemplaire des informations clés pour l'investisseur, visées à l'article 78, concernant l'OPCVM absorbeur.* **Article 4 Directive d'application 2010/42** *1. Les États membres exigent que les informations à fournir conformément à l'article 43, paragraphe 3, point b), de la directive 2009/65/CE aux porteurs de parts de l'OPCVM absorbé comprennent en outre:* *a) des informations détaillées sur les différences entre les droits, avant et après la fusion envisagée, des porteurs de parts de l'OPCVM absorbé;* *b) si, dans les informations clés pour l'investisseur des OPCVM absorbé et absorbeur, les indicateurs synthétiques de risque et de rendement apparaissent dans*		

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	des catégories différentes, ou si les principaux risques décrits dans l'explication textuelle qui les accompagne sont différents, une comparaison de ces différences; *c) une comparaison de tous les frais, honoraires et commissions pour les deux OPCVM, sur la base des montants indiqués dans leurs informations clés pour l'investisseur respectives;* *d) si l'OPCVM absorbé applique une commission de performance, une explication de la manière dont elle sera établie jusqu'au moment où la fusion deviendra effective;* *e) si l'OPCVM absorbeur applique une commission de performance, une description de la manière dont elle sera établie par la suite pour garantir un traitement équitable aux porteurs de parts qui détenaient précédemment des parts dans l'OPCVM absorbé;* *f) dans les cas où l'article 46 de la directive 2009/65/CE permet de faire supporter les coûts liés à la préparation et à la réalisation de la fusion par l'OPCVM absorbé, par l'OPCVM absorbeur ou par leurs porteurs de parts, des informations détaillées sur la manière dont ces coûts seront répartis;* *g) des éclaircissements quant à l'intention éventuelle de la société d'investissement ou la société de gestion de l'OPCVM absorbé de rééquilibrer le portefeuille avant la fusion.*		

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	2. Les États membres exigent que les informations à fournir aux porteurs de parts de l'OPCVM absorbeur conformément à l'article 43, paragraphe 3, point b), de la directive 2009/65/CE précisent également si la société d'investissement ou la société de gestion de cet OPCVM prévoit que la fusion aura une incidence importante sur le portefeuille de ce dernier, et si elle prévoit de rééquilibrer ce portefeuille soit avant, soit après la fusion. *3. Les États membres exigent que les informations à fournir conformément à l'article 43, paragraphe 3, point c), de la directive 2009/65/CE comprennent en outre:* *a) des précisions sur le traitement des produits à recevoir de chacun des OPCVM;* *b) une indication de la manière dont le rapport du contrôleur légal des comptes indépendant ou du dépositaire visé à l'article 42, paragraphe 3, de la directive 2009/65/CE peut être obtenu.* *4. Les États membres exigent que si les termes de la fusion envisagée prévoient des paiements en espèces conformément à l'article 2, paragraphe 1, points p) i) et p) ii), de la directive 2009/65/CE, les informations à fournir aux porteurs de parts de l'OPCVM absorbé fournissent tous les détails des paiements prévus, et indiquent notamment*		

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	quand et comment les porteurs de parts de l'OPCVM absorbé recevront le paiement en espèces. *5. Les États membres exigent que les informations à fournir conformément à l'article 43, paragraphe 3, point d), comprennent:* *a) le cas échéant, si le droit national applicable à l'OPCVM en question le prévoit, la procédure selon laquelle les porteurs de parts seront invités à approuver la proposition de fusion, et les modalités selon lesquelles ils seront informés des résultats;* *b) des précisions sur une éventuelle suspension de la négociation des parts pour permettre le bon déroulement de l'opération de fusion;* *c) la date de prise d'effet de la fusion, conformément à l'article 47, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE.* *6. Les États membres veillent à ce que, lorsque le droit national applicable à un OPCVM requiert l'approbation du projet de fusion par les porteurs de parts, les informations puissent contenir une recommandation de la société de gestion ou du conseil d'administration de la société d'investissement quant au choix à opérer.* *7. Les États membres exigent que les porteurs de parts de l'OPCVM absorbé soient informés:*		

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	a) de la période pendant laquelle les porteurs de parts pourront continuer à souscrire et à demander le remboursement des parts de l'OPCVM absorbé; *b) du moment à partir duquel les porteurs de parts n'ayant pas exercé, dans les délais prévus, les droits que leur accorde l'article 45, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE pourront exercer leurs droits en tant que porteurs de parts de l'OPCVM absorbeur;* *c) du fait que lorsque le droit national requiert l'approbation de la proposition de fusion par les porteurs de parts de l'OPCVM absorbé et que cette proposition reçoit le nombre de voix requises, les porteurs de parts qui ont voté contre la proposition ou n'ont pas voté et qui n'ont pas exercé, dans les délais prévus, les droits que leur accorde l'article 45, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE, deviennent porteurs de parts de l'OPCVM absorbeur.* *8. Si un résumé des points principaux de la proposition de fusion est fourni au début du document d'information, il doit renvoyer aux parties du document d'information où des informations complémentaires sont fournies.*		
	Article 43-4 Directive UCITS IV cadre	**Article 411-54**	
	4. Si l'OPCVM absorbé ou l'OPCVM absorbeur a fait l'objet d'une notification conformément à l'article 93, les informations visées au paragraphe 3 sont fournies dans la langue officielle	**Lorsque l'OPCVM absorbé ou l'OPCVM absorbant a fait l'objet d'une notification en application de *l'article 93*, les informations mentionnées à l'article 411-53 sont**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM concerné, ou dans une langue acceptée par ses autorités compétentes. L'OPCVM qui est tenu de fournir les informations est responsable de la réalisation de la traduction. Ladite traduction est le reflet fidèle des informations originales.	**fournies dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'Union européenne de l'OPCVM concerné, ou dans une langue acceptée par ses autorités compétentes. L'OPCVM tenu de fournir les informations est responsable de leur traduction, laquelle doit être fidèle aux informations originales.**	
	Article 7 Directive d'application 2010/42	**Article 411-55**	
	1. Les États membres veillent à ce que les OPCVM absorbé et absorbeur fournissent les informations prévues par l'article 43, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE aux porteurs de parts sur papier ou sur un autre support durable. 2. Si les informations sont fournies à certains porteurs de parts ou à tous les porteurs de parts sur un support durable autre que le papier, les conditions suivantes doivent être remplies: a) le mode de transmission est adapté au contexte dans lequel sont ou seront conduites les relations entre le porteur de parts et l'OPCVM absorbé ou absorbeur ou, le cas échéant, la société de gestion concernée; b) le porteur de parts à qui l'information doit être fournie, après	**L'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant fournissent à leurs porteurs le document mentionné à l'article 411-53 sur papier ou sur un autre support durable au sens de l'article 314-26.** **Lorsque ces informations sont fournies sur un support durable autre que le papier, les conditions suivantes doivent être remplies :** **1° Le mode de transmission est adapté au contexte dans lequel sont ou seront conduites les relations entre le porteur et l'OPCVM absorbé ou l'OPCVM absorbant ou, le cas échéant, la société de gestion de portefeuille concernée ;** **2° Le porteur à qui l'information doit être fournie, après s'être vu proposer**	Il est proposé de renvoyer à la définition du support durable de l'article 314-26 du RGAMF qui correspond à la définition du support durable de la directive OPCVM (article 2-1 m).

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	s'être vu proposer le choix entre la fourniture de l'information sur papier ou sur cet autre support durable, opte formellement pour cet autre support. 3. Aux fins des paragraphes 1 et 2, la fourniture d'informations par voie électronique est considérée comme adaptée au contexte dans lequel sont ou seront conduites les affaires entre l'OPCVM absorbé ou absorbeur ou les sociétés de gestion concernées et le porteur de parts, s'il est prouvé que ce dernier a un accès régulier à l'internet. La fourniture par le porteur de parts d'une adresse électronique aux fins de la conduite de ces affaires est interprétée comme une preuve de cet accès régulier.	**le choix entre la fourniture de l'information sur papier ou sur cet autre support durable, opte formellement pour cet autre support.** **La fourniture d'informations par voie électronique est considérée comme adaptée au contexte dans lequel sont ou seront conduites les affaires entre l'OPCVM absorbé ou l'OPCVM absorbant ou les sociétés de gestion de portefeuille concernées et le porteur, s'il est démontré que ce dernier a un accès régulier à l'internet. La fourniture par le porteur d'une adresse électronique aux fins de la conduite de ces affaires est réputée satisfaire cette obligation.**	
Article 411-22 alinéa 1er	**Article 45 Directive UCITS IV cadre**	**Article 411-56**	
L'obligation de racheter ou d'émettre à tout moment les actions et parts peut prendre fin sur décision soit du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, soit de la société de gestion de portefeuille du FCP, au plus quinze jours avant la date prévue pour l'opération. Les statuts des SICAV résultant des opérations mentionnées à l'article 411-17 sont signés par leurs représentants légaux. Le règlement des FCP est établi par la société de gestion de portefeuille et le dépositaire.	1. Le droit des États membres prévoit que les porteurs de parts, tant de l'OPCVM absorbé que de l'OPCVM absorbeur, ont le droit d'exiger, sans frais autres que ceux retenus par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement, le rachat ou le remboursement de leurs parts ou, lorsque c'est possible, leur conversion en parts d'un autre OPCVM poursuivant une politique de placement similaire et géré par la même société de gestion ou par toute autre société avec laquelle la société de gestion est liée dans le	**Les porteurs de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant doivent obtenir, sans frais autres que ceux retenus par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement, le rachat ou le remboursement de leurs parts ou actions ou, si cela est possible, leur conversion en parts ou actions d'un autre OPCVM poursuivant une politique de placement similaire et géré par la même société de gestion de portefeuille ou par toute autre société de gestion de portefeuille**	La notion de « communauté de gestion » n'étant pas définie en droit français et susceptible d'être source de difficultés d'interprétation, il est proposé de transposer la partie de la phrase « *toute autre société avec laquelle la société de gestion de portefeuille est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte* » ainsi : « *toute autre société de gestion liée par une convention de délégation de gestion*

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Article 411-22 alinéa 2 Les porteurs disposent d'un délai de trois mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs parts ou actions. **Article 411-23** Les porteurs qui n'auraient pas droit, compte tenu de la parité d'échange, à un nombre entier de parts ou d'actions pourront obtenir le remboursement du rompu ou verser en espèces le complément nécessaire à l'attribution d'une action ou d'une part entière. Ces remboursements ou versements ne seront ni diminués ni majorés des frais et commissions de rachat ou de souscription.	cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte. Ce droit devient effectif au moment où les porteurs de parts de l'OPCVM absorbé et ceux de l'OPCVM absorbeur ont été informés de la fusion proposée conformément à l'article 43 et expire cinq jours ouvrables avant la date de calcul du ratio d'échange visée à l'article 47, paragraphe 1. 2. Sans préjudice du paragraphe 1, pour les fusions entre OPCVM et par dérogation à l'article 84, paragraphe 1, les États membres peuvent permettre aux autorités compétentes d'imposer ou d'autoriser la suspension temporaire de la souscription, du rachat ou du remboursement des parts, à condition qu'une telle suspension soit justifiée par le souci de protéger les porteurs de parts.	**liée par une convention de délégation de gestion financière, par une relation de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte .** **Ce droit devient effectif à compter de la date à laquelle les porteurs de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant ont été informés de la fusion proposée en application de l'article 411-53 et expire cinq jours ouvrables avant la date de calcul du ratio d'échange mentionnée à l'article 411-60.**	*financière, par une relation de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte* ». Le projet d'article 411-53 (voir plus haut) prévoit que les porteurs ou actionnaires doivent être informés du projet de fusion au moins trente jours avant la date ultime de demande de rachat. Le projet de code monétaire et financier ne prévoit pas que l'AMF ait le pouvoir de suspendre les souscriptions et les rachats. Il est donc proposé de ne pas transposer cette disposition.
	Article 5 Directive d'application 2010/42	**Article 411-57**	
	1. Les États membres veillent à ce qu'une version actualisée des informations clés pour l'investisseur de l'OPCVM absorbeur soit fournie aux porteurs de parts existants de l'OPCVM absorbé. 2. Les informations clés pour	**Une version à jour du document d'information clé pour l'investisseur, prenant en compte les modifications liées à la fusion projetée, est communiquée immédiatement aux porteurs de l'OPCVM absorbé et de l'OPCVM absorbant.**	Il ne semble pas exister de différences entre ces deux dispositions de la directive qu'il est donc proposé de fusionner.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'investisseur de l'OPCVM absorbeur sont fournies aux porteurs de parts existants de l'OPCVM absorbeur dès lors qu'elles ont été modifiées aux fins de la fusion proposée.		
	Article 6 Directive d'application 2010/42	**Article 411-58**	
	Entre la date où le document d'information prévu par l'article 43, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE est fourni aux porteurs de parts et la date où la fusion prend effet, le document d'information et le document d'informations clés pour l'investisseur actualisé de l'OPCVM absorbeur sont fournis à toute personne achetant ou souscrivant des parts de l'OPCVM absorbé ou absorbeur ou qui demande à recevoir le règlement du fonds, les documents constitutifs, le prospectus ou les informations clés pour l'investisseur de l'un ou l'autre OPCVM.	**Entre la date où le document mentionné à l'article 411-53 est fourni aux porteurs et la date de prise d'effet de la fusion, ledit document et le document d'information clé pour l'investisseur mis à jour de l'OPCVM absorbant sont fournis à toute personne achetant ou souscrivant des parts ou actions de l'OPCVM absorbé ou de l'OPCVM absorbant ou qui demande la communication du règlement, des statuts, du prospectus ou du document d'information clé pour l'investisseur de l'un des OPCVM concernés.**	
	Article 44 Directive UCITS IV cadre		
	Si le droit national des États membres exige l'approbation des fusions entre OPCVM par les porteurs de parts, les États membres veillent à ce que cette approbation ne nécessite pas plus de 75 % des votes exprimés par les porteurs de parts présents ou représentés à l'assemblée générale des porteurs de parts.		Le Livre II du comofi mis en consultation propose de ne pas transposer cette disposition car le droit interne est déjà conforme : code de commerce pour les SICAV et principe de pouvoir dévolu à la SGP pour les FCP.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Le premier alinéa ne porte pas préjudice à un éventuel quorum de présence prévu par le droit national. Les États membres n'imposent pas pour les fusions transfrontalières des exigences de quorum de présence plus strictes que pour les fusions nationales, ni n'imposent pour les fusions entre OPCVM des exigences de quorum de présence plus strictes que celles applicables aux fusions entre sociétés.		
	Article 47-2 Directive UCITS IV cadre	**Article 411-59**	
	2. La prise d'effet de la fusion est rendue publique par tous les moyens appropriés, selon les modalités prescrites par le droit de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbeur, et elle est notifiée aux autorités compétentes des États membres d'origine de l'OPCVM absorbeur et de l'OPCVM absorbé.	**Lorsque l'OPCVM absorbant est de droit français, la prise d'effet de la fusion est rendue publique sur un support durable, au sens de l'article 411-55, accessible au public et est communiquée aux porteurs des OPCVM concernés.** **L'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbant notifient la prise d'effet de la fusion à l'AMF et, le cas échéant, à l'autorité étrangère dont ils dépendent.**	Il est proposé que la publication de la fusion soit faite sur un support durable accessible au public et via l'information des porteurs de parts ou actionnaires des OPCVM concernés.
Article 411-21 alinéa 2 seconde phrase	**Article 47-1 et 3 Directive UCITS IV cadre**	**Article 411-60**	
Au plus tard dans les huit jours qui suivent la réalisation de l'opération, les contrôleurs légaux établissent un rapport complémentaire sur les conditions définitives de l'opération.	1. S'agissant des fusions nationales, le droit des États membres détermine la date à laquelle la fusion prend effet ainsi que la date de calcul du ratio d'échange des parts de l'OPCVM	**Lorsque l'OPCVM absorbant est de droit français :** **1° La fusion prend effet au moins trente jours après la date de sa**	Dans un objectif de simplicité, il est proposé de retenir les mêmes délais pour la fusion transfrontalière et la fusion nationale au sens de la directive.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Article 411-21 alinéa 3 L'opération est effectuée par les conseils d'administration ou les directoires des SICAV concernées, ou leurs mandataires, ainsi que, le cas échéant, par les sociétés de gestion des FCP, sous le contrôle des contrôleurs légaux respectifs des OPCVM concernés.	absorbé avec les parts de l'OPCVM absorbeur et, le cas échéant, celle de la détermination de la valeur nette d'inventaire appropriée pour les paiements en espèces. Pour les fusions transfrontalières, ces dates sont déterminées par le droit de l'État membre d'origine de l'OPCVM absorbeur. Les États membres veillent à ce que, le cas échéant, ces dates soient postérieures à l'approbation de la fusion par les porteurs de parts de l'OPCVM absorbeur ou de l'OPCVM absorbé. 3. Une fusion qui a pris effet conformément au paragraphe 1 ne peut être déclarée nulle et non avenue.	**publication effectuée en application de l'article 411-59.** **2° Le calcul du ratio d'échange des parts ou actions de l'OPCVM absorbé avec celles de l'OPCVM absorbant est effectué à la date à laquelle la fusion prend effet conformément au 1°.** **3° La valeur liquidative retenue pour les paiements en espèces est la dernière publiée avant la date à laquelle la fusion prend effet conformément au 1°.** **Une fusion ayant pris effet conformément au présent article ne peut être déclarée nulle et non avenue.**	
	Article 48-4 directive cadre	**Article 411-61**	
	4. Les États membres prévoient l'établissement d'une procédure par laquelle la société de gestion de l'OPCVM absorbeur confirme au dépositaire de l'OPCVM absorbeur que le transfert de l'actif et, le cas échéant, du passif, a été effectué. Si l'OPCVM absorbeur n'a pas désigné de société de gestion, il adresse cette confirmation au dépositaire de l'OPCVM absorbeur.	**Lorsque l'OPCVM absorbant est de droit français, il confirme à son dépositaire que le transfert de son actif et, le cas échéant, de son passif, a été effectué, sur un support durable au sens de l'article 314-26 le jour même où a lieu le transfert.**	La directive laisse aux Etats membres le soin de décrire la procédure : il est proposé de prévoir des modalités simples consistant en une confirmation sur un support durable le jour même du transfert.
	Article 39-6 Directive UCITS IV cadre	**Article 411-62**	
	6. Les États membres peuvent	**Lorsque l'OPCVM absorbant est de**	Il est proposé d'accorder cette dérogation dans la

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	accorder, conformément à l'article 57, paragraphe 1, deuxième alinéa, une dérogation aux articles 52 à 55 en faveur de l'OPCVM absorbeur. **Article 57-1 directive UCITS IV cadre** 1. Tout en veillant au respect du principe de la répartition des risques, les États membres peuvent permettre aux OPCVM nouvellement agréés de déroger aux articles 52 à 55 [*ratio de division des risques*] pendant une période de six mois suivant la date de leur agrément.	**droit français, il dispose d'un délai de six mois à compter de la prise d'effet de la fusion définie au 1° de l'article 411-60 pour se conformer aux *articles L. 214-xx à L. 214-xx* du code monétaire et financier.**	mesure où elle est accordée pour les créations d'OPCVM.
Article 411-21 alinéa 3 première phrase		**Article 411-63**	
Les créanciers des OPCVM participant à l'opération de fusion et dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion peuvent former opposition à celui-ci, pour les SICAV, dans le délai de trente jours à compter de la publication de l'avis dans un journal habilité à recevoir des annonces légales dans le département du siège social de la SICAV, et, pour les FCP, dans un délai de quinze jours avant la date prévue pour l'opération.		Les créanciers des OPCVM **de droit français** participant à ~~l'~~ **une** opération de fusion **régie par la présente sous-section** et dont la créance est antérieure à la publicité donnée ~~au projet de fusion~~ **à la prise d'effet de la fusion effectuée conformément à l'article 411-59** peuvent former opposition à **la fusion** ~~celui-ci, pour les SICAV, dans le délai de trente jours à compter de la publication de l'avis dans un journal habilité à recevoir des annonces légales dans le département du siège social de la SICAV, et, pour les FCP, dans un délai de quinze jours avant la date prévue pour l'opération~~ **dans un délai de trente jours à compter de cette publicité.**	Cette disposition actuelle du RGAMF crée un droit pour les créanciers des OPCVM inspiré du droit existant en droit commercial pour les SICAV. Il est proposé de maintenir cette disposition du RGAMF en la limitant aux fusions entre OPCVM coordonnés de droit français et en en simplifiant la procédure.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Sous-section 4 – Tenue du passif		**Sous-section 4 – Tenue du passif**	Projet de dispositif nouveau sur la tenue du passif.
		Article 411-64	
		La tenue du passif comprend les tâches : 1° De centralisation des ordres de souscription et de rachat de parts ou actions d'OPCVM ; 2° De tenue de compte émission d'OPCVM.	
		Article 411-65	
	Article 15 Directive 2010/43	I - Les tâches essentielles de la centralisation des ordres de souscription et de rachat sur parts ou actions d'OPCVM, en application des dispositions de l'article L. 214-3-1 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° Assurer la réception centralisée des ordres de souscription et de rachat et procéder à l'enregistrement correspondant ; 2° Contrôler le respect de la date et de l'heure limite de centralisation des ordres de souscription et de rachat mentionnées dans le prospectus ; 3° Communiquer en montant et/ou en nombre global de parts ou d'actions souscrites et rachetées le résultat de	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	1. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles prennent toutes les mesures raisonnables pour assurer la centralisation et l'enregistrement immédiats, dès réception, des ordres de souscription et de rachat d'OPCVM. 2. Cet enregistrement contient les informations suivantes: a) l'OPCVM concerné; b) la personne qui a donné ou transmis l'ordre; c) la personne qui a reçu l'ordre; d) la date et l'heure de l'ordre; e) les conditions et moyens de paiement; f) le type d'ordre; g) la date d'exécution de l'ordre; h) le nombre de parts souscrites ou rachetées; i) le prix de souscription ou de rachat de chaque part; j) la valeur totale de souscription ou de rachat des parts; k) la valeur brute de l'ordre, frais de souscription inclus, ou le montant net après déduction des frais de rachat;	la réception centralisée des ordres à l'OPCVM ; 4° Valoriser les ordres après avoir reçu de l'OPCVM l'information relative à la valeur liquidative de l'action ou de la part concernée. Afin de permettre au centralisateur de s'acquitter de ses tâches dans les meilleurs délais, l'OPCVM lui transmet l'information relative à la valeur liquidative de l'action ou de la part dès qu'elle est disponible ; 5° Communiquer les informations nécessaires à la création et à l'annulation des parts ou actions au teneur de compte émetteur ; 6° Communiquer les informations relatives au résultat du traitement des ordres à l'entité qui a transmis l'ordre au centralisateur et à l'OPCVM. II - L'enregistrement mentionné au 1° du I contient les informations suivantes : 1° L'OPCVM concerné ; 2° La personne qui a donné ou transmis l'ordre ; 3° La personne qui a reçu l'ordre ;	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		4° La date et l'heure de l'ordre ; 5° Les conditions et moyens de paiement ; 6° Le type d'ordre ; 7° La date d'exécution de l'ordre ; 8° Le nombre de parts souscrites ou rachetées ; 9° Le prix de souscription ou de rachat de chaque part ; 10° La valeur totale de souscription ou de rachat des parts ; 11° La valeur brute de l'ordre, frais de souscription inclus, ou le montant net après déduction des frais de rachat.	
		Article 411-66	
		L'entité en charge de la centralisation des ordres est désignée comme « centralisateur » dans le prospectus de l'OPCVM. Est désignée, le cas échéant, dans le prospectus toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation conformément aux dispositions de l'article 411-13-4.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		Article 411-67	
		I - Le centralisateur peut confier l'exercice des tâches de centralisation à : 1° Une des personnes mentionnées à l'article L. 214-3-1 du code monétaire et financier ainsi qu'à un prestataire de services d'investissement situé dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ; 2° Un intermédiaire habilité au sein de l'Espace économique européen pour exercer les tâches de centralisation au sens de l'article 411-13-2. II - Une convention est établie entre le centralisateur et l'entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation. Cette convention comprend au moins les clauses suivantes : 1° Les tâches essentielles de la centralisation telles que mentionnées à l'article 411-13-2 qui sont confiées à l'entité, notamment les modalités selon lesquelles les ordres de souscription et de rachat sont enregistrés ; 2° La nature des informations nécessaires à l'exercice par l'entité	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		des tâches qui lui sont confiées ainsi que les modalités de leur transmission par le centralisateur à l'entité, notamment celles relatives à la valeur liquidative de l'OPCVM ; 3° Les modalités de traitement d'un évènement affectant le processus de souscription et de rachat des parts ou actions d'OPCVM ; 4° La mention selon laquelle l'AMF doit pouvoir accéder de façon effective aux données relatives à la centralisation des ordres de souscription ou de rachat des parts ou actions de l'OPCVM ainsi qu'aux locaux professionnels de l'entité. Les modalités de résiliation de la convention, à l'initiative de l'une quelconque des parties, doivent permettre d'assurer la continuité et la qualité du service fourni. Tout changement de l'entité à laquelle des tâches de centralisation ont été confiées doit donner lieu à une information préalable par le centralisateur à l'OPCVM et, le cas échéant, à la société de gestion qui le représente et au dépositaire. Le centralisateur demeure	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		responsable de l'exercice des tâches de centralisation qu'il a confiées. Pour les OPCVM créés avant la date d'entrée en vigueur des articles 411-13-1 à 411-13-8, l'entité mentionnée dans le prospectus en charge de la centralisation des ordres est présumée agir par délégation de l'OPCVM.	
		Article 411-64	
		Un ordre de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM qui a été transmis au centralisateur ou à toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation est irrévocable à compter de la date et de l'heure limite de centralisation mentionnées dans le prospectus de l'OPCVM. Un ordre irrévocable de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM engage l'investisseur ainsi que l'entité ayant transmis cet ordre au centralisateur ou à toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation à payer ou livrer ces parts ou actions.	
		Article 411-69	
		Le terme « ordre direct » désigne l'ordre de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM qui est	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		directement transmis au centralisateur et dont l'acceptation par celui-ci est subordonnée à la conclusion d'une convention entre le centralisateur et l'OPCVM ou, le cas échéant, la société de gestion qui le représente, fixant les conditions d'acceptation et de dénouement des ordres directs. L'OPCVM ou la société de gestion qui le représente met en en œuvre un dispositif adapté de gestion des risques liés à l'acceptation et au dénouement de ces ordres.	
		Article 411-70	
		Les tâches de la tenue de compte émission sont les suivantes : 1° Effectuer de façon justifiée et traçable les enregistrements du nombre de titres correspondant à la création ou à la radiation des parts ou des actions, consécutifs à la centralisation des ordres de souscription et de rachat, et déterminer en conséquence le nombre de titres composant le capital de l'OPCVM ; le teneur de compte émetteur s'assure qu'un enregistrement correspondant, en comptabilité espèces, a bien été effectué à l'actif de l'OPCVM ; 2° Identifier les titulaires de parts ou	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		d'actions revêtant la forme nominative et comptabiliser, pour chaque titulaire, le nombre de parts ou actions détenues. Quand l'OPCVM n'est pas admis aux opérations du dépositaire central, il enregistre également, le cas échéant, le nombre de parts ou d'actions détenues sous la forme porteur auprès des teneurs de compte conservateurs directement inscrits en compte chez lui ; 3° Organiser le règlement et la livraison simultanés consécutifs à la création ou à la radiation de parts ou d'actions ; le teneur de compte émetteur organise également la livraison et, le cas échéant, le règlement consécutifs à tout autre transfert de parts ou d'actions. Lorsqu'un système de règlement et de livraison de titres est utilisé, il s'assure de l'existence de procédures adaptées ; 4° S'assurer que le nombre total de parts ou d'actions émises, à une date donnée, correspond au nombre de parts ou actions en circulation à la même date, revêtant la forme nominative et/ou porteur.	
	ANNEXE II Directive 2009/65	**Article 411-71**	
	Fonctions incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuille:	Article 411-13-8 - La tenue de compte émission relève de la gestion de	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Gestion de portefeuille. — Administration: a) services juridiques et de gestion comptable du fonds; b) demandes de renseignement des clients; c) évaluation du portefeuille et détermination de la valeur des parts (y compris les aspects fiscaux); d) contrôle du respect des dispositions réglementaires; e) tenue du registre des porteurs de parts; f) répartition des revenus; g) émissions et rachats de parts; h) dénouement des contrats (y compris envoi des certificats); i) enregistrement et conservation des opérations. — Commercialisation.	l'OPCVM. L'OPCVM ou, le cas échéant, la société de gestion qui le représente peut déléguer l'exécution des tâches décrites à l'article 411-13-7 de la tenue de compte émission à un prestataire de services d'investissement dans les conditions fixées aux 1° à 7° de l'article 313-77.	
		<u>Section 4 – Calcul du risque global</u>	Le risque global fait l'objet d'un sous-paragraphe 4 dans le paragraphe 5 règles d'investissement et d'engagement dans le code monétaire et financier. Dans la mesure où aucune règle d'investissement n'est prévue dans le RGAMF, il est proposé de nommer cette section « calcul du risque global ».
		Paragraphe 1 **Mesure du risque global des OPCVM sur les contrats financiers**	Traduction de « global exposure » par « risque global ».
		Conformément aux dispositions de l'article R. 214-17 du code monétaire et financier, au sens du présent	Ce Paragraphe n'a vocation à s'appliquer qu'aux OPCVM (pas aux portefeuilles individuels).

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		paragraphe sont assimilés à des contrats financiers les titres financiers éligibles et les instruments du marché monétaire comportant un contrat financier.	
		Sous-paragraphe 1 **Dispositions générales**	
	Article 41-2 directive d'application 2010/43/UE	**Article 411-72**	
	2. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles calculent le risque global des OPCVM au moins une fois par jour. **Box 1.1 CESR's Guidelines on Risk Measurement and the Calculation of Global Exposure and Counterparty Risk for UCITS, CESR/10-788** A UCITS must calculate its global exposure on at least a daily basis. The limits on global exposure must be complied with on an ongoing basis. Depending on the investment strategy being pursued a UCITS should, where necessary, also carry out intra-day calculations.	I. - La société de gestion de portefeuille calcule le risque global des OPCVM qu'elle gère au moins une fois par jour. Si cela est nécessaire et en fonction de la stratégie d'investissement de l'OPCVM, la société de gestion de portefeuille peut calculer le risque global de l'OPCVM plusieurs fois par jour. Les limites de risque global fixées sont respectées en permanence.	
	Article 41-1 directive d'application 2010/43/UE		
	1. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles calculent le risque global des OPCVM gérés visé à l'article 51, paragraphe 3, de la directive	II. - Le risque global des OPCVM est l'une ou l'autre des valeurs suivantes :	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	2009/65/CE comme étant l'une ou l'autre des valeurs suivantes: a) le total de l'exposition et du levier auquel l'OPCVM géré a recours via des instruments financiers dérivés, y compris les dérivés incorporés visés à l'article 51, paragraphe 3, quatrième alinéa, de la directive 2009/65/CE, qui ne peut dépasser la valeur d'inventaire nette totale de l'OPCVM. b) le risque de marché du portefeuille de l'OPCVM.	1° Le total de l'exposition et du levier auquel l'OPCVM géré a recours via des contrats financiers, qui ne peut dépasser l'actif net de l'OPCVM, 2° Le risque de marché du portefeuille de l'OPCVM tel que défini à l'article 311-XX.	
	Article 41-3 alinéa 1er directive d'application 2010/43/UE	**Article 411-73**	
	Les États membres peuvent autoriser les sociétés de gestion à calculer le risque global en utilisant la méthode du calcul de l'engagement, la méthode du calcul de la VAR (value-at-risk approach) ou toute autre méthode avancée de mesure du risque qui soit appropriée. **CESR's Guidelines on Risk Measurement and the Calculation of Global Exposure and Counterparty Risk for UCITS, CESR/10-788** **Box 1.2.** In accordance with Article 41 (3) of the Commission Directive 2010/43 implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council as regards organisational requirements, conflicts of interest,	I. - Afin de calculer le risque global de l'OPCVM qu'elle gère, la société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de l'engagement ou la méthode du calcul de la valeur en risque fixées par une instruction de l'AMF. Au sens du présent paragraphe, le terme « valeur en risque » désigne la mesure de la perte potentielle maximale compte tenu d'un niveau de confiance donné et sur une période donnée.	Il résulte de la box 1.2 CESR que seules les méthodes figurant dans les guidelines CESR sont acceptées, c'est-à-dire engagement et VaR. Il est donc proposé de ne pas transposer la partie « *ou toute autre méthode avancée de mesure du risque qui soit appropriée* »

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	conduct of business, risk management and content of the agreement between a depositary and a management company ("the implementing Directive"), a UCITS may consider appropriate for the calculation of global exposure only those methodologies on which CESR has published level 3 Guidelines.		
	Article 41-3 alinéa 2 directive d'application 2010/43/UE		
	Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles veillent à ce que la méthode qu'elles retiennent pour mesurer le risque global soit appropriée, compte tenu de la stratégie d'investissement de l'OPCVM et des types et de la complexité des instruments financiers dérivés employés, ainsi que de la part du portefeuille de l'OPCVM composée d'instruments financiers dérivés. **CESR's Guidelines on Risk Measurement and the Calculation of Global Exposure and Counterparty Risk for UCITS, CESR/10-788** **Box 1.3.** It is the responsibility of the UCITS to select an appropriate methodology to calculate global exposure. More specifically, the selection should be based on the self-assessment by the UCITS of its risk profile resulting from	II. - La société de gestion de portefeuille de l'OPCVM veille à ce que la méthode qu'elle retient pour mesurer le risque global soit appropriée, compte tenu du profil de risque découlant de la stratégie d'investissement de l'OPCVM, des types et de la complexité des contrats financiers conclus, ainsi que de la part du portefeuille de l'OPCVM composée de contrats financiers.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	its investment policy (including its use of financial derivative instruments).		
	CESR's Guidelines on Risk Measurement and the Calculation of Global Exposure and Counterparty Risk for UCITS, CESR/10-788		
	Box 1.4. A UCITS must use an advanced risk measurement methodology (supported by a stress testing program) such as the Value-at-Risk (VaR) approach to calculate global exposure where: (a) it engages in complex investment strategies which represent more than a negligible part of the UCITS' investment policy; (b) it has more than a negligible exposure to exotic derivatives; or (c) the commitment approach doesn't adequately capture the market risk of the portfolio.	III. - La société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de la valeur en risque dès lors que l'OPCVM qu'elle gère présente l'une des caractéristiques suivantes: d) l'OPCVM met en œuvre des stratégies d'investissement complexes représentant une proportion non négligeable de sa politique de placement, e) l'exposition de l'OPCVM aux contrats financiers non standards tels que fixés par une instruction de l'AMF est non négligeable, f) si les risques de marché tel que défini à l'article 311-XX encourus par l'OPCVM ne sont pas pris en compte de manière adéquate par la méthode du calcul de l'engagement. La méthode du calcul de la valeur en risque est complétée par un dispositif de tests de résistance.	Contrats financiers non standards pour dire « exotic ». Stress tests traduit par « tests de résistance ». Investment policy = politique de placement.
	Article 58 directive cadre 2009/65/CE Aux fins de la conformité avec l'article 51, paragraphe 3, l'OPCVM nourricier	IV. – L'OPCVM nourricier calcule son risque global lié aux contrats financiers en combinant son propre risque direct	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	calcule son risque global lié aux instruments financiers dérivés en combinant son propre risque direct au titre du premier alinéa, point b), avec : - soit le risque réel de l'OPCVM maître par rapport aux instruments financiers dérivés, en proportion des investissements de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître; ou - soit le risque potentiel maximal global de l'OPCVM maître par rapport aux instruments financiers dérivés prévu par le règlement ou les documents constitutifs de l'OPCVM maître, en proportion de l'investissement de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître.	au titre des contrats financiers conclus conformément à l'article L. 214-42 du code monétaire et financier avec: c) soit le risque réel de l'OPCVM maître par rapport aux contrats financiers, en proportion des investissements de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître; d) soit le risque potentiel maximal global de l'OPCVM maître par rapport aux contrats financiers prévu par le règlement ou les documents constitutifs de l'OPCVM maître, en proportion de l'investissement de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître.	
		Sous-paragraphe 2 **Méthode du calcul de l'engagement**	
	Article 42-1 directive 2010/43/UE	**Article 411-74**	
	1. Les États membres exigent que lorsque les sociétés de gestion utilisent la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global, elles l'utilisent également pour toutes les positions d'instruments financiers dérivés, y compris les dérivés incorporés visés à l'article 51, paragraphe 3, quatrième alinéa, de la directive 2009/65/CE, qu'elles soient utilisées dans le cadre de la politique	I. - Lorsque la société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global, elle l'utilise également pour toutes les positions sur contrats financiers qu'elles soient utilisées dans le cadre de la politique générale d'investissement de l'OPCVM, aux fins de la réduction des risques ou aux fins d'une gestion efficace du portefeuille, comme prévu à l'article R. 214-18 du	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	générale d'investissement de l'OPCVM, aux fins de la réduction des risques ou aux fins d'une gestion efficace du portefeuille, comme prévu à l'article 51, paragraphe 2, de ladite directive.	code monétaire et financier.	
	Article 41 2010/43/UE		
	4. Les États membres exigent que lorsqu'un OPCVM utilise, conformément à l'article 51, paragraphe 2, de la directive 2009/65/CE, des techniques et des instruments visant à renforcer leur levier ou leur exposition au risque de marché, y compris des **accords** de mise en pension ou des opérations de prêt-emprunt de titres, la société de gestion doit tenir compte de ces opérations lors du calcul du risque global Les accords de mise en pension et autres sont déjà pris en compte dans l'article qui transpose l'article 51 §2 de la directive 2009/65/CE	II. - Lorsqu'un OPCVM utilise des techniques et des instruments mentionnés à l'article R. 214-18 du code monétaire et financier, la société de gestion de portefeuille tient compte de ces opérations lors du calcul du risque global.	
	Article 42-2 directive d'application 2010/43/UE		
	2. Les États membres exigent que les sociétés de gestion qui utilisent la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global convertissent la position de chaque instrument financier dérivé en valeur de marché d'une position équivalente sur	III. - Le risque global d'un OPCVM calculé selon la méthode du calcul de l'engagement requiert la conversion de la position de chaque contrat financier en valeur de marché d'une position équivalente sur l'actif sous-jacent dudit contrat.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'actif sous-jacent de cet instrument dérivé (méthode standard du calcul de l'engagement). Les États membres peuvent autoriser les sociétés de gestion à utiliser d'autres méthodes de calcul qui soient équivalentes à la méthode standard du calcul de l'engagement.	Les étapes de calcul du risque global selon la méthode du calcul de l'engagement ainsi que les formules de conversion sont précisées par une instruction de l'AMF.	
	Article 42-3 directive d'application 2010/43/UE	**Article 411-75**	
	3. Les États membres peuvent autoriser les sociétés de gestion à tenir compte d'accords de compensation et de couverture lors du calcul du risque global, pour autant que ces accords ne fassent pas abstraction de risques flagrants et importants et qu'ils se traduisent par une réduction manifeste du risque.	I. - La société de gestion de portefeuille peut tenir compte de dispositions de compensation et de couverture à la condition que ces dispositions ne fassent pas abstraction de risques flagrants et importants et qu'elles se traduisent par une réduction manifeste du risque.	Niveau 3 CESR : 3. Member States may allow a management company to take account of netting and hedging arrangements when calculating global exposure, where these arrangements do not disregard obvious and material risks and result in a clear reduction in risk exposure. Ainsi Accord de compensation = netting arrangement. Toutefois le terme accord semble misleading, un accord désignant généralement un contrat. Il est suggéré d'utiliser des « dispositions de compensation et de couverture »
	CESR's Guidelines on Risk Measurement and the Calculation of Global Exposure and Counterparty Risk for UCITS, CESR/10-788		
	Box 5.2. Netting arrangements are defined as: combinations of trades on financial derivative instruments and/or security positions which refer to the same underlying asset, irrespective – in the case of financial derivative instruments – of the contracts' due	II. - 1° Une disposition de compensation constitue une combinaison de positions sur des contrats financiers ou de titres financiers sur un même sous-jacent quelle que soit leurs dates de maturité, et dont le seul but est d'éliminer totalement les risques liés à certaines	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	date; and where the trades on financial derivative instruments and/or security positions are concluded with the sole aim of eliminating the risks linked to positions taken through the other financial derivative instruments and/or security positions.	positions prises à travers d'autres contrats financiers ou titres financiers.	
	Box 5.3. Hedging arrangements are defined as: combinations of trades on financial derivative instruments and/or security positions which do not necessarily refer to the same underlying asset and where the trades on financial derivative instruments and/or security positions are concluded with the sole aim of offsetting risks linked to positions taken through the other financial derivative instruments and/or security positions.	2° Une disposition de couverture est une combinaison de positions sur des contrats financiers et/ou de titres financiers telle que : a) les sous-jacents ne sont pas forcément identiques, b) les positions sont conclues dans le seul but de compenser les risques liés aux positions prises à travers les autres contrats financiers ou titres financiers.	
	Box 6.1. A UCITS may net positions: […] • UCITS that invest primarily in interest rate derivatives may make use of specific duration netting rules in order to take into account the correlation between the maturity segments of the interest rate curve. **Box 7.** 1. The duration-netting rules cannot be used if it would lead to an incorrect assessment of the risk profile of the UCITS. […]	3° Un OPCVM ayant principalement conclu des contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts peut utiliser des règles spécifiques de compensation en duration, dont les modalités sont précisées par une instruction de l'AMF, afin de tenir compte des corrélations entre les instruments de différentes maturités de la courbe des taux. Les règles spécifiques de compensation en duration ne peuvent pas être utilisées si elles conduisent à une évaluation incorrecte du profil de risque de l'OPCVM.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Box7. 4. A UCITS making use of the duration-netting rules, which are optional, can still make use of the hedging framework further to Box 8. However, only the interest rate derivatives which are not included in hedging arrangements can still make use of duration-netting rules.	Un OPCVM ayant recours aux règles spécifiques de compensation en duration pour ses contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts peut prendre en considération des dispositions de couverture. Toutefois, seuls les contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts non pris en compte dans une disposition de couverture peuvent utiliser ces règles de compensation spécifiques.	
	Article 42-4 directive d'application 2010/43/UE	**Article 411-76**	
	4. Lorsque l'utilisation d'instruments financiers dérivés ne crée pas d'exposition supplémentaire pour l'OPCVM, il n'est pas nécessaire d'inclure l'exposition sous-jacente dans le calcul de l'engagement. **Box 3** 1. A financial derivative instrument is not taken into account when calculating the commitment if it fulfils all of the following characteristics: (a) It swaps the performance of financial assets held in the UCITS portfolios for the performance of other reference financial assets; (b) It totally offsets the market risk of the swapped assets held in the UCITS portfolio so that the UCITS performance	I. - 1° Lorsque l'utilisation de contrats financiers ne crée pas d'exposition supplémentaire pour l'OPCVM et qu'il répond aux conditions suivantes, il n'est pas nécessaire d'inclure l'exposition sous-jacente dans le calcul de l'engagement : *c)* Il a pour objet d'échanger la performance de tout ou partie de l'actif de l'OPCVM avec la performance d'autres instruments financiers de référence ; *d)* Il supprime totalement le risque de marché des actifs faisant l'objet de l'échange. La performance de l'OPCVM ne	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	(e.g. performance of the net asset value) does not depend on the performance of the swapped assets; and (c) It includes neither additional optional features, nor leverage clauses nor other additional risks as compared to a direct holding of the reference financial assets.	dépend plus de la performance des actifs faisant l'objet de l'échange ; *e)* Il ne comporte pas de composante optionnelle et n'inclut ni levier ni tout autre risque additionnel par rapport à un investissement direct dans les actifs de référence.	
	Box 4 1. A financial derivative instrument is not taken into account when calculating the commitment if it meets both of the following conditions: (a) The combined holding by the UCITS of a financial derivative instrument relating to a financial asset and cash which is invested in risk free assets is equivalent to holding a cash position in the given financial asset. (b) The financial derivative instrument is not considered to generate any incremental exposure and leverage or market risk.	2° Un contrat financier n'est pas pris en compte dans le calcul du risque global par la méthode du calcul de l'engagement lorsqu'il respecte les critères suivants : a) la combinaison du contrat financier et d'un montant d'espèces investi dans des actifs rémunérés au taux sans risque permet d'obtenir une exposition identique à celle obtenue par l'intermédiaire de contrats financiers au comptant ; b) il ne génère pas d'exposition supplémentaire, de levier et n'ajoute aucun risque de marché tel que défini à l'article 311-XX.	
	Article 42-5 directive 2010/43/UE		
	5. Lorsque la méthode du calcul de l'engagement est utilisée, il n'est pas nécessaire d'inclure dans le calcul du risque global les accords d'emprunt	3° Lorsque la méthode du calcul de l'engagement est utilisée, il n'est pas nécessaire d'inclure dans le calcul du risque global les accords temporaires	Mesure qui concerne les emprunts d'espèces. Les dispositions relatives aux OPCVM ARIA prévoiront : *En revanche les OPCVM à règles d'investissement*

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	temporaire conclus pour le compte de l'OPCVM conformément à l'article 83 de la directive 2009/65/CE.	d'emprunt d'espèces conclus pour le compte de l'OPCVM conformément à l'article R. 214-25 du code monétaire et financier	*allégées à effet de levier tiennent compte de ces accords temporaires d'emprunt d'espèces dans le calcul du risque global.* Mesure existante dans la version précédente 411-44-2 traitant des ARIA EL.
		Sous-paragraphe 3 **Méthode du calcul de la valeur en risque**	
	CESR's Guidelines on Risk Measurement and the Calculation of Global Exposure and Counterparty Risk for UCITS, CESR/10-788	**Article 411-77**	
	Box 10 1. A global exposure calculation using the VaR approach should consider all the positions of the UCITS portfolio. 2. A UCITS should always set the maximum VaR limit according to its defined risk profile.	I. Le risque global d'un OPCVM calculé selon la méthode du calcul de la valeur en risque porte sur toutes les positions en portefeuille. La valeur en risque maximale d'un OPCVM est fixée par la société de gestion de portefeuille en fonction de la définition de son profil de risque.	
	Box 15 2. The calculation of the absolute and relative VaR should be carried out in accordance with the following parameters: (a) one-tailed confidence interval of 99 %; (b) holding period equivalent to 1 month (20 business days); (c) effective observation period (history) of risk factors of at least 1 year (250 business days) unless a shorter	II. - La valeur en risque d'un OPCVM est entendue sur une période de 20 jours ouvrables avec un seuil de confiance à 99%. La période d'observation effective des facteurs de risque est d'au moins 250 jours ouvrables. En cas d'augmentation significative de la volatilité des prix, la valeur en risque doit être calculée sur une période d'observation plus courte. L'échantillon de données utilisé pour le calcul est mis à jour au moins tous les	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	observation period is justified by a significant increase in price volatility (for instance extreme market conditions); (d) quarterly data set updates, or more frequent when market prices are subject to material changes; (e) at least daily calculation.	trimestres, ou plus fréquemment si les prix de marché sont sujets à des changements matériels. Une Instruction de l'AMF précise les conditions dans lesquelles il peut être dérogé au présent II. Le calcul de la valeur en risque est réalisé au moins quotidiennement.	
	Box 11	**Article 411-78**	
	1. For the purpose of calculating global exposure the UCITS can use the relative VaR approach or the absolute VaR approach as laid down hereafter. 2. The UCITS is responsible for deciding which VaR approach is the most appropriate methodology given the risk profile and investment strategy of the UCITS. 3. The UCITS should be able to demonstrate that the VaR approach it uses is appropriate. The decision and its underlying assumptions should be fully documented. 4. As a general rule, there must be consistency in the choice of the type of VaR used for the calculation of the global exposure. **Box 17** 1. The choice of the appropriate model remains the responsibility of the UCITS. When selecting the VaR model, the UCITS should ensure that the model is appropriate with regard to the investment strategy being pursued and	I. - Afin de calculer le risque global selon la méthode du calcul de la valeur en risque, la société de gestion de portefeuille détermine de la méthode la plus appropriée entre valeur en risque relative et valeur en risque absolue compte-tenu du profil de risque de l'OPCVM, du type et de la complexité des instruments financiers employés et de la stratégie d'investissement. La société de gestion de portefeuille est en mesure de démontrer que la méthode de valeur en risque utilisée est la plus appropriée ~~à travers~~ **au moyen d'**une documentation complète	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	the types and complexity of the financial instruments used.	détaillant décisions et hypothèses.	
	Box 12 1. Under the relative VaR approach the global exposure of the UCITS is calculated as follows: - Calculate the VaR of the UCITS' current portfolio (which includes derivatives); - Calculate the VaR of a reference portfolio; - Check that the VaR of the UCITS portfolio is not greater than twice the VaR of the reference portfolio in order to ensure a limitation of the global leverage ratio of the UCITS to 2. This limit can be presented as follows: (VaR UCITS- VaR Reference Portfolio)/ VaR Reference Portfolio ×100 ≤100%.	II. - 1° Le risque global d'un OPCVM selon la méthode du calcul de la valeur en risque relative est égale au rapport de la valeur en risque de l'actif de l'OPCVM et de la valeur en risque d'un portefeuille de référence défini par une instruction de l'AMF, moins un, multiplié par l'actif net de l'OPCVM.	
	Box 13 1. The absolute VaR approach limits the maximum VaR that a UCITS can have relative to its Net Asset Value (NAV). **Box 15** 1. The absolute VaR of a UCITS cannot be greater than 20% of its NAV.	2° L'approche de valeur en risque absolue d'un OPCVM limite la valeur en risque maximum qu'il peut atteindre à 20% de la valeur de marché de son actif net.	Les dispositions suivantes seront reprises dans la partie OPCVM non coordonnés. [*3° Lorsque l'OPCVM relève des articles R. 214-83 à R. 214-55 du code monétaire et financier, la valeur en risque maximum qu'il peut atteindre est limitée à 30% de la valeur de marché de son actif net.]* Pour les ARIA EL : $VaR(95\%,5\,jours) = 10\%$ Cependant la norme dans les recommandations CESR est la VaR avec un intervalle de confiance à 99% avec un horizon à 1 mois (20 jours ouvrables). Un seuil à 30% pourrait être utilisé dans ces conditions pour les OPCVM ARIA EL.
	CESR's Guidelines on Risk Measurement and the Calculation of Global Exposure and Counterparty	**Article 411-79**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Risk for UCITS, CESR/10-788		
	Box 18 1. A UCITS should monitor the accuracy and performance its VaR model (i.e. prediction capacity of risk estimates), by conducting a back testing program. **Box 19** 1. Each UCITS using the VaR approach should conduct a rigorous, comprehensive and risk adequate stress testing program in accordance with the qualitative and quantitative requirements set out below. **Box 23** 2. UCITS should supplement the VaR / Stress Testing framework, where appropriate by taking into account the risk profile and the investment strategy being pursued, with other risk measurement methods.	La société de gestion de portefeuille met en place : 1° Un dispositif de conservation et d'analyses *a posteriori* des résultats des calculs effectués, afin de surveiller la précision et la performance du modèle de valeur en risque ; 2° Un dispositif de tests de résistance rigoureux, complet et adapté au profil de risque de l'OPCVM permettant de simuler le comportement de l'OPCVM dans des situations de crise. 3° Lorsque le profil de risque et la stratégie d'investissement le demandent, des outils et méthodes de gestion des risques adaptés au profil de risque et à la stratégie d'investissement de l'OPCVM en complément des dispositifs mentionnés aux 1° et 2°.	Les termes « back-test » et « stress-test » sont remplacés dans le RGAMF par respectivement « dispositif de conservation et d'analyses » et « tests de résistance ».
	Box 29	**Article 411-80**	
	2. Structured UCITS which comply in full with the following criteria: a) the UCITS is passively managed and structured to achieve at maturity the pre-defined payoff and holds at all times the assets needed to ensure that this pre-defined payoff will be met;	I. - Le risque global d'un OPCVM à formule est mesuré par la méthode du calcul de l'engagement ou par la méthode de la valeur en risque. Si l'OPCVM à formule répond à toutes les conditions suivantes, il peut appliquer des règles spécifiques, fixées	Le a) est transposé dans le décret.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		par une instruction de l'AMF, dans le calcul du risque global par la méthode du calcul de l'engagement :	
	b) the UCITS is formula based and the pre-defined payoff can be divided into a limited number of separate scenarios which are dependent on the value of the underlying assets and which offer investors different payoffs;	1° Les rémunérations à fournir aux investisseurs reposent sur une formule de calcul dont les résultats possibles prédéfinis peuvent être divisés en un nombre fini de scénarios qui dépendent de la valeur des actifs sous-jacents. Chaque scénario offre aux investisseurs un résultat différent. ;	
	c) the investor can only be exposed to one payoff profile at any time during the life of the UCITS;	2° L'investisseur ne peut être exposé qu'à un seul résultat à la fois à tout moment de la vie de l'OPCVM ;	
	d) the use of the commitment approach to calculate global exposure for the individual scenarios is appropriate taking into account the requirements of Box 1 of the Guidelines;	3° L'utilisation de la méthode du calcul de l'engagement pour mesurer le risque global sur chaque scénario individuel est appropriée, conformément aux dispositions de l'article XXXX-2. ;	
	e) the UCITS has a final maturity not exceeding 9 years;	4° La maturité finale de l'OPCVM n'excède pas 9 ans, à compter de la fin de la période de commercialisation ;	
	f) the UCITS does not accept new subscriptions from the public after the initial marketing period;	5° L'OPCVM ~~**ne doit pas**~~ n'accepte~~r~~ pas des nouvelles souscriptions du public après la période de commercialisation initiale ;	
	g) the maximum loss the UCITS can suffer when the portfolio switches from one payoff profile to another must be	6° La perte maximale que l'OPCVM peut subir lors du passage d'un scénario à un autre est limitée à 100%	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	limited to 100% of the initial offer price; and h) the impact of the performance of a single underlying asset on the payoff profile when the UCITS switches from one scenario to another complies with the diversification requirements of the UCITS Directive based on the initial net asset value of the UCITS.	de la valeur initiale de l'actif net ; 7° L'impact de chaque actif sous jacent sur le profil de rémunérations à fournir aux investisseurs, à une date donnée, due au passage d'un scénario à un autre respecte les règles de diversification mentionnées à l'article R. 214-XX.	
		Sous-paragraphe 4 – Entrée en vigueur	
	Box 29	**Article 411-81**	
	3. Structured UCITS which satisfy the criteria set out in paragraph 2 (a) – (d) and which were authorised before 1 July 2011 are not required to comply with Boxes 1 to 25 of these Guidelines provided they comply with any rules set by their home State competent authority for the calculation of global exposure. Explanatory text 100. Structured UCITS authorised prior to the implementation of the CESR Guidelines on Risk Measurement and which satisfy the criteria in paragraph 2(a)-(d) of Box 29 do not need to comply with Boxes 1 to 25 of these Guidelines. This is due to the fact that the criteria in Box 29 were not in place when these UCITS where	Les OPCVM à formule existant à la date d'entrée en vigueur du décret n°xxx du xxx qui satisfont aux critères 1 à 4 de l'article 313-61-xx peuvent rester soumis aux dispositions de l'article R. 214-27 dans sa rédaction antérieure au décret sous réserve que la formule reste inchangée.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	launched and if the UCITS portfolio were adjusted to comply with the new Guidelines, this would affect the pre-defined payoff to investors at maturity. This would not be in the best interests of investors as they invested in the UCITS on the basis of the pre-defined payoff. While these existing structured UCITS may continue to accept new subscriptions they cannot actively market their units. Structured UCITS can only benefit from this grandfathering provision using their current payoff profile, where a UCITS makes any changes to the derivative which results in a new payoff profile or scenario it must comply in full with the Guidelines.		
		Paragraphe 2 **Risque de contrepartie et concentration des émetteurs**	
	Article 43 Directive 2010/43	**Article 411-82**	
	1. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles veillent à ce que le risque de contrepartie résultant d'un instrument financier dérivé négocié de gré à gré soit soumis aux limites énoncées à l'article 52 de la	1° La société de gestion de portefeuille veille à ce que le risque de contrepartie de l'OPCVM tel que défini à l'article 311-60 résultant d'un contrat financier négocié de gré à gré soit soumis aux limites prévues à l'article R. 214-24 du	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	directive 2009/65/CE. 2. Lors du calcul de l'exposition de l'OPCVM à une contrepartie dans le respect des limites prévues à l'article 52, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE, les sociétés de gestion utilisent la valeur positive de l'évaluation au prix du marché (*mark-to-market*) du contrat dérivé de gré à gré conclu avec cette contrepartie. Les sociétés de gestion peuvent se baser sur la position nette des instruments dérivés d'un OPCVM par rapport à une contrepartie donnée, pour autant qu'elles disposent des moyens légaux de faire respecter pour le compte de l'OPCVM les accords de compensation conclus avec cette contrepartie. La position nette ne peut être utilisée que pour les instruments dérivés négociés de gré à gré auxquels l'OPCVM est exposé pour une contrepartie donnée, et non pour d'autres expositions de l'OPCVM par rapport à cette contrepartie. 3. Les États membres peuvent autoriser les sociétés de gestion à réduire	code monétaire et financier. 2° Lors du calcul de l'exposition de l'OPCVM à une contrepartie dans le respect des limites prévues au I de l'article R. 214-20 du code monétaire et financier, la société de gestion de portefeuille utilise la valeur positive de l'évaluation au prix du marché (*mark-to-market*) du contrat financier négocié de gré à gré conclu avec cette contrepartie. La société de gestion de portefeuille peut se baser sur la position nette des contrats financiers d'un OPCVM par rapport à une contrepartie donnée, si elle dispose des facultés prévues à l'article L. 211-36-1 du code monétaire et financier ou de dispositions étrangères équivalentes aux fins de faire respecter pour le compte de l'OPCVM les accords de compensation conclus avec cette contrepartie. La position nette ne peut être utilisée que pour les contrats financiers négociés de gré à gré auxquels l'OPCVM est exposé pour une contrepartie donnée, et non pour d'autres expositions de l'OPCVM par rapport à cette contrepartie. 3° La société de gestion de portefeuille peut réduire l'exposition d'un OPCVM à	A la demande des professionnels, l'article R. 214-16 du code monétaire et financier imposant la conclusion d'une convention-cadre mentionnée à l'article L. 211-36 et L. 211-36-1 a été réintégré : les facultés prévues à ces articles devraient donc obligatoirement prévues. Il est proposé de faire référence à l'article L. 211-36-1 du comofi qui fixe les modalités de résiliation,

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'exposition d'un OPCVM à la contrepartie d'une transaction portant sur un instrument dérivé négocié de gré à gré par la réception d'une garantie. Cette garantie doit être suffisamment liquide pour pouvoir être réalisée rapidement à un prix proche de celui auquel elle a été estimée avant sa réalisation. 4. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles tiennent compte de la garantie lors du calcul de l'exposition au risque de contrepartie tel que visé à l'article 52, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE lorsque la société de gestion fournit, pour le compte de l'OPCVM, une garantie à la contrepartie d'une transaction portant sur un instrument dérivé négocié de gré à gré. La garantie ne peut être prise en compte sur une base nette que si la société de gestion dispose de moyens légaux pour faire respecter les accords de compensation avec cette contrepartie pour le compte de l'OPCVM. 5. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles se fondent sur l'exposition sous-jacente qui résulte de l'utilisation d'instruments financiers dérivés conformément à la méthode du calcul de l'engagement, en vue du respect des limites de concentration par type d'émetteur visées à l'article 52 de	la contrepartie d'une opération portant sur un contrat financier négocié de gré à gré par la constitution d'une garantie au bénéfice de l'OPCVM. Cette garantie doit être suffisamment liquide pour pouvoir être réalisée rapidement à un prix proche de celui auquel elle a été estimée avant sa réalisation. 4° La société de gestion de portefeuille tient compte de la garantie lors du calcul de l'exposition au risque de contrepartie tel que mentionné à l'article 52, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE lorsqu'elle fournit, pour le compte de l'OPCVM, une garantie à la contrepartie d'une transaction portant sur un contrat financier négocié de gré à gré. La garantie ne peut être prise en compte sur une base nette que si la société de gestion de portefeuille dispose de moyens législatifs et règlementaires pour faire respecter les accords de compensation avec cette contrepartie pour le compte de l'OPCVM. 5° La société de gestion de portefeuille se fonde sur l'exposition sous-jacente qui résulte de l'utilisation de contrats financiers négociés de gré à gré conformément à la méthode du calcul de l'engagement, en vue du respect des limites de concentration par type d'émetteur mentionnées à l'article 52 de	d'évaluation et de compensation des obligations financières.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	la directive 2009/65/CE. 6. En ce qui concerne l'exposition résultant de transactions sur des instruments dérivés négociés de gré à gré visée à l'article 52, paragraphe 2, de la directive 2009/65/CE, les États membres exigent que les sociétés de gestion incluent dans le calcul toute exposition au risque de contrepartie de tels instruments.	la directive 2009/65/CE. 6° Pour l'exposition résultant de transactions sur des contrats financiers négociés de gré à gré mentionnée à l'article 52, paragraphe 2, de la directive 2009/65/CE, la société de gestion de portefeuille inclue dans le calcul toute exposition au risque de contrepartie de tels contrats.	
	CESR's Guidelines on Risk Measurement and the Calculation of Global Exposure and Counterparty Risk for UCITS BOX 26	**Article 411-82-1**	
	Collateral may be used to reduce counterparty risk exposure provided it complies with the following set of high-level principles at all times:	Les actifs reçus en garantie par l'OPCVM dans le cadre de la réduction de son risque de contrepartie résultant d'un contrat financier conformément à l'article 411-82 respectent à tout moment les principes suivants :	
	• Liquidity – any collateral posted must be sufficiently liquid in order that it can be sold quickly at a robust price that is close to pre-sale valuation. Collateral should normally trade in a highly liquid marketplace with transparent pricing. Additionally collateral with a short settlement cycles is preferable to a long settlement cycles as assets can be converted into cash more quickly.	1° tout actif reçu en garantie doit être suffisamment liquide et doit pouvoir être vendu à tout moment et au prix auquel il a été évalué préalablement à la vente. Les actifs reçus en garantie sont négociés sur un marché hautement liquide et disposent d'un prix transparent.	
	• Valuation – collateral must be capable of being valued on at least a daily basis	2° les actifs reçus en garantie sont évalués au moins une fois par jour.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	and the possibility of 'stale prices' should not be allowed. An inability to value collateral through independent means would clearly place the UCITS at risk, and this would also apply to 'mark to model' valuations and assets that are thinly traded.	L'incapacité d'évaluer indépendamment les actifs reçus en garantie mettrait clairement l'OPCVM en risque, notamment si l'évaluation est basée sur un modèle et si ces actifs sont peu liquides.	
	2. UCITS may disregard the counterparty risk on condition that the value of the collateral, valued at market price and taking into account appropriate discounts, exceeds the value of the amount exposed to risk at any given time.	Lorsque cela approprié, l'OPCVM applique une décote adéquate à la valeur de marché des actifs reçus en garantie.	
	3. For the valuation of collateral presenting a significant risk of value fluctuation, a UCITS should apply prudent discount rates.	En outre, lorsque ces actifs présentent un risque significatif de volatilité, l'OPCVM applique des décotes particulièrement prudentes.	
	• Issuer credit quality – as collateral provides secondary recourse, the credit quality of the collateral issuer is important. This may involve the use of haircuts in the event of a less than 'very high grade' credit rating. It should be reasonable to accept collateral on assets that exhibit higher price volatility once suitably conservative haircuts are in place.	3° la qualité de crédit de l'émetteur est un critère important d'appréciation de l'éligibilité des actifs reçus en garantie. Des décotes appropriées sont appliquées à la valeur de marché des actifs reçus en garantie lorsque l'émetteur n'est pas de haute qualité de crédit.	
	• Correlation – Correlation between the OTC counterparty and the collateral received must be avoided.	4° toute corrélation entre la contrepartie et les actifs reçus en garantie pour réduire l'exposition de l'OPCVM à cette contrepartie doit être évitée.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	• Collateral diversification (asset concentration) – there is an obvious risk if collateral is highly concentrated in one issue, sector or country.	5° une forte concentration des actifs reçus en garantie sur un même émetteur, un même secteur ou un même pays engendrent un risque évident pour l'OPCVM.	
	• Operational and legal risks – collateral management is a highly complex activity. As such, the existence of appropriate systems, operational capabilities and legal expertise is critical.	6° La société de gestion dispose de moyens techniques et humains appropriés, notamment en ce qui concerne les systèmes opérationnels et l'expertise juridique afin de gérer d'une manière efficace les garanties.	
	• Collateral must be held by a third party custodian which is subject to prudential supervision, and which is either unrelated to the provider or is legally secured from the consequences of a failure of a related party.	7° Les actifs reçus en garantie sont conservés par le dépositaire qui doit être indépendant de la contrepartie des transactions de gré à gré ou juridiquement protégé en cas de défaillance de cette contrepartie.	
	• Collateral must be fully enforced by the UCITS at any time without reference to or approval from the counterparty.	8° Les garanties doivent pouvoir être réalisées à tout moment par l'OPCVM et sans information ni approbation de la contrepartie.	
	• Non-cash collateral cannot be sold, re-invested or pledged.	9° Les actifs reçus en garantie - hormis les espèces - ne peuvent pas être vendus, réinvestis, prêtés ou remis en garantie.	
	• Cash collateral can only be invested in risk-free assets.	10° Les actifs reçus en garantie sous forme d'espèces ne peuvent être investis que dans des actifs non risqués.	
	CESR's Guidelines on Risk Measurement and the Calculation of Global Exposure and Counterparty	**Article 411-83**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Risk for UCITS **BOX 27**		
	1. According to Article 52(1) of the UCITS Directive the risk exposure of a UCITS to a counterparty to an OTC derivative may not exceed 5% of assets. This limit is raised to 10% in the case of credit institutions. The following exposure must also be calculated within the OTC counterparty limits specified in Article 52(1): □ Initial margin posted to and variation margin receivable from a broker relating to exchange-traded or OTC derivatives which is not protected by client money rules or other similar arrangements to protect the UCITS against the insolvency of the broker.	I. - Afin de calculer le risque de contrepartie mentionné à l'article R. 214-24 du code monétaire financier, l'OPCVM prend en compte les garanties constituées auprès d'un prestataire de services d'investissement et leurs variations subséquentes, relatives aux contrats financiers conclus sur un marché mentionné aux a) b) ou c) de l'article R. 214-11 du code monétaire financier ou négociés de gré à gré, qui ne sont pas protégées par des règles de protection des avoirs des clients ou d'autres règles similaires permettant de garantir la protection de l'OPCVM contre les risques de faillite du prestataire de services d'investissement.	En droit français, il s'agit des règles relatives aux obligations financières (art. L. 211-36 et suivants du comofi).
	2. The following exposure must also be included when calculating the issuer concentration limit of 20% specified in Article 52(2): □ Any net exposure to a counterparty generated through a stock-lending or repurchase agreement, net exposure being understood as the amount receivable by the UCITS less any collateral provided to the UCITS. Exposures created through the reinvestment of collateral must also be taken into account in the issuer-	II. - Afin de calculer les limites mentionnées au III de l'article R. 214-20 code monétaire et financier, l'OPCVM prend en compte le risque net auquel il est exposé au titre des opérations mentionnées au R. 214-18 sur une même contrepartie. Le risque net est égal au montant récupérable par l'OPCVM, diminué, le cas échéant, des garanties constituées au profit de l'OPCVM. Le risque créé par la réutilisation des garanties constituées au profit de	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	concentration calculations.	l'OPCVM doit également être pris en compte dans le calcul du ratio émetteur.	
	3. When calculating exposure for the purposes of Article 52 of the UCITS Directive a UCITS must establish whether its exposure is to an OTC counterparty, a broker or a clearing house.	III. - Afin de calculer les limites mentionnées aux articles R. 214-20 et R. 214-24 du code monétaire et financier, l'OPCVM doit déterminer si la contrepartie sur laquelle il est exposé est un prestataire de services d'investissement, une chambre de compensation ou une autre entité dans le cadre d'un contrat financier de gré à gré.	Ce point sera explicité dès stabilisation des dispositions du RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur les produits dérivés négociés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux.
	4. Position exposure to the underlying assets of financial derivative instruments (including embedded financial derivative instruments) in transferable securities such as money market instruments or collective investment undertakings, combined where relevant with positions resulting from direct investments, may not exceed the limits set out in Articles 52 and 55.	IV. - Les limites fixées aux articles R. 214-20, R. 214-22 et R. 214-24 du code monétaire et financier prennent en compte l'exposition liée aux actifs sous-jacents aux contrats financiers, y compris les contrats financiers incorporés, portant sur des instruments financiers éligibles ou sur des instruments du marché monétaire.	
	5. When calculating issuer-concentration risk, the financial derivative instrument (including embedded financial derivative instruments) must be looked through in determining the resultant position exposure. This position exposure must be taken into account in the issuer concentration	V. - Lorsque l'OPCVM calcule les limites de concentration par type d'émetteur, les sous-jacents des contrats financiers, y compris dans le cas de contrats financiers incorporés, doivent être pris en compte afin de déterminer les expositions à un émetteur donné qui résultent de ces positions. L'exposition liée à une position doit être	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	calculations. It must be calculated using the commitment approach when appropriate or the maximum potential loss as a result of default by the issuer if more conservative. It must also be calculated by all UCITS, regardless of whether they use VaR for global exposure purposes.	pris en compte dans le calcul des limites de concentration par type d'émetteur. Elle doit être calculée en utilisant la méthode de calcul de l'engagement lorsque cela est approprié. La mesure de la perte maximale potentielle liée au **défaut** de l'émetteur est prise compte quand elle donne un résultat plus conservateur. Les dispositions de ce présent article s'applique à tout OPCVM, que celui-ci utilise ou non la méthode de calcul de la valeur en risque (VAR) afin de calculer le risque global.	.
	6. This provision does not apply in the case of index-based financial derivative instruments provided the underlying index is one which meets with the criteria set out in Article 53(1).	Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux contrats financiers fondés sur un indice répondant aux critères de l'article R. 214-27 du code monétaire et financier.	
		Paragraphe 3 **Procédure pour l'évaluation des contrats financiers négociés de gré à gré**	
	Article 44 Directive d'application 2010/43	**Article 411-84**	
	1. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles veillent à ce que les expositions fassent l'objet d'évaluations à la juste valeur qui ne reposent pas uniquement sur des	I. - La société de gestion de portefeuille veille à ce que les expositions fassent l'objet d'évaluations à la juste valeur qui ne reposent pas uniquement sur des cotations du marché effectuées par les	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	cotations du marché effectuées par les contreparties aux transactions sur les instruments dérivés négociés de gré à gré et qui respectent les critères fixés à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 2007/16/CE. 2. Aux fins du paragraphe 1, les sociétés de gestion établissent, mettent en œuvre et gardent opérationnelles des modalités et des procédures assurant une évaluation adéquate, transparente et juste de l'exposition des OPCVM aux instruments dérivés négociés de gré à gré. Les États membres exigent des sociétés de gestion qu'elles veillent à ce que l'évaluation de la juste valeur des instruments dérivés négociés de gré à gré soit appropriée, précise et indépendante. Les modalités et les procédures d'évaluation doivent être appropriées et proportionnées à la nature et à la complexité des instruments dérivés négociés de gré à gré concernés. Les sociétés de gestion respectent les exigences formulées à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 23, paragraphe 4, deuxième alinéa, lorsque les modalités et les procédures d'évaluation d'instruments dérivés négociés de gré à gré impliquent	contreparties aux transactions sur les contrats financiers négociés de gré à gré et qui respectent les critères fixés à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 2007/16/CE. II. - Pour l'application du I, la société de gestion de portefeuille établit, met en œuvre et maintient opérationnelles des modalités et des procédures assurant une évaluation adéquate, transparente et juste de l'exposition des OPCVM aux contrats financiers négociés de gré à gré. La société de gestion de portefeuille veille à ce que l'évaluation de la juste valeur des contrats financiers négociés de gré à gré soit appropriée, précise et indépendante. Les modalités et les procédures d'évaluation doivent être appropriées et proportionnées à la nature et à la complexité des contrats financiers négociés de gré à gré concernés. La société de gestion de portefeuille respecte les exigences formulées à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 23, paragraphe 4, deuxième alinéa, lorsque les modalités et les procédures d'évaluation de contrats financiers négociés de gré à gré impliquent	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'exercice d'activités par des tiers. 3. Aux fins des paragraphes 1 et 2, des missions et des responsabilités spécifiques sont confiées à la fonction de gestion des risques. 4. Les modalités et les procédures d'évaluation visées au paragraphe 2 font l'objet d'une documentation appropriée.	l'exercice d'activités par des tiers. III. - Pour l'application des 2° et 3°, des missions et des responsabilités spécifiques sont confiées à la fonction de gestion des risques. IV. - Les modalités et les procédures d'évaluation mentionnées au 2° doivent être décrites dans un document prévu à cet effet.	Au 4°, il est proposé de traduire la notion de « documentation appropriée » comme suit.
Section 4 - OPCVM maitres ou nourriciers (SG)		**Section 5 - OPCVM maitres ou nourriciers**	
	Art. 58.4 Directive 2009/65	**Article 411-85**	
	4. Les dérogations suivantes s'appliquent à un OPCVM maître: a) si deux au moins des porteurs de parts d'un OPCVM maître sont des OPCVM nourriciers, l'article 1er, paragraphe 2, point a), et l'article 3, point b), ne s'appliquent pas, l'OPCVM maître **ayant la possibilité de recueillir ou non des capitaux auprès d'autres investisseurs;** Si un OPCVM maître ne recueille pas de capitaux auprès du public dans un État membre autre que celui où il est établi, mais a seulement un ou plusieurs OPCVM nourriciers dans cet État membre, le chapitre XI et l'article 108, paragraphe 1, second alinéa, ne	Un OPCVM maître dans lequel sont investis au moins deux OPCVM nourriciers, peut être agréé comme conforme même s'il n'a pas pour objet exclusif de promouvoir la vente de ses parts auprès du public et de recueillir des capitaux auprès d'autres investisseurs.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	s'appliquent pas.		
	Articles 59.2 et 59.3		Instruction
		Paragraphe 1 - Convention d'échange d'informations entre OPCVM maître et nourriciers ou règles de conduite interne	
	Art. 60.1 Directive 2009/65	**Art. 411-86**	
	Les États membres exigent que l'OPCVM maître fournisse à l'OPCVM nourricier tous les documents et toutes les informations nécessaires pour que ce dernier respecte les exigences de la présente directive. À cet effet, l'OPCVM nourricier conclut un accord avec l'OPCVM maître. L'OPCVM nourricier n'investit au-delà de la limite applicable en vertu de l'article 55, paragraphe 1, dans les parts de cet OPCVM maître qu'une fois que l'accord visé au premier alinéa est entré en vigueur. Sur demande, cet	L'OPCVM nourricier ou la société de gestion qui le représente conclut un accord d'échange d'informations avec l'OPCVM maître ou la société de gestion qui représente ce dernier en application duquel l'OPCVM maître fournit à l'OPCVM nourricier tous les documents et toutes les informations nécessaires pour que ce dernier soit en mesure de respecter ses obligations réglementaires. Le contenu de cet accord est précisé par une Instruction de l'AMF.	La limite prévue à l'article 55 est reprise à l'article R. 214-22 du comofi. Il n'est pas nécessaire de transposer ce paragraphe dans la mesure où à défaut d'accord, l'AMF n'agréera pas l'OPCVM ; celui-ci ne pourra donc pas investir dans l'OPCVM maître.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	accord est mis gratuitement à la disposition de tous les porteurs de parts.		
	Article 14 Directive 2010/42	**Article 411-87**	
	1. Les États membres veillent à ce que lorsqu'un OPCVM maître et un OPCVM nourricier sont établis dans le même État membre, l'accord entre ces deux OPCVM visé à l'article 60, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 2009/65/CE stipule que cet accord relève du droit de cet État membre et que les deux parties reconnaissent la compétence exclusive de ses juridictions. 2. Les États membres veillent à ce que lorsqu'un OPCVM maître et un OPCVM nourricier sont établis dans des États membres différents, l'accord entre ces deux OPCVM visé à l'article 60, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 2009/65/CE stipule que le droit applicable est, soit celui de l'État membre où est établi l'OPCVM maître, soit celui de l'État membre où est établi l'OPCVM nourricier, et que les deux parties reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État membre dont le droit est désigné comme applicable à cet accord.	Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier sont agréés par l'AMF, l'accord entre ces deux OPCVM est soumis au droit français et relève de la compétence exclusive des juridictions françaises. Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un autre État membre de l'Union européenne, l'accord doit stipuler que le droit applicable est le droit du lieu où est établi l'OPCVM Maître ou celui du lieu où est établi l'OPCVM nourricier et que les deux parties reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État dont le droit est désigné comme applicable à cet accord.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Art. 60.1 ali. 3 Directive 2009/65		
	Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier sont gérés par la même société de gestion, l'accord peut être remplacé par des règles de conduite internes assurant le respect des exigences énoncées dans le présent paragraphe.	Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier sont gérés par la même société de gestion de portefeuille, l'accord peut être remplacé par des règles de conduite internes assurant le respect des exigences énoncées dans la présente section.	Les dispositions de la Directive 2010/42 qui précisent les règles de conduite interne seront reprises dans l'Instruction SGP.
	Art.15 Directive 2010/42		
	Les États membres veillent à ce que les règles de conduite interne de la société de gestion visées à l'article 60, paragraphe 1, troisième alinéa, de la directive 2009/65/CE prévoient des mesures appropriées pour limiter les conflits d'intérêts qui peuvent surgir entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître, ou entre l'OPCVM nourricier et d'autres porteurs de parts de l'OPCVM maître, dès lors que ce risque n'est pas suffisamment couvert par les mesures prises par la société de gestion en application de l'article 12, paragraphe 1, point b), et de l'article 14, paragraphe 1, point d), de la directive 2009/65/CE et du chapitre III de la directive 2010/43/UE de la Commission du 1er juillet 2010 portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles, les conflits	Les règles de conduite interne de la société de gestion de portefeuille prévoient des mesures appropriées pour limiter les conflits d'intérêts qui peuvent surgir entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître, ou entre l'OPCVM nourricier et d'autres porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM maître, dès lors que ce risque n'est pas suffisamment couvert par les mesures prises par la société de gestion de portefeuille pour empêcher les conflits d'intérêts de porter atteinte aux intérêts de ses clients, en application de l'article L. 533-10 3° du code monétaire et financier.	Les articles 12, paragraphe 1, point b), et 14, paragraphe 1, point d), de la directive 2009/65/CE sont transposés à l'article L. 533-10 3° du comofi : « *3. Prendre toutes les mesures raisonnables pour empêcher les conflits d'intérêts de porter atteinte aux intérêts de leurs clients. Ces conflits d'intérêts sont ceux qui se posent entre, d'une part, les prestataires eux-mêmes, les personnes placées sous leur autorité ou agissant pour leur compte ou toute autre personne directement ou indirectement liée à eux par une relation de contrôle et, d'autre part, leurs clients, ou bien entre deux clients, lors de la fourniture de tout service d'investissement ou de tout service connexe ou d'une combinaison de ces services. Lorsque ces mesures ne suffisent pas à garantir, avec une certitude raisonnable, que le risque de porter atteinte aux intérêts des clients sera évité, le prestataire informe clairement ceux-ci, avant d'agir en leur nom, de la nature générale ou de la source de ces conflits d'intérêts* ; »

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	d'intérêts, la conduite des affaires, la gestion des risques et le contenu de l'accord entre le dépositaire et la société de gestion(1)	Le contenu de ces règles de conduite est précisé par une instruction de l'AMF.	
	Art. 60. 2 Directive 2009/65	**Article 411-88**	
	L'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier prennent des mesures appropriées pour coordonner le calendrier du calcul et de la publication de leur valeur nette d'inventaire, afin d'écarter les possibilités d'opérations d'arbitrage sur leurs parts entre la valeur comptable et la valeur de marché (*market timing*).	L'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier prennent des mesures appropriées pour coordonner le calendrier du calcul et de la publication de leur valeur nette d'inventaire, afin d'écarter les possibilités d'opérations d'arbitrage sur leurs parts entre la valeur comptable et la valeur de marché	
		Paragraphe 2 – Convention entre dépositaires	
Article 412-3 RGAMF	**Art. 61.1 ali. 1 à 3 Directive 2009/65**	**Article 411-89**	
Préalablement à l'agrément d'un OPCVM nourricier, les personnes chargées du contrôle légal des comptes des OPCVM nourriciers et maître, qu'elles soient françaises ou étrangères, concluent une convention d'échange d'informations. Une convention est également conclue entre les dépositaires des « OPCVM maître » et nourriciers. Ces conventions précisent les modalités des échanges d'information nécessaires à l'accomplissement des missions respectives de dépositaire et de personnes chargées du contrôle légal des comptes d'un OPCVM nourricier.	Les États membres exigent que si un OPCVM maître n'a pas le même dépositaire qu'un OPCVM nourricier, ces dépositaires concluent un accord d'échange d'informations afin d'assurer la bonne fin des obligations des deux dépositaires.	Préalablement à l'agrément de l'OPCVM nourricier dans les parts de l'OPCVM maître, les dépositaires des OPCVM maîtres et nourriciers concluent un accord d'échange d'informations afin d'assurer la bonne fin des obligations des deux dépositaires. Cet accord doit permettre aux dépositaires des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations utiles à l'exercice de leurs missions.	Observation générale sur le contenu des conventions entre OPCVM, dépositaires et CAC : Le contenu de ces accords est désormais réglementé dans le détail par la Directive 2010/42, il ne parait plus opportun ni nécessaire de préciser leur contenu dans le RGAMF (comme le fait actuellement l'art. 412-3). Il semble préférable de reprendre les dispositions correspondantes de la Directive d'application 2010/42 qui listent dans le détail, pour chacune des conventions, les mentions obligatoires.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Ces conventions prévoient notamment les délais et conditions de transmission des documents annuels, des documents périodiques, des inventaires certifiés, des rapports concernant les opérations de fusion, de scission, d'apport en nature, de liquidation, relatifs à l'OPCVM maître. Elles prévoient des informations relatives à l'exposition de l'OPCVM maître, selon le cas, par le dépositaire ou la personne chargée du contrôle légal des comptes de l'OPCVM maître, respectivement au dépositaire et à la personne chargée du contrôle légal des comptes de l'OPCVM nourricier. La personne chargée du contrôle légal des comptes de l'OPCVM nourricier formule les observations qu'elle estime nécessaires au vu des documents visés au troisième alinéa du présent article. La personne chargée du contrôle légal de l'OPCVM maître à qui elle les communique en tire les conséquences qu'elle estime nécessaires.	L'OPCVM nourricier n'investit dans les parts de l'OPCVM maître qu'une fois qu'un tel accord est entré en vigueur. Lorsqu'ils se conforment aux exigences énoncées dans le présent chapitre, ni le dépositaire de l'OPCVM maître ni celui de l'OPCVM nourricier ne sont considérés comme enfreignant une quelconque règle restreignant la divulgation d'informations ou en rapport avec la protection des données, que cette règle soit prévue par un contrat ou par une disposition législative, réglementaire ou administrative. Le fait de se conformer auxdites exigences n'entraîne, pour le dépositaire ou pour quiconque agit pour son compte, aucune responsabilité d'aucune sorte.	Le contenu de cet accord est précisé dans une instruction de l'AMF.	La convention entre les CAC sera traitée plus bas. Il est proposé de considérer que l'inscription dans la loi du principe d'un échange d'informations entre dépositaires suffit à légitimer un tel échange et à exclure le risque de contrariété avec d'autres textes.
	Considérant 15 de la Directive 2010/42	**Article 411-91**	
	(15) L'accord d'échange d'informations entre les dépositaires de l'OPCVM maître et de l'OPCVM nourricier doit permettre au dépositaire de l'OPCVM nourricier de recevoir tous les		

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	documents et informations utiles à l'exercice de ses missions. Compte tenu de la spécificité de cet accord, il doit prévoir, en matière de conflit de lois, des stipulations identiques à celles de l'accord entre OPCVM maître et nourricier et dérogeant aux articles 3 et 4 du règlement Rome I. Toutefois, l'accord d'échange d'informations ne doit exiger, ni du dépositaire de l'OPCVM maître ni de celui de l'OPCVM nourricier, qu'il effectue des tâches que le droit interne de son État membre d'origine proscrit ou ne prévoit pas. **Art. 25 Directive 2010/42** **Choix du droit applicable** 1. Les États membres veillent à ce que lorsque l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ont conclu un accord conformément à l'article 60, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE, l'accord entre le dépositaire de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier stipule que le droit de l'État membre qui s'applique à cet accord conformément à l'article 14 de la présente directive s'applique également à l'accord d'échange d'informations entre les deux dépositaires, et à ce que les deux	Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'accord d'échange d'information conclu entre les dépositaires doit comporter les mêmes prévisions que l'accord d'échanges d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier en matière de loi applicable au contrat et de compétence juridictionnelle.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	dépositaires reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de cet État membre; 2. Les États membres veillent à ce que lorsque l'accord entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître a été remplacé par des règles de conduite internes conformément à l'article 60, paragraphe 1, troisième alinéa, de la directive 2009/65/CE, l'accord entre le dépositaire de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier stipule que le droit applicable à l'accord d'échange d'informations entre les deux dépositaires est, soit celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM nourricier, soit, s'il est différent, celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM maître, et que les deux dépositaires reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État membre dont le droit s'applique à cet accord.	Lorsque l'échange de documents et d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier est prévu par les règles de conduite internes de la société de gestion de portefeuille, l'accord entre le dépositaire de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier stipule que le droit applicable à l'accord d'échange d'informations entre les deux dépositaires est, soit celui de l'État d'établissement de l'OPCVM nourricier, soit, s'il est différent, celui de l'État d'établissement de l'OPCVM maître, et que les deux dépositaires reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État dont le droit s'applique à cet accord.	
	Article 26 Directive 2010/42 **Déclaration d'irrégularités par le dépositaire de l'OPCVM maître**		
	Parmi les irrégularités visées à l'article 61, paragraphe 2, de la directive 2009/65/CE que le dépositaire de l'OPCVM maître détecte dans l'exercice des fonctions prévues par le droit national et qui peuvent avoir une incidence négative sur l'OPCVM	Parmi les irrégularités visées à l'alinéa 13 de l'article L. 214-42 que le dépositaire de l'OPCVM maître détecte dans l'exercice de ses fonctions et qui peuvent avoir une incidence négative	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	nourricier figurent, de façon non limitative: a) les erreurs commises dans le calcul de la valeur d'inventaire nette de l'OPCVM maître; b)les erreurs commises lors d'opérations effectuées par l'OPCVM nourricier en vue d'acheter, de souscrire ou de demander le rachat ou le remboursement de parts de l'OPCVM maître, ou lors du règlement de ces opérations; c) les erreurs commises lors du paiement ou de la capitalisation des revenus provenant de l'OPCVM maître, ou lors du calcul des retenues à la source y afférentes; d) les manquements constatés par rapport aux objectifs, à la politique ou à la stratégie d'investissement de l'OPCVM maître tels qu'ils sont décrits dans son règlement, ses documents constitutifs, son prospectus ou ses informations clé pour l'investisseur; e) les infractions aux limites d'investissement et d'emprunt fixées par le droit national ou le règlement du fonds, ses documents constitutifs, son prospectus ou ses informations clé pour l'investisseur.	sur l'OPCVM nourricier figurent, de façon non limitative: a) les erreurs commises dans le calcul de la valeur d'inventaire nette de l'OPCVM maître; b) les erreurs commises lors d'opérations effectuées par l'OPCVM nourricier en vue d'acheter, de souscrire ou de demander le rachat ou le remboursement de parts de l'OPCVM maître, ou lors du règlement de ces opérations; c) les erreurs commises lors du paiement ou de la capitalisation des revenus provenant de l'OPCVM maître, ou lors du calcul des retenues à la source y afférentes; d) les manquements constatés par rapport aux objectifs, à la politique ou à la stratégie d'investissement de l'OPCVM maître tels qu'ils sont décrits dans son règlement ou ses statuts, son prospectus ou son document d'information clé pour l'investisseur; e) les infractions aux limites d'investissement et d'emprunt fixées par la réglementation ou le règlement du fonds ou les statuts de la SICAV, son prospectus ou le document d'information clé pour l'investisseur.	
	Accord entre CAC	**Paragraphe 3 - Accord entre les Commissaires aux comptes des OPCVM maître et nourriciers**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Article 412-3 du RGAMF	**Article 62 alinéa 1 à 3 Directive 2009/65**	**Article 411-92**	
Préalablement à l'agrément d'un OPCVM nourricier, les personnes chargées du contrôle légal des comptes des OPCVM nourriciers et maître, qu'elles soient françaises ou étrangères, concluent une convention d'échange d'informations. Une convention est également conclue entre les dépositaires des OPCVM maître et nourriciers. Ces conventions précisent les modalités des échanges d'information nécessaires à l'accomplissement des missions respectives de dépositaire et de personnes chargées du contrôle légal des comptes d'un OPCVM nourricier.	Les États membres exigent que, si un OPCVM maître n'a pas le même contrôleur légal des comptes qu'un OPCVM nourricier, ces contrôleurs concluent un accord d'échange d'informations afin d'assurer la bonne fin des obligations des deux contrôleurs, y compris les dispositions prises pour se conformer aux exigences du paragraphe 2. L'OPCVM nourricier n'investit dans les parts de l'OPCVM maître qu'une fois qu'un tel accord est entré en vigueur. Dans son rapport d'audit, le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM nourricier tient compte du rapport d'audit de l'OPCVM maître. Si l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ont des exercices comptables différents, le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM maître établit un rapport ad hoc à la date de clôture de	Préalablement à l'agrément d'un OPCVM nourricier, les commissaires aux comptes des OPCVM nourriciers et maître, ~~qu'elles soient françaises ou étrangères~~, concluent une convention d'échange d'informations afin de permettre aux contrôleurs légaux des comptes des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de leurs missions. Le contenu de cette convention est précisé par une instruction de l'AMF. Dans son rapport d'audit, le commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier tient compte du rapport d'audit de l'OPCVM maître. Si l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ont des exercices comptables différents, le commissaire aux comptes de l'OPCVM maître établit un rapport	Il n'est pas nécessaire de transposer ce paragraphe puisqu'à défaut d'une telle convention, l'OPCVM nourricier ne peut être agréé.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'OPCVM nourricier. Le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM nourricier fait notamment rapport sur toute irrégularité signalée dans le rapport d'audit de l'OPCVM maître et sur son incidence sur l'OPCVM nourricier. Lorsqu'ils se conforment aux exigences énoncées dans le présent chapitre, ni le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM maître ni celui de l'OPCVM nourricier ne sont considérés comme enfreignant une quelconque règle restreignant la divulgation d'informations ou en rapport avec la protection des données, que cette règle soit prévue par un contrat ou par une disposition législative, réglementaire ou administrative. Le fait de se conformer auxdites exigences n'entraîne, pour le contrôleur légal des comptes ou pour quiconque agit pour son compte, aucune responsabilité d'aucune sorte. 4. […]	ad hoc à la date de clôture de l'OPCVM nourricier. Le commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier fait notamment rapport sur toute irrégularité signalée dans le rapport d'audit de l'OPCVM maître et sur son incidence sur l'OPCVM nourricier.	L'inscription dans la loi du principe d'échanges d'informations entre les CAC des OPCVM maître et nourriciers suffit à légitimer l'échange d'informations.
Ces conventions prévoient notamment les délais et conditions de transmission des documents annuels, des documents périodiques, des inventaires certifiés, des rapports concernant les opérations de fusion, de scission,			L'article 412-3 dressait les grandes lignes de cet accord en énumérant les points devant y figurer. Cette précision dans le RGAMF ne semble plus nécessaire étant donné que le contenu de l'accord d'échange d'information est réglementé et précisé dans le détail

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
d'apport en nature, de liquidation, relatifs à l'OPCVM maître. (ali. 3 de l'art. 412-3) Elles prévoient des informations relatives à l'exposition de l'OPCVM maître, selon le cas, par le dépositaire ou la personne chargée du contrôle légal des comptes de l'OPCVM maître, respectivement au dépositaire et à la personne chargée du contrôle légal des comptes de l'OPCVM nourricier. La personne chargée du contrôle légal des comptes de l'OPCVM nourricier formule les observations qu'elle estime nécessaires au vu des documents visés au troisième alinéa du présent article. La personne chargée du contrôle légal de l'OPCVM maître à qui elle les communique en tire les conséquences qu'elle estime nécessaires.			par la Directive 2010/42. Les mentions devant obligatoirement y figurer seront indiquées dans une Instruction.
	Considérant 17 Directive 2010/42		
	L'accord d'échange d'informations entre les contrôleurs légaux des comptes de l'OPCVM maître et de l'OPCVM nourricier doit permettre au contrôleur légal des comptes de l'OPCVM nourricier de recevoir tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de ses missions. Compte tenu de la spécificité de cet accord, il doit prévoir, en matière de conflit de lois, des stipulations identiques à celles	Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'accord d'échange d'informations entre les commissaires aux comptes de l'OPCVM maître et de l'OPCVM nourricier doit contenir les mêmes prévisions en matière de droit applicable et de compétence juridictionnelle que l'accord entre OPCVM maître et nourricier.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	de l'accord entre OPCVM maître et nourricier et dérogeant aux articles 3 et 4 du règlement Rome I.		
	Article 28 Directive 2010/42		
	Les États membres veillent à ce que lorsque l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ont conclu un accord conformément à l'article 60, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE, l'accord entre le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier stipule que le droit de l'État membre qui s'applique à cet accord conformément à l'article 14 de la présente directive s'applique également à l'accord d'échange d'informations entre les deux contrôleurs légaux des comptes, et à ce que ces deux contrôleurs reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de cet État membre; 2. Les États membres veillent à ce que lorsque l'accord entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître a été remplacé par des règles de conduite internes conformément à l'article 60, paragraphe 1, troisième alinéa, de la directive 2009/65/CE, l'accord entre le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier stipule que le droit qui s'applique à l'accord d'échange d'informations entre les deux	Lorsque l'échange de documents et d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier est prévu par les règles de conduite internes de la société de gestion de portefeuille, l'accord entre le commissaire aux comptes de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier prévoit que le droit qui s'applique à l'accord d'échange d'informations entre les deux commissaires aux comptes soit, soit	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	contrôleurs légaux des comptes soit, soit celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM nourricier soit, s'il est différent, celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM maître, et à ce que ces deux contrôleurs reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État membre dont le droit s'applique à cet accord.	celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM nourricier soit, s'il est différent, celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM maître, et à ce que ces deux commissaires reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État membre dont le droit s'applique à cet accord.	
	Frais	**Paragraphe 4 - Frais**	
	Art. 65.2 Directive 2009/65	**Article 411-93**	
Article 411-43 Les rétrocessions de frais de gestion perçues au titre des investissements réalisés pour le compte d'un OPCVM dans les parts d'un FCP ou les actions d'une SICAV ou des parts ou actions d'un fonds d'investissement au sens de l'article R. 214-5 du code monétaire et financier doivent être affectées à l'OPCVM : 1° Soit par versement direct à l'OPCVM ; 2° Soit en déduction de la commission de gestion prélevée par la société de gestion de portefeuille. **Article 411-53-1 ali. 6** Notamment, est interdite la perception de rétrocessions au profit de la société de gestion de portefeuille : 1° De commissions de souscription et de	Lorsque, en rapport avec un investissement dans les parts d'un OPCVM maître, une redevance de distribution, une commission ou un autre avantage monétaire sont versés à l'OPCVM nourricier, à sa société de gestion ou à toute personne agissant pour le compte de celui-ci ou de sa société de gestion, cette redevance, cette commission ou cet autre avantage monétaire sont versés dans les actifs de l'OPCVM nourricier.	Lorsque, en rapport avec un investissement dans les parts d'un OPCVM maître, une redevance de distribution, une commission ou un autre avantage monétaire sont versés à l'OPCVM nourricier, à sa société de gestion de portefeuille ou à toute personne agissant pour le compte de celui-ci ou de sa société de gestion de portefeuille, cette redevance, cette commission ou cet autre avantage monétaire sont versés dans les actifs de l'OPCVM nourricier.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
rachat du fait de l'investissement du portefeuille « d'un OPCVM » géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement ; 2° De frais de gestion du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement.			
	Art. 66.2 Directive 2009/65	**Article 411-94**	
	2. L'OPCVM maître ne facture ni frais de souscription ni frais de remboursement pour l'acquisition ou la cession de ses parts par l'OPCVM nourricier.	L'OPCVM maître ne facture ni frais de souscription ni frais de rachat pour l'acquisition ou le rachat de ses parts par l'OPCVM nourricier.	
		Paragraphe 5 - Informations	
Article 412-2		**Article 411-95**	
Les porteurs de parts ou d'actions de l'OPCVM nourricier bénéficient d'une information et d'un traitement équivalents à ceux qu'ils auraient s'ils détenaient des parts ou actions de l'OPCVM maître.		~~Les porteurs de parts ou d'actions de l'OPCVM nourricier bénéficient d'une information et d'un traitement équivalents à ceux qu'ils auraient s'ils détenaient des parts ou actions de l'OPCVM maître.~~	Il est proposé de supprimer cette disposition qui n'est pas prévue par la directive OPCVM IV son objectif étant atteint par l'énumération des informations bénéficiant à l'OPCVM maître ce qui pourrait être rappelé en doctrine.
	Art. 66.3 Directive 2009/65	**Article 411-96**	
	L'OPCVM maître veille à ce que toutes les informations requises en vertu de la présente directive, d'autres législations communautaires, de la législation nationale applicable, du règlement ou des documents constitutifs soient mises en temps utile à la disposition de l'OPCVM nourricier, ou, le cas échéant, de sa société de gestion, ainsi que des autorités compétentes, du dépositaire et du contrôleur légal des comptes de	L'OPCVM maître veille à ce que toutes les informations requises en vertu des lois et règlements applicables applicable, du règlement ou des statuts soient mises en temps utile à la disposition de l'OPCVM nourricier, ou, le cas échéant, de sa société de gestion de portefeuille, ainsi que de l'AMF ou si l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, des Autorités de	Les articles 63 et 66.3 Directive 2009/65 (cellule suivante) qui définissent les informations des porteurs ou actionnaires d'OPCVM nourricier est très exhaustif. Conserver le principe très général énoncé à l'article 412-2 n'est donc pas absolument nécessaire. Néanmoins, tel que rédigé, le périmètre d'application de l'article 412-2 est potentiellement très large.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'OPCVM nourricier.	ce pays, du dépositaire et du commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier.	
Article 412-5 du RGAMF	**Article 63**	**Article 411-97**	
Le prospectus complet de l'OPCVM nourricier précise que l'actif de celui-ci est investi en totalité et en permanence en parts ou actions d'un seul OPCVM dit maître et à titre accessoire en dépôts détenus dans la stricte limite des besoins liés à la gestion des flux de l'OPCVM. Le cas échéant, le prospectus complet précise également que l'OPCVM nourricier peut conclure des contrats constituant des « contrats financiers » dans les conditions définies au II de l'article R. 214-24 du code monétaire et financier En cas de changement d'OPCVM maître, le prospectus complet de l'OPCVM nourricier doit être modifié en conséquence. Un OPCVM nourricier ne peut détenir des parts ou actions d'un autre OPCVM nourricier. […] **Article 412-9** Lorsque l'OPCVM est un OPCVM nourricier, le prospectus complet attire l'attention sur cette caractéristique et décrit	1. Les États membres exigent que, outre les informations prévues au schéma A de l'annexe I, le prospectus de l'OPCVM nourricier contienne les éléments d'information suivants: a) une déclaration précisant que l'OPCVM nourricier est le nourricier d'un OPCVM maître donné et que, en tant que tel, il investit en permanence 85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître ; b) l'objectif et la politique de placement, y compris le profil de risque et des informations quant au point de savoir si les performances de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître sont identiques, ou dans quelle mesure et pour quelles raisons elles diffèrent, y compris une description des investissements réalisés conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; c'est plus clair en anglais !! (b) the investment objective and policy, including the risk profile and whether the performance of the feeder and the master UCITS are identical, or to what extent and for which reasons they differ,	I. Le prospectus de l'OPCVM nourricier précise que : h) **celui-ci est le nourricier** d'un OPCVM maître donné et que, en tant que tel, il investit en permanence 85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître ; i) **l'objectif et la politique de placement**, ainsi que le profil de risque de l'OPCVM nourricier et des informations quant au point de savoir si les performances de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître sont identiques, ou dans quelle mesure et pour quelles raisons elles diffèrent. Le prospectus contient également une description des actifs autres que les parts ou actions de l'OPCVM maître, dans lesquels l'actif de l'OPCVM nourricier peut être investi à hauteur maximum de 15 % en application de l'article L. 214-42 alinéa 2.	L'article 63 de la Directive prévoit une information des porteurs ou actionnaires d'OPCVM nourricier plus large que celle prévue dans la réglementation. Il n'est donc pas utile de conserver les anciennes dispositions.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
également les caractéristiques de l'OPCVM maître ou du compartiment de l'OPCVM maître. Lorsque l'OPCVM nourricier effectue des opérations sur des contrats financiers, le prospectus complet doit être adapté afin de donner une information cohérente avec son objectif de gestion. **L'Instruction prospectus 2005-01 précise que :** **- L'objectif de gestion** de l'OPCVM nourricier tient compte de l'existence des frais de gestion spécifiques au nourricier, sauf si l'OPCVM nourricier intervient sur les marchés à terme et si cette intervention introduit une décorrélation substantielle entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître. **- relativement à la Stratégie d'investissement** **- Pour les nourriciers n'intervenant pas sur les marchés à terme,** la rubrique « stratégie d'investissement » doit : • Préciser que l'OPCVM est investi en totalité dans un autre OPCVM et à titre accessoire en liquidités et préciser le nom de cet OPCVM ; • Reprendre les rubriques « objectifs de gestion » et « stratégie d'investissement » du prospectus simplifié de l'OPCVM maître ; - **Pour les nourriciers intervenant sur**	including a description of investment made in accordance with Article 58(2); c) une description brève de l'OPCVM maître, de son organisation (nouveau) ainsi que de son objectif et de sa politique de placement, y compris son profil de risque et une indication de la manière dont il est possible de se procurer le prospectus de l'OPCVM maître; d) un résumé de l'accord entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ou des règles de conduite internes établis conformément à l'article 60, paragraphe 1;(nouveau) e) la manière dont les porteurs de parts peuvent obtenir des informations supplémentaires sur l'OPCVM maître et sur l'accord conclu conformément à l'article 60, paragraphe 1, entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître; ;(nouveau) f) une description de toutes les rémunérations et de tous les remboursements de coûts dus par l'OPCVM nourricier du fait de son investissement dans des parts de l'OPCVM maître, ainsi que des frais totaux de l'OPCVM nourricier et de	j) une description brève de l'OPCVM maître, de son organisation ainsi que de son objectif et de sa politique de placement, y compris son profil de risque et une indication de la manière dont il est possible de se procurer le prospectus de l'OPCVM maître; k) un résumé de l'accord entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ou des règles de conduite internes établis conformément à l'article L. 214-42 ; l) la manière dont les porteurs de parts et actionnaires peuvent obtenir des informations supplémentaires sur l'OPCVM maître et sur l'accord précité conclu entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ; m) une description des rémunérations et des remboursements de coûts dus par l'OPCVM nourricier au titre de son investissement dans des parts ou actions de l'OPCVM maître, ainsi qu'une description des frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître;	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
les marchés à terme et si cette intervention n'introduit pas de décorrélation substantielle entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître, la rubrique « stratégie d'investissement » doit : • Préciser que l'OPCVM est investi en totalité dans un autre OPCVM et à titre accessoire en liquidités (en précisant le nom de cet OPCVM) et intervient sur les marchés à terme ; • Reprendre la rubrique « objectifs de gestion » du prospectus simplifié de l'OPCVM maître et préciser la nature et l'impact de l'intervention sur les marchés à terme par l'OPCVM nourricier ; • Reprendre la rubrique « stratégie d'investissement » du prospectus simplifié de l'OPCVM maître. **- Pour les nourriciers intervenant sur les marchés à terme et si cette intervention introduit une décorrélation substantielle** entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître, la rubrique « stratégie d'investissement » doit : • Préciser que l'OPCVM est investi en totalité dans un autre OPCVM et à titre accessoire en liquidités mais que l'utilisation des marchés à terme modifie de manière importante l'exposition de l'OPCVM par rapport à un simple investissement en direct dans cet autre OPCVM ;	l'OPCVM maître; et g) une description des conséquences fiscales, pour l'OPCVM nourricier, de l'investissement dans l'OPCVM maître. ;(nouveau) 2 Outre les informations prévues au schéma B de l'annexe I, le rapport annuel de l'OPCVM nourricier mentionne les frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître. Les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM nourricier indiquent la manière dont il est possible de se procurer les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître. ; 3. Outre les exigences prévues aux articles 74 et 82, l'OPCVM nourricier envoie aux autorités compétentes de son État membre d'origine le prospectus, les informations clés pour l'investisseur visées à l'article 78 et toutes les modifications qui y sont apportées ainsi que les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître. 4. Un OPCVM nourricier indique dans toutes ses communications	n) une description des conséquences fiscales de l'investissement dans les parts ou actions de l'OPCVM maître pour l'OPCVM nourricier ; II. Le rapport annuel de l'OPCVM nourricier mentionne les informations précisée par une Instruction de l'AMF ainsi que les frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître. Les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM nourricier indiquent la manière dont il est possible de se procurer les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître. III. Outre les exigences prévues aux articles 411-111, 411-120 et 411-122, l'OPCVM nourricier agréé par l'AMF envoie à celle-ci le prospectus, le document d'information clé pour l'investisseur et toutes les modifications qui y sont apportées ainsi que les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître. IV. Un OPCVM nourricier indique dans toutes ses communications publicitaires concernées qu'il investit en permanence 85 % ou plus de ses actifs	Les articles 74 et 82 prévoient l'obligation pour un OPCVM de transmettre à son autorité d'agrément, son prospectus et son DICI et leurs mises à jour ainsi que ses rapports annuels et semestriels.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
• Préciser la nature et l'impact de l'utilisation des marchés à terme sur l'exposition de l'OPCVM nourricier en décrivant le montage financier retenu. Afin de limiter le risque de confusion, toutes les mentions provenant du prospectus simplifié de l'OPCVM maître doivent être clairement identifiables (police différente, couleur différente, etc.). **3. relativement aux frais :** Dans le cas d'OPCVM nourricier, les frais et commissions de l'OPCVM maître doivent être affichés selon les mêmes modalités ; **Article 412-8** **La convention** *[entre CAC]* **ou le programme de travail** *[du CAC]* mentionnés à l'article 412-3 **prend en compte les modalités de transmission des** documents mentionnés à l'article 411-40 *[Les **comptes annuels, la composition des actifs à la clôture de l'exercice, les rapports des contrôleurs légaux des comptes d'un OPCVM, ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV***]* à la société de gestion de	publicitaires concernées qu'il investit en permanence 85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître. 5. L'OPCVM nourricier fournit gratuitement aux investisseurs, sur demande, un exemplaire sur support papier du prospectus et des rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître.	dans des parts de cet OPCVM maître. V. L'OPCVM nourricier fournit gratuitement aux investisseurs, sur demande, un exemplaire sur support papier du prospectus et des rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
portefeuille de l'OPCVM nourricier ou à la **SICAV nourricière afin que les porteurs de l'OPCVM nourricier bénéficient** des dispositions de l'article 411-40 ***[adressés à tous les porteurs qui en font la demande dans les huit jours ouvrés suivant la réception de la demande]*.**			
	Conversion d'OPCVM existants en OPCVM nourriciers et changement d'OPCVM maître	**Paragraphe 6 - Conversion d'OPCVM existants en OPCVM nourriciers et changement d'OPCVM maître**	
	Article 64.1.	**Art. 411-98**	
	Les États membres exigent qu'un OPCVM nourricier qui exerce déjà des activités en tant qu'OPCVM, y compris celles d'un OPCVM nourricier d'un autre OPCVM maître, fournisse les informations suivantes à ses porteurs de parts: a) une déclaration indiquant que les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM nourricier ont approuvé l'investissement de ce dernier dans des parts dudit OPCVM maître; b) les informations clés pour l'investisseur, visées à l'article 78, concernant l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître; c) la date à laquelle l'OPCVM nourricier doit commencer à	I. Un OPCVM qui devient nourricier d'un OPCVM maître, ou encore un OPCVM nourricier qui change d'OPCVM maître fournit les informations suivantes à ses porteurs de parts ou actionnaires : e) une déclaration indiquant que l'AMF ou, le cas échéant les autorités compétentes de l'État d'origine de l'OPCVM nourricier ont approuvé l'investissement de ce dernier dans des parts dudit OPCVM maître; f) Le document d'information clé pour l'investisseur mentionné à l'article 411-106, de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître; g) la date à laquelle l'OPCVM	Projet d'Article R. 214-22 qui transpose l'article 55 de la Directive cadre L'organisme de placement collectif en valeurs mobilières peut acquérir les parts ou actions d'un même organisme de placement collectif en valeurs mobilières visés à l'article R. 214-13, à condition que

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	investir dans l'OPCVM maître ou, s'il y a déjà investi, la date à laquelle son investissement dépassera la limite applicable en vertu de l'article 55, paragraphe 1; et	nourricier doit commencer à investir dans l'OPCVM maître ou, si son actif y est déjà investi, la date à laquelle plus de 20 % de son actif sera investi dans les parts ou actions de cet OPCVM ; et	ses actifs soient employés à concurrence de 20 % au maximum dans les parts d'un même OPCVM ou d'un autre organisme de placement collectif.
	d) une déclaration indiquant que les porteurs de parts ont le droit de demander, dans un délai de trente jours, le rachat ou le remboursement de leurs parts, sans frais autres que ceux imputés par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement; ce droit prend effet à partir du moment où l'OPCVM nourricier a fourni les informations visées au présent paragraphe.	h) une déclaration indiquant que les porteurs de parts ou actionnaires ont le droit de demander, dans un délai de trente jours, le rachat ou le remboursement de leurs parts, sans frais autres que ceux imputés par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement; ce droit prend effet à partir du moment où l'OPCVM nourricier a fourni les informations visées au présent article.	
	Cette information est fournie au moins trente jours avant la date mentionnée au premier alinéa, point c).	Cette information est fournie au moins trente jours avant la date mentionnée au point c).	L'article 93 de la Directive décrit la procédure de passeport des OPCVM.
	2. Si l'OPCVM nourricier a été notifié conformément à l'article 93, les informations visées au paragraphe 1 sont fournies dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM nourricier, ou dans une langue acceptée par ses autorités compétentes. L'OPCVM nourricier est responsable de la réalisation de la	II. Si l'OPCVM nourricier est un OPCVM étranger coordonné autorisé à commercialisation en France en application de la procédure de passeport, les informations visées au paragraphe 1 sont fournies dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM nourricier, ou	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	traduction. Cette traduction est le reflet fidèle de l'original. 3. Les États membres veillent à ce que l'OPCVM nourricier n'investisse pas dans les parts de l'OPCVM maître concerné au-delà de la limite applicable en vertu de l'article 55, paragraphe 1, avant la fin de la période de trente jours visée au paragraphe 1, deuxième alinéa.	dans une langue acceptée par ses autorités compétentes. L'OPCVM nourricier est responsable de la réalisation de la traduction. Cette traduction est le reflet fidèle de l'original. III. L'OPCVM nourricier n'investit pas dans les parts de l'OPCVM maître concerné au-delà de la limite de 20 % de son actif prévue à l'article R. 214-22, avant la fin de la période de trente jours visée au paragraphe 1, deuxième alinéa.	
		Paragraphe 7 – Fusion et scissions de l'OPCVM maître	
		~~**Article 411-99**~~	
		~~Les fusions, fusions-absorptions et scissions des OPCVM maître sont soumises aux dispositions de la Sous-section 3 de la Section 3 du Chapitre I du titre premier du présent livre du RGAMF sauf dispositions contraires.~~	
	Art. 60.5 alinéa 5 Directive 2009/65	**Article 411-100**	
	La fusion ou la division d'un OPCVM maître ne prend effet que si celui-ci a fourni à tous ses porteurs de parts et aux autorités compétentes des États membres d'origine de ses OPCVM nourriciers les informations visées à l'article 43 ou **des informations comparables à celles-ci,** au plus tard soixante jours avant la date de prise	La fusion ou scission d'un OPCVM maître ne prend effet que si celui-ci a fourni à tous ses porteurs de parts ou actionnaires et aux autorités compétentes des États membres d'origine de ses OPCVM nourriciers les informations visées à l'article 411-53 RGAMF ~~ou des informations comparables à celles-ci~~, au plus tard	Il est proposé de remplacer le terme de division par celui de scission. Il est proposé d''exclure la possibilité pour les OPCVM d'envoyer à leurs porteurs ou actionnaires des informations « comparables » à celles visées au projet d'article 411-53 RGAMF et précisées dans une instruction.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	d'effet proposée.	soixante jours avant la date de prise d'effet proposée.	[Projet Art. 411-53 RGAMF : Lorsque la fusion a été autorisée par l'AMF, l'OPCVM absorbé et l'OPCVM absorbeur fournissent à leurs porteurs de parts ou actionnaires respectifs un document comprenant les informations utiles et précises concernant la fusion proposée, fixées par une instruction de l'AMF. Ce document a pour objet de permettre aux porteurs de parts ou actionnaires de juger en pleine connaissance de cause de l'incidence de cette fusion sur leur investissement et d'exercer les droits que leur confère l'article 411-56. Ce document est transmis au moins trente jours avant la date ultime de demande de rachat ou de remboursement ou de conversion sans frais supplémentaires conformément à l'article 411-56.] Le délai de 60 jours est une dérogation au délai de droit commun pour les fusions (30 jours).
Article 412-6 du RGAMF	**Art. 60.5 alinéa 1 à 4 de la Directive 2009/65**	**Article 411-101**	
Lorsque des opérations de fusion, de fusion-scission, de scission ou d'absorption concernent un OPCVM maître, la modification qu'elles impliquent pour l'OPCVM nourricier est soumise à l'agrément de l'AMF. Le refus d'agrément du changement concernant le ou les OPCVM nourriciers conduit à la dissolution de ceux-ci sauf s'ils investissent leur actif dans un autre OPCVM maître, au plus tard au jour de la réalisation définitive des opérations susvisées.	5. Si un OPCVM maître fusionne avec un autre OPCVM ou s'il est divisé en deux OPCVM ou plus, l'OPCVM nourricier est liquidé, à moins que les autorités compétentes de l'État membre d'origine n'acceptent que l'OPCVM nourricier: a) continue à être un OPCVM nourricier de l'OPCVM maître ou d'un autre OPCVM qui est le résultat de la fusion ou de la division de l'OPCVM maître;	L'OPCVM nourricier dont l'OPCVM maître est concerné par des opérations de fusion, fusion-absorption ou scission, est liquidé sauf si l'AMF donne son agrément pour que : d) L'OPCVM nourricier continue à être un OPCVM nourricier de l'OPCVM maître ou d'un autre OPCVM qui est le résultat de la fusion ou de la scission de l'OPCVM maître; e) L'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître et investisse au moins	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Les porteurs d'un OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et possibilités de sortie sans frais que celles prévues par instruction pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de fusion, fusion-scission, scission, absorption ainsi que, plus généralement, celles offertes aux porteurs de parts de l'OPCVM maître.	b) investisse au moins 85 % de ses actifs dans les parts d'un autre OPCVM maître qui n'est pas le résultat de la fusion ou de la division; ou c) modifie son règlement ou ses documents constitutifs afin de se convertir en OPCVM non nourricier.	85 % de ses actifs dans les parts d'un autre OPCVM qui n'est pas le résultat de la fusion ou de la scission; ou f) modifie son règlement ou ses documents constitutifs afin de se convertir en OPCVM non nourricier.	
	Article 22 Directive 2010/42		
	1. Les États membres exigent de l'OPCVM nourricier qu'il soumette aux autorités compétentes dont il dépend, au plus tard un mois après la date à laquelle il est informé du projet de fusion ou de division conformément à l'article 60, paragraphe 5, deuxième alinéa de la directive 2009/65/CE, les éléments suivants: [contenu des dossiers d'agrément à soumettre selon la transformation envisagée par l'OPCVM nourricier ; ceci sera précisé par l'Instruction]	**<u>Suite article précédent</u>** L'OPCVM nourricier doit soumettre à l'AMF, au plus tard un mois après la date à laquelle il est informé du projet de fusion ou de division, son dossier d'agrément. Le contenu du dossier d'agrément et la procédure d'agrément sont précisées par une Instruction.	Une Instruction précisera la procédure à suivre en cas de fusion ou division de l'OPCVM maître.
	Article 60.5 alinéa 6 Directive 2009/65	**Article 411-102**	
	À moins que les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM nourricier n'aient donné leur accord au titre du premier alinéa, point a), l'OPCVM maître autorise l'OPCVM nourricier à racheter ou à rembourser toutes les parts de l'OPCVM maître avant que la fusion ou la division de	Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître ou se convertit en OPCVM non nourricier, il peut racheter ou à rembourser toutes ses parts ou actions de l'OPCVM maître avant que la fusion ou la division de celui-ci ne prenne effet.	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	celui-ci ne prenne effet.		
	Considérant 13 Directive 2010/42	**Article 411-103**	
	En cas de liquidation, de fusion ou de division d'un OPCVM maître, et si dans ce cas, la directive 2009/65/CE donne aux porteurs de parts de l'OPCVM nourricier le droit d'exiger un remboursement *(hypothèse visée à l'article 64 - Changement d'OPCVM maître)* , l'OPCVM nourricier ne doit pas pouvoir porter atteinte à ce droit en suspendant provisoirement les rachats ou les remboursements, sauf si des circonstances exceptionnelles obligent à une telle suspension afin de protéger les intérêts des porteurs de parts, ou si les autorités compétentes l'exigent.	Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître consécutivement à la liquidation, fusion ou division de son OPCVM maître, l'OPCVM nourricier ne doit pas porter atteinte au droit de sortie sans frais des porteurs de parts ou actionnaires en suspendant provisoirement les rachats ou les remboursements, sauf si des circonstances exceptionnelles obligent à une telle suspension afin de protéger les intérêts des porteurs de parts ou actionnaires, ~~**ou si les autorités compétentes l'exigent.**~~	Cette décision de suspension des souscriptions-rachats pendant la période où ils changent d'OPCVM maître relève de la décision de la SGP.
	Art. 60.4 Directive 2009/65	**Article 411-104**	
Article 412-7 du RGAMF La liquidation d'un OPCVM maître entraîne celle de l'OPCVM nourricier à moins qu'avant la clôture de la liquidation ce dernier ne s'investisse dans un autre OPCVM maître. Cet investissement est soumis à l'agrément préalable de l'AMF. Les porteurs de parts ou actions de l'OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et de la même protection que celles prévues pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de liquidation ainsi que, plus	4. Si un OPCVM maître est liquidé, l'OPCVM nourricier est également liquidé, sauf si les autorités compétentes de son État membre d'origine approuvent: a) l'investissement d'au moins 85 % des actifs de l'OPCVM nourricier dans les parts d'un autre OPCVM maître; ou b) la modification du règlement ou des documents constitutifs de l'OPCVM nourricier afin de lui permettre de se convertir en OPCVM non nourricier. Sans préjudice des dispositions nationales spécifiques applicables en	Si un OPCVM maître est liquidé, l'OPCVM nourricier est également liquidé, sauf si l'AMF autorise : a) l'investissement d'au moins 85 % des actifs de l'OPCVM nourricier dans les parts d'un autre OPCVM maître; ou b) la modification du règlement ou des documents constitutifs de l'OPCVM nourricier afin de lui permettre de se convertir en OPCVM non nourricier. La liquidation d'un OPCVM maître ne peut intervenir dans un délai inférieur à	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
généralement, celles offertes aux porteurs de parts ou actions de l'OPCVM maître.	matière de liquidation obligatoire, la liquidation d'un OPCVM maître ne peut intervenir dans un délai inférieur à trois mois à compter du moment où il a informé tous ses porteurs de parts et les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM nourricier de sa décision contraignante de liquidation.	trois mois à compter du moment où il a informé tous ses porteurs de parts ou actionnaires et l'AMF, ou si l'OPCVM nourricier est établi dans un Etat membre de l'Union européenne, les autorités compétentes de cet État, de sa décision contraignante de liquidation. Le contenu du dossier d'agrément et la procédure d'agrément sont décrites dans une instruction.	Une instruction précisera la procédure à suivre en cas de liquidation de l'OPCVM maître.
Section 5 - Information des investisseurs		**Section 6 - Information des investisseurs**	Les articles 78 à 82 de la directive UCITS IV concernent le DICI.
Article 411-49		**Article 411-104-1**	
La société de gestion de portefeuille est seule responsable du contenu du prospectus complet transmis à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.		La société de gestion de portefeuille est seule responsable du contenu ~~du prospectus complet~~ **des documents** transmis à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.	L'actuel article 411-49 du RGAMF exonère l'Amf de toute responsabilité en cas d'erreur commise par les SGP dans le contenu des prospectus d'OPCVM qu'elles mettent en ligne sur le site Internet de l'Amf. Il est proposé d'étendre ce principe, qui est en dehors du champ de la directive, à l'ensemble des documents mis en ligne par les SGP sur le site Internet de l'Amf (prospectus et DICI notamment).
Article 411-45			
Les informations que l'OPCVM est tenu de diffuser sont transparentes, complètes et claires.			Cette obligation générale est prévue par la directive s'agissant des communications à caractère promotionnel, le DICI et le prospectus. Elle a été transposée aux endroits pertinents.
		Sous-section 1 Langue des documents d'information	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Article 411-45 bis		**Article 411-105**	
Lorsque les statuts de la SICAV ou le règlement du FCP, son prospectus ou tout autre document destiné à l'information des porteurs de parts ou d'actions, sont rédigés dans une langue usuelle en matière financière autre que le français dans les conditions prévues à l'article L. 214-12 du code monétaire et financier, l'OPCVM ou sa société de gestion doit	**Article 94-1 directive cadre 2009/65** 1. Si un OPCVM commercialise ses parts dans un État membre d'accueil, il fournit aux investisseurs qui se trouvent sur le territoire de cet État membre toutes les informations et tous les documents qu'il est tenu de fournir aux investisseurs de son État membre d'origine conformément au chapitre IX. Ces informations et ces documents sont fournis aux investisseurs dans le respect des dispositions suivantes : a) sans préjudice des dispositions du chapitre IX, ces informations ou documents sont fournis aux investisseurs conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives de l'État membre d'accueil de l'OPCVM; b) les informations clés pour l'investisseur visées à l'article 78 sont traduites dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM ou dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre; c) les informations et les documents autres que les informations clés pour l'investisseur visées à l'article 78 sont traduits, au choix de l'OPCVM,	**Un OPCVM relevant du présent chapitre rédige ses documents d'information mentionnés dans la présente section en langue française.** **Un OPCVM relevant du présent chapitre ayant fait l'objet d'une notification pour la commercialisation de ses parts ou actions dans un autre Etat membre de l'Union européenne conformément à l'article 93 rédige son document d'information clé pour l'investisseur en langue française et peut rédiger ses autres documents d'information en langue française ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français.** **Le deuxième alinéa est applicable à un OPCVM de droit étranger conforme à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 dont les parts ou actions sont commercialisées en France.** **Lorsque l'OPCVM ou sa société de gestion de portefeuille s'assure que le dispositif de commercialisation mis en place permet d'éviter que la documentation ne soit adressée ou susceptible de parvenir, sur le**	Article L.214-12 du Comofi, devenu article L.214-43 alinéa 2 : « *Le prospectus, comprenant les statuts ou le règlement, des OPCVM ainsi que les autres documents destinés à l'information de leurs porteurs de parts ou actions sont rédigés en français. Toutefois, dans des conditions fixées par le RGAMF, ils peuvent être rédigés dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, ~~sous réserve que cette langue soit compréhensible par les investisseurs auxquels l'information est destinée~~.* » La proposition d'article du RGAMF précise dans quelles situations les documents d'information des OPCVM commercialisés en France doivent être rédigés en français ou peuvent être rédigés dans une langue usuelle en matière financière. Il est proposé d'assurer un level playing field entre les conditions de vente des OPCVM de droit français et celles des OPCVM de droit étranger vendus en France en prévoyant que : - Un OPCVM coordonné de droit français non passeporté vendu en France doit présenter l'ensemble de ses documents d'information (DICI, prospectus, rapports périodiques) en langue française. - Un OPCVM coordonné de droit français faisant l'objet d'un passeport OUT vendu en France et un OPCVM coordonné de droit étranger vendu en France doivent présenter le DICI en langue française et peuvent présenter les autres documents d'informations soit en langue française, soit dans une langue usuelle en matière financière.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
s'assurer que le dispositif de commercialisation mis en place permet d'éviter que la documentation ne soit adressée ou susceptible de parvenir, sur le territoire de la République française, à des investisseurs pour lesquels cette langue ne serait pas compréhensible.	dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM, dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre ou dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale; et d) les traductions d'informations et de documents au titre des points b) et c) sont fournies sous la responsabilité de l'OPCVM et elles sont le reflet fidèle des informations originales.	**territoire de la République française, à des investisseurs pour lesquels cette langue ne serait pas compréhensible, l'OPCVM conforme à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 peut rédiger ses documents d'information dans une langue usuelle en matière financière autre que le français.**	- Tout OPCVM coordonné (français ou étranger) vendu en France peut présenter l'ensemble de ses documents d'information dans une langue usuelle en matière financière à la condition que le distributeur s'assure que cette langue est compréhensible par l'investisseur.
		Sous-section 2 Document d'information clé pour l'investisseur	
	Article 78-1 Directive cadre	**Article 411-106**	
	1. Les États membres exigent des sociétés d'investissement et, pour chacun des fonds communs de placement qu'elles gèrent, des sociétés de gestion qu'elles établissent un document bref contenant les informations clés pour l'investisseur. Ce document est dénommé «informations clés pour l'investisseur» dans la présente directive. Les mots «informations clés pour l'investisseur» doivent être mentionnés clairement sur ledit document, dans l'une des langues visées à l'article 94, paragraphe 1, point b).	**L'OPCVM établit un document bref contenant les informations clés pour l'investisseur dénommé « document d'information clé pour l'investisseur ».** **Ce document est élaboré selon les modalités prévues par le règlement européen n°583/2010 du 1er juillet 2010.**	Certaines dispositions de la directive cadre sont redondantes avec le Règlement européen 583/2010 du 1er juillet 2010 qui est d'application directe en droit interne. Malgré ces redondances entre les deux textes, il est proposé de transposer ces dispositions de la directive cadre dans le RGAMF aux motifs que : - la mesure concernée sera ainsi plus lisible pour les SGP, - la mesure concernée sera ainsi incontestable car elle est issue de la directive cadre en application de laquelle a été pris le Règlement européen, - cela correspond à la volonté de procéder à une transposition littérale de la directive.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Article 4-2 Règlement européen 2. Le titre «Informations clés pour l'investisseur» apparaît bien en évidence en haut de la première page du document d'information clé pour l'investisseur.		De plus, à titre de rappel, il est proposé d'indiquer une fois pour toutes à l'article 411-106 que le DICI doit respecter les dispositions du Règlement européen. L'article 25.1 du Règlement CE 2010/583 pourrait être transposé ici : Lorsqu'un OPCVM se compose de plusieurs compartiments d'investissement, un document d'information clé pour l'investisseur est établi pour chacun de ces compartiments.
	Article 78-1 Directive cadre	**Article 411-107**	
	1. Les États membres exigent des sociétés d'investissement et, pour chacun des fonds communs de placement qu'elles gèrent, des sociétés de gestion qu'elles établissent un document bref contenant les informations clés pour l'investisseur. Ce document est dénommé «informations clés pour l'investisseur» dans la présente directive. Les mots «informations clés pour l'investisseur» doivent être mentionnés clairement sur ledit document, dans l'une des langues visées à l'article 94, paragraphe 1, point b). **Article 4-2 Règlement européen** 2. Le titre «Informations clés pour l'investisseur» apparaît bien en évidence en haut de la première page du document d'information clé pour l'investisseur.	**Le document d'information clé pour l'investisseur, dont le contenu est précontractuel, remplit les conditions suivantes :** **1° Il comporte les mots « informations clés pour l'investisseur » mentionnés clairement en français ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français dans le respect de *l'article 411-105*.**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Article 411-45 Les informations que l'OPCVM est tenu de diffuser sont transparentes, complètes et claires.	**Article 79-1 Directive cadre** 1. Les informations clés pour l'investisseur sont des informations précontractuelles. Elles sont correctes, claires et non trompeuses. Elles sont cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus. **Article 3-2 Règlement européen** 2. Les informations clés pour l'investisseur sont correctes, claires et non trompeuses.	**2° Il contient des informations correctes, claires et non trompeuses et cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.**	Le principe posé au 1° est déjà prévu par l'article L.214-33 du comofi mais il est proposé de le répéter ici. L'article L214-33 du comofi ne prévoit pas que le DICI est un document précontractuel car cela constitue une application du droit commun des obligations. Par coordination, il est donc proposé ne pas le mentionner non plus ici.
	Article 78-2 Directive cadre 2. Les informations clés pour l'investisseur comprennent les informations appropriées sur les caractéristiques essentielles de l'OPCVM concerné, devant être fournies aux investisseurs afin que ceux-ci puissent raisonnablement comprendre la nature et les risques du produit d'investissement qui leur est proposé et, par voie de conséquence, prendre des décisions en matière de placement en pleine connaissance de cause.	**3° Il comprend les informations appropriées sur les caractéristiques essentielles de l'OPCVM concerné, devant être fournies aux investisseurs afin que ceux-ci puissent raisonnablement comprendre la nature et les risques de l'OPCVM qui leur est proposé et, par voie de conséquence, prendre des décisions en matière de placement en pleine connaissance de cause.**	
	Article 78-3 Directive cadre 3. Les informations clés pour l'investisseur fournissent des informations sur les éléments essentiels suivants de l'OPCVM concerné: a) l'identification de l'OPCVM; b) une brève description de ses objectifs de placement et de sa politique de placement;	**4° Il contient des informations sur les éléments essentiels suivants de l'OPCVM :** **a) L'identification de l'OPCVM ;** **b) Une brève description de ses objectifs de placement et de sa**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	c) une présentation de ses performances passées ou, le cas échéant, de scénarios de performances; d) les coûts et les frais liés; et e) le profil risque/rémunération de l'investissement, y compris des orientations et des mises en garde appropriées sur les risques inhérents à l'investissement dans l'OPCVM concerné. Ces éléments essentiels doivent être compréhensibles pour l'investisseur sans renvoi à d'autres documents. **Article 82-2 Directive cadre** 2. Les éléments essentiels des informations clés pour l'investisseur sont tenus à jour. **Article 22-3 Règlement européen** 3. Un réexamen est effectué avant ou après tout changement considéré comme important affectant les informations contenues dans le document d'information clé pour l'investisseur.	**politique de placement ;** **c) Une présentation de ses performances passées ou, le cas échéant, de scénarios de performances ;** **d) Les coûts et les frais liés ;** **e) Le profil de risque au regard de la rémunération de l'investissement, y compris des orientations et des mises en garde appropriées sur les risques inhérents à l'investissement dans l'OPCVM concerné.** **Ces éléments essentiels doivent être compréhensibles pour l'investisseur sans renvoi à d'autres documents.** **Ils sont tenus à jour.**	
	Article 78-4 Directive cadre 4. Les informations clés pour l'investisseur indiquent clairement où et comment obtenir des informations supplémentaires sur l'investissement proposé, y compris où et comment le prospectus et les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus, sur	**5° Il indique clairement où et comment obtenir des informations supplémentaires sur l'investissement proposé, y compris où et comment le prospectus et les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus, sur demande, gratuitement et à tout moment, ainsi**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	demande, sans frais et à tout moment, ainsi que la langue dans laquelle ces informations sont disponibles pour les investisseurs. **Article 20-1 Règlement européen** 1. La section «Informations pratiques» du document d'information clé pour l'investisseur contient les informations suivantes, qui concernent les investisseurs de tout État membre dans lequel l'OPCVM est commercialisé: […] b) où et comment obtenir de plus amples informations sur l'OPCVM et une copie de son prospectus, de son dernier rapport annuel et de tout rapport semestriel ultérieur, avec mention de la ou des langues dans lesquelles ces documents sont disponibles et du fait qu'ils peuvent être obtenus gratuitement;	**que la langue dans laquelle ces informations sont disponibles pour les investisseurs.**	
	Article 78-5 Directive cadre 5. Les informations clés pour l'investisseur sont rédigées de manière concise et dans un langage non technique. Elles sont établies dans un format commun, permettant des comparaisons, et sont présentées de telle manière qu'elles puissent être comprises par les investisseurs de détail. **Article 5-1 Règlement européen** 1. Le document d'information clé pour l'investisseur: […] b) est clairement formulé et rédigé dans un langage qui facilite à l'investisseur la compréhension des	**6° Il est rédigé de manière concise et dans un langage non technique.** **7° Il est établi dans un format commun, permettant des comparaisons <u>avec d'autres OPCVM</u>.** **8° Il est présenté de telle manière qu'il puisse être compris par les <u>clients non professionnels.</u>**	Amélioration rédactionnelle. Il est proposé de traduire la notion « d'investisseurs de détail » employée par la directive par celle « de clients non professionnels » qui est consacrée en droit français, issue de la MIF.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	informations communiquées, notamment : *i)* en utilisant un langage clair, succinct et compréhensible; *ii)* en évitant le jargon; *iii)* en évitant l'emploi de termes techniques, lorsque des mots du langage courant peuvent être utilisés à la place; **Article 6 Règlement européen** Le document d'information clé pour l'investisseur ne dépasse pas deux pages de format A-4 lorsqu'il est imprimé.		
	Article 78-6 Directive cadre 6. Les informations clés pour l'investisseur sont utilisées sans adaptation ni ajout, à part leur traduction, dans tous les États membres où l'OPCVM a fait l'objet d'une notification pour la commercialisation de ses parts conformément à l'article 93.	**9° Hormis sa traduction, il est utilisé sans adaptation ni ajout, dans tous les États membres de l'Union européenne où l'OPCVM a fait l'objet d'une notification pour la commercialisation de ses parts ou actions conformément à *l'article 93*** *[article transposé dans la partie sur la commercialisation]***.**	
	Article 79.2 Directive cadre	**Article 411-108**	
	2. Les États membres veillent à ce qu'aucune personne n'encourre une responsabilité civile sur la seule base des informations pour l'investisseur, y compris les traductions de celles-ci, sauf si ces informations sont trompeuses, inexactes ou incohérentes avec les parties correspondantes du prospectus. Les informations clés pour l'investisseur doivent contenir un avertissement clair à cet égard.	**Le document d'information clé pour l'investisseur contient un avertissement clair indiquant que la responsabilité de l'OPCVM ou de sa société de gestion de portefeuille ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans ce document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Article 20-1 Règlement européen 1. La section «Informations pratiques» du document d'information clé pour l'investisseur contient les informations suivantes, qui concernent les investisseurs de tout État membre dans lequel l'OPCVM est commercialisé: […] e) la déclaration suivante : *«La responsabilité de [insérer le nom de la société d'investissement ou de la société de gestion] ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.»*		
		Article 411-109 *Néant*	
		Article 411-110 *Néant*	
	Article 82-1 Directive cadre	**Article 411-111**	
	1. Les OPCVM transmettent aux autorités compétentes de leur État membre d'origine leurs informations clés pour l'investisseur et toute modification apportée à celles-ci. **Article 5-2 directive cadre** Un FCP n'est agréé que si les autorités compétentes de son État membre d'origine ont approuvé la demande de la société de gestion de gérer ce FCP, le règlement du fonds et le choix du dépositaire. Une SICAV n'est agréée	**L'OPCVM intègre son document d'information clé dans le dossier d'agrément de l'OPCVM qu'il transmet à l'AMF.**	Il est proposé de prévoir que le DICI soit communiqué à l'Amf à l'occasion de la transmission du dossier d'agrément de l'OPCVM.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	que si les autorités compétentes de son État membre d'origine ont approuvé, d'une part, ses documents constitutifs et, d'autre part, le choix du dépositaire et, le cas échéant, la demande de la société de gestion désignée de gérer cette société d'investissement.		
Article 411-49-1 Par dérogation aux articles 411-45-1, 411-50, 411-51 et 411-56-2, il peut être établi un document d'information clé pour l'investisseur comportant les éléments correspondant à ceux listés à l'article 4 du règlement (UE) n° 583/2010 du 1er juillet 2010, qui tient lieu de prospectus simplifié pour les OPCVM ne bénéficiant pas de la procédure de reconnaissance mutuelle des agréments prévue par la directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985 à l'exception des OPCVM à règles d'investissement allégées avec ou sans effet de levier visés à la section 1 du chapitre III du présent titre.			Disposition mentionnée ici pour mémoire : cette disposition, issue de l'Arrêté du 22 février 2011 (en vigueur à compter du 1er avril 2011), est applicable aux OPCVM non coordonnés. Elle sera donc reprise dans la partie sur les OPCVM non coordonnés.
	Article 118-2 directive cadre	**Article 411-112**	
	2. Les États membres veillent à ce que les OPCVM remplacent leurs prospectus simplifiés rédigés conformément aux dispositions de la directive 85/611/CEE par les informations clés pour l'investisseur rédigées conformément à l'article 78, dans les plus brefs délais et en tout état de cause au plus tard 12 mois après l'expiration du délai fixé pour la mise en	**Les OPCVM existants avant le 1er juillet 2011 doivent remplacer leurs prospectus simplifiés rédigés conformément aux dispositions de la directive 85/611/CEE par le document d'information clé pour l'investisseur mentionné à l'article 411-106 au plus tard le 30 juin 2012.**	Il convient de prévoir une disposition transitoire permettant aux OPCVM existants de transformer leur prospectus simplifié en DICI au plus tard le 30 juin 2012.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	oeuvre dans les droits nationaux de toutes les mesures d'exécution visées à l'article 78, paragraphe 7. Pendant cette période, les autorités compétentes des États membres d'accueil des OPCVM continuent à accepter le prospectus simplifié pour les OPCVM commercialisés sur le territoire de ces États membres.		
		Sous-section 2 **Prospectus**	
Article 411-45	**Article 69-1 Directive cadre**	**Article 411-113**	
Les informations que l'OPCVM est tenu de diffuser sont transparentes, complètes et claires. **Article 411-45-1** Pour tout OPCVM, il est établi un prospectus complet. Le prospectus complet est composé des documents suivants, dont le contenu est précisé dans une instruction de l'AMF : 1° Un prospectus simplifié donnant les renseignements essentiels et nécessaires à la décision de l'investisseur. Il doit indiquer que le dernier rapport annuel, le dernier état périodique et le prospectus complet peuvent être obtenus gratuitement sur simple demande. Il est structuré et rédigé de façon à pouvoir être compris facilement par l'investisseur et donne une information transparente, complète, claire permettant à l'investisseur de prendre une	1. Le prospectus contient les renseignements qui sont nécessaires pour que les investisseurs puissent juger en pleine connaissance de cause l'investissement qui leur est proposé, et notamment les risques inhérents à celui-ci. Il comporte une description claire et facile à comprendre du profil de risque du fonds, indépendamment des instruments dans lesquels il investit. **Article 71-1 Directive cadre** 1. Le règlement du fonds ou les documents constitutifs de la société d'investissement font partie intégrante du prospectus et y sont annexés. **Article 71-2 Directive cadre** 2. Toutefois, les documents visés au paragraphe 1 ne doivent pas obligatoirement être annexés au	**Le prospectus de l'OPCVM contient les renseignements nécessaires pour que les investisseurs puissent juger en pleine connaissance de cause l'investissement qui leur est proposé, et notamment les risques inhérents à celui-ci.** **Il comporte une description claire et facile à comprendre du profil de risque de l'OPCVM, indépendamment des <u>actifs</u> dans lesquels il est investi.** **Le règlement ou les statuts de l'OPCVM font partie intégrante du prospectus auquel ils sont annexés.**	Il est proposé de viser les « actifs » afin d'englober les instruments financiers et les dépôts.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
décision sur son investissement en toute connaissance de cause ; 2° Une note détaillée décrivant précisément les règles d'investissement et de fonctionnement de l'OPCVM ainsi que l'ensemble des modalités de rémunération de la société de gestion de portefeuille et du dépositaire. Elle mentionne également l'identité de la société de gestion de portefeuille et du dépositaire ; 3° Le règlement ou les statuts de l'OPCVM. **Article 411-48** Préalablement à la commercialisation des parts ou actions de l'OPCVM et en vue de son agrément, l'AMF approuve le prospectus complet de l'OPCVM. Le contenu des documents composant le prospectus complet et les modalités de leur transmission à l'AMF sont fixés par une instruction de l'AMF. Lorsque l'OPCVM comprend des compartiments, le prospectus complet décrit les caractéristiques de l'OPCVM et de chacun des compartiments.	prospectus si l'investisseur est informé que, à sa demande, ces documents lui seront envoyés ou qu'il sera informé de l'endroit où il pourra les consulter dans chaque État membre où les parts sont commercialisées. **Article 72 Directive cadre** Les éléments essentiels du prospectus sont tenus à jour. **Article 69-2 Directive cadre** 2. Le prospectus comporte au moins les renseignements prévus au schéma A de l'annexe I, pour autant que ces renseignements ne figurent pas déjà dans le règlement du fonds ou les documents constitutifs annexés au prospectus conformément à l'article 71, paragraphe 1.	**Toutefois, le règlement ou les statuts peuvent ne pas être annexés au prospectus si l'investisseur est informé que, à sa demande, ces documents lui seront envoyés ou qu'il sera informé de l'endroit où il pourra les consulter.** **Les éléments essentiels du prospectus sont tenus à jour.** **Le contenu du prospectus est défini dans <u>une instruction de l'AMF</u>.**	Il est proposé de considérer que l'investisseur aura accès au règlement ou aux statuts à l'endroit qui lui sera indiqué, en France (et non dans un autre Etat de l'Union européenne). Renvoi à une Instruction pour décrire le contenu du prospectus qui est composé des éléments du schéma A de l'annexe I de la directive.
Article 411-46 Le prospectus complet décrit l'ensemble des frais supportés par les porteurs ou par l'OPCVM, toutes taxes comprises, en indiquant : 1° Pour les commissions supportées par le porteur : a) Le taux maximal de la part de la	**Article 69-2 Directive cadre** 2. Le prospectus comporte au moins les renseignements prévus au schéma A de l'annexe I, pour autant que ces renseignements ne figurent pas déjà dans le règlement du fonds ou les documents constitutifs annexés au prospectus conformément à l'article 71,	**Article 411-114** Le prospectus ~~complet~~ décrit l'ensemble des frais supportés par les porteurs ou par l'OPCVM, toutes taxes comprises, en indiquant : 1° Pour les commissions supportées par le porteur : a) Le taux maximal de la part de la	La directive prévoit que le prospectus comporte « *au moins* » les renseignements qu'elle fixe dans son annexe, ce qui signifie implicitement que les Etats membres peuvent ajouter des éléments dans le prospectus. S'agissant des renseignements sur les frais supportés

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
commission de souscription et de rachat non acquise à l'OPCVM ; b) Le taux de la part de la commission acquise à l'OPCVM ainsi que les conditions dans lesquelles ce taux peut être réduit. 2° Pour les frais supportés par l'OPCVM, le taux de frais de fonctionnement et de gestion maximum. La mention de ce taux doit être complétée, le cas échéant, par les précisions suivantes : a) Les règles de calcul des commissions de mouvement ; b) Les règles de calcul de la part des revenus des opérations d'acquisition ou cession temporaires de titres non affectée à l'OPCVM ; c) Les frais et commissions maximum pouvant être supportés au titre d'OPCVM ou de fonds d'investissement au sens de l'article R. 214-5 du code monétaire et financier1 acquis par l'OPCVM ; d) Les règles de calcul de la commission de gestion variable. 3° Pour les frais effectivement supportés par l'OPCVM au cours du dernier exercice : a) Le total des frais facturés à l'OPCVM rapporté à l'actif moyen de l'OPCVM au cours du dernier exercice. Ce total représente la somme des frais de fonctionnement et de gestion, des frais mentionnés aux a et d du 2° et des frais effectivement supportés par l'OPCVM du	paragraphe 1. **Annexe 1 - Schéma A Directive cadre** **1.18.** Indication portant sur le mode, le montant et le calcul des rémunérations mises à charge du fonds commun de placement au profit de la société de gestion, du dépositaire ou de tiers et le remboursement par le fonds commun de placement de frais à la société de gestion, au dépositaire ou à des tiers **1.17.** Détermination des prix de vente ou d'émission et de remboursement ou de rachat des parts, en particulier: —méthode et fréquence du calcul de ces prix, —informations concernant les frais relatifs aux opérations de vente ou d'émission et de rachat ou de remboursement des parts, —mode, lieux et fréquence de publication de ces prix **6.** Informations d'ordre économique: 6.1. dépenses et commissions éventuelles, autres que les frais visés au point 1.17, ventilées selon qu'elles doivent être payées par le porteur de	commission de souscription et de rachat non acquise à l'OPCVM ; b) Le taux de la part de la commission acquise à l'OPCVM ainsi que les conditions dans lesquelles ce taux peut être réduit. 2° Pour les frais supportés par l'OPCVM, le taux de frais de fonctionnement et de gestion maximum. La mention de ce taux doit être complétée, le cas échéant, par les précisions suivantes : a) Les règles de calcul des commissions de mouvement ; b) Les règles de calcul de la part des revenus des opérations d'acquisition ou cession temporaires de titres non affectée à l'OPCVM ; c) Les frais et commissions maximum pouvant être supportés au titre d'OPCVM ou de fonds d'investissement au sens *de l'article R. 214-5 du code monétaire* et financier acquis par l'OPCVM ; d) Les règles de calcul de la commission de gestion variable. 3° Pour les frais effectivement supportés par l'OPCVM au cours du dernier exercice : a) Le total des frais facturés à l'OPCVM rapporté à l'actif moyen de l'OPCVM au cours du dernier exercice. Ce total	par l'OPCVM ou ses porteurs, l'annexe de la directive prévoit que le prospectus comporte certaines informations mais l'actuel article 411-46 du RGAMF fournit des éléments beaucoup plus détaillés. Il semble plus protecteur pour l'investisseur de maintenir le degré de détail prévu actuellement par le RGAMF.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
fait d'investissement dans des OPCVM ou fonds d'investissement ; b) Le total des frais d'intermédiation sur les instruments financiers du dernier exercice rapporté à l'actif de l'OPCVM, accompagné du taux de rotation du portefeuille. La présentation du prospectus complet et les modalités de calcul des frais mentionnés au présent article sont précisées par une instruction de l'AMF.	parts ou par prélèvement sur les actifs de l'OPCVM.	représente la somme des frais de fonctionnement et de gestion, des frais mentionnés aux a et d du 2° et des frais effectivement supportés par l'OPCVM du fait d'investissement dans des OPCVM ou fonds d'investissement ; b) Le total des frais d'intermédiation sur les instruments financiers du dernier exercice rapporté à l'actif de l'OPCVM, accompagné du taux de rotation du portefeuille. La présentation du prospectus ~~complet~~ et les modalités de calcul des frais mentionnés au présent article sont précisées par une instruction de l'AMF.	
Article 411-47	**Article 69-2 Directive cadre**	**Article 411-115**	
Le prospectus complet définit les règles de valorisation pour chaque catégorie d'instruments financiers, de dépôts, de valeurs et de contrats. Entre deux calculs de valeur liquidative, un OPCVM peut établir et publier une valeur indicative de la valeur liquidative appelée « valeur estimative ». Le prospectus complet mentionne les conditions de publication de celle-ci et avertit l'investisseur qu'elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats. Toute communication d'une valeur estimative comporte le même avertissement.	2. Le prospectus comporte au moins les renseignements prévus au schéma A de l'annexe I, pour autant que ces renseignements ne figurent pas déjà dans le règlement du fonds ou les documents constitutifs annexés au prospectus conformément à l'article 71, paragraphe 1. **Annexe 1 - Schéma A Directive cadre** 4. Informations sur les mesures prises pour effectuer les paiements aux porteurs de parts, le rachat ou le remboursement des parts ainsi que la diffusion des informations concernant l'OPCVM. Ces informations doivent, en tout état de cause, être données dans	Le prospectus ~~complet~~ définit les règles de valorisation pour chaque catégorie d'instruments financiers, de dépôts, de valeurs et de contrats. Entre deux calculs de valeur liquidative, un OPCVM peut établir et publier une valeur indicative de la valeur liquidative appelée « valeur estimative ». Le prospectus ~~complet~~ mentionne les conditions de publication de celle-ci et avertit l'investisseur qu'elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats. Toute communication d'une valeur estimative comporte le même avertissement.	La directive prévoit que le prospectus comporte « *au moins* » les renseignements qu'elle fixe dans son annexe, ce qui signifie implicitement que les Etats membres peuvent ajouter des éléments dans le prospectus. Concernant la valeur liquidative indicative entre deux valeurs liquidatives, la directive ne l'évoque pas mais la protection de l'investisseur implique le maintien de la possibilité pour le prospectus de l'OPCVM de fournir cette information si elle existe (actuel article 411-47 du RGAMF).

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	l'État membre où l'OPCVM est établi. En outre, lorsque les parts sont commercialisées dans un autre État membre, ces informations sont données en ce qui concerne cet État membre dans le prospectus qui y est diffusé.		
	Article 70-1 Directive cadre	**Article 411-116**	
	1. Le prospectus précise les catégories d'actifs dans lesquels un OPCVM est habilité à investir. Il indique si les opérations sur instruments financiers dérivés sont autorisées, auquel cas il précise de manière bien visible si ces opérations peuvent être effectuées en couverture ou en vue de la réalisation des objectifs d'investissement ainsi que les effets possibles de l'utilisation d'instruments financiers dérivés sur le profil de risque.	**Le prospectus précise les catégories d'actifs dans lesquels l'OPCVM est habilité à investir.** **Il indique également si les opérations sur les contrats financiers sont autorisées, auquel cas il précise de manière bien visible si ces opérations peuvent être effectuées à titre de couverture ou en vue de la réalisation des objectifs d'investissement ainsi que les effets possibles de l'utilisation de contrats financiers sur le profil de risque.**	
	Article 70-2 Directive cadre	**Article 411-117**	
	2. Lorsqu'un OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à l'article 50 autres que des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire ou lorsqu'un OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à l'article 53, son prospectus et, le cas échéant, ses communications publicitaires comportent une mention bien visible	**I. Lorsque l'OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à *l'article 50* autres que des titres financiers éligibles ou des instruments du marché monétaire ou lorsque l'OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à *l'article 53*, son prospectus comporte une mention bien visible attirant l'attention sur sa**	Cet article étant applicable aux communications publicitaires, il y sera fait un renvoi dans la partie consacrée aux communications publicitaires (plus bas). Les actifs visés ici sont les OPCVM, dépôts et instruments financiers dérivés.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	attirant l'attention sur sa politique de placement .	**politique de placement.**	
	Article 55-3 alinéa 2 directive cadre		
	Un OPCVM qui investit une part importante de ses actifs dans d'autres OPCVM ou d'autres organismes de placement collectif indique dans son prospectus le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être facturées à la fois à l'OPCVM lui-même et aux autres OPCVM ou aux autres organismes de placement collectif dans lesquels il entend investir. Il indique, dans son rapport annuel, le pourcentage maximal des frais de gestion facturés tant à l'OPCVM lui-même qu'aux autres OPCVM ou aux organismes de placement collectif dans lesquels il investit.	**II. Lorsque l'OPCVM investit une part importante de ses actifs dans d'autres OPCVM, son prospectus indique le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être facturées à la fois à l'OPCVM lui-même et aux autres OPCVM dans lesquels il entend investir.**	
	Article 54-3 directive cadre		
	3. Les OPCVM visés au paragraphe 1 incluent, dans les prospectus ou les communications publicitaires, une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur cette autorisation et indiquant les États membres, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les valeurs desquels ils ont l'intention de placer ou ont placé plus de 35 % de leurs actifs. Paragraphe 1 : Par dérogation à l'article 52,	**III. L'OPCVM mentionné *à l'article xx du code monétaire et financier* inclue, dans son prospectus une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur l'autorisation dont il bénéficie et indiquant les États membres de l'Union européenne, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les actifs desquels il a l'intention de placer ou a placé plus de 35 % de ses actifs.**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	les États membres peuvent autoriser les OPCVM à placer, selon le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100 % de leurs actifs dans différentes valeurs mobilières et différents instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État membre, par une ou plusieurs de ses collectivités publiques territoriales, par un pays tiers ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs États membres.		
	Article 70-3 Directive cadre	**Article 411-118**	
	3. Lorsque la valeur d'inventaire nette d'un OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, le prospectus et, le cas échéant, les communications publicitaires contiennent une mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique.	**Lorsque la <u>valeur liquidative</u> de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, le prospectus contient une mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique.**	Il est proposé de traduire la « valeur d'inventaire nette » employée par la directive par la « valeur liquidative ».
	Article 70-4 Directive cadre	**Article 411-119**	
	4. Si un investisseur en fait la demande, la société de gestion fournit également des informations complémentaires sur les limites quantitatives qui s'appliquent à la gestion des risques de l'OPCVM, sur les méthodes choisies à cette fin et sur l'évolution récente des principaux risques et des rendements des catégories d'instruments.	**<u>Lorsque l'investisseur ayant reçu le prospectus de l'OPCVM</u> en fait la demande, l'OPCVM lui fournit des informations complémentaires sur les limites quantitatives qui s'appliquent à la gestion des risques de l'OPCVM, sur les méthodes choisies à cette fin et sur l'évolution récente des principaux risques et**	Cette disposition fait partie d'un article relatif au prospectus. Il est donc proposé de considérer que cette disposition s'applique une fois que l'investisseur a reçu le prospectus.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
		des rendements des catégories d'instruments.	
Article 411-48	**Article 74 Directive cadre**	**Article 411-120**	
[…] Le contenu des documents composant le prospectus complet et les modalités de leur transmission à l'AMF sont fixés par une instruction de l'AMF. […]	Les OPCVM transmettent aux autorités compétentes de leur État membre d'origine leur prospectus et toute modification apportée à celui-ci, ainsi que leurs rapports annuels et semestriels. Sur demande, l'OPCVM fournit ces documents aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de la société de gestion.	**L'OPCVM transmet à l'AMF son prospectus et toute modification apportée à celui-ci selon les modalités fixées par une instruction de l'AMF.** **Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournit, à leur demande, son prospectus aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de la société de gestion de portefeuille.**	Il est proposé de renvoyer à une Instruction le soin de fixer les modalités de transmission du prospectus à l'AMF.
		Sous-section 3 **Rapports annuel et semestriel**	
	Article 69-3 Directive cadre	**Article 411-121**	
	3. Le rapport annuel contient un bilan ou un état de l'actif et du passif, un compte ventilé des revenus et des dépenses de l'exercice, un rapport sur les activités de l'exercice et les autres renseignements prévus au schéma B de l'annexe I, ainsi que toute information significative permettant aux investisseurs de porter, en pleine connaissance de cause, un jugement sur l'évolution de l'activité et les résultats de l'OPCVM.	**Les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM contiennent les éléments prévus par une instruction de l'AMF.**	Les informations prévues au schéma B de l'annexe I sont les informations que doivent contenir les rapports annuels et semestriels prévus au projet d'article X16 du projet de Livre IV de RGAMF. Les informations listées au Schema B de l'annexe I seront reprises dans une instruction. .

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Article 55-3 alinéa 2 directive cadre Un OPCVM qui investit une part importante de ses actifs dans d'autres OPCVM ou d'autres organismes de placement collectif indique dans son prospectus le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être facturées à la fois à l'OPCVM lui-même et aux autres OPCVM ou aux autres organismes de placement collectif dans lesquels il entend investir. Il indique, dans son rapport annuel, le pourcentage maximal des frais de gestion facturés tant à l'OPCVM lui-même qu'aux autres OPCVM ou aux organismes de placement collectif dans lesquels il investit. **Article 69-4 Directive cadre** 4. Le rapport semestriel contient au moins les renseignements prévus au schéma B, sections I à IV, de l'annexe I. Lorsqu'un OPCVM a versé ou se propose de verser des acomptes sur dividendes, les données chiffrées indiquent le résultat après déduction des impôts pour le semestre concerné et les acomptes sur dividendes versés ou proposés.		
	Article 73 Directive cadre Les données comptables contenues dans les rapports annuels sont contrôlées par une ou plusieurs personnes habilitées, en vertu de la loi,		L'article L.214-33 du comofi pose le principe selon lequel le CAC certifie l'exactitude des rapports annuel et semestriel avant leur publication. Il est proposé de prévoir dans l'Instruction AMF que

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	à effectuer un contrôle des comptes conformément à la directive 2006/43/CE. L'attestation donnée par celles-ci, y compris, le cas échéant, leurs réserves, sont reproduites intégralement dans le rapport annuel.		l'attestation du CAC figure dans le rapport annuel.
	Article 74 Directive cadre	**Article 411-122**	
	Les OPCVM transmettent aux autorités compétentes de leur État membre d'origine leur prospectus et toute modification apportée à celui-ci, ainsi que leurs rapports annuels et semestriels. Sur demande, l'OPCVM fournit ces documents aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de la société de gestion.	**L'OPCVM transmet à l'AMF ses rapports annuels et semestriels selon les modalités fixées par une instruction de l'AMF.** **Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournit, à leur demande, ses rapports annuels et semestriels aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de la société de gestion de portefeuille.**	
		Sous-section 4 **Valeur liquidative**	
Article 411-54	**Article 76 Directive cadre**	**Article 411-123**	
Les OPCVM sont tenus d'établir leur valeur liquidative conformément aux articles 411-27 à 411-33. Cette valeur liquidative est établie et publiée selon une périodicité adaptée à la nature des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts détenus par l'OPCVM.	L'OPCVM rend public, de façon appropriée, le prix d'émission, de vente, de rachat ou de remboursement de ses parts chaque fois qu'il émet, vend, rachète ou rembourse ses parts, et dans tous les cas au moins deux fois par mois.	Les OPCVM sont tenus d'établir leur valeur liquidative conformément aux articles 411-27 à 411-33. Cette valeur liquidative est établie et publiée selon une périodicité adaptée à la nature des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts détenus par l'OPCVM.	Il est proposé de conserver l'actuel article 411-54 du RGAMF qui est conforme à l'article 76 de la directive UCITS IV.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Les OPCVM doivent publier, de façon appropriée, la valeur liquidative des parts ou actions qu'ils émettent au moins deux fois par mois. La périodicité de la publication de la valeur liquidative des parts ou des actions émises peut toutefois être mensuelle, à condition que cela ne porte pas préjudice aux intérêts des porteurs ou actionnaires et sous réserve de l'agrément préalable de l'AMF. Le prospectus, mentionné à l'article 411-45-1, précise la périodicité d'établissement et de publication de la valeur liquidative ainsi que le calendrier de référence choisi. Dès lors qu'une valeur liquidative est publiée, les souscriptions et les rachats de parts ou actions d'OPCVM doivent pouvoir être effectués sur la base de cette valeur, dans les conditions fixées par le prospectus complet. Le présent article est applicable à chaque compartiment.	Les autorités compétentes peuvent toutefois permettre à un OPCVM de porter ce rythme à une fois par mois, à condition que cette dérogation ne porte pas préjudice aux intérêts des porteurs de parts.	Les OPCVM doivent publier, de façon appropriée, la valeur liquidative des parts ou actions qu'ils émettent au moins deux fois par mois. La périodicité de la publication de la valeur liquidative des parts ou des actions émises peut toutefois être mensuelle, à condition que cela ne porte pas préjudice aux intérêts des porteurs ou actionnaires et sous réserve de l'agrément préalable de l'AMF. Le prospectus, mentionné à *l'article 411-45-1*, précise la périodicité d'établissement et de publication de la valeur liquidative ainsi que le calendrier de référence choisi. Dès lors qu'une valeur liquidative est publiée, les souscriptions et les rachats de parts ou actions d'OPCVM doivent pouvoir être effectués sur la base de cette valeur, dans les conditions fixées par le prospectus ~~complet~~. Le présent article est applicable à chaque compartiment.	Mise à jour.
Article 411-55	**Article 76 Directive cadre**	**Article 411-124**	
Les OPCVM dont les parts ou actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en fonctionnement régulier établissent et publient leur valeur liquidative chaque jour de négociation du marché sur lequel elles sont admises. Le présent article est applicable à chaque compartiment.	L'OPCVM rend public, de façon appropriée, le prix d'émission, de vente, de rachat ou de remboursement de ses parts chaque fois qu'il émet, vend, rachète ou rembourse ses parts, et dans tous les cas au moins deux fois par mois. Les autorités compétentes peuvent	Les OPCVM dont les parts ou actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en fonctionnement régulier établissent et publient leur valeur liquidative chaque jour de négociation du marché sur lequel elles sont admises. Le présent article est applicable à	L'actuel article 411-55 du RGAMF prévoit l'établissement quotidien de la valeur liquidative des OPCVM indiciels cotés. Il est proposé de conserver cette disposition qui est donc conforme à la directive qui requiert au minimum deux VL par mois.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	toutefois permettre à un OPCVM de porter ce rythme à une fois par mois, à condition que cette dérogation ne porte pas préjudice aux intérêts des porteurs de parts.	chaque compartiment.	
Article 411-56		**Article 411-125**	
Les OPCVM à vocation générale doivent établir un document d'information à la fin de chaque premier semestre de l'exercice, dont le contenu est défini dans une instruction de l'AMF. Le document d'information est publié au plus tard dans les huit semaines suivant la fin de chaque période définie par la note détaillée. Lorsque l'OPCVM comporte des compartiments, les documents d'information périodique sont également établis pour chaque compartiment. À l'exception des OPCVM dédiés mentionnés au 1° de l'article 411-12, les OPCVM à vocation générale dont l'actif est supérieur à 80 millions d'euros sont tenus de faire attester trimestriellement la composition de l'actif par le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM.		Les OPCVM à vocation générale doivent établir un document d'information à la fin de chaque premier semestre de l'exercice, dont le contenu est défini dans une instruction de l'AMF. Le document d'information est publié au plus tard dans les huit semaines suivant la fin de chaque période définie par ~~la note détaillée~~ **le prospectus**. Lorsque l'OPCVM comporte des compartiments, les documents d'information périodique sont également établis pour chaque compartiment. À l'exception des OPCVM dédiés mentionnés au 1° de l'article 411-12, les OPCVM à vocation générale dont l'actif est supérieur à 80 millions d'euros sont tenus de faire attester trimestriellement la composition de l'actif par le ~~contrôleur légal des comptes~~ **commissaire aux comptes** de l'OPCVM.	Renvoi à une Instruction de l'AMF. Il a été décidé de conserver dans le projet de comofi la publication de la « composition de l'actif » (actuel article L.214-8 du comofi). Il est donc proposé de conserver l'actuel article 411-56 du RAMF qui est pris en application de cette disposition du comofi. Mise à jour. Il est proposé d'adopter la même rédaction que le comofi en visant le « commissaire aux comptes ».
Section 6 - Commercialisation en France d'OPCVM		**Section 7 - Commercialisation en France d'OPCVM**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
Sous-section 1 - Règles générales		**Sous-section 1 - Règles générales**	Il s'agit ici des mesures nationales relatives à la commercialisation de parts ou actions d'OPCVM.
Article 411-50	**Article 77 Directive cadre**	**Article 411-126**	
L'AMF peut exercer à l'égard de toute personne qui distribue des OPCVM les prérogatives mentionnées à l'article 314-30.		L'AMF peut exercer à l'égard de toute personne qui distribue des OPCVM les prérogatives mentionnées à l'article 314-30.	Il est proposé de maintenir cet article, dans la mesure où la disposition équivalente a été maintenue à l'article 314-30. « L'AMF peut exiger des prestataires de services d'investissement qu'ils lui communiquent, préalablement à leur publication, distribution, remise ou diffusion, les communications à caractère promotionnel relatives aux services d'investissement qu'ils fournissent et aux instruments financiers qu'ils proposent. Elle peut en faire modifier la présentation ou la teneur afin d'assurer que ces informations soient correctes, claires et non trompeuses. »
Les communications à caractère promotionnel relatives aux OPCVM ou à des compartiments doivent mentionner l'existence d'un prospectus simplifié et le lieu où il est tenu à disposition de l'investisseur. **Article 411-45** Les informations que l'OPCVM est tenu de diffuser sont transparentes, complètes et claires.	Toutes les communications publicitaires destinées aux investisseurs sont clairement identifiables en tant que telles. Elles sont correctes, claires et non trompeuses. En particulier, une communication publicitaire assortie d'une invitation à acheter des parts d'OPCVM, qui comprend des informations spécifiques concernant un OPCVM, ne peut pas comporter de mentions qui soient en contradiction avec les informations fournies par le prospectus et avec les informations clés pour l'investisseur visées à l'article 78, ou qui atténuent la portée de ces informations. Elle mentionne l'existence du	Toutes les **communications à caractère promotionnel** de l'OPCVM destinées aux investisseurs sont clairement identifiables en tant que telles. Elles sont correctes, claires et non trompeuses. En particulier, une communication à caractère promotionnel assortie d'une invitation à acheter des parts ou actions d'OPCVM, qui comprend des informations spécifiques concernant un OPCVM, ne peut pas comporter de mentions qui soient en contradiction avec les informations fournies par le prospectus et le document d'information clé pour l'investisseur, ou qui atténuent la portée de ces informations.	Par coordination avec les dispositions du Livre III du RGAMF qui reprend la MIF, il est proposé d'employer la notion de « communications à caractère promotionnel ».

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	prospectus et la disponibilité des informations clés pour l'investisseur visées à l'article 78. Elle précise où et dans quelle langue les investisseurs et les investisseurs potentiels peuvent obtenir ces informations et documents ou comment ils peuvent y avoir accès.	Elle mentionne l'existence du prospectus et la disponibilité du document d'information clé pour l'investisseur. Elle précise où et dans quelle langue les porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM et les investisseurs potentiels peuvent obtenir ces informations et documents ou comment ils peuvent y avoir accès.	
	Article 70-2 Directive cadre	**Article 411-127**	
	2. Lorsqu'un OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à l'article 50 autres que des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire ou lorsqu'un OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à l'article 53, son prospectus et, le cas échéant, ses communications publicitaires comportent une mention bien visible attirant l'attention sur sa politique de placement. **Article 70-3 Directive cadre** 3. Lorsque la valeur d'inventaire nette d'un OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, le prospectus et, le cas échéant, les communications publicitaires	**I. Lorsque l'OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à *l'article 50* autres que des titres financiers éligibles ou des instruments du marché monétaire ou lorsque l'OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à *l'article 53*, les communications à caractère promotionnel comportent une mention bien visible attirant l'attention sur sa politique de placement.** **II. Lorsque la <u>valeur liquidative</u> de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, les communications à caractère promotionnel contiennent une**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	contiennent une mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique. **Article 54-3 directive cadre** 3. Les OPCVM visés au paragraphe 1 incluent, dans les prospectus ou les communications publicitaires, une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur cette autorisation et indiquant les États membres, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les valeurs desquels ils ont l'intention de placer ou ont placé plus de 35 % de leurs actifs. Paragraphe 1 : Par dérogation à l'article 52, les États membres peuvent autoriser les OPCVM à placer, selon le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100 % de leurs actifs dans différentes valeurs mobilières et différents instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État membre, par une ou plusieurs de ses collectivités publiques territoriales, par un pays tiers ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs États membres.	**mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique.** **III. Les OPCVM mentionnés *à l'article xx du code monétaire et financier* incluent, dans leurs communications à caractère promotionnel une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur l'autorisation dont ils bénéficient et indiquant les États membres de l'Union européenne, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les valeurs desquels ils ont l'intention de placer ou ont placé plus de 35 % de leurs actifs.**	
Article 411-51		**Article 411-128**	
Le prospectus simplifié doit être remis préalablement à toute souscription. Cette remise est gratuite et peut être effectuée par tout moyen.	**Article 80-1 Directive cadre** 1. Les États membres exigent des sociétés d'investissement et, pour chacun des fonds communs de	**Le document d'information clé pour l'investisseur est fourni gratuitement et en temps utile à l'investisseur, préalablement à la souscription des**	Il est proposé de fusionner les articles 80-1 et 80-3 de la directive. Le principe de la remise préalable à la souscription est

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	placement qu'elles gèrent, des sociétés de gestion qui vendent des OPCVM soit directement, soit par une autre personne physique ou morale qui agit pour leur compte et sous leur responsabilité pleine et inconditionnelle, qu'elles fournissent aux investisseurs les informations clés pour les investisseurs sur ces OPCVM en temps utile avant la souscription proposée de parts de ces OPCVM **Article 80-3 Directive cadre** 3. Les informations clés pour l'investisseur sont fournies sans frais aux investisseurs.	**parts ou actions de l'OPCVM.**	posé par l'article L.214-33 du comofi mais il est proposé de le répéter ici.
	Article 81-1 Directive cadre	**Article 411-128-1**	
	1. Les États membres autorisent les sociétés d'investissement et, pour chacun des fonds communs de placement qu'elles gèrent, les sociétés de gestion à fournir les informations clés pour l'investisseur sur un support durable ou au moyen d'un site web. En tout état de cause, un exemplaire sur papier est fourni sans frais aux investisseurs qui le demandent. En outre, une version actualisée des informations clés pour l'investisseur est publiée sur le site web de la société d'investissement ou de la société de gestion. **Article 38-1 Règlement européen**	**L'OPCVM peut fournir le document d'information clé pour l'investisseur sur un support durable au sens de l'article 314-26 ou sur son site Internet ou celui de sa société de gestion de portefeuille.** **Un exemplaire sur papier doit être fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent.** **Une version mise à jour du document d'information clé pour l'investisseur est publiée sur le site Internet de l'OPCVM ou de sa société de gestion de portefeuille.**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	1. Lorsque, aux fins de la directive 2009/65/CE, le document d'information clé pour l'investisseur ou le prospectus doivent être fournis aux investisseurs sur un support durable autre que le papier, les conditions suivantes doivent être remplies: […] **Article 38-2 Règlement européen** 2. Lorsque le document d'information clé pour l'investisseur ou le prospectus doit être fourni au moyen d'un site web et que ces informations ne s'adressent pas personnellement à l'investisseur, les conditions suivantes doivent également être remplies: […]		
	Article 80-2 Directive cadre	**Article 411-128-2**	
	2. Les États membres exigent des sociétés d'investissement et, pour chacun des fonds communs de placement qu'elles gèrent, des sociétés de gestion qui ne vendent des OPCVM aux investisseurs ni directement, ni par une autre personne physique ou morale qui agit pour leur compte et sous leur responsabilité pleine et inconditionnelle, qu'elles fournissent les informations clés pour l'investisseur aux fabricants de produits et aux intermédiaires qui vendent de tels OPCVM à des investisseurs ou les conseillent sur des investissements dans de tels OPCVM ou dans des produits présentant une exposition à de tels OPCVM, sur leur demande. Les États membres imposent	**L'OPCVM fournit, à leur demande, le document d'information clé pour l'investisseur aux personnes qui commercialisent ses parts ou actions ou qui fournissent des conseils concernant cet OPCVM ou des produits présentant une exposition sur ledit OPCVM.**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	aux intermédiaires qui vendent des OPCVM ou conseillent les investisseurs sur d'éventuels investissements dans des OPCVM de fournir à leurs clients ou clients potentiels les informations clés pour l'investisseur.	**Ces personnes respectent l'obligation mentionnée à l'article 411-128.**	
Pour un OPCVM à compartiments, postérieurement à la première souscription, et sous réserve qu'aucune modification n'ait affecté l'OPCVM ou ses compartiments, il peut n'être remis que l'extrait du prospectus simplifié relatif au compartiment souscrit.			Il est proposé de supprimer cet article non prévu par la directive.
Article 411-52	**Article 75 Directive cadre**	**Article 411-128-3**	
Au moment de la souscription, il est précisé les modalités d'obtention de la note détaillée, du règlement du FCP ou des statuts de la SICAV, du dernier rapport annuel et du dernier état périodique ainsi que, le cas échéant, l'adresse électronique où se procurer ces documents. Ces documents doivent être disponibles sur simple demande écrite du porteur dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. Sur option du porteur, ces documents doivent pouvoir lui être adressés sous forme électronique. La note détaillée, le règlement du FCP ou les statuts de la SICAV, le dernier rapport annuel et le dernier état périodique peuvent être tenus à disposition du public sur un site électronique ou, à défaut,	**1.** Le prospectus et les derniers rapports annuel et semestriel publiés sont fournis sans frais aux investisseurs qui le demandent. **Article 75-2 Directive cadre** 2. Le prospectus peut être fourni sur un support durable ou au moyen d'un site web. En tout état de cause, un exemplaire sur papier est fourni sans frais aux investisseurs qui le demandent **Article 75-3 Directive cadre** 3. Les rapports annuel et semestriel sont mis à la disposition des investisseurs de la manière indiquée dans le prospectus et dans les informations clés pour l'investisseur	**Le prospectus est fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent, sur un support durable au sens de l'article 314-26 ou au moyen d'un site Internet.** **Les derniers rapports annuel et semestriel de l'OPCVM publiés sont fournis gratuitement aux investisseurs qui le demandent, selon les modalités indiquées dans le prospectus et le document d'information clé pour l'investisseur** **Un exemplaire papier des documents mentionnés au présent article doit être fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent.**	L'article 75-1 de la directive s'applique également aux rapports annuel et semestriel. Il sera donc fait un renvoi à cet article dans la partie relative aux rapports annuel et semestriel. Il est proposé de reprendre les articles 75-1 75-2 et 75-3 de la directive.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
doivent être adressés sur simple demande écrite.	visées à l'article 78. En tout état de cause, un exemplaire sur papier des rapports annuels et semestriels est fourni sans frais aux investisseurs qui le demandent.		
Article 411-53	**Article 91**	**Article 411-129**	
I. - Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires applicables à la fourniture du service de conseil en investissement, la société de gestion de portefeuille qui commercialise les parts ou actions des OPCVM dont elle assure la gestion respecte les règles de bonne conduite applicables au service d'exécution d'ordres pour le compte de tiers et celle qui commercialise les parts ou actions des OPCVM gérés par d'autres entités respecte les règles de bonne conduite applicables au service de réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers. Les conditions d'application du présent article sont précisées dans une instruction de l'AMF. II. - La personne qui commercialise des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments s'assure que l'investisseur remplit les conditions de souscription mentionnées à l'article 411-11. Lorsque la société de gestion de portefeuille ou la SICAV a conclu un contrat pour distribuer les parts ou actions d'OPCVM, le contrat prévoit les conditions	2. Les États membres d'accueil des OPCVM n'imposent pas aux OPCVM visés au paragraphe 1 d'obligations ni de procédures administratives supplémentaires dans le domaine régi par la présente directive. 3. Les États membres veillent à ce que des informations complètes sur les dispositions législatives, réglementaires et administratives qui ne relèvent pas du domaine régi par la présente directive et qui sont spécifiquement pertinentes pour les dispositions prises en vue de la commercialisation sur leur territoire de parts d'OPCVM établis dans un autre État membre soient aisément accessibles à distance et par des moyens électroniques. Les États membres veillent à ce que ces informations soient disponibles dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale, fournies d'une manière claire et non ambiguë et tenues à jour.	I. - Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires applicables à la fourniture du service de conseil en investissement, la société de gestion de portefeuille qui commercialise les parts ou actions des OPCVM dont elle assure la gestion respecte les règles de bonne conduite applicables au service d'exécution d'ordres pour le compte de tiers et celle qui commercialise les parts ou actions des OPCVM gérés par d'autres entités respecte les règles de bonne conduite applicables au service de réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers. Les conditions d'application du présent article sont précisées dans une instruction de l'AMF. II. - La personne qui commercialise des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments s'assure que l'investisseur remplit les conditions de souscription mentionnées à l'article 411-11. Lorsque la société de gestion de	Il est proposé de maintenir cette disposition sur le fondement général de la compétence en matière de règles de commercialisation (Article 91).

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
dans lesquelles l'investisseur accède à la note détaillée, au règlement du FCP ou aux statuts de la SICAV ainsi qu'au dernier rapport annuel et au dernier état périodique de l'OPCVM. III. - La personne qui commercialise sur le territoire de la République française des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments de FCP ou de SICAV **dont les statuts, le règlement, le prospectus** ou tout autre document destiné à l'information des porteurs de parts ou d'actions est rédigé dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, dans les conditions prévues à l'article L. 214-12 du code monétaire et financier, oriente plus particulièrement cette commercialisation vers des investisseurs relevant des catégories des clients professionnels mentionnées à l'article D. 533-11 du code monétaire et financier. En outre, elle s'assure que la langue utilisée est compréhensible par l'investisseur.		portefeuille ou la SICAV a conclu un contrat pour distribuer les parts ou actions d'OPCVM, le contrat prévoit les conditions dans lesquelles l'investisseur accède **aux documents d'information** de l'OPCVM. III. - La personne qui commercialise sur le territoire de la République française des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments de FCP ou de SICAV dont **le document d'information clé pour l'investisseur** ~~dont les statuts, le règlement, le prospectus ou tout autre document destiné à l'information des porteurs de parts ou d'actions~~ est rédigé dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, dans les conditions prévues à l'article L. 214-12 du code monétaire et financier, oriente plus particulièrement cette commercialisation vers des investisseurs relevant des catégories des clients professionnels mentionnées à l'article D. 533-11 du code monétaire et financier **et** s'assure que la langue utilisée est compréhensible par l'investisseur.	
Article 411-43		**Article 411-129-1**	
Les rétrocessions de frais de gestion perçues au titre des investissements réalisés pour le compte d'un OPCVM dans		Les rétrocessions de frais de gestion perçues au titre des investissements réalisés pour le compte d'un OPCVM	Il est proposé de maintenir cette obligation qui n'est pas expressément prévue par la directive. Elle existe cependant concernant les maîtres nourriciers (article

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
les parts d'un FCP ou les actions d'une SICAV ou des parts ou actions d'un fonds d'investissement au sens de l'article R. 214-5 du code monétaire et financier2 doivent être affectées à l'OPCVM : 1° Soit par versement direct à l'OPCVM ; 2° Soit en déduction de la commission de gestion prélevée par la société de gestion de portefeuille.		dans les parts d'un FCP ou les actions d'une SICAV ou des parts ou actions d'un fonds d'investissement au sens de l'article R. 214-5 du code monétaire et financier2 doivent être affectées à l'OPCVM : 1° Soit par versement direct à l'OPCVM ; 2° Soit en déduction de la commission de gestion prélevée par la société de gestion de portefeuille.	65.2) Il est proposé de basculer cette disposition dans les règles de commercialisation. Elle s'applique à l'ensemble des fonds commercialisés en France.
Article 411-53-1	**Article 91**	**Article 411-130**	
Est interdite la rétrocession, à la société de gestion de portefeuille ou à toute autre personne ou fonds, de frais de gestion ou de commissions de souscription et de rachat au titre d'investissements réalisés par ladite société de gestion de portefeuille pour le compte d'un OPCVM commercialisé sur le territoire de la République française, dans les parts ou actions d'un OPCVM ou d'un fonds d'investissement, à l'exception : 1° Des frais et commissions mentionnés au huitième alinéa de l'article 314-79 ; 2° Des rétrocessions bénéficiant exclusivement à l'OPCVM ; 3° Des rétrocessions versées par la société de gestion de l'OPCVM maître en vue de rémunérer un tiers chargé de la commercialisation des OPCVM nourriciers de cet OPCVM maître ; 4° Des rétrocessions destinées à rémunérer un tiers chargé de la	2. Les États membres d'accueil des OPCVM n'imposent pas aux OPCVM visés au paragraphe 1 d'obligations ni de procédures administratives supplémentaires dans le domaine régi par la présente directive. 3. Les États membres veillent à ce que des informations complètes sur les dispositions législatives, réglementaires et administratives qui ne relèvent pas du domaine régi par la présente directive et qui sont spécifiquement pertinentes pour les dispositions prises en vue de la commercialisation sur leur territoire de parts d'OPCVM établis dans un autre État membre soient aisément accessibles à distance et par des moyens électroniques. Les États membres veillent à ce que ces informations soient disponibles dans une langue usuelle dans la sphère	Est interdite la rétrocession, à la société de gestion de portefeuille ou à toute autre personne ou fonds, de frais de gestion ou de commissions de souscription et de rachat au titre d'investissements réalisés par ladite société de gestion de portefeuille pour le compte d'un OPCVM commercialisé sur le territoire de la République française, dans les parts ou actions d'un OPCVM ou d'un fonds d'investissement, à l'exception : 1° Des frais et commissions mentionnés au huitième alinéa de l'article 314-79 ; 2° Des rétrocessions bénéficiant exclusivement à l'OPCVM ; 3° Des rétrocessions versées par la société de gestion de l'OPCVM maître en vue de rémunérer un tiers chargé de la commercialisation des OPCVM nourriciers de cet OPCVM maître ;	Il est proposé de maintenir cette disposition sur le fondement général de la compétence de l'Amf pour fixer des règles de commercialisation (Article 91).

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
commercialisation d'OPCVM ou de fonds d'investissement, lorsque ce tiers intervient de manière indépendante de la société de gestion investissant dans ces OPCVM ou fonds d'investissement. Notamment, est interdite la perception de rétrocessions au profit de la société de gestion de portefeuille : 1° De commissions de souscription et de rachat du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement ; 2° De frais de gestion du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement.	financière internationale, fournies d'une manière claire et non ambiguë et tenues à jour.	4° Des rétrocessions destinées à rémunérer un tiers chargé de la commercialisation d'OPCVM ou de fonds d'investissement, lorsque ce tiers intervient de manière indépendante de la société de gestion investissant dans ces OPCVM ou fonds d'investissement. Notamment, est interdite la perception de rétrocessions au profit de la société de gestion de portefeuille : 1° De commissions de souscription et de rachat du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement ; 2° De frais de gestion du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement.	
Article 411-57 alinéa 2 à 4		**Article 411-131**	
La sollicitation du public en faveur de ces OPCVM est soumise aux mêmes dispositions que celles applicables aux OPCVM.		La sollicitation du public en faveur de d'OPCVM étrangers autorisés à la commercialisation en France est soumise aux mêmes dispositions que celles applicables aux OPCVM	
		Article 411-132	
Les dispositions des articles 411-50, 411-53 et 411-53-1 s'appliquent à la commercialisation des OPCVM mentionnés aux articles 411-57 et 411-60. La demande d'autorisation de commercialisation sur le territoire de la République française d'un OPCVM mentionné aux articles 411-57 et 411-60		Les dispositions des articles 411-50, 411-53 et 411-53-1 s'appliquent à la commercialisation des OPCVM mentionnés aux articles 411-57 et 411-60.	Il est proposé de maintenir ces dispositions sur le fondement général de l'article 91 de la directive (règle de commercialisation).

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
est accompagnée d'une attestation de sa société de gestion certifiant qu'il respecte les dispositions de l'article 411-53-1.			
Article 411-35		**Article 411-132-1**	
L'écart type de la différence entre la performance d'un OPCVM indiciel mentionné à l'article R. 214-28 du code monétaire et financier et celle de l'indice est appelé « écart de suivi » (ES). Il est calculé de la manière suivante : *[FORMULE]* Rs : Écart de performance durant la semaine S entre l'OPCVM et son indice de référence, calculé à partir des évolutions de la valeur liquidative de l'OPCVM et de la valeur de l'indice, la moyenne de cet écart sur 1 an (N = 52 semaines). L'écart de suivi calculé conformément au présent article ne dépasse pas l'une des deux limites suivantes : 1° 1 % ou, s'il est plus élevé, 5 % de la volatilité de l'indice ; 2° 2 % ou, s'il est plus élevé, 10 % de la volatilité de l'indice. La limite fixée au 2° ne s'applique qu'aux OPCVM répondant à l'une au moins des conditions suivantes : *a)* Les instruments financiers composant l'indice sont admis aux négociations sur des marchés ayant des heures de clôture différentes ; *b)* Les instruments financiers composant l'indice sont admis aux négociations sur		L'écart type de la différence entre la performance d'un OPCVM indiciel mentionné à l'article R. 214-28 du code monétaire et financier et celle de l'indice est appelé « écart de suivi » (ES). Il est calculé de la manière suivante : *[FORMULE]* Rs : Écart de performance durant la semaine S entre l'OPCVM et son indice de référence, calculé à partir des évolutions de la valeur liquidative de l'OPCVM et de la valeur de l'indice, la moyenne de cet écart sur 1 an (N = 52 semaines). L'écart de suivi calculé conformément au présent article ne dépasse pas l'une des deux limites suivantes : 1° 1 % ou, s'il est plus élevé, 5 % de la volatilité de l'indice ; 2° 2 % ou, s'il est plus élevé, 10 % de la volatilité de l'indice. La limite fixée au 2° ne s'applique qu'aux OPCVM répondant à l'une au moins des conditions suivantes : *a)* Les instruments financiers composant l'indice sont admis aux négociations sur des marchés ayant des heures de clôture différentes ; *b)* Les instruments financiers	Cette disposition qui définit l'écart de suivi des OPCVM indiciels est reprise ici.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
des marchés ayant des jours d'ouverture différents des jours de publication de la valeur liquidative de l'OPCVM ; *c)* L'indice est composé d'un pourcentage significatif d'instruments financiers dont les valeurs de négociation sont publiées en différentes devises ; *d)* L'heure de valorisation de l'OPCVM est décalée par rapport à celle de la valorisation de l'indice ; *e)* L'indice est publié dans une devise différente de la devise de publication de la valeur liquidative de l'OPCVM ; *f)* L'indice fait l'objet d'une réplication synthétique au moyen de l'utilisation de produits dérivés. Lorsque l'OPCVM précise dans son prospectus la mention « OPCVM à gestion indicielle étendue », l'écart de suivi calculé conformément au présent article ne dépasse pas 4 % ou 20 % de la volatilité de l'indice. À la demande de la société de gestion de portefeuille et lorsque des circonstances particulières le justifient l'AMF peut relever les limites d'écart type fixées au présent article lors de l'agrément ou de la mutation d'un OPCVM indiciel. Les techniques de gestion mises en		composant l'indice sont admis aux négociations sur des marchés ayant des jours d'ouverture différents des jours de publication de la valeur liquidative de l'OPCVM ; *c)* L'indice est composé d'un pourcentage significatif d'instruments financiers dont les valeurs de négociation sont publiées en différentes devises ; *d)* L'heure de valorisation de l'OPCVM est décalée par rapport à celle de la valorisation de l'indice ; *e)* L'indice est publié dans une devise différente de la devise de publication de la valeur liquidative de l'OPCVM ; *f)* L'indice fait l'objet d'une réplication synthétique au moyen de l'utilisation de produits dérivés. Lorsque l'OPCVM précise dans son prospectus la mention « OPCVM à gestion indicielle étendue », l'écart de suivi calculé conformément au présent article ne dépasse pas 4 % ou 20 % de la volatilité de l'indice. À la demande de la société de gestion de portefeuille et lorsque des circonstances particulières le justifient l'AMF peut relever les limites d'écart type fixées au présent article lors de l'agrément ou de la mutation d'un OPCVM indiciel. Les techniques de gestion mises en œuvre par la société de gestion de	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
œuvre par la société de gestion de portefeuille ont pour objectif de respecter ces seuils. En cas de non-respect de ces seuils, la société de gestion de portefeuille doit être en mesure de justifier l'origine de ce dépassement. Celui-ci fait l'objet d'une information adéquate des porteurs dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. L'utilisation de la dérogation prévue au dernier alinéa de l'article R. 214-28 du code monétaire et financier[1] est mentionnée dans le prospectus de l'OPCVM. Une instruction de l'AMF précise les modalités de calcul de l'écart de suivi sur la période de référence d'un an. Elle précise les modalités d'information des porteurs.		portefeuille ont pour objectif de respecter ces seuils. En cas de non-respect de ces seuils, la société de gestion de portefeuille doit être en mesure de justifier l'origine de ce dépassement. Celui-ci fait l'objet d'une information adéquate des porteurs dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. L'utilisation de la dérogation prévue au dernier alinéa de l'article R. 214-28 du code monétaire et financier[1] est mentionnée dans le prospectus de l'OPCVM. Une instruction de l'AMF précise les modalités de calcul de l'écart de suivi sur la période de référence d'un an. Elle précise les modalités d'information des porteurs.	
Sous-section 2 - Règles spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé		**Sous-section 2 - Règles spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé**	
Article 411-56-1		**Article 411-133**	
Peuvent être admises aux négociations sur un marché réglementé les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est fondé sur un indice, qui sont : 1° Les parts ou actions d'OPCVM indiciels régis par la sous-section 8 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier[1] ;		Peuvent être admises aux négociations sur un marché réglementé les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est fondé sur un indice, qui sont : 1° Les parts ou actions d'OPCVM indiciels régis par la sous-section 8 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
2° Les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est de reproduire l'évolution d'un résultat obtenu par l'application à un indice répondant aux conditions mentionnées au II de l'article R. 214-28 du code monétaire et financier2 d'une formule mathématique appelée « algorithme » ; 3° Les parts ou actions d'OPCVM mentionnés aux 1° et 2° lorsqu'ils sont autorisés à la commercialisation en France en application *(Arrêté du 18 mars 2008)* « du I de l'article D. 214-1 du code monétaire et financier ». L'algorithme dépend d'une ou plusieurs données susceptibles de varier dans le temps, appelées « variables ». L'algorithme, l'indice et les conditions d'ajustement des variables sont décrits dans le prospectus complet et *(Arrêté du 1er septembre 2005)* « fixés dans des conditions » compatibles avec une bonne information du public.		code monétaire et financier1 ; 2° Les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est de reproduire l'évolution d'un résultat obtenu par l'application à un indice répondant aux conditions mentionnées au II de l'article R. 214-28 du code monétaire et financier d'une formule mathématique appelée « algorithme » ; 3° Les parts ou actions d'OPCVM mentionnés aux 1° et 2° lorsqu'ils sont autorisés à la commercialisation en France en application du I de l'article D. 214-1 du code monétaire et financier. L'algorithme dépend d'une ou plusieurs données susceptibles de varier dans le temps, appelées « variables ». L'algorithme, l'indice et les conditions d'ajustement des variables sont décrits dans le prospectus complet et fixés dans des conditions compatibles avec une bonne information du public.	
Article 411-56-2 du RGAMF		**Article 411-134**	
Lorsque les parts ou actions d'OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 sont admises aux négociations sur un marché réglementé : I. - La société de gestion de portefeuille informe le public : 1° Des résultats de l'algorithme selon la périodicité prévue dans le prospectus complet ; 2° De tout ajustement des variables de		Lorsque les parts ou actions d'OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 sont admises aux négociations sur un marché réglementé : I. - La société de gestion de portefeuille informe le public : 1° Des résultats de l'algorithme selon la périodicité prévue dans le prospectus ~~complet~~ ; 2° De tout ajustement des variables de	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
l'algorithme. Cette information a lieu au plus tard sept jours ouvrés avant la mise en œuvre de cet ajustement ; 3° Par dérogation au 2°, lorsqu'une ou plusieurs variables font l'objet d'ajustements automatiques répondant à des critères objectifs et à une périodicité prévus dans le prospectus complet, le public est informé de ces ajustements au plus tard sept jours ouvrés après la mise en œuvre de ces ajustements. La société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale des informations mentionnées aux 1°, 2° et 3°. Elle les met en ligne sur son site.		l'algorithme. Cette information a lieu au plus tard sept jours ouvrés avant la mise en œuvre de cet ajustement ; 3° Par dérogation au 2°, lorsqu'une ou plusieurs variables font l'objet d'ajustements automatiques répondant à des critères objectifs et à une périodicité prévus dans le prospectus complet, le public est informé de ces ajustements au plus tard sept jours ouvrés après la mise en œuvre de ces ajustements. La société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale des informations mentionnées aux 1°, 2° et 3°. Elle les met en ligne sur son site.	
II. - Le prospectus complet des OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 comprend également des informations spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé, selon les modalités précisées par une instruction de l'AMF. Le prospectus complet est rendu public au plus tard le jour où paraît l'avis de l'entreprise de marché annonçant l'admission aux négociations des parts ou actions de l'OPCVM. Le prospectus doit faire l'objet d'une diffusion effective sous l'une des formes suivantes : 1° Publication du prospectus simplifié dans au moins un quotidien d'information		II. - Le prospectus ~~complet~~ des OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 comprend également des informations spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé, selon les modalités précisées par une instruction de l'AMF. Le prospectus ~~complet~~ est rendu public au plus tard le jour où paraît l'avis de l'entreprise de marché annonçant l'admission aux négociations des parts ou actions de l'OPCVM. Le prospectus doit faire l'objet d'une diffusion effective sous l'une des formes suivantes : 1° Publication du **document**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
économique et financière de diffusion nationale ; 2° Mise à disposition gratuitement du prospectus complet au siège de la société de gestion de portefeuille et auprès des établissements désignés par elle, et publication d'un résumé du prospectus, selon les mêmes modalités qu'au 1°, ou d'un communiqué, dont la société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale, qui précise les modalités de la mise à disposition. Une copie du prospectus complet est adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande et la version électronique du prospectus complet est mise en ligne sur le site de la société de gestion de portefeuille et envoyée à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.		**d'information clé pour l'investisseur** dans au moins un quotidien d'information économique et financière de diffusion nationale ; 2° Mise à disposition gratuitement du prospectus complet au siège de la société de gestion de portefeuille et auprès des établissements désignés par elle, et publication d'un résumé du prospectus, selon les mêmes modalités qu'au 1° du II, ou d'un communiqué, dont la société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale, qui précise les modalités de la mise à disposition. Une copie du prospectus ~~complet~~ est adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande et la version électronique du prospectus ~~complet~~ est mise en ligne sur le site de la société de gestion de portefeuille et envoyée à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.	
III. - Les documents comptables prévus à l'article L. 214-8 du code monétaire et financier sont publiés selon les modalités prévues par une instruction de l'AMF.		III. - Les documents comptables prévus à l'article L. 214-8 du code monétaire et financier sont publiés selon les modalités prévues par une instruction de l'AMF.	
Sous-section 3 - Passeport		**Sous-section 3 - Passeport**	L'actuel article 411-60 du RGAMF qui décrit la procédure à suivre par les OPCVM non coordonnés étrangers sera repris dans le Chapitre II sur les OPCVM non coordonnés.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Article 91 Directive 2009/65 1. Les États membres d'accueil des OPCVM veillent à ce que ceux-ci soient en mesure de commercialiser leurs parts sur leurs territoires après notification conformément à l'article 93. 2. Les États membres d'accueil des OPCVM n'imposent pas aux OPCVM visés au paragraphe 1 d'obligations ni de procédures administratives supplémentaires dans le domaine régi par la présente directive. 3. Les États membres veillent à ce que des informations complètes sur les dispositions législatives, réglementaires et administratives qui ne relèvent pas du domaine régi par la présente directive et qui sont spécifiquement pertinentes pour les dispositions prises en vue de la commercialisation sur leur territoire de parts d'OPCVM établis dans un autre État membre soient aisément accessibles à distance et par des moyens électroniques. Les États membres veillent à ce que ces informations soient disponibles dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale, fournies d'une manière claire et non ambiguë et tenues à jour. 4. Aux fins du présent chapitre, le terme «OPCVM» vise également les compartiments d'investissement d'un OPCVM.		Obligation respectée par la mise en place de la procédure de passeport (art. L. 214-1 II du comofi).

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Article 30 Directive 2010/42 **Catégories d'informations dont les États membres doivent assurer l'accessibilité conformément à l'article 91, paragraphe 3, de la directive 2009/65/CE** 1. Chaque État membre veille à ce que les catégories suivantes d'informations sur les dispositions législatives, réglementaires et administratives pertinentes soient accessibles conformément à l'article 91, paragraphe 3, de la directive 2009/65/CE: a) la définition de la «commercialisation de parts d'OPCVM» ou du terme juridique équivalent tel qu'il est utilisé dans la législation nationale ou dans la pratique; b) les exigences relatives au contenu, à la forme et à la présentation des communications commerciales, et notamment toutes les mises en garde obligatoires et restrictions concernant l'utilisation de certains mots ou expressions; c) sans préjudice du chapitre IX de la directive 2009/65/CE, l'indication détaillée de toute information supplémentaire devant obligatoirement être communiquée aux investisseurs;		La commercialisation est définie par la doctrine disponible sur le site internet de l'AMF. Les exigences en matière de commercialisation (b, à j) figureront dans le guide de commercialisation accessible en français et en anglais sur le site internet de l'AMF.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	d) une description détaillée de toute exemption des règles ou exigences relatives aux modalités de commercialisation qui s'appliquerait dans cet État membre à certains OPCVM, certaines catégories d'actions d'OPCVM ou certaines catégories d'investisseurs; e) les exigences à respecter en matière de rapports ou de transmission d'informations aux autorités compétentes de cet État membre, et la procédure de transmission des versions actualisées des documents requis; f) les frais ou autres sommes à verser aux autorités compétentes ou à tout autre organisme réglementaire de cet État membre, soit au moment où débute la commercialisation, soit ultérieurement de manière périodique; g) les exigences relatives aux moyens dont la disponibilité doit être assurée aux porteurs de parts conformément à l'article 92 de la directive 2009/65/CE; h) les conditions présidant à l'arrêt de la commercialisation de parts d'OPCVM, dans cet État membre, par un OPCVM situé dans un autre État membre; i) le contenu détaillé des informations dont l'État membre exige l'inclusion		

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	dans la partie B de la lettre de notification visée à l'article premier du règlement (UE) no 584/2010 de la Commission du 1er juillet 2010 mettant en oeuvre la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la forme et le contenu de la lettre de notification et de l'attestation normalisées destinées aux OPCVM, l'utilisation des communications électroniques entre autorités compétentes à des fins de notification et les procédures de vérification sur place, d'enquête et d'échange d'informations entre autorités compétentes(1) j) l'adresse électronique choisie aux fins de l'article 32. 2. Les États membres délivrent les informations énumérées au paragraphe 1 sous forme de description textuelle, éventuellement complétée de références ou de liens vers des documents source.		
Article 411-57 du RGAMF	**Article 93.1 et 93.2**	**Article 411-135**	
En vue de la commercialisation d'OPCVM originaires d'autres États membres de la Communauté européenne ou d'autres États parties à l'accord sur l'Espace économique européen et bénéficiant de la procédure de reconnaissance mutuelle des agréments prévue par la directive	1. Si un OPCVM se propose de commercialiser ses parts dans un État membre autre que son État membre d'origine, il transmet au préalable une lettre de notification aux autorités compétentes de son État membre d'origine.	En vue de sa commercialisation dans d'autres États membre de l'Union européenne, un OPCVM français bénéficiant de la procédure de reconnaissance mutuelle des agréments prévue par la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009, transmet	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
85/611/CEE du 20 décembre 1985, un dossier est soumis pour autorisation préalable à l'AMF. Ce dossier comprend les éléments précisés par une instruction de l'AMF. Cette instruction précise également la procédure à observer ainsi que les informations à transmettre après l'autorisation de commercialisation.	La lettre de notification contient des informations sur les modalités prévues pour la commercialisation des parts de l'OPCVM dans l'État membre d'accueil, y compris, le cas échéant, au sujet des catégories d'actions. Dans le cadre de **l'article 16**, paragraphe 1, elle indique notamment que l'OPCVM est commercialisée par la société de gestion qui gère l'OPCVM. 2. L'OPCVM joint à la lettre de notification visée au paragraphe 1 la dernière version en date des documents suivants: a) son règlement ou ses documents constitutifs, son prospectus et, le cas échéant, son dernier rapport annuel et un éventuel rapport semestriel ultérieur, traduits conformément aux dispositions de l'article 94, paragraphe 1, points c) et d); et b) ses informations clés pour l'investisseur visées à l'article 78, traduites conformément à l'article 94, paragraphe 1, points b) et d). **[Article 16 Directive 2009/65**	au préalable à l'AMF une lettre de notification. **Les modalités de transmission de cette lettre de notification, son contenu et les documents relatifs à l'OPCVM qui doivent y être joints sont précisés par une instruction.**	L'Instruction reprendra la trame de lettre de notification qui est annexée au Règlement UE n°584/2010 de la Commission du 1er juillet 2010. Comme c'est le cas actuellement (art 42 à 45 de l'Instruction 2005-01), l'essentiel de la procédure de passeport sera précisé dans l'Instruction.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	1. Les États membres veillent à ce qu'une société de gestion agréée par son État membre d'origine puisse exercer sur leur territoire l'activité pour laquelle elle a reçu l'agrément, tant par la création d'une succursale qu'au titre de la libre prestation de services. Si une société de gestion ainsi agréée se propose seulement de commercialiser, sans créer de succursale, les parts de l'OPCVM qu'elle gère selon les conditions énoncées à l'annexe II dans un État membre autre que l'État membre d'origine de l'OPCVM, sans proposer d'exercer d'autres activités ou de fournir d'autres services, cette commercialisation est soumise aux seules exigences du chapitre XI [commercialisation transfrontières les frais ou autres sommes à verser aux autorités compétentes ou à tout autre organisme réglementaire de cet État membre, soit au moment où débute la commercialisation, soit ultérieurement de manière périodique].		
	Article 31 Directive 2010/42 **Accès de l'État membre d'accueil de l'OPCVM aux documents** 1. Les États membres exigent des OPCVM qu'ils veillent à ce qu'une copie électronique de chaque document visé à l'article 93, paragraphe 2, de la directive 2009/65/CE soit disponible sur leur site web, le site web de leur société de gestion ou un autre site web indiqué par l'OPCVM dans la lettre de	**Suite de l'article** **L'OPCVM ou sa société de gestion veille à ce qu'une copie électronique de chaque document joint à la lettre de notification soit disponible sur le site Internet de la société de gestion ou un autre site Internet indiqué par l'OPCVM ou sa société de gestion dans la lettre de notification ou dans**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	notification requise par l'article 93, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE, ou dans ses mises à jour. Tout document mis à disposition sur un site web est fourni sous un format électronique d'usage courant. Les États membres exigent des OPCVM qu'ils assurent l'accès de l'État membre d'accueil de l'OPCVM au site web visé au paragraphe 1.	**ses mises à jour. Tout document mis à disposition sur un site web est fourni sous un format électronique d'usage courant.** **L'OPCVM ou sa société de gestions assure l'accès de l'État membre d'accueil de l'OPCVM au site Internet.**	
Article 411-58	**Art. 93.3 à 93.8 Directive 2009/65**	**Article 411-136**	
Le dossier de demande de commercialisation mentionné à l'article 411-57 est transmis à l'AMF, sous pli recommandé avec avis de réception.	3. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM s'assurent que la documentation présentée par l'OPCVM conformément aux paragraphes 1 et 2 est complète. Les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM transmettent l'ensemble de la documentation visée aux paragraphes 1 et 2 aux autorités compétentes de l'État membre dans lequel l'OPCVM se propose de commercialiser ses parts, au plus tard dix jours ouvrables suivant la date de réception de la lettre de notification et de l'ensemble de la documentation visée au paragraphe 2. Elles joignent à la documentation une attestation certifiant que l'OPCVM remplit les conditions imposées par la	**L'AMF s'assure que le dossier de demande d'autorisation de commercialisation composé de la lettre de notification et des documents d'information de l'OPCVM, transmis par celui-ci, est complet.** **L'AMF transmet ensuite ce dossier de aux autorités compétentes de(s) État(s) membre(s) dans le(s)quel(s) l'OPCVM se propose de commercialiser ses parts, au plus tard dix jours ouvrables suivant la date de réception dudit dossier.** **L'AMF y joint une attestation certifiant que l'OPCVM remplit les**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	présente directive.	**conditions imposées par la Directive 2009/65/CE.**	
En l'absence d'observations de l'AMF, la commercialisation en France est autorisée deux mois après la délivrance d'un récépissé attestant du dépôt officiel du dossier de demande de commercialisation. Ces dispositions s'appliquent également en cas de commercialisation en France d'un nouveau compartiment d'un OPCVM déjà admis à la commercialisation en France.	Après transmission de la documentation, les autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM notifient sans délai cette transmission à l'OPCVM. L'OPCVM peut avoir accès au marché de son État membre d'accueil à compter de la date de cette notification. 4. Les États membres veillent à ce que la lettre de notification visée au paragraphe 1 et l'attestation visée au paragraphe 3 soient fournies dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale, sauf si l'État membre d'origine de l'OPCVM et l'État membre d'accueil de l'OPCVM conviennent que cette lettre de notification et cette attestation seront fournies dans une langue officielle des deux États membres.	**Après transmission du dossier, l'AMF notifie sans délai cette transmission à l'OPCVM.** **La société de gestion peut commercialiser les parts ou actions dudit OPCVM dans l'État membre d'accueil à compter de la date de cette notification.** **La lettre de notification est fournie à l'AMF en français et dans la langue exigée par la réglementation de l'Etat d'accueil.** **L'attestation de conformité est rédigée en français ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français ainsi que dans la langue officielle de l'Etat où l'OPCVM sera commercialisé, si la réglementation dudit Etat l'exige.**	
	5. Les États membres veillent à ce que la transmission et l'archivage électroniques des documents visés au paragraphe 3 soient acceptés par leurs autorités compétentes.		L'AMF procède déjà à la transmission et à l'archivage électronique de données.
	6. Aux fins de la procédure de notification prévue au présent article, les autorités compétentes de l'État membre dans lequel l'OPCVM se		La Directive a été transposée littéralement. Aucune exigence supplémentaire n'a été imposée.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	propose de commercialiser ses parts ne demandent aucun document, certificat ou information autres que ceux prévus au présent article. 7. L'État membre d'origine de l'OPCVM veille à ce que les autorités compétentes de l'État membre d'accueil de l'OPCVM puissent accéder, par des moyens électroniques, aux documents visés au paragraphe 2 et, le cas échéant, à toutes leurs traductions. Il veille à ce que ces documents et traductions soient tenus à jour par l'OPCVM. Ce dernier notifie aux autorités compétentes de l'État membre d'accueil de l'OPCVM toute modification apportée aux documents visés au paragraphe 2 et précise où ces documents peuvent être obtenus sous forme électronique. 8. En cas de modification des informations relatives aux modalités prévues pour la commercialisation communiquées dans la lettre de notification conformément au paragraphe 1 ou de modification des catégories d'actions destinées à être commercialisées, l'OPCVM en avise par écrit les autorités compétentes de l'État membre d'accueil avant de mettre ladite modification en oeuvre.		L'AMF devra mettre en place un accès électronique aux documents d'information concernés des OPCVM français autorisés à commercialisation à l'étranger, et aux traductions desdits documents. L'obligation mentionnée au point 8 sera précisée dans l'Instruction.
	Article 32		La procédure de notification à l'AMF sera précisée

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	Mise à jour des documents 1. Les autorités compétentes indiquent une adresse de courrier électronique pour la notification, conformément à l'article 93, paragraphe 7, de la directive 2009/65/CE, des mises à jour et modifications des documents visés à l'article 93, paragraphe 2, de ladite directive. 2. Aux fins de l'article 93, paragraphe 7, de la directive 2009/65/CE, les États membres autorisent les OPCVM à notifier par courrier électronique, envoyé à l'adresse électronique visée au paragraphe 1, les mises à jour ou modifications des documents visés à l'article 93, paragraphe 2, de ladite directive. Les courriers électroniques notifiant ces mises à jour ou modifications peuvent soit décrire la mise à jour ou modification effectuée, soit fournir une nouvelle version du document en pièce jointe. 3. Les États membres exigent que tout document joint au courrier électronique visé au paragraphe 2 soit fourni par l'OPCVM sous un format électronique d'usage courant.		dans l'Instruction, conformément à ce qui est prévu dans le premier article du projet.
Article 411-59	**Article 92 Directive 2009/65**	**Article 411-137**	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
L'OPCVM étranger désigne un ou plusieurs correspondants, dont un correspondant centralisateur, établis en France dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Le ou les correspondants doivent appartenir à l'une des catégories mentionnées à l'article 1er de l'arrêté du 1er de l'arrêté du 6 septembre 1989. Le ou les correspondants sont contractuellement chargés d'assurer les services financiers suivants : 1° Traitement des demandes de souscription et de rachat ; 2° Paiement des coupons et dividendes ; 3° Mise à disposition des documents d'information aux investisseurs ; 4° Information particulière des porteurs dans les cas prévus par une instruction de l'AMF.	L'OPCVM prend les mesures nécessaires, dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur dans l'État membre où ses parts sont commercialisées, pour que les paiements aux porteurs de parts, le rachat ou le remboursement des parts ainsi que la mise à disposition d'informations qui incombe à l'OPCVM soient assurés dans cet État membre.	L'OPCVM étranger désigne un ou plusieurs correspondants, dont un correspondant centralisateur, établis en France dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Le ou les correspondants doivent appartenir à l'une des catégories mentionnées à l'article 1er de l'arrêté du 1er de l'arrêté du 6 septembre 1989. Le ou les correspondants sont contractuellement chargés d'assurer les services financiers suivants : 1° Traitement des demandes de souscription et de rachat ; 2° Paiement des coupons et dividendes ; 3° Mise à disposition des documents d'information aux investisseurs ; 4° Information particulière des porteurs dans les cas prévus par une instruction de l'AMF.	Le respect de l'article 92 de la Directive justifie le maintien du dispositif actuel de correspondant centralisateur prévu à l'actuel article 411-59 du RGAMF.
Le correspondant centralisateur est chargé d'acquitter le droit fixe annuel, conformément à l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier.	[article 30 1. f) de la Directive 2010/42 1. Chaque État membre veille à ce que les catégories suivantes d'informations sur les dispositions législatives, réglementaires et administratives pertinentes soient accessibles conformément à l'article 91, paragraphe 3, de la directive 2009/65/CE: k) les frais ou autres sommes à verser aux autorités compétentes ou à tout autre organisme réglementaire de	Le correspondant centralisateur est chargé d'acquitter le droit fixe annuel, conformément à l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier.	A cet égard, le correspondant centralisateur pourra être en charge notamment d'acquitter le droit fixe annuel que les OPCVM étrangers commercialisés en France doivent verser à l'AMF Rappel : article L. 621-5-3 du code monétaire et financier : « *A l'occasion d'une autorisation de commercialisation en France d'un organisme de placements collectifs soumis à la législation d'un Etat étranger ou d'un compartiment d'un tel organisme, le droit dû, fixé par décret, est supérieur à 1 000 euros et*

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	cet État membre, soit au moment où débute la commercialisation, soit ultérieurement de manière périodique;]		*inférieur ou égal à 4 000 euros. Il est exigible le jour du dépôt de la demande d'autorisation la première année et le 30 avril les années suivantes* ; ».
Article 411-57 alinéa 2 à 4	**Article 94**	**Article 411-138**	
La sollicitation du public en faveur de ces OPCVM est soumise aux mêmes dispositions que celles applicables aux OPCVM. Ces OPCVM sont tenus de remettre préalablement à toute souscription le document d'information approuvé par l'autorité du pays d'origine et traduit en langue française ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, à condition que cette langue soit compréhensible par les investisseurs auxquels ces documents sont destinés. Lorsque le document d'information destiné aux investisseurs est rédigé dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, l'OPCVM ou sa société de gestion doit s'assurer que le dispositif de commercialisation mis en place permet d'éviter que la documentation ne soit adressée ou susceptible de parvenir, sur le territoire de la République française, à des investisseurs pour lesquels cette	1. Si un OPCVM commercialise ses parts dans un État membre d'accueil, il fournit aux investisseurs qui se trouvent sur le territoire de cet État membre toutes les informations et tous les documents qu'il est tenu de fournir aux investisseurs de son État membre d'origine conformément au chapitre IX. Ces informations et ces documents sont fournis aux investisseurs dans le respect des dispositions suivantes : a) sans préjudice des dispositions du chapitre IX, ces informations ou documents sont fournis aux investisseurs conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives de l'État membre d'accueil de l'OPCVM; b) les informations clés pour l'investisseur visées à l'article 78 sont	1.L'OPCVM qui commercialise ses parts dans un autre Etat membre fournit aux investisseurs qui se trouvent sur le territoire de cet État membre toutes les informations et tous les documents qu'il est tenu de fournir aux investisseurs français conformément à l'article L. 214-43 Ces informations et ces documents sont fournis aux investisseurs dans le respect des dispositions suivantes : a) sans préjudices des dispositions de la Section 5 du présent Chapitre, ces informations ou documents sont fournis aux investisseurs conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives de l'État membre d'accueil de l'OPCVM; b) le Document d'Informations clés pour l'Investisseur est traduit dans la langue	Le principe énoncé à l'article 411-57 alinéa 2 est repris dans la partie RGAMF sur la commercialisation.

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
langue ne serait pas compréhensible. »	traduites dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM ou dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre; c) les informations et les documents autres que les informations clés pour l'investisseur visées à l'article 78 sont traduits, au choix de l'OPCVM, dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM, dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre ou dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale; et d) les traductions d'informations et de documents au titre des points b) et c) sont fournies sous la responsabilité de l'OPCVM et elles sont le reflet fidèle des informations originales. 2. Les exigences énoncées au paragraphe 1 s'appliquent également à toutes les modifications des informations et documents visés audit paragraphe. 3. La fréquence de publication, conformément à l'article 76, du prix d'émission, de vente, de rachat ou de	officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM ou dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre; c) les autres informations et documents sont traduits, au choix de l'OPCVM, dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM, dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre ou dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale; et d) les traductions d'informations et de documents au titre des points b) et c) sont fournies sous la responsabilité de l'OPCVM et elles sont le reflet fidèle des informations originales. 2. Les exigences énoncées au paragraphe 1 s'appliquent également à toutes les modifications des informations et documents visés audit paragraphe. 3. La fréquence de publication, du prix d'émission, de vente, de rachat ou de remboursement des parts de	

Projet de PLAN du LIVRE IV	Directives 2009/65 et 2010/42	Proposition de rédaction	Commentaires
	remboursement des parts d'un OPCVM est régie par les dispositions législatives, réglementaires et administratives de l'État membre d'origine de l'OPCVM.	l'OPCVM est conforme à l'article 411-23.	
Article 411-61			
Les dispositions des articles 411-50, 411-53 et 411-53-1 s'appliquent à la commercialisation des OPCVM mentionnés aux articles 411-57 et 411-60. La demande d'autorisation de commercialisation sur le territoire de la République française d'un OPCVM mentionné aux articles 411-57 et 411-60 est accompagnée d'une attestation de sa société de gestion certifiant qu'il respecte les dispositions de l'article 411 53-1.			Cette disposition est reprise dans la partie commercialisation du RGAMF.
	Article 96		
	Un OPCVM peut, aux fins de l'exercice de ses activités, utiliser pour sa dénomination, dans un État membre d'accueil, la même référence à sa forme juridique, telle que «société d'investissement» ou «fonds commun de placement», que celle qu'il utilise dans son État membre d'origine.		Il est proposé de préciser ce point dans une Instruction.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
CHAPITRE II - Autres OPCVM		**CHAPITRE II - Autres OPCVM**	
Section 1 - Dispositions communes		**Section 1 - Dispositions communes**	
	Article 411-2	**Article 412-1**	
	Sont soumis aux dispositions du présent chapitre l'ensemble des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) régis par la **sous-section 1** de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier, ainsi que leur société de gestion de portefeuille et dépositaire.	**Sont soumis aux dispositions du présent chapitre l'ensemble des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) régis par la <u>sous-section</u> 2 de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier, ainsi que leur société de gestion de portefeuille et dépositaire.**	
		Article 412-2	
		Les dispositions de la Section 2, des Sous-Sections 1, 2 et 4 de la Section 3, de la Section 4, de la Sections 6 et des Sous-Sections 1 et 2 de la Section 7 du chapitre 1er du présent titre sont applicables aux OPCVM du présent chapitre.	Intégration à cet endroit d'un renvoi général aux dispositions de la partie OPCVM coordonnés avec les adaptations nécessaires (notamment OPCVM dédiés).
	<u>Section 1 Agrément</u>	**<u>Sous-section 1 Agrément</u>**	
			Les dispositions relatives à l'agrément ne sont pas communes à l'ensemble des OPCVM puisque certains sont déclarés. Il est proposé de faire un renvoi aux dispositions relatives à l'agrément des OPCVM coordonnés dans les sections/sous-sections pertinentes.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
			C'est dans ces renvois que sera prévue la possibilité de créer des OPCVM
Ce délai est ramené à huit jours ouvrés pour les SICAV dédiées mentionnées au 1° de l'article 411-12 et, le cas échéant, leurs compartiments.			Il est proposé de reprendre cette disposition pour les OPCVM pour lesquels elle est pertinente dans la partie OPCVM et de maintenir ce délai réduit d'agrément les concernant.
		Sous-section 2 Régime général	
	Article 411-12		
	Conformément aux dispositions des articles L. 214-13 et L. 214-22, les parts de FCP ou actions de SICAV sont émises à tout moment à la demande des actionnaires et des porteurs **et à** la valeur liquidative majorée ou diminuée, selon le cas, des frais et commissions. Toutefois, l'OPCVM peut cesser d'émettre des parts ou actions en application du second alinéa de l'article L. 214-19 et du premier alinéa de l'article L. 214-27 du code monétaire et financier. Dans ce cas, le prospectus complet définit les situations objectives entraînant la fermeture provisoire ou définitive des souscriptions, telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée.	**Conformément aux dispositions des articles L. 214-13 et L. 214-22**, les parts de FCP ou actions de SICAV sont émises à tout moment à la demande des actionnaires et des porteurs **et à** la valeur liquidative majorée ou diminuée, selon le cas, des frais et commissions. Toutefois, l'OPCVM peut cesser d'émettre des parts ou actions en application du second alinéa de l'article L. 214-19 et du premier alinéa de l'article L. 214-27 du code monétaire et financier. Dans ce cas, le prospectus complet définit les situations objectives entraînant la fermeture provisoire ou définitive des souscriptions, telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée.	L'application de cet article sera écartée pour les FCPR, les OPCVM d'épargne salariale, les OPCVM ARIA et les OPCVM de fonds alternatifs.
Article 411-13	**Article 411-13**		
	Les actions et parts d'OPCVM sont rachetées à tout moment sur la base de	Les actions et parts d'OPCVM sont rachetées à tout moment sur la base	.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	leur valeur liquidative dans les conditions fixées par les articles 411-54 à 411-56. En cas de suspension temporaire au titre, des articles L. 214-19 ou L. 214-22 du code monétaire et financier l'OPCVM ou, le cas échéant la société de gestion, fait connaître sans délai les raisons et les modalités de la suspension des rachats au plus tard au moment de sa mise en œuvre à l'AMF et aux autorités de tous les États membres où il commercialise ses parts.	de leur valeur liquidative dans les conditions fixées par les articles 411-54 à 411-56. En cas de suspension temporaire au titre, des articles L. 214-19 ou L. 214-22 du code monétaire et financier l'OPCVM ou, le cas échéant la société de gestion, fait connaître sans délai les raisons et les modalités de la suspension des rachats au plus tard au moment de sa mise en œuvre à l'AMF et aux autorités de tous les États membres où il commercialise ses parts.	
Sous-section 2 - Montant minimum de l'actif		**Sous-section 2 - Montant minimum de l'actif**	
	Article 411-14		
	Lorsque l'actif d'une SICAV ou du FCP devient inférieur à **300 000** euros, le rachat des actions de la SICAV **ou des parts du FCP** est suspendu. Lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur aux montants mentionnés aux premier et deuxième alinéas, il est procédé à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-17. Lorsque l'OPCVM comporte des compartiments, les dispositions du présent article sont applicables à chaque compartiment. Le présent article ne s'applique pas aux	Lorsque l'actif d'une SICAV ou du FCP devient inférieur à **300 000** euros, le rachat des actions de la SICAV **ou des parts du FCP** est suspendu. Lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur aux montants mentionnés aux premier et deuxième alinéas, il est procédé à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-17. Lorsque l'OPCVM comporte des compartiments, les dispositions du présent article sont applicables à chaque compartiment. Le présent article ne s'applique pas	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	OPCVM mentionnés à l'article R. 214-27 du code monétaire et financier.	aux OPCVM mentionnés à l'article R. 214-27 du code monétaire et financier.	
Sous-section 3 - Catégories de parts de FCP et d'actions de SICAV	**Sous-section 3 - Catégories de parts de FCP et d'actions de SICAV**		
Article 411-11 alinéas 2 à 9	**Article 411-22**		
	Le prospectus mentionné à l'article 411-45 peut prévoir, au sein d'un même OPCVM ou d'un même compartiment, différentes catégories de parts ou d'actions. Ces catégories peuvent : 1° Bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; 2° Être libellées en devises différentes ; 3° Supporter des frais de gestion différents ; 4° Supporter des commissions de souscription et de rachat différentes ; 5° Avoir une valeur nominale différente ; 6° Etre assorties d'une couverture systématique de risque , partielle ou totale, définie dans le prospectus complet. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM. La souscription d'une catégorie de parts ou d'actions peut être réservée à une catégorie d'investisseurs définie dans le prospectus en fonction de critères objectifs tels qu'un montant de souscription, une durée minimum de	Le prospectus mentionné à l'article 411-45 peut prévoir, au sein d'un même OPCVM ou d'un même compartiment, différentes catégories de parts ou d'actions. Ces catégories peuvent : 1° Bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; 2° Être libellées en devises différentes ; 3° Supporter des frais de gestion différents ; 4° Supporter des commissions de souscription et de rachat différentes ; 5° Avoir une valeur nominale différente 6° Etre assorties d'une couverture systématique de risque, partielle ou totale, définie dans le prospectus complet. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM. La souscription d'une catégorie de parts ou d'actions peut être réservée à une catégorie d'investisseurs définie dans le prospectus en fonction de critères objectifs tels qu'un montant de souscription, une durée minimum de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	placement ou tout autre engagement du porteur.	placement ou tout autre engagement du porteur.	
Sous-section 1 - Apports en nature	**Sous-section 1 - Apports en nature**		
Article 411-16	**Article 411-23**		
Les apports en nature, qui ne peuvent comporter que les actifs prévus aux articles R. 214-1-1 et R. 214-5 du code monétaire et financier, sont évalués dans les conditions prévues aux articles 411-27 à 411-33.	Les apports en nature, qui ne peuvent comporter que les actifs prévus aux articles R. 214-1-1 et R. 214-5 du code monétaire et financier, sont évalués dans les conditions prévues aux articles 411-27 à 411-33.	Les apports en nature, qui ne peuvent comporter que les actifs prévus aux articles R. 214-1-1 et R. 214-5 du code monétaire et financier, sont évalués dans les conditions prévues aux articles 411-27 à 411-33.	
Sous-section 2 - Dispositions comptables et financières		**Sous-section 2 - Dispositions comptables et financières**	
Paragraphe 1 – Valorisation		**Paragraphe 1 – Valorisation**	
	Article 411-24		
	L'OPCVM établit, met en œuvre et garde opérationnelles des politiques et des procédures qui permettent un calcul précis de la valeur liquidative de chaque OPCVM, sur la base de ses comptes, et une bonne exécution des ordres de souscription et de rachat à cette valeur liquidative.	L'OPCVM établit, met en œuvre et garde opérationnelles des politiques et des procédures qui permettent un calcul précis de la valeur liquidative de chaque OPCVM, sur la base de ses comptes, et une bonne exécution des ordres de souscription et de rachat à cette valeur liquidative.	Il est proposé de reprendre expressément cette obligation.
Article 411-27	**Article 411-25**		
Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un OPCVM ou détenus par lui sont évalués chaque jour d'établissement de la valeur liquidative, dans les conditions fixées par le prospectus complet.	Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un OPCVM ou détenus par lui sont évalués chaque jour d'établissement de la valeur liquidative, dans les conditions fixées par le prospectus.	Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un OPCVM ou détenus par lui sont évalués chaque jour d'établissement de la valeur liquidative, dans les conditions fixées par le prospectus.	La directive laisse au droit national le soin de préciser les règles d'évaluation des actifs.
Article 411-28 du RGAMF	**Article 411-26**		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé mentionné à l'article L. 422-1 du code monétaire et financier ou sur un marché réglementé en fonctionnement régulier d'un État ni membre de la Communauté européenne, ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen pour autant que ce marché n'a pas été écarté par l'AMF, sont évalués lors de l'établissement de chaque valeur liquidative conformément à l'article 411-27, dès lors que la durée à l'émission est supérieure à trois mois.	Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé mentionné à l'article L. 421-1 du code monétaire et financier ou sur un marché réglementé en fonctionnement régulier d'un État ni membre de l'Union européenne, ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen pour autant que ce marché n'a pas été écarté par l'AMF, sont évalués lors de l'établissement de chaque valeur liquidative conformément à l'article 411-27, dès lors que la durée à l'émission est supérieure à trois mois.	Les instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé mentionné à l'article L. 421-1 du code monétaire et financier ou sur un marché réglementé en fonctionnement régulier d'un État ni membre de l'Union européenne, ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen pour autant que ce marché n'a pas été écarté par l'AMF, sont évalués lors de l'établissement de chaque valeur liquidative conformément à l'article 411-27, dès lors que la durée à l'émission est supérieure à trois mois.	Alignement sur le projet d'article R. 214-11 du comofi.
Article 411-29	**Article 411-27**		
La société de gestion de portefeuille procède à l'évaluation des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts dont le cours n'a pas été constaté ou qui n'ont pas fait l'objet de cotation le jour d'établissement de la valeur liquidative.	La société de gestion de portefeuille procède à l'évaluation des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts dont le cours n'a pas été constaté ou qui n'ont pas fait l'objet de cotation le jour d'établissement de la valeur liquidative.	La société de gestion de portefeuille procède à l'évaluation des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts dont le cours n'a pas été constaté ou qui n'ont pas fait l'objet de cotation le jour d'établissement de la valeur liquidative.	
Article 411-30	**Article 411-28**		
Chaque catégorie d'instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation. Ces règles sont soumises à l'agrément de l'AMF lors de la création de l'OPCVM. Tout projet de modification de celles-ci doit être transmis à l'AMF. L'accord est réputé acquis, sauf refus notifié par l'AMF, dans le délai de deux	Chaque catégorie d'instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation. Ces règles sont soumises à l'agrément de l'AMF lors de la création de l'OPCVM. Tout projet de modification de celles-ci doit être transmis à l'AMF. L'accord est réputé acquis, sauf refus notifié par	Chaque catégorie d'instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts inscrits à l'actif d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation. Ces règles sont soumises à l'agrément de l'AMF lors de la création de l'OPCVM. Tout projet de modification de celles-ci doit être transmis à l'AMF. L'accord est réputé acquis, sauf refus notifié par	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
mois. Les porteurs sont informés de la modification des règles de valorisation.	l'AMF, dans le délai de deux mois. Les porteurs sont informés de la modification des règles de valorisation	l'AMF, dans le délai de deux mois. Les porteurs sont informés de la modification des règles de valorisation.	
Article 411-31 du RGAMF	**Article 411-29**		
La valeur liquidative est obtenue en divisant l'actif net de l'OPCVM par le nombre d'actions ou de parts. La valeur liquidative est tenue disponible par la société de gestion de portefeuille et communiquée à toute personne qui en fait la demande. La valeur liquidative est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination selon des modalités fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque l'OPCVM émet différentes catégories de parts ou d'actions, la valeur liquidative des parts ou actions de chaque catégorie est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant à la catégorie de parts ou d'actions concernée par le nombre de parts ou d'actions de cette catégorie. Les modalités de calcul de la valeur liquidative des catégories de parts ou d'actions de l'OPCVM sont explicitées dans le prospectus complet.	La valeur liquidative est obtenue en divisant l'actif net de l'OPCVM par le nombre d'actions ou de parts. La valeur liquidative est tenue disponible par la société de gestion de portefeuille et communiquée à toute personne qui en fait la demande. La valeur liquidative est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination selon des modalités fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque l'OPCVM émet différentes catégories de parts ou d'actions, la valeur liquidative des parts ou actions de chaque catégorie est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant à la catégorie de parts ou d'actions concernée par le nombre de parts ou d'actions de cette catégorie. Les modalités de calcul de la valeur liquidative des catégories de parts ou d'actions de l'OPCVM sont explicitées dans le prospectus.	La valeur liquidative est obtenue en divisant l'actif net de l'OPCVM par le nombre d'actions ou de parts. La valeur liquidative est tenue disponible par la société de gestion de portefeuille et communiquée à toute personne qui en fait la demande. La valeur liquidative est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination selon des modalités fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque l'OPCVM émet différentes catégories de parts ou d'actions, la valeur liquidative des parts ou actions de chaque catégorie est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant à la catégorie de parts ou d'actions concernée par le nombre de parts ou d'actions de cette catégorie. Les modalités de calcul de la valeur liquidative des catégories de parts ou d'actions de l'OPCVM sont explicitées dans le prospectus.	
Article 411-32	**Article 411-30**		
Lorsque des parts ou des actions d'un OPCVM sont libellées en devises différentes, la devise de comptabilisation des actifs de l'OPCVM ou, le cas échéant, du compartiment, est unique.	Lorsque des parts ou des actions d'un OPCVM sont libellées en devises différentes, la devise de comptabilisation des actifs de l'OPCVM ou, le cas échéant, du compartiment,	Lorsque des parts ou des actions d'un OPCVM sont libellées en devises différentes, la devise de comptabilisation des actifs de l'OPCVM ou, le cas échéant, du compartiment,	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	est unique.	est unique.	
Article 411-33	**Article 411-31**		
Les articles 411-27 à 411-33 s'appliquent à chaque compartiment lorsqu'il en existe au sein de l'OPCVM. Nonobstant l'existence d'une comptabilité distincte, chaque catégorie de contrats, de valeurs, d'instruments financiers et de dépôts inscrits à l'actif des compartiments de même classe d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation.	Les articles 411-27 à 411-33 s'appliquent à chaque compartiment lorsqu'il en existe au sein de l'OPCVM. Nonobstant l'existence d'une comptabilité distincte, chaque catégorie de contrats, de valeurs, d'instruments financiers et de dépôts inscrits à l'actif des compartiments de même classe d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation.	Les articles 411-27 à 411-33 s'appliquent à chaque compartiment lorsqu'il en existe au sein de l'OPCVM. Nonobstant l'existence d'une comptabilité distincte, chaque catégorie de contrats, de valeurs, d'instruments financiers et de dépôts inscrits à l'actif des compartiments de même classe d'un même OPCVM suit les mêmes règles de valorisation.	
Article 411-33-1	**Article 411-32**		
Les modalités de calcul de la créance du bénéficiaire sur l'OPCVM, mentionnées au cinquième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° La base de calcul de la créance est constituée de l'ensemble des obligations financières de l'OPCVM résultant d'opérations sur instruments financiers ou de contrats mentionnés au I de l'article L. 211-36 du code monétaire et financier avant prise en compte des biens et droits constituant la garantie ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire de la sûreté communication de la valeur de la créance calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur de	Les modalités de calcul de la créance du bénéficiaire sur l'OPCVM, mentionnées au cinquième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° La base de calcul de la créance est constituée de l'ensemble des obligations financières de l'OPCVM résultant d'opérations sur instruments financiers ou de contrats mentionnés au I de l'article L. 211-36 du code monétaire et financier avant prise en compte des biens et droits constituant la garantie ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire de la sûreté communication de la valeur de la créance calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille	Les modalités de calcul de la créance du bénéficiaire sur l'OPCVM, mentionnées au cinquième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° La base de calcul de la créance est constituée de l'ensemble des obligations financières de l'OPCVM résultant d'opérations sur instruments financiers ou de contrats mentionnés au I de l'article L. 211-36 du code monétaire et financier avant prise en compte des biens et droits constituant la garantie ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire de la sûreté communication de la valeur de la créance calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
la créance communiquée par le bénéficiaire de la sûreté en application du 2° ; 4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valeur constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif en fonction de la nature de la créance et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.	se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur de la créance communiquée par le bénéficiaire de la sûreté en application du 2° ; 4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valeur constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif en fonction de la nature de la créance et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.	se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur de la créance communiquée par le bénéficiaire de la sûreté en application du 2° ; 4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valeur constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif en fonction de la nature de la créance et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.	
Article 411-33-2	**Article 411-33**		
Les modalités d'évaluation des biens ou droits constituant la garantie octroyée par l'OPCVM, mentionnées au sixième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° Les biens ou droits constituant la garantie sont évalués conformément aux règles de valorisation utilisées par l'OPCVM pour valoriser ses éléments d'actifs et de hors-bilan ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire des biens ou droits constituant la garantie communication de la valeur des biens ou droits constituant la garantie calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui permettant de contrôler quotidiennement la valeur des biens ou droits constituant la garantie	Les modalités d'évaluation des biens ou droits constituant la garantie octroyée par l'OPCVM, mentionnées au sixième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° Les biens ou droits constituant la garantie sont évalués conformément aux règles de valorisation utilisées par l'OPCVM pour valoriser ses éléments d'actifs et de hors-bilan ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire des biens ou droits constituant la garantie communication de la valeur des biens ou droits constituant la garantie calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui	Les modalités d'évaluation des biens ou droits constituant la garantie octroyée par l'OPCVM, mentionnées au sixième alinéa du I de l'article R. 214-12 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° Les biens ou droits constituant la garantie sont évalués conformément aux règles de valorisation utilisées par l'OPCVM pour valoriser ses éléments d'actifs et de hors-bilan ; 2° La société de gestion de portefeuille obtient du bénéficiaire des biens ou droits constituant la garantie communication de la valeur des biens ou droits constituant la garantie calculée par ce dernier ; 3° La société de gestion de portefeuille se dote d'une procédure interne lui	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
communiquée par le bénéficiaire en application du 2° ; 4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valorisation constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.	permettant de contrôler quotidiennement la valeur des biens ou droits constituant la garantie communiquée par le bénéficiaire en application du 2° ; 4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valorisation constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.	permettant de contrôler quotidiennement la valeur des biens ou droits constituant la garantie communiquée par le bénéficiaire en application du 2° ; 4° La procédure interne mentionnée au 3° comporte un dispositif permettant de réduire les écarts de valorisation constatés. Elle fixe les seuils de déclenchement de ce dispositif et définit les décisions permettant de réduire l'écart de valeur constaté.	
Paragraphe 2 – Comptes annuels		**Paragraphe 2 – Comptes annuels**	
	Article 411-34		
	Les comptes des OPCVM doivent être tenus de manière à permettre l'identification directe, à tout moment, de tous les éléments d'actif et de passif d'un OPCVM.	Les comptes des OPCVM doivent être tenus de manière à permettre l'identification directe, à tout moment, de tous les éléments d'actif et de passif d'un OPCVM.	
Article 411-36	**Article 411-35**		
À la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif de l'OPCVM. Le dépositaire certifie l'inventaire des actifs de l'OPCVM, le montant des dépôts détenus par l'OPCVM et, le cas échéant, le nombre de parts ou actions de l'OPCVM en circulation.	À la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif de l'OPCVM. Le dépositaire certifie l'inventaire des actifs de l'OPCVM, le montant des dépôts détenus par l'OPCVM et, le cas échéant, le nombre de parts ou actions de l'OPCVM en circulation.	À la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif de l'OPCVM. Le dépositaire certifie l'inventaire des actifs de l'OPCVM, le montant des dépôts détenus par l'OPCVM et, le cas échéant, le nombre de parts ou actions de l'OPCVM en circulation.	Application du droit des sociétés : hors directive. L'article 8 de la directive UCITS IV fixe des obligations aux SGP s'agissant de la comptabilité des OPCVM qu'elles gèrent.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV, ou la société de gestion de portefeuille du FCP, établit les comptes annuels de l'OPCVM. Il fixe, le cas échéant, le montant et la date de distribution prévue à l'article L. 214-10 du code monétaire et financier. Lorsque l'OPCVM comprend des compartiments, des états de synthèse sont établis pour chaque compartiment. Ces documents sont arrêtés à la date de clôture de l'exercice comptable de l'OPCVM. Ils sont adressés à tout porteur qui en fait la demande.	Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV, ou la société de gestion de portefeuille du FCP, établit les comptes annuels de l'OPCVM. Il fixe, le cas échéant, le montant et la date de distribution prévue à l'article L. 214-10 du code monétaire et financier. Lorsque l'OPCVM comprend des compartiments, des états de synthèse sont établis pour chaque compartiment. Ces documents sont arrêtés à la date de clôture de l'exercice comptable de l'OPCVM. Ils sont adressés à tout porteur qui en fait la demande.	Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV, ou la société de gestion de portefeuille du FCP, établit les comptes annuels de l'OPCVM. Il fixe, le cas échéant, le montant et la date de distribution prévue à l'article L. 214-10 du code monétaire et financier. Lorsque l'OPCVM comprend des compartiments, des états de synthèse sont établis pour chaque compartiment. Ces documents sont arrêtés à la date de clôture de l'exercice comptable de l'OPCVM. Ils sont adressés à tout porteur qui en fait la demande.	
Article 411-37 du RGAMF	**Article 411-36**		
Les comptes annuels de l'OPCVM sont présentés conformément au plan comptable en vigueur. Ils sont certifiés par le contrôleur légal des comptes.	Les comptes annuels de l'OPCVM sont présentés conformément au plan comptable en vigueur. Ils sont certifiés par le commissaire aux comptes.	Les comptes annuels de l'OPCVM sont présentés conformément au plan comptable en vigueur. Ils sont certifiés par le commissaire aux comptes.	La seconde partie de la phrase est intégrée dans le paragraphe précédent sur la valorisation.
Article 411-38	**Article 411-37**		
Les comptes annuels de l'OPCVM ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP sont mis à la disposition du contrôleur légal des comptes au plus tard quarante-cinq jours après la clôture de l'exercice. Deux mois au plus tard après avoir reçu le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP, le contrôleur légal dépose au siège social de	Les comptes annuels de l'OPCVM ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP sont mis à la disposition du commissaire aux comptes au plus tard quarante-cinq jours après la clôture de l'exercice. Deux mois au plus tard après avoir reçu le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du	Les comptes annuels de l'OPCVM ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP sont mis à la disposition du commissaire aux comptes au plus tard quarante-cinq jours après la clôture de l'exercice. Deux mois au plus tard après avoir reçu le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV ou de la société de gestion de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille son rapport, ainsi que, le cas échéant, le rapport spécial prévu à l'alinéa 3 de l'article L. 225-40 du code de commerce.	FCP, le commissaire aux comptes dépose au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille son rapport, ainsi que, le cas échéant, le rapport spécial prévu à l'alinéa 3 de l'article L. 225-40 du code de commerce.	portefeuille du FCP, le commissaire aux comptes dépose au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille son rapport, ainsi que, le cas échéant, le rapport spécial prévu à l'alinéa 3 de l'article L. 225-40 du code de commerce.	
Article 411-39	**Article 411-38**		
Une instruction de l'AMF fixe le contenu du rapport de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP ou du rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV.	Une instruction de l'AMF fixe le contenu du rapport de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP ou du rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV.	Une instruction de l'AMF fixe le contenu du rapport de la société de gestion de portefeuille portant sur la gestion du FCP ou du rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV.	
Article 411-40	**Article 411-39**		
Les comptes annuels, la composition des actifs à la clôture de l'exercice, les rapports des contrôleurs légaux des comptes d'un OPCVM, ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, sont mis à la disposition des porteurs au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP. Ils sont adressés à tous les porteurs qui en font la demande dans les huit jours ouvrés suivant la réception de la demande. Sous réserve de l'accord du porteur, cet envoi peut être effectué par voie électronique.	Les comptes annuels, la composition des actifs à la clôture de l'exercice, les rapports des contrôleurs légaux des comptes d'un OPCVM, ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, sont mis à la disposition des porteurs au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP. Ils sont adressés à tous les porteurs qui en font la demande dans les huit jours ouvrés suivant la réception de la demande. Sous réserve de l'accord du porteur, cet envoi peut être effectué par voie électronique.	Les comptes annuels, la composition des actifs à la clôture de l'exercice, les rapports des contrôleurs légaux des comptes d'un OPCVM, ainsi que le rapport du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, sont mis à la disposition des porteurs au siège social de la SICAV ou de la société de gestion de portefeuille du FCP. Ils sont adressés à tous les porteurs qui en font la demande dans les huit jours ouvrés suivant la réception de la demande. Sous réserve de l'accord du porteur, cet envoi peut être effectué par voie électronique.	
Paragraphe 3 - Acomptes et apports	**Paragraphe 3 - Acomptes et apports**	**Paragraphe 3 - Acomptes et apports**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
Article 411-41	**Article 411-40**		
Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes sur la base de situations attestées par le contrôleur légal des comptes. Le contrôleur légal apprécie à la fois l'évaluation des apports en nature et leur rémunération. Son rapport doit être déposé dans les quinze jours suivant l'apport. Lorsque le ou les apports en nature concernent un ou des compartiments d'un OPCVM, le contrôleur légal établit un rapport décrivant l'opération pour chaque compartiment concerné.	Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes sur la base de situations attestées par le contrôleur légal des comptes. Le contrôleur légal apprécie à la fois l'évaluation des apports en nature et leur rémunération. Son rapport doit être déposé dans les quinze jours suivant l'apport. Lorsque le ou les apports en nature concernent un ou des compartiments d'un OPCVM, le contrôleur légal établit un rapport décrivant l'opération pour chaque compartiment concerné.	Le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou la société de gestion de portefeuille du FCP peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes sur la base de situations attestées par le commissaire aux comptes. Le contrôleur légal apprécie à la fois l'évaluation des apports en nature et leur rémunération. Son rapport doit être déposé dans les quinze jours suivant l'apport. Lorsque le ou les apports en nature concernent un ou des compartiments d'un OPCVM, le contrôleur légal établit un rapport décrivant l'opération pour chaque compartiment concerné.	
<u>Paragraphe 4</u> - Frais supportés par l'OPCVM	**<u>Paragraphe 4</u> - Frais supportés par l'OPCVM**	**<u>Paragraphe 4</u> - Frais supportés par l'OPCVM**	
Article 411-42 du RGAMF	**Article 411-41**		
Lorsque la rémunération des délégataires de la société de gestion de portefeuille ou du dépositaire et des sociétés liées à la société de gestion de portefeuille dans les conditions définies à l'article R. 214-46 du code monétaire et financier[1], qui interviennent pour le compte d'un OPCVM ou en tant que contreparties d'une opération conclue par cet OPCVM, est prélevée directement sur l'actif de	Lorsque la rémunération des délégataires de la société de gestion de portefeuille ou du dépositaire et des sociétés liées à la société de gestion de portefeuille dans les conditions définies à l'article R. 214-46 du code monétaire et financier[1], qui interviennent pour le compte d'un OPCVM ou en tant que contreparties d'une opération conclue par cet OPCVM, est prélevée	Lorsque la rémunération des délégataires de la société de gestion de portefeuille ou du dépositaire et des sociétés liées à la société de gestion de portefeuille dans les conditions définies à l'article R. 214-46 du code monétaire et financier[1], qui interviennent pour le compte d'un OPCVM ou en tant que contreparties d'une opération conclue par cet	Il est proposé de maintenir cet article sur le fondement général de l'article 90 de la directive 2009/65/CE.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
l'OPCVM, ceci ne peut avoir pour effet de majorer les frais maximum de l'OPCVM tels que définis dans son prospectus **complet**.	directement sur l'actif de l'OPCVM, ceci ne peut avoir pour effet de majorer les frais maximum de l'OPCVM tels que définis dans son prospectus.	OPCVM, est prélevée directement sur l'actif de l'OPCVM, ceci ne peut avoir pour effet de majorer les frais maximum de l'OPCVM tels que définis dans son prospectus.	
	Article 411-41-1		
	Lorsqu'un OPCVM investit dans les parts d'autres OPCVM ou d'organismes de placement collectif qui sont gérés, de façon directe ou par délégation par la même société de gestion, cette société de gestion ne peut facturer de droits de souscription ou de remboursement pour l'investissement de l'OPCVM dans les parts de ces autres OPCVM ou organismes de placement collectif.	Lorsqu'un OPCVM investit dans les parts d'autres OPCVM ou d'organismes de placement collectif qui sont gérés, de façon directe ou par délégation par la même société de gestion, cette société de gestion ne peut facturer de droits de souscription ou de remboursement pour l'investissement de l'OPCVM dans les parts de ces autres OPCVM ou organismes de placement collectif.	Il est proposé de reprendre cette interdiction prévue dans la directive. Il est proposé de ne pas reprendre la partie de la phrase relative à « *toute autre société avec laquelle la société de gestion de portefeuille est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte* » car elle ne correspond pas à un schéma existant en droit français.
Article 411-44	**Article 411-43**		
Les honoraires du contrôleur légal des comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et la société de gestion de portefeuille, au vu du programme des diligences estimées nécessaires.	Les honoraires du contrôleur légal des comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et la société de gestion de portefeuille, au vu du programme des diligences estimées nécessaires.	Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et la société de gestion de portefeuille, au vu du programme des diligences estimées nécessaires.	Hors directive
		Paragraphe 3 **Fusions et scissions**	
		Article 412-3	
		Les dispositions du présent paragraphe sont applicables aux scissions d'OPCVM et aux fusions d'OPCVM autres que celles régies par la sous-section 3 de la section 3 du chapitre I du titre Ier du présent	Il est proposé de reprendre à droit constant les dispositions actuelles du RGAMF pour traiter des scissions et des fusions non régies par la directive UCITS IV, càd : - fusion entre deux OPCVM coordonnés français dont aucun n'est passeporté,

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
		Livre.	- fusion entre deux OPCVM non coordonnés français, - fusion entre un OPCVM coordonné français et un OPCVM non coordonné français.
Article 411-19		**Article 412-4**	
Une SICAV ou un FCP peut fusionner avec toute SICAV ou tout FCP. Une SICAV peut fusionner avec toute autre société. Tout OPCVM peut faire l'objet de scission. Les règles du présent article sont applicables, le cas échéant, aux apports de compartiments et aux opérations concernant plusieurs compartiments d'un même OPCVM.		**Une SICAV ou un FCP peut fusionner avec toute SICAV ou tout FCP.** **Une SICAV peut fusionner avec toute autre société.** **Tout OPCVM peut faire l'objet de scission.** **Les règles du présent article sont applicables, le cas échéant, aux apports de compartiments et aux opérations concernant plusieurs compartiments d'un même OPCVM.**	
Article 411-20		**Article 412-5**	
Tout projet de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs OPCVM ou un ou plusieurs compartiments d'un OPCVM est arrêté par le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou par la société de gestion de portefeuille du FCP. Il est soumis à l'agrément préalable de l'AMF, dans les conditions fixées à la section 1 du présent chapitre. Le projet de fusion ou de scission précise, selon le cas, la dénomination, le siège social et le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés, des SICAV concernées et la dénomination du ou des FCP ainsi que la dénomination, le siège		**Tout projet de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs OPCVM ou un ou plusieurs compartiments d'un OPCVM est arrêté par le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV ou par la société de gestion de portefeuille du FCP. Il est soumis à l'agrément préalable de l'AMF, dans les conditions fixées *à la section 1 du présent chapitre*.** **Le projet de fusion ou de scission précise, selon le cas, la dénomination, le siège social et le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés, des**	Dans le cas d'une SICAV SAS, ce sera le président ou le dirigeant désigné à cet effet par les statuts qui accomplira ces missions, en application de l'article L. 227-1 alinéa 3 du code de commerce. Il ne paraît donc pas nécessaire de mentionner le président de la SAS.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
social et le numéro d'inscription au registre du commerce de la (ou des) société(s) de gestion. Il précise également les motifs, les objectifs et les conditions de l'opération. Il mentionne la date à laquelle les assemblées générales extraordinaires des SICAV concernées seront amenées à statuer sur les parités d'échange des actions et des parts.		**SICAV concernées et la dénomination du ou des FCP ainsi que la dénomination, le siège social et le numéro d'inscription au registre du commerce de la (ou des) société(s) de gestion.** **Il précise également les motifs, les objectifs et les conditions de l'opération. Il mentionne la date à laquelle les assemblées générales extraordinaires des SICAV concernées seront amenées à statuer sur les parités d'échange des actions et des parts.**	
	Article 411-45	**Article 412-6**	
	Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille, les coûts juridiques, des services de conseil ou administratifs associés à la préparation et à la réalisation de la fusion ne sont pas facturés à l'OPCVM absorbé, ni à l'OPCVM absorbant ou à leurs porteurs de parts ou actionnaires.	**Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille, les coûts juridiques, des services de conseil ou administratifs associés à la préparation et à la réalisation de la fusion ne sont pas facturés à l'OPCVM absorbé, ni à l'OPCVM absorbant ou à leurs porteurs de parts ou actionnaires.**	Il est proposé d'appliquer ce principe protecteur des investisseurs issu de la directive OPCVM IV aux fusions internes régies par le RGAMF.
Article 411-20-1		**Article 412-7**	
Par dérogation à l'article 411-20, la scission décidée conformément au deuxième alinéa de l'article L. 214-19 ou au deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier n'est pas soumise à l'agrément préalable de l'AMF, mais lui est déclarée sans délai.		**Par dérogation à *l'article 411-20*, la scission décidée conformément au deuxième alinéa de *l'article L. 214-19 ou au deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier* n'est pas soumise à l'agrément préalable de l'AMF, mais**	Le projet mis en consultation du Livre II comofi a maintenu le cas des sides pockets. Il est donc proposé de conserver cet article.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
Cette déclaration comporte notamment les informations suivantes : 1° Le rapport délivré aux porteurs ou aux actionnaires mentionné aux articles D. 214-20-3 et D. 214-22-1 du code monétaire et financier ; 2° La liste des actifs transférés à l'OPCVM régi par la sous-section 4 de la section 3 du chapitre III du titre Ier du présent livre.		**lui est déclarée sans délai.** **Cette déclaration comporte notamment les informations suivantes :** **1° Le rapport délivré aux porteurs ou aux actionnaires mentionné aux *articles D. 214-20-3 et D. 214-22-1 du code monétaire et financier* ;** **2° La liste des actifs transférés à l'OPCVM *régi par la sous-section 4 de la section 3 du chapitre III du titre Ier du présent livre*.**	
Article 411-21		**Article 412-8**	
Le projet est déposé au greffe du tribunal de commerce du siège des sociétés concernées. Au plus tard dans les huit jours qui suivent cette date, les contrôleurs légaux des comptes établissent un rapport complémentaire sur les conditions définitives de l'opération. Le conseil d'administration ou le directoire de chacune des sociétés concernées communique le projet aux contrôleurs légaux de chaque société ou de chaque FCP concerné au moins quarante-cinq jours avant les assemblées générales extraordinaires des SICAV se prononçant sur l'opération, ou la date arrêtée par le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion de portefeuille des FCP concernés. L'opération est effectuée par les conseils d'administration ou les directoires des SICAV concernées, ou leurs mandataires, ainsi que, le cas		**Le projet est déposé au greffe du tribunal de commerce du siège des sociétés concernées. Au plus tard dans les huit jours qui suivent cette date, les contrôleurs légaux des comptes établissent un rapport complémentaire sur les conditions définitives de l'opération.** **Le conseil d'administration ou le directoire de chacune des sociétés concernées communique le projet aux contrôleurs légaux de chaque société ou de chaque FCP concerné au moins quarante-cinq jours avant les assemblées générales extraordinaires des SICAV se prononçant sur l'opération, ou la date arrêtée par le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion de portefeuille des FCP concernés. L'opération est**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
échéant, par les sociétés de gestion des FCP, sous le contrôle des contrôleurs légaux respectifs des OPCVM concernés. Les rapports des contrôleurs légaux sur les conditions de réalisation de l'opération sont tenus à la disposition des porteurs au plus tard quinze jours avant la date arrêtée par les assemblées générales extraordinaires ou, dans le cas des FCP, par la (ou les) société(s) de gestion. Les créanciers des OPCVM participant à l'opération de fusion et dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion peuvent former opposition à celui-ci, pour les SICAV, dans le délai de trente jours à compter de la publication de l'avis dans un journal habilité à recevoir des annonces légales dans le département du siège social de la SICAV, et, pour les FCP, dans un délai de quinze jours avant la date prévue pour l'opération. Au plus tard dans les huit jours qui suivent la réalisation de l'opération, les contrôleurs légaux établissent un rapport complémentaire sur les conditions définitives de l'opération.		**effectuée par les conseils d'administration ou les directoires des SICAV concernées, ou leurs mandataires, ainsi que, le cas échéant, par les sociétés de gestion des FCP, sous le contrôle des contrôleurs légaux respectifs des OPCVM concernés. Les rapports des contrôleurs légaux sur les conditions de réalisation de l'opération sont tenus à la disposition des porteurs au plus tard quinze jours avant la date arrêtée par les assemblées générales extraordinaires ou, dans le cas des FCP, par la (ou les) société(s) de gestion.** **Les créanciers des OPCVM participant à l'opération de fusion et dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion peuvent former opposition à celui-ci, pour les SICAV, dans le délai de trente jours à compter de la publication de l'avis dans un journal habilité à recevoir des annonces légales dans le département du siège social de la SICAV, et, pour les FCP, dans un délai de quinze jours avant la date prévue pour l'opération. Au plus tard dans les huit jours qui suivent la réalisation de l'opération, les contrôleurs légaux établissent un rapport**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
		complémentaire sur les conditions définitives de l'opération.	
Article 411-21-1		**Article 412-9**	
L'article 411-21 ne s'applique pas à la scission d'un FCP décidée en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier.		**L'article *411-21* ne s'applique pas à la scission d'un FCP décidée en application *du deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier.***	Le projet mis en consultation du Livre II comofi a maintenu le cas des sides pockets. Il est donc proposé de conserver cet article.
Article 411-22		**Article 412-10**	
L'obligation de racheter ou d'émettre à tout moment les actions et parts peut prendre fin sur décision soit du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, soit de la société de gestion de portefeuille du FCP, au plus quinze jours avant la date prévue pour l'opération. Les statuts des SICAV résultant des opérations mentionnées à l'article 411-17 sont signés par leurs représentants légaux. Le règlement des FCP est établi par la société de gestion de portefeuille et le dépositaire. Les porteurs disposent d'un délai de trois mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs parts ou actions.		**L'obligation de racheter ou d'émettre à tout moment les actions et parts peut prendre fin sur décision soit du conseil d'administration ou du directoire de la SICAV, soit de la société de gestion de portefeuille du FCP, au plus quinze jours avant la date prévue pour l'opération. Les statuts des SICAV résultant des opérations mentionnées à *l'article 411-17* sont signés par leurs représentants légaux. Le règlement des FCP est établi par la société de gestion de portefeuille et le dépositaire. Les porteurs disposent d'un délai de trois mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs parts ou actions.**	
Article 411-23		**Article 412-11**	
Les porteurs qui n'auraient pas droit, compte tenu de la parité d'échange, à un nombre entier de parts ou d'actions pourront obtenir le remboursement du rompu ou verser en espèces le		**Les porteurs qui n'auraient pas droit, compte tenu de la parité d'échange, à un nombre entier de parts ou d'actions pourront obtenir le remboursement du rompu ou**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
complément nécessaire à l'attribution d'une action ou d'une part entière. Ces remboursements ou versements ne seront ni diminués ni majorés des frais et commissions de rachat ou de souscription.		**verser en espèces le complément nécessaire à l'attribution d'une action ou d'une part entière. Ces remboursements ou versements ne seront ni diminués ni majorés des frais et commissions de rachat ou de souscription.**	
Sous- Section IV – Tenue du passif	**Paragraphe 4 - Tenue du passif**	**Paragraphe 4 - Tenue du passif**	
Sous-section 4 – Tenue du passif	**Sous-section 4 – Tenue du passif**	**Sous-section 4 – Tenue du passif**	
	Article 411-64		
	La tenue du passif comprend les tâches : - de centralisation des ordres de souscription et de rachat de parts ou actions d'OPCVM, d'une part ; - de tenue de compte émission d'OPCVM, d'autre part.	La tenue du passif comprend les tâches : - de centralisation des ordres de souscription et de rachat de parts ou actions d'OPCVM, d'une part ; - de tenue de compte émission d'OPCVM, d'autre part.	
	Article 411-65		
	Les tâches essentielles de la centralisation des ordres de souscription et de rachat sur parts ou actions d'OPCVM, en application des dispositions de l'article L. 214-3-1 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° Assurer la réception centralisée des ordres de souscription et de rachat et procéder à l'enregistrement correspondant ; 2° Contrôler le respect de la date et	Les tâches essentielles de la centralisation des ordres de souscription et de rachat sur parts ou actions d'OPCVM, en application des dispositions de l'article L. 214-3-1 du code monétaire et financier, sont les suivantes : 1° Assurer la réception centralisée des ordres de souscription et de rachat et procéder à l'enregistrement correspondant ; 2° Contrôler le respect de la date et	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	de l'heure limite de centralisation des ordres de souscription et de rachat mentionnées dans le prospectus ; 3° Communiquer en montant et / ou en nombre global de parts ou d'actions souscrites et rachetées le résultat de la réception centralisée des ordres à l'OPCVM ; 4° Valoriser les ordres après avoir reçu de l'OPCVM l'information relative à la valeur liquidative de l'action ou de la part concernée. Afin de permettre au centralisateur de s'acquitter de ses tâches dans les meilleurs délais, l'OPCVM lui transmet l'information relative à la valeur liquidative de l'action ou de la part dès qu'elle est disponible ; 5° Communiquer les informations nécessaires à la création et à l'annulation des parts ou actions au teneur de compte émetteur ; 6° Communiquer les informations relatives au résultat du traitement des ordres à l'entité qui a transmis l'ordre au centralisateur et à l'OPCVM. L'enregistrement mentionné au présent article contient les informations suivantes: - l'OPCVM concerné; - la personne qui a donné ou transmis l'ordre; - la personne qui a reçu l'ordre;	de l'heure limite de centralisation des ordres de souscription et de rachat mentionnées dans le prospectus ; 3° Communiquer en montant et / ou en nombre global de parts ou d'actions souscrites et rachetées le résultat de la réception centralisée des ordres à l'OPCVM ; 4° Valoriser les ordres après avoir reçu de l'OPCVM l'information relative à la valeur liquidative de l'action ou de la part concernée. Afin de permettre au centralisateur de s'acquitter de ses tâches dans les meilleurs délais, l'OPCVM lui transmet l'information relative à la valeur liquidative de l'action ou de la part dès qu'elle est disponible ; 5° Communiquer les informations nécessaires à la création et à l'annulation des parts ou actions au teneur de compte émetteur ; 6° Communiquer les informations relatives au résultat du traitement des ordres à l'entité qui a transmis l'ordre au centralisateur et à l'OPCVM. L'enregistrement mentionné au présent article contient les informations suivantes: - l'OPCVM concerné; - la personne qui a donné ou transmis l'ordre; - la personne qui a reçu l'ordre;	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	- la date et l'heure de l'ordre; - les conditions et moyens de paiement; - le type d'ordre; - la date d'exécution de l'ordre; - le nombre de parts souscrites ou rachetées; - le prix de souscription ou de rachat de chaque part; - la valeur totale de souscription ou de rachat des parts; la valeur brute de l'ordre, frais de souscription inclus, ou le montant net après déduction des frais de rachat;	- la date et l'heure de l'ordre; - les conditions et moyens de paiement; - le type d'ordre; - la date d'exécution de l'ordre; - le nombre de parts souscrites ou rachetées; - le prix de souscription ou de rachat de chaque part; - la valeur totale de souscription ou de rachat des parts; - la valeur brute de l'ordre, frais de souscription inclus, ou le montant net après déduction des frais de rachat;	
	Article 411-66		
	L'entité en charge de la centralisation des ordres est désignée comme « centralisateur » dans le prospectus de l'OPCVM. Est désignée le cas échéant dans le prospectus toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation conformément aux dispositions de l'article 411.71.	L'entité en charge de la centralisation des ordres est désignée comme « centralisateur » dans le prospectus de l'OPCVM. Est désignée le cas échéant dans le prospectus toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation conformément aux dispositions de l'article 411.71.	
	Article 411-67		
	Le centralisateur peut confier l'exercice des tâches de centralisation à : - Une des personnes mentionnées à l'article L. 214-3-1 du code monétaire et financier ainsi qu'à un prestataire de services	Le centralisateur peut confier l'exercice des tâches de centralisation à : - Une des personnes mentionnées à l'article L. 214-3-1 du code monétaire et financier ainsi qu'à un prestataire de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	d'investissement situé dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ; - Un intermédiaire habilité au sein de l'Espace économique européen pour exercer les tâches de centralisation au sens de l'article 411-65. Une convention est établie entre le centralisateur et l'entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation. Cette convention comprend au moins les clauses suivantes : I. Les tâches essentielles de la centralisation telles que mentionnées à l'article 411-69 qui sont confiées à l'entité et notamment les modalités selon lesquelles les ordres de souscription et de rachat sont enregistrés ; II. La nature des informations nécessaires à l'exercice par l'entité des tâches qui lui sont confiées ainsi que les modalités de leur transmission par le centralisateur à l'entité et notamment celles relatives à la valeur liquidative de l'OPCVM. III. Les modalités de traitement d'un évènement affectant le processus de souscription et de	services d'investissement situé dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ; - Un intermédiaire habilité au sein de l'Espace économique européen pour exercer les tâches de centralisation au sens de l'article 411-65. Une convention est établie entre le centralisateur et l'entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation. Cette convention comprend au moins les clauses suivantes : I. Les tâches essentielles de la centralisation telles que mentionnées à l'article 411-69 qui sont confiées à l'entité et notamment les modalités selon lesquelles les ordres de souscription et de rachat sont enregistrés ; II. La nature des informations nécessaires à l'exercice par l'entité des tâches qui lui sont confiées ainsi que les modalités de leur transmission par le centralisateur à l'entité et notamment celles relatives à la valeur liquidative de l'OPCVM. III. Les modalités de traitement d'un évènement affectant le processus de souscription et de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	rachat des parts ou actions d'OPCVM. IV. La mention selon laquelle l'AMF doit pouvoir accéder de façon effective aux données relatives à la centralisation des ordres de souscription ou de rachat des parts ou actions de l'OPCVM ainsi qu'aux locaux professionnels de l'entité. Les modalités de résiliation de la convention, à l'initiative de l'une quelconque des parties, doivent permettre d'assurer la continuité et la qualité du service fourni. Tout changement de l'entité à laquelle des tâches de centralisation ont été confiées doit donner lieu à une information préalable par le centralisateur à l'OPCVM et le cas échéant, à la société de gestion qui le représente et au dépositaire. Le centralisateur demeure responsable de l'exercice des tâches de centralisation qu'il a confiées. Pour les OPCVM créés avant la date d'entrée en vigueur de ces dispositions, l'entité mentionnée dans le prospectus en charge de la centralisation des ordres est présumée agir par délégation de	rachat des parts ou actions d'OPCVM. IV. La mention selon laquelle l'AMF doit pouvoir accéder de façon effective aux données relatives à la centralisation des ordres de souscription ou de rachat des parts ou actions de l'OPCVM ainsi qu'aux locaux professionnels de l'entité. Les modalités de résiliation de la convention, à l'initiative de l'une quelconque des parties, doivent permettre d'assurer la continuité et la qualité du service fourni. Tout changement de l'entité à laquelle des tâches de centralisation ont été confiées doit donner lieu à une information préalable par le centralisateur à l'OPCVM et le cas échéant, à la société de gestion qui le représente et au dépositaire. Le centralisateur demeure responsable de l'exercice des tâches de centralisation qu'il a confiées. Pour les OPCVM créés avant la date d'entrée en vigueur de ces dispositions, l'entité mentionnée dans le prospectus en charge de la centralisation des ordres est présumée agir par délégation de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	l'OPCVM.	l'OPCVM.	
	Article 411-64		
	Un ordre de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM qui a été transmis au centralisateur ou à toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation est irrévocable à compter de la date et de l'heure limite de centralisation mentionnées dans le prospectus de l'OPCVM. Un ordre irrévocable de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM engage l'investisseur ainsi que l'entité ayant transmis cet ordre au centralisateur ou à toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation à payer ou livrer ces parts ou actions.	Un ordre de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM qui a été transmis au centralisateur ou à toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation est irrévocable à compter de la date et de l'heure limite de centralisation mentionnées dans le prospectus de l'OPCVM. Un ordre irrévocable de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM engage l'investisseur ainsi que l'entité ayant transmis cet ordre au centralisateur ou à toute entité à laquelle est confié l'exercice des tâches de centralisation à payer ou livrer ces parts ou actions.	
	Article 411-69		
	Le terme « ordre direct » désigne l'ordre de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM dont l'acceptation par le centralisateur est subordonnée à la conclusion d'une convention entre le centralisateur et l'OPCVM ou, le cas échéant, la société de gestion qui le représente, fixant les conditions d'acceptation et de dénouement des ordres directs. L'OPCVM ou la société de gestion qui le représente met en en œuvre un	Le terme « ordre direct » désigne l'ordre de souscription ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM dont l'acceptation par le centralisateur est subordonnée à la conclusion d'une convention entre le centralisateur et l'OPCVM ou, le cas échéant, la société de gestion qui le représente, fixant les conditions d'acceptation et de dénouement des ordres directs. L'OPCVM ou la société de gestion qui le représente met en en œuvre un	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	dispositif adapté de gestion des risques liés à l'acceptation et au dénouement de ces ordres.	dispositif adapté de gestion des risques liés à l'acceptation et au dénouement de ces ordres.	
	Article 411-70		
	Les tâches de la tenue de compte émission sont les suivantes: 1° Effectuer de façon justifiée et traçable les enregistrements du nombre de titres correspondant à la création ou à la radiation des parts ou des actions, consécutifs à la centralisation des ordres de souscription et de rachat, et déterminer en conséquence le nombre de titres composant le capital de l'OPCVM; le teneur de compte émetteur s'assure qu'un enregistrement correspondant, en comptabilité espèces, a bien été effectué à l'actif de l'OPCVM ; 2° Identifier les titulaires de parts ou d'actions revêtant la forme nominative et comptabiliser, pour chaque titulaire, le nombre de parts ou actions détenues. Quand l'OPCVM n'est pas admis aux opérations du dépositaire central, il enregistre également, le cas échéant, le nombre de parts ou d'actions détenues sous la forme porteur auprès des teneurs de compte conservateurs directement inscrits en compte chez lui. 3° Organiser le règlement et la	Les tâches de la tenue de compte émission sont les suivantes: 1° Effectuer de façon justifiée et traçable les enregistrements du nombre de titres correspondant à la création ou à la radiation des parts ou des actions, consécutifs à la centralisation des ordres de souscription et de rachat, et déterminer en conséquence le nombre de titres composant le capital de l'OPCVM; le teneur de compte émetteur s'assure qu'un enregistrement correspondant, en comptabilité espèces, a bien été effectué à l'actif de l'OPCVM ; 2° Identifier les titulaires de parts ou d'actions revêtant la forme nominative et comptabiliser, pour chaque titulaire, le nombre de parts ou actions détenues. Quand l'OPCVM n'est pas admis aux opérations du dépositaire central, il enregistre également, le cas échéant, le nombre de parts ou d'actions détenues sous la forme porteur auprès des teneurs de compte conservateurs directement inscrits en compte chez lui. 3° Organiser le règlement et la	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	livraison simultanés consécutifs à la création ou à la radiation de parts ou d'actions ; le teneur de compte émetteur organise également la livraison et le cas échéant le règlement consécutifs à tout autre transfert de parts ou d'actions. Lorsqu'un système de règlement et de livraison de titres est utilisé, il s'assure de l'existence de procédures adaptées. 4° S'assurer que le nombre total de parts ou d'actions émises, à une date donnée, correspond au nombre de parts ou actions en circulation à la même date, revêtant la forme nominative et / ou porteur.	livraison simultanés consécutifs à la création ou à la radiation de parts ou d'actions ; le teneur de compte émetteur organise également la livraison et le cas échéant le règlement consécutifs à tout autre transfert de parts ou d'actions. Lorsqu'un système de règlement et de livraison de titres est utilisé, il s'assure de l'existence de procédures adaptées. 4° S'assurer que le nombre total de parts ou d'actions émises, à une date donnée, correspond au nombre de parts ou actions en circulation à la même date, revêtant la forme nominative et / ou porteur.	
	Article 411-71		
	La tenue de compte émission relève de la gestion de l'OPCVM. L'OPCVM ou le cas échéant la société de gestion qui le représente peut déléguer l'exécution des tâches décrites à l'article 411-70 de la tenue de compte émission à un prestataire de services d'investissement dans les conditions fixées aux 1° à 7° de l'article 313-77 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.	La tenue de compte émission relève de la gestion de l'OPCVM. L'OPCVM ou le cas échéant la société de gestion qui le représente peut déléguer l'exécution des tâches décrites à l'article 411-70 de la tenue de compte émission à un prestataire de services d'investissement dans les conditions fixées aux 1° à 7° de l'article 313-77 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.	
	<u>Section 4 – Calcul du risque global</u>	**<u>Section 4 – Calcul du risque global</u>**	
	Paragraphe 1 Mesure du risque global des OPCVM sur les contrats financiers	**Paragraphe 1 Mesure du risque global des OPCVM sur les contrats financiers**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	Paragraphe 1 **Mesure du risque global des OPCVM sur les contrats financiers**	**Paragraphe 1** **Mesure du risque global des OPCVM sur les contrats financiers**	
	Conformément aux dispositions de l'article R. 214-17 du code monétaire et financier, au sens du présent paragraphe sont assimilés à des contrats financiers les titres financiers éligibles et les instruments du marché monétaire comportant un contrat financier.	Conformément aux dispositions de l'article R. 214-17 du code monétaire et financier, au sens du présent paragraphe sont assimilés à des contrats financiers les titres financiers éligibles et les instruments du marché monétaire comportant un contrat financier.	
	Sous-paragraphe 1 **Dispositions générales**	**Sous-paragraphe 1** **Dispositions générales**	
	Article 411-72		
	I. - La société de gestion de portefeuille calcule le risque global des OPCVM qu'elle gère au moins une fois par jour. Si cela est nécessaire et en fonction de la stratégie d'investissement de l'OPCVM, la société de gestion de portefeuille peut calculer le risque global de l'OPCVM plusieurs fois par jour. Les limites de risque global fixées sont respectées en permanence.	I. - La société de gestion de portefeuille calcule le risque global des OPCVM qu'elle gère au moins une fois par jour. Si cela est nécessaire et en fonction de la stratégie d'investissement de l'OPCVM, la société de gestion de portefeuille peut calculer le risque global de l'OPCVM plusieurs fois par jour. Les limites de risque global fixées sont respectées en permanence.	
	II. - Le risque global des OPCVM est l'une ou l'autre des valeurs suivantes : 1° Le total de l'exposition et du levier	II. - Le risque global des OPCVM est l'une ou l'autre des valeurs suivantes : 1° Le total de l'exposition et du levier	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	auquel l'OPCVM géré a recours via des contrats financiers, qui ne peut dépasser l'actif net de l'OPCVM, 2° Le risque de marché du portefeuille de l'OPCVM tel que défini à l'article 311-XX.	auquel l'OPCVM géré a recours via des contrats financiers, qui ne peut dépasser l'actif net de l'OPCVM, 2° Le risque de marché du portefeuille de l'OPCVM tel que défini à l'article 311-XX.	
	Article 411-73		
	I. - Afin de calculer le risque global de l'OPCVM qu'elle gère, la société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de l'engagement ou la méthode du calcul de la valeur en risque fixées par une instruction de l'AMF. Au sens du présent paragraphe, le terme « valeur en risque » désigne la mesure de la perte potentielle maximale compte tenu d'un niveau de confiance donné et sur une période donnée.	I. - Afin de calculer le risque global de l'OPCVM qu'elle gère, la société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de l'engagement ou la méthode du calcul de la valeur en risque fixées par une instruction de l'AMF. Au sens du présent paragraphe, le terme « valeur en risque » désigne la mesure de la perte potentielle maximale compte tenu d'un niveau de confiance donné et sur une période donnée.	
	II. - La société de gestion de portefeuille de l'OPCVM veille à ce que la méthode qu'elle retient pour mesurer le risque global soit appropriée, compte tenu du profil de risque découlant de la stratégie d'investissement de l'OPCVM, des types et de la complexité des contrats financiers conclus, ainsi que de la part du portefeuille de l'OPCVM composée de contrats financiers.	II. - La société de gestion de portefeuille de l'OPCVM veille à ce que la méthode qu'elle retient pour mesurer le risque global soit appropriée, compte tenu du profil de risque découlant de la stratégie d'investissement de l'OPCVM, des types et de la complexité des contrats financiers conclus, ainsi que de la part du portefeuille de l'OPCVM composée de contrats financiers.	
	III. - La société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de la valeur en risque dès lors que	III. - La société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de la valeur en risque dès lors que	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	l'OPCVM qu'elle gère présente l'une des caractéristiques suivantes: g) l'OPCVM met en œuvre des stratégies d'investissement complexes représentant une proportion non négligeable de sa politique de placement, h) l'exposition de l'OPCVM aux contrats financiers non standards tels que fixés par une instruction de l'AMF est non négligeable, i) si les risques de marché tels que définis à l'article 311-XX encourus par l'OPCVM ne sont pas pris en compte de manière adéquate par la méthode du calcul de l'engagement. La méthode du calcul de la valeur en risque est complétée par un dispositif de tests de résistance.	l'OPCVM qu'elle gère présente l'une des caractéristiques suivantes: j) l'OPCVM met en œuvre des stratégies d'investissement complexes représentant une proportion non négligeable de sa politique de placement, k) l'exposition de l'OPCVM aux contrats financiers non standards tels que fixés par une instruction de l'AMF est non négligeable, l) si les risques de marché tels que définis à l'article 311-XX encourus par l'OPCVM ne sont pas pris en compte de manière adéquate par la méthode du calcul de l'engagement. La méthode du calcul de la valeur en risque est complétée par un dispositif de tests de résistance.	
	IV. – L'OPCVM nourricier calcule son risque global lié aux contrats financiers en combinant son propre risque direct au titre des contrats financiers conclus conformément à l'article L. 214-42 du code monétaire et financier avec: e) soit le risque réel de l'OPCVM maître par rapport aux contrats financiers, en proportion des investissements de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître; f) soit le risque potentiel maximal global de l'OPCVM maître par rapport aux contrats financiers	IV. – L'OPCVM nourricier calcule son risque global lié aux contrats financiers en combinant son propre risque direct au titre des contrats financiers conclus conformément à l'article L. 214-42 du code monétaire et financier avec: g) soit le risque réel de l'OPCVM maître par rapport aux contrats financiers, en proportion des investissements de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître; h) soit le risque potentiel maximal global de l'OPCVM maître par rapport aux contrats financiers	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	prévu par le règlement ou les documents constitutifs de l'OPCVM maître, en proportion de l'investissement de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître.	prévu par le règlement ou les documents constitutifs de l'OPCVM maître, en proportion de l'investissement de l'OPCVM nourricier dans l'OPCVM maître.	
	Sous-paragraphe 2 **Méthode du calcul de l'engagement**	**Sous-paragraphe 2** **Méthode du calcul de l'engagement**	
	Article 411-74		
	I. - Lorsque la société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global, elle l'utilise également pour toutes les positions sur contrats financiers qu'elles soient utilisées dans le cadre de la politique générale d'investissement de l'OPCVM, aux fins de la réduction des risques ou aux fins d'une gestion efficace du portefeuille, comme prévu à l'article R. 214-18 du code monétaire et financier.	I. - Lorsque la société de gestion de portefeuille utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global, elle l'utilise également pour toutes les positions sur contrats financiers qu'elles soient utilisées dans le cadre de la politique générale d'investissement de l'OPCVM, aux fins de la réduction des risques ou aux fins d'une gestion efficace du portefeuille, comme prévu à l'article R. 214-18 du code monétaire et financier.	
	II. - Lorsqu'un OPCVM utilise des techniques et des instruments mentionnés à l'article R. 214-18 du code monétaire et financier, la société de gestion de portefeuille tient compte de ces opérations lors du calcul du risque global.	II. - Lorsqu'un OPCVM utilise des techniques et des instruments mentionnés à l'article R. 214-18 du code monétaire et financier, la société de gestion de portefeuille tient compte de ces opérations lors du calcul du risque global.	
	III. - Le risque global d'un OPCVM calculé selon la méthode du calcul de l'engagement requiert la conversion de la position de chaque contrat financier en valeur de marché d'une position équivalente sur l'actif sous-jacent dudit	III. - Le risque global d'un OPCVM calculé selon la méthode du calcul de l'engagement requiert la conversion de la position de chaque contrat financier en valeur de marché d'une position équivalente sur l'actif sous-jacent dudit	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	contrat. Les étapes de calcul du risque global selon la méthode du calcul de l'engagement ainsi que les formules de conversion sont précisées par une instruction de l'AMF.	contrat. Les étapes de calcul du risque global selon la méthode du calcul de l'engagement ainsi que les formules de conversion sont précisées par une instruction de l'AMF.	
	Article 411-75		
	I. - La société de gestion de portefeuille peut tenir compte de dispositions de compensation et de couverture à la condition que ces dispositions ne fassent pas abstraction de risques flagrants et importants et qu'elles se traduisent par une réduction manifeste du risque.	I. - La société de gestion de portefeuille peut tenir compte de dispositions de compensation et de couverture à la condition que ces dispositions ne fassent pas abstraction de risques flagrants et importants et qu'elles se traduisent par une réduction manifeste du risque.	
	II. - 1° Une disposition de compensation constitue une combinaison de positions sur des contrats financiers ou de titres financiers sur un même sous-jacent quelle que soit leurs dates de maturité, et dont le seul but est d'éliminer totalement les risques liés à certaines positions prises à travers d'autres contrats financiers ou titres financiers	II. - 1° Une disposition de compensation constitue une combinaison de positions sur des contrats financiers ou de titres financiers sur un même sous-jacent quelle que soit leurs dates de maturité, et dont le seul but est d'éliminer totalement les risques liés à certaines positions prises à travers d'autres contrats financiers ou titres financiers.	
	2° Une disposition de couverture est une combinaison de positions sur des contrats financiers et/ou de titres financiers telle que : a) les sous-jacents ne sont pas forcément identiques, b) les positions sont conclues dans le seul but de compenser les risques liés	2° Une disposition de couverture est une combinaison de positions sur des contrats financiers et/ou de titres financiers telle que : a) les sous-jacents ne sont pas forcément identiques, b) les positions sont conclues dans le seul but de compenser les risques liés	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	aux positions prises à travers les autres contrats financiers ou titres financiers.	aux positions prises à travers les autres contrats financiers ou titres financiers.	
	3° Un OPCVM ayant principalement conclu des contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts peut utiliser des règles spécifiques de compensation en duration, dont les modalités sont précisées par une instruction de l'AMF, afin de tenir compte des corrélations entre les instruments de différentes maturités de la courbe des taux. Les règles spécifiques de compensation en duration ne peuvent pas être utilisées si elles conduisent à une évaluation incorrecte du profil de risque de l'OPCVM.	3° Un OPCVM ayant principalement conclu des contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts peut utiliser des règles spécifiques de compensation en duration, dont les modalités sont précisées par une instruction de l'AMF, afin de tenir compte des corrélations entre les instruments de différentes maturités de la courbe des taux. Les règles spécifiques de compensation en duration ne peuvent pas être utilisées si elles conduisent à une évaluation incorrecte du profil de risque de l'OPCVM.	
	Un OPCVM ayant recours aux règles spécifiques de compensation en duration pour ses contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts peut prendre en considération des dispositions de couverture. Toutefois, seuls les contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts non pris en compte dans une disposition de couverture peuvent utiliser ces règles de compensation spécifiques.	Un OPCVM ayant recours aux règles spécifiques de compensation en duration pour ses contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts peut prendre en considération des dispositions de couverture. Toutefois, seuls les contrats financiers relatifs à des taux d'intérêts non pris en compte dans une disposition de couverture peuvent utiliser ces règles de compensation spécifiques.	
	Article 411-76		
	I. - 1° Lorsque l'utilisation de contrats financiers ne crée pas d'exposition supplémentaire pour l'OPCVM et qu'il répond aux conditions suivantes, il n'est pas nécessaire d'inclure l'exposition	I. - 1° Lorsque l'utilisation de contrats financiers ne crée pas d'exposition supplémentaire pour l'OPCVM et qu'il répond aux conditions suivantes, il n'est pas nécessaire d'inclure	Insertion du niveau 3 pour lever toute ambigüité.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	sous-jacente dans le calcul de l'engagement : *f)* Il a pour objet d'échanger la performance de tout ou partie de l'actif de l'OPCVM avec la performance d'autres instruments financiers de référence ; *g)* Il supprime totalement le risque de marché des actifs faisant l'objet de l'échange. La performance de l'OPCVM ne dépend plus de la performance des actifs faisant l'objet de l'échange ; *h)* Il ne comporte pas de composante optionnelle et n'inclut ni levier ni tout autre risque additionnel par rapport à un investissement direct dans les actifs de référence.	l'exposition sous-jacente dans le calcul de l'engagement : *a)* Il a pour objet d'échanger la performance de tout ou partie de l'actif de l'OPCVM avec la performance d'autres instruments financiers de référence ; *b)* Il supprime totalement le risque de marché des actifs faisant l'objet de l'échange. La performance de l'OPCVM ne dépend plus de la performance des actifs faisant l'objet de l'échange ; *c)* Il ne comporte pas de composante optionnelle et n'inclut ni levier ni tout autre risque additionnel par rapport à un investissement direct dans les actifs de référence.	
	2° Un contrat financier n'est pas pris en compte dans le calcul du risque global par la méthode du calcul de l'engagement lorsqu'il respecte les critères suivants : a) la combinaison du contrat financier et d'un montant d'espèces investi dans des actifs rémunérés au taux sans risque permet d'obtenir une exposition identique à celle obtenue par l'intermédiaire de contrats financiers au comptant ; b) il ne génère pas d'exposition	2° Un contrat financier n'est pas pris en compte dans le calcul du risque global par la méthode du calcul de l'engagement lorsqu'il respecte les critères suivants : a) la combinaison du contrat financier et d'un montant d'espèces investi dans des actifs rémunérés au taux sans risque permet d'obtenir une exposition identique à celle obtenue par l'intermédiaire de contrats financiers au comptant ; b) il ne génère pas d'exposition	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	supplémentaire, de levier et n'ajoute aucun risque de marché tel que défini à l'article 311-XX.	supplémentaire, de levier et n'ajoute aucun risque de marché tel que défini à l'article 311-XX.	
	3° Lorsque la méthode du calcul de l'engagement est utilisée, il n'est pas nécessaire d'inclure dans le calcul du risque global les accords temporaires d'emprunt d'espèces conclus pour le compte de l'OPCVM conformément à l'article R. 214-25 du code monétaire et financier.	3° Lorsque la méthode du calcul de l'engagement est utilisée, il n'est pas nécessaire d'inclure dans le calcul du risque global les accords temporaires d'emprunt d'espèces conclus pour le compte de l'OPCVM conformément à l'article R. 214-25 du code monétaire et financier.	
	Sous-paragraphe 3 Méthode du calcul de la valeur en risque	**Sous-paragraphe 3 Méthode du calcul de la valeur en risque**	
	Article 411-77		
	I. Le risque global d'un OPCVM calculé selon la méthode du calcul de la valeur en risque porte sur toutes les positions en portefeuille. La valeur en risque maximale d'un OPCVM est fixée par la société de gestion de portefeuille en fonction de la définition de son profil de risque.	I. Le risque global d'un OPCVM calculé selon la méthode du calcul de la valeur en risque porte sur toutes les positions en portefeuille. La valeur en risque maximale d'un OPCVM est fixée par la société de gestion de portefeuille en fonction de la définition de son profil de risque.	
	II. - La valeur en risque d'un OPCVM est entendue sur une période de 20 jours ouvrables avec un seuil de confiance à 99%. La période d'observation effective des facteurs de risque est d'au moins 250 jours ouvrables. En cas d'augmentation significative de la volatilité des prix, la valeur en risque doit être calculée sur	II. - La valeur en risque d'un OPCVM est entendue sur une période de 20 jours ouvrables avec un seuil de confiance à 99%. La période d'observation effective des facteurs de risque est d'au moins 250 jours ouvrables. En cas d'augmentation significative de la volatilité des prix, la valeur en risque doit être calculée sur	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	une période d'observation plus courte. L'échantillon de données utilisé pour le calcul est mis à jour au moins tous les trimestres, ou plus fréquemment si les prix de marché sont sujets à des changements matériels. Une Instruction de l'AMF précise les conditions dans lesquelles il peut être dérogé au présent II. Le calcul de la valeur en risque est réalisé au moins quotidiennement.	une période d'observation plus courte. L'échantillon de données utilisé pour le calcul est mis à jour au moins tous les trimestres, ou plus fréquemment si les prix de marché sont sujets à des changements matériels. Une Instruction de l'AMF précise les conditions dans lesquelles il peut être dérogé au présent II. Le calcul de la valeur en risque est réalisé au moins quotidiennement.	
	Article 411-78		
	I. - Afin de calculer le risque global selon la méthode du calcul de la valeur en risque, la société de gestion de portefeuille détermine de la méthode la plus appropriée entre valeur en risque relative et valeur en risque absolue compte-tenu du profil de risque de l'OPCVM, du type et de la complexité des instruments financiers employés et de la stratégie d'investissement. La société de gestion de portefeuille est en mesure de démontrer que la méthode de valeur en risque utilisée est la plus appropriée ~~à travers~~ **au moyen d'**une documentation complète détaillant décisions et hypothèses.	I. - Afin de calculer le risque global selon la méthode du calcul de la valeur en risque, la société de gestion de portefeuille détermine de la méthode la plus appropriée entre valeur en risque relative et valeur en risque absolue compte-tenu du profil de risque de l'OPCVM, du type et de la complexité des instruments financiers employés et de la stratégie d'investissement. La société de gestion de portefeuille est en mesure de démontrer que la méthode de valeur en risque utilisée est la plus appropriée ~~à travers~~ **au moyen d'**une documentation complète détaillant décisions et hypothèses.	
	II. - 1° Le risque global d'un OPCVM selon la méthode du calcul de la valeur en risque relative est égale au rapport de la valeur en risque de l'actif de	II. - 1° Le risque global d'un OPCVM selon la méthode du calcul de la valeur en risque relative est égale au rapport de la valeur en risque de l'actif de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	l'OPCVM et de la valeur en risque d'un portefeuille de référence défini par une instruction de l'AMF, moins un, multiplié par l'actif net de l'OPCVM.	l'OPCVM et de la valeur en risque d'un portefeuille de référence défini par une instruction de l'AMF, moins un, multiplié par l'actif net de l'OPCVM.	
	2° L'approche de valeur en risque absolue d'un OPCVM limite la valeur en risque maximum qu'il peut atteindre à 20% de la valeur de marché de son actif net.	2° L'approche de valeur en risque absolue d'un OPCVM limite la valeur en risque maximum qu'il peut atteindre à 20% de la valeur de marché de son actif net.	
	Article 411-79		
	La société de gestion de portefeuille met en place : 1° Un dispositif de conservation et d'analyses *a posteriori* des résultats des calculs effectués, afin de surveiller la précision et la performance du modèle de valeur en risque ; 2° Un dispositif de tests de résistance rigoureux, complet et adapté au profil de risque de l'OPCVM permettant de simuler le comportement de l'OPCVM dans des situations de crise. 3° Lorsque le profil de risque et la stratégie d'investissement le demandent, des outils et méthodes de gestion des risques adaptés au profil de risque et à la stratégie d'investissement de l'OPCVM en complément des dispositifs précédemment mentionnés.	La société de gestion de portefeuille met en place : 1° Un dispositif de conservation et d'analyses *a posteriori* des résultats des calculs effectués, afin de surveiller la précision et la performance du modèle de valeur en risque ; 2° Un dispositif de tests de résistance rigoureux, complet et adapté au profil de risque de l'OPCVM permettant de simuler le comportement de l'OPCVM dans des situations de crise. 3° Lorsque le profil de risque et la stratégie d'investissement le demandent, des outils et méthodes de gestion des risques adaptés au profil de risque et à la stratégie d'investissement de l'OPCVM en complément des dispositifs précédemment mentionnés.	Les termes « back-test » et « stress-test » sont remplacés dans le RGAMF par respectivement « dispositif de conservation et d'analyses » et « tests de résistance ».
	Article 411-80		
	I. - Le risque global d'un OPCVM à	I. - Le risque global d'un OPCVM à	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	formule est mesuré par la méthode du calcul de l'engagement ou par la méthode de la valeur en risque. Si l'OPCVM à formule répond à toutes les conditions suivantes, il peut appliquer des règles spécifiques, fixées par une instruction de l'AMF, dans le calcul du risque global par la méthode du calcul de l'engagement : 1° Les rémunérations à fournir aux investisseurs reposent sur une formule de calcul dont les résultats possibles prédéfinis peuvent être divisés en un nombre fini de scénarios qui dépendent de la valeur des actifs sous-jacents. Chaque scénario offre aux investisseurs un résultat différent. ; 2° L'investisseur ne peut être exposé qu'à un seul résultat à la fois à tout moment de la vie de l'OPCVM ; 3° L'utilisation de la méthode du calcul de l'engagement pour mesurer le risque global sur chaque scénario individuel est appropriée, conformément aux dispositions de l'article XXXX-2. ; 4° La maturité finale de l'OPCVM n'excède pas 9 ans, à compter de la fin de la période de commercialisation ; 5° L'OPCVM n'accepte pas des nouvelles souscriptions du public après la période de commercialisation initiale ; 6° La perte maximale que l'OPCVM peut subir lors du passage d'un	formule est mesuré par la méthode du calcul de l'engagement ou par la méthode de la valeur en risque. Si l'OPCVM à formule répond à toutes les conditions suivantes, il peut appliquer des règles spécifiques, fixées par une instruction de l'AMF, dans le calcul du risque global par la méthode du calcul de l'engagement : 1° Les rémunérations à fournir aux investisseurs reposent sur une formule de calcul dont les résultats possibles prédéfinis peuvent être divisés en un nombre fini de scénarios qui dépendent de la valeur des actifs sous-jacents. Chaque scénario offre aux investisseurs un résultat différent. ; 2° L'investisseur ne peut être exposé qu'à un seul résultat à la fois à tout moment de la vie de l'OPCVM ; 3° L'utilisation de la méthode du calcul de l'engagement pour mesurer le risque global sur chaque scénario individuel est appropriée, conformément aux dispositions de l'article XXXX-2. ; 4° La maturité finale de l'OPCVM n'excède pas 9 ans, à compter de la fin de la période de commercialisation ; 5° L'OPCVM n'accepte pas des nouvelles souscriptions du public après la période de commercialisation initiale ; 6° La perte maximale que l'OPCVM	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	scénario à un autre est limitée à 100% de la valeur initiale de l'actif net ; 7° L'impact de chaque actif sous jacent sur le profil de rémunérations à fournir aux investisseurs, à une date donnée, due au passage d'un scénario à un autre respecte les règles de diversification mentionnées à l'article R. 214-XX.	peut subir lors du passage d'un scénario à un autre est limitée à 100% de la valeur initiale de l'actif net ; 7° L'impact de chaque actif sous jacent sur le profil de rémunérations à fournir aux investisseurs, à une date donnée, due au passage d'un scénario à un autre respecte les règles de diversification mentionnées à l'article R. 214-XX.	
	Sous-paragraphe 4 – Entrée en vigueur	**Sous-paragraphe 4 – Entrée en vigueur**	
	Article 411-81		
	Les OPCVM à formule existant à la date d'entrée en vigueur du décret n°xxx du xxx qui satisfont aux critères 1 à 4 de l'article 313-61-xx peuvent rester soumis aux dispositions de l'article R. 214-27 dans sa rédaction antérieure au décret sous réserve que la formule reste inchangée.	Les OPCVM à formule existant à la date d'entrée en vigueur du décret n°xxx du xxx qui satisfont aux critères 1 à 4 de l'article 313-61-xx peuvent rester soumis aux dispositions de l'article R. 214-27 dans sa rédaction antérieure au décret sous réserve que la formule reste inchangée.	
	Paragraphe 4 Risque de contrepartie et concentration des émetteurs	**Paragraphe 4 Risque de contrepartie et concentration des émetteurs**	
	Article 411-82		
	1° La société de gestion de portefeuille veille à ce que le risque de contrepartie de l'OPCVM tel que défini à l'article 311-XX résultant d'un contrat financier négocié de gré à gré soit soumis aux limites prévues à l'article R. 214-24 du	1° La société de gestion de portefeuille veille à ce que le risque de contrepartie de l'OPCVM tel que défini à l'article 311-XX résultant d'un contrat financier négocié de gré à gré soit soumis aux limites prévues à l'article R. 214-24 du	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	code monétaire et financier. 2° Lors du calcul de l'exposition de l'OPCVM à une contrepartie dans le respect des limites prévues au I de l'article R. 214-20 du code monétaire et financier, la société de gestion de portefeuille utilise la valeur positive de l'évaluation au prix du marché (*mark-to-market*) du contrat financier négocié de gré à gré conclu avec cette contrepartie. La société de gestion de portefeuille peut se baser sur la position nette des contrats financiers d'un OPCVM par rapport à une contrepartie donnée, si elle dispose des facultés prévues à l'article L. 211-36-1 du code monétaire et financier ou de dispositions étrangères équivalentes aux fins de faire respecter pour le compte de l'OPCVM les accords de compensation conclus avec cette contrepartie. La position nette ne peut être utilisée que pour les contrats financiers négociés de gré à gré auxquels l'OPCVM est exposé pour une contrepartie donnée, et non pour d'autres expositions de l'OPCVM par rapport à cette contrepartie. 3° La société de gestion de portefeuille peut réduire l'exposition d'un OPCVM à la contrepartie d'une opération portant sur un contrat financier négocié de gré à gré par la constitution d'une garantie	code monétaire et financier. 2° Lors du calcul de l'exposition de l'OPCVM à une contrepartie dans le respect des limites prévues au I de l'article R. 214-20 du code monétaire et financier, la société de gestion de portefeuille utilise la valeur positive de l'évaluation au prix du marché (*mark-to-market*) du contrat financier négocié de gré à gré conclu avec cette contrepartie. La société de gestion de portefeuille peut se baser sur la position nette des contrats financiers d'un OPCVM par rapport à une contrepartie donnée, si elle dispose des facultés prévues à l'article L. 211-36-1 du code monétaire et financier ou de dispositions étrangères équivalentes aux fins de faire respecter pour le compte de l'OPCVM les accords de compensation conclus avec cette contrepartie. La position nette ne peut être utilisée que pour les contrats financiers négociés de gré à gré auxquels l'OPCVM est exposé pour une contrepartie donnée, et non pour d'autres expositions de l'OPCVM par rapport à cette contrepartie. 3° La société de gestion de portefeuille peut réduire l'exposition d'un OPCVM à la contrepartie d'une opération portant sur un contrat financier négocié de gré à gré par la constitution d'une garantie	A la demande des professionnels, l'article R. 214-16 du code monétaire et financier imposant la conclusion d'une convention-cadre mentionnée à l'article L. 211-36 et L. 211-36-1 a été réintégré : les facultés prévues à ces articles devraient donc être obligatoirement prévues. Il est proposé de faire référence à l'article L. 211-36-1 du comofi qui fixe les modalités de résiliation, d'évaluation et de compensation des obligations financières.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	au bénéfice de l'OPCVM. Cette garantie doit être suffisamment liquide pour pouvoir être réalisée rapidement à un prix proche de celui auquel elle a été estimée avant sa réalisation. 4° La société de gestion de portefeuille tient compte de la garantie lors du calcul de l'exposition au risque de contrepartie tel que mentionné à l'article 52, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE lorsqu'elle fournit, pour le compte de l'OPCVM, une garantie à la contrepartie d'une transaction portant sur un contrat financier négocié de gré à gré. La garantie ne peut être prise en compte sur une base nette que si la société de gestion de portefeuille dispose de moyens législatifs et règlementaires pour faire respecter les accords de compensation avec cette contrepartie pour le compte de l'OPCVM. 5° La société de gestion de portefeuille se fonde sur l'exposition sous-jacente qui résulte de l'utilisation de contrats financiers négociés de gré à gré conformément à la méthode du calcul de l'engagement, en vue du respect des limites de concentration par type d'émetteur mentionnées à l'article 52 de la directive 2009/65/CE. 6° Pour l'exposition résultant de	au bénéfice de l'OPCVM. Cette garantie doit être suffisamment liquide pour pouvoir être réalisée rapidement à un prix proche de celui auquel elle a été estimée avant sa réalisation. 4° La société de gestion de portefeuille tient compte de la garantie lors du calcul de l'exposition au risque de contrepartie tel que mentionné à l'article 52, paragraphe 1, de la directive 2009/65/CE lorsqu'elle fournit, pour le compte de l'OPCVM, une garantie à la contrepartie d'une transaction portant sur un contrat financier négocié de gré à gré. La garantie ne peut être prise en compte sur une base nette que si la société de gestion de portefeuille dispose de moyens législatifs et règlementaires pour faire respecter les accords de compensation avec cette contrepartie pour le compte de l'OPCVM. 5° La société de gestion de portefeuille se fonde sur l'exposition sous-jacente qui résulte de l'utilisation de contrats financiers négociés de gré à gré conformément à la méthode du calcul de l'engagement, en vue du respect des limites de concentration par type d'émetteur mentionnées à l'article 52 de la directive 2009/65/CE. 6° Pour l'exposition résultant de transactions sur des contrats financiers	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	transactions sur des contrats financiers négociés de gré à gré mentionnée à l'article 52, paragraphe 2, de la directive 2009/65/CE, la société de gestion de portefeuille inclue dans le calcul toute exposition au risque de contrepartie de tels contrats.	négociés de gré à gré mentionnée à l'article 52, paragraphe 2, de la directive 2009/65/CE, la société de gestion de portefeuille inclue dans le calcul toute exposition au risque de contrepartie de tels contrats.	
	Article 411-83		
	1° Afin de calculer le risque de contrepartie mentionné à l'article R. 214-24 du code monétaire financier, l'OPCVM prend en compte les garanties constituées auprès d'un prestataire de services d'investissement et leurs variations subséquentes, relatives aux contrats financiers conclus sur un marché mentionné aux a) b) ou c) de l'article R. 214-11 du code monétaire financier ou négociés de gré à gré, qui ne sont pas protégées par des règles de protection des avoirs des clients ou d'autres règles similaires permettant de garantir la protection de l'OPCVM contre les risques de faillite du prestataire de services d'investissement.	1° Afin de calculer le risque de contrepartie mentionné à l'article R. 214-24 du code monétaire financier, l'OPCVM prend en compte les garanties constituées auprès d'un prestataire de services d'investissement et leurs variations subséquentes, relatives aux contrats financiers conclus sur un marché mentionné aux a) b) ou c) de l'article R. 214-11 du code monétaire financier ou négociés de gré à gré, qui ne sont pas protégées par des règles de protection des avoirs des clients ou d'autres règles similaires permettant de garantir la protection de l'OPCVM contre les risques de faillite du prestataire de services d'investissement.	
	2° Afin de calculer les limites mentionnées au III de l'article R. 214-20 code monétaire et financier, l'OPCVM prend en compte le risque net auquel il est exposé au titre des opérations mentionnées au R. 214-18 sur une	2° Afin de calculer les limites mentionnées au III de l'article R. 214-20 code monétaire et financier, l'OPCVM prend en compte le risque net auquel il est exposé au titre des opérations mentionnées au R. 214-18	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	même contrepartie. Le risque net est égal au montant récupérable par l'OPCVM, diminué, le cas échéant, des garanties constituées au profit de l'OPCVM. Le risque créé par la réutilisation des garanties constituées au profit de l'OPCVM doit également être pris en compte dans le calcul du ratio émetteur.	sur une même contrepartie. Le risque net est égal au montant récupérable par l'OPCVM, diminué, le cas échéant, des garanties constituées au profit de l'OPCVM. Le risque créé par la réutilisation des garanties constituées au profit de l'OPCVM doit également être pris en compte dans le calcul du ratio émetteur.	
	3° Afin de calculer les limites mentionnées aux articles R. 214-20 et R. 214-24 du code monétaire et financier, l'OPCVM doit déterminer si la contrepartie sur laquelle il est exposé est un prestataire de services d'investissement, une chambre de compensation ou une autre entité dans le cadre d'un contrat financier de gré à gré.	3° Afin de calculer les limites mentionnées aux articles R. 214-20 et R. 214-24 du code monétaire et financier, l'OPCVM doit déterminer si la contrepartie sur laquelle il est exposé est un prestataire de services d'investissement, une chambre de compensation ou une autre entité dans le cadre d'un contrat financier de gré à gré.	Ce point sera explicité dès stabilisation des dispositions du RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur les produits dérivés négociés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux.
	4° Les limites fixées aux articles R. 214-20, R. 214-22 et R. 214-24 du code monétaire et financier prennent en compte l'exposition liée aux actifs sous-jacents aux contrats financiers, y compris les contrats financiers incorporés, portant sur des instruments financiers éligibles ou sur des instruments du marché monétaire.	4° Les limites fixées aux articles R. 214-20, R. 214-22 et R. 214-24 du code monétaire et financier prennent en compte l'exposition liée aux actifs sous-jacents aux contrats financiers, y compris les contrats financiers incorporés, portant sur des instruments financiers éligibles ou sur des instruments du marché monétaire.	
	5° Lorsque l'OPCVM calcule les limites de concentration par type d'émetteur, les sous-jacents des contrats financiers, y compris dans le cas de contrats	5° Lorsque l'OPCVM calcule les limites de concentration par type d'émetteur, les sous-jacents des contrats financiers, y compris dans le cas de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	financiers incorporés, doivent être pris en compte afin de déterminer les expositions à un émetteur donné qui résultent de ces positions. L'exposition liée à une position doit être pris en compte dans le calcul des limites de concentration par type d'émetteur. Elle doit être calculée en utilisant la méthode de calcul de l'engagement lorsque cela est approprié. La mesure de la perte maximale potentielle liée au défaut de l'émetteur est prise compte quand elle donne un résultat plus conservateur. Les dispositions de ce présent article s'applique à tout OPCVM, que celui-ci utilise ou non la méthode de calcul de la valeur en risque (VAR) afin de calculer le risque global.	contrats financiers incorporés, doivent être pris en compte afin de déterminer les expositions à un émetteur donné qui résultent de ces positions. L'exposition liée à une position doit être pris en compte dans le calcul des limites de concentration par type d'émetteur. Elle doit être calculée en utilisant la méthode de calcul de l'engagement lorsque cela est approprié. La mesure de la perte maximale potentielle liée au défaut de l'émetteur est prise compte quand elle donne un résultat plus conservateur. Les dispositions de ce présent article s'applique à tout OPCVM, que celui-ci utilise ou non la méthode de calcul de la valeur en risque (VAR) afin de calculer le risque global.	.
	Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux contrats financiers fondés sur un indice répondant aux critères de l'article R. 214-27 du code monétaire et financier.	Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux contrats financiers fondés sur un indice répondant aux critères de l'article R. 214-27 du code monétaire et financier.	
	Paragraphe 5 **Procédure pour l'évaluation des contrats financiers négociés de gré à gré**	**Paragraphe 5** **Procédure pour l'évaluation des contrats financiers négociés de gré à gré**	
	Article 411-84		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	1° La société de gestion de portefeuille veille à ce que les expositions fassent l'objet d'évaluations à la juste valeur qui ne reposent pas uniquement sur des cotations du marché effectuées par les contreparties aux transactions sur les contrats financiers négociés de gré à gré et qui respectent les critères fixés à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 2007/16/CE. 2° Pour l'application du 1°, la société de gestion de portefeuille établit, met en œuvre et maintient opérationnelles des modalités et des procédures assurant une évaluation adéquate, transparente et juste de l'exposition des OPCVM aux contrats financiers négociés de gré à gré. La société de gestion de portefeuille veille à ce que l'évaluation de la juste valeur des contrats financiers négociés de gré à gré soit appropriée, précise et indépendante. Les modalités et les procédures d'évaluation doivent être appropriées et proportionnées à la nature et à la complexité des contrats financiers négociés de gré à gré concernés. La société de gestion de portefeuille respecte les exigences formulées à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 23, paragraphe 4, deuxième alinéa, lorsque les modalités et les procédures d'évaluation de contrats financiers	1° La société de gestion de portefeuille veille à ce que les expositions fassent l'objet d'évaluations à la juste valeur qui ne reposent pas uniquement sur des cotations du marché effectuées par les contreparties aux transactions sur les contrats financiers négociés de gré à gré et qui respectent les critères fixés à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 2007/16/CE. 2° Pour l'application du 1°, la société de gestion de portefeuille établit, met en œuvre et maintient opérationnelles des modalités et des procédures assurant une évaluation adéquate, transparente et juste de l'exposition des OPCVM aux contrats financiers négociés de gré à gré. La société de gestion de portefeuille veille à ce que l'évaluation de la juste valeur des contrats financiers négociés de gré à gré soit appropriée, précise et indépendante. Les modalités et les procédures d'évaluation doivent être appropriées et proportionnées à la nature et à la complexité des contrats financiers négociés de gré à gré concernés. La société de gestion de portefeuille respecte les exigences formulées à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 23, paragraphe 4, deuxième alinéa, lorsque les modalités et les procédures d'évaluation de contrats financiers	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	négociés de gré à gré impliquent l'exercice d'activités par des tiers. 3° Pour l'application des 2° et 3°, des missions et des responsabilités spécifiques sont confiées à la fonction de gestion des risques. 4° Les modalités et les procédures d'évaluation mentionnées au 2° doivent être décrites dans un document prévu à cet effet.	négociés de gré à gré impliquent l'exercice d'activités par des tiers. 3° Pour l'application des 2° et 3°, des missions et des responsabilités spécifiques sont confiées à la fonction de gestion des risques. 4° Les modalités et les procédures d'évaluation mentionnées au 2° doivent être décrites dans un document prévu à cet effet.	
Section V – OPCVM Maîtres ou nourriciers	**Sous-section IV - OPCVM maître et nourricier**	**Section V - OPCVM maître et nourricier**	
Article 412-1			
Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières telles que mentionnées au chapitre Ier du présent titre s'appliquent aux OPCVM maîtres et nourriciers. Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.			Le renvoi aux dispositions communes est opéré plus haut.
	Article 411-86		
	Un OPCVM maître dans lequel sont investis au moins deux OPCVM nourriciers, peut être agréé comme conforme même s'il n'a pas pour objet exclusif de promouvoir la vente de ses parts auprès du public et de recueillir des capitaux auprès d'autres investisseurs.		Cette disposition n'est pas reprise dans la partie OPCVM non coordonné.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
Article 412-4 alinéa 4		**Article 412-12**	
Lorsque l'OPCVM maître n'est pas soumis à la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier, l'agrément de l'OPCVM nourricier ne peut être délivré que si l'OPCVM maître est soumis au contrôle d'une autorité étrangère avec laquelle l'AMF a conclu une convention d'échange d'informations et d'assistance adaptée à la surveillance des OPCVM maîtres et nourriciers, dans les conditions prévues à l'article L. 621-21 du code monétaire et financier. L'agrément de l'OPCVM nourricier nécessite l'autorisation de commercialisation en France de l'OPCVM maître dans le respect des articles 411-57 et suivants.		**Lorsque l'OPCVM maître est un OPCVM de droit étranger et qu'il n'est pas agréé comme conforme à la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009, l'agrément de l'OPCVM nourricier ne peut être délivré que si l'OPCVM maître est soumis au contrôle d'une autorité étrangère avec laquelle l'AMF a conclu une convention d'échange d'informations et d'assistance adaptée à la surveillance des OPCVM maîtres et nourriciers, dans les conditions prévues à l'article L. 621-21 du code monétaire et financier. L'agrément de l'OPCVM nourricier nécessite l'autorisation de commercialisation en France de l'OPCVM maître.**	
	Paragraphe 1 - Convention d'échange d'informations entre OPCVM maître et nourriciers ou règles de conduite interne	**Paragraphe 1 - Convention d'échange d'informations entre OPCVM maître et nourriciers ou règles de conduite interne**	
Article 412-3	**Art. 411-87**	**Article 412-13**	
Préalablement à l'agrément d'un OPCVM nourricier, les personnes chargées du contrôle légal des comptes des OPCVM nourriciers et maître, qu'elles soient	L'OPCVM nourricier ou la société de gestion qui le représente conclut un accord d'échange d'informations avec l'OPCVM maître ou la société de	**L'OPCVM nourricier ou la société de gestion qui le représente conclut un accord d'échange d'informations avec l'OPCVM maître ou la société**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
françaises ou étrangères, concluent une convention d'échange d'informations. Une convention est également conclue entre les dépositaires des OPCVM maître et nourriciers. Ces conventions précisent les modalités des échanges d'information nécessaires à l'accomplissement des missions respectives de dépositaire et de personnes chargées du contrôle légal des comptes d'un OPCVM nourricier. Ces conventions prévoient notamment les délais et conditions de transmission des documents annuels, des documents périodiques, des inventaires certifiés, des rapports concernant les opérations de fusion, de scission, d'apport en nature, de liquidation relatifs à l'OPCVM maître. Elles prévoient des informations relatives à l'exposition de l'OPCVM maître, selon le cas, par le dépositaire ou la personne chargée du contrôle légal des comptes de l'OPCVM maître, respectivement au dépositaire et à la personne chargée du contrôle légal des comptes de l'OPCVM nourricier. La personne chargée du contrôle légal des comptes de l'OPCVM nourricier formule les observations qu'elle estime nécessaires au vu des documents visés au troisième alinéa du présent article. La personne chargée du contrôle légal de l'OPCVM maître à qui elle les communique	gestion qui représente ce dernier en application duquel l'OPCVM maître fournit à l'OPCVM nourricier tous les documents et toutes les informations nécessaires pour que ce dernier soit en mesure de respecter ses obligations réglementaires. Le contenu de cet accord est précisé par une Instruction.	**de gestion qui représente ce dernier en application duquel l'OPCVM maître fournit à l'OPCVM nourricier tous les documents et toutes les informations nécessaires pour que ce dernier soit en mesure de respecter ses obligations réglementaires.** **Le contenu de cet accord est précisé par une Instruction de l'AMF.**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
en tire les conséquences qu'elle estime nécessaires.			
Article 412-4	**Article 411-88**	**Article 412-14**	
Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier ont le même dépositaire, ce dernier établit un cahier des charges qui précise, le cas échéant, les modalités de contrôle de l'OPCVM maître et de l'OPCVM nourricier adaptées à cette situation. Lorsqu'une même personne est chargée du contrôle légal de l'OPCVM maître et de l'OPCVM nourricier, elle établit un programme de travail qui apporte, le cas échéant, ces mêmes adaptations. Les conventions ou les cahiers des charges précisent, en particulier, les conditions d'information, selon le cas, du dépositaire et de la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM nourricier par le dépositaire de l'OPCVM maître concernant les anomalies relevées à l'occasion de l'accomplissement de sa mission et les réactions à la suite de ces constats. Le prospectus complet de l'OPCVM nourricier précise les conditions de mise à disposition et de communication aux porteurs du règlement ou des statuts de l'OPCVM maître. Lorsque l'OPCVM maître n'est pas soumis à la section 1 du chapitre IV du titre Ier du	Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier sont agréés par l'AMF, l'accord entre ces deux OPCVM est soumis au droit français et relève de la compétence exclusive des juridictions françaises. Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, l'accord doit stipuler que le droit applicable est le droit du lieu où est établi l'OPCVM Maître ou celui du lieu où est établi l'OPCVM nourricier et que les deux parties reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État dont le droit est désigné comme applicable à cet accord.		Il est proposé de ne pas fixer dans la réglementation les règles de compétence et de laisser ces points, pour les maître-nourriciers non coordonnés, à la liberté contractuelle des parties.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
livre II du code monétaire et financier, l'agrément de l'OPCVM nourricier ne peut être délivré que si l'OPCVM maître est soumis au contrôle d'une autorité étrangère avec laquelle l'AMF a conclu une convention d'échange d'informations et d'assistance adaptée à la surveillance des OPCVM maîtres et nourriciers, dans les conditions prévues à l'article L. 621-21 du code monétaire et financier. L'agrément de l'OPCVM nourricier nécessite l'autorisation de commercialisation en France de l'OPCVM maître dans le respect des articles 411-57 et suivants.			
	Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier sont gérés par la même société de gestion, l'accord peut être remplacé par des règles de conduite internes assurant le respect des exigences énoncées dans la présente section.	**Lorsque l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier sont gérés par la même société de gestion, l'accord peut être remplacé par des règles de conduite internes assurant le respect des exigences énoncées dans le présent paragraphe.**	
	Les règles de conduite interne de la société de gestion prévoient des mesures appropriées pour limiter les conflits d'intérêts qui peuvent surgir entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître, ou entre l'OPCVM nourricier et d'autres porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM maître, dès lors que ce risque n'est pas suffisamment couvert par les mesures prises par la société de gestion pour empêcher les conflits d'intérêts de porter atteinte aux intérêts de ses	**Les règles de conduite interne de la société de gestion prévoient des mesures appropriées pour limiter les conflits d'intérêts qui peuvent surgir entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître, ou entre l'OPCVM nourricier et d'autres porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM maître, dès lors que ce risque n'est pas suffisamment couvert par les mesures prises par la société de gestion pour empêcher les conflits d'intérêts de porter atteinte aux**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	clients, en application de l'article L. 533-10 3° du code monétaire et financier. Le contenu de ces règles de conduite est précisé par une instruction.	**intérêts de ses clients, en application de l'article L. 533-10 3° du code monétaire et financier.** **Le contenu de ces règles de conduite est précisé par une instruction de l'AMF.**	
	Article 411-89	**Article 412-15**	
Article 412-5 Le prospectus complet de l'OPCVM nourricier précise que l'actif de celui-ci est investi en totalité et en permanence en parts ou actions d'un seul OPCVM dit maître et à titre accessoire en dépôts détenus dans la stricte limite des besoins liés à la gestion des flux de l'OPCVM. Le cas échéant, le prospectus complet précise également que l'OPCVM nourricier peut conclure des contrats constituant des contrats financiers » dans les conditions définies au II de l'article R. 214-24 du code monétaire et financier1. En cas de changement d'OPCVM maître, le prospectus complet de l'OPCVM nourricier doit être modifié en conséquence. Un OPCVM nourricier ne peut détenir des parts ou actions d'un autre OPCVM nourricier. Les règles du présent article sont applicables à chaque compartiment d'un OPCVM nourricier et d'un OPCVM maître.	L'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier prennent des mesures appropriées pour coordonner le calendrier du calcul et de la publication de leur valeur nette d'inventaire, afin d'écarter les possibilités d'opérations d'arbitrage sur leurs parts entre la valeur comptable et la valeur de marché.	**L'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier prennent des mesures appropriées pour coordonner le calendrier du calcul et de la publication de leur valeur nette d'inventaire, afin d'écarter les possibilités d'opérations d'arbitrage sur leurs parts entre la valeur comptable et la valeur de marché.**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	Paragraphe 2 – Convention entre dépositaires	**Paragraphe 2 – Convention entre dépositaires**	
SECTION 3 - FUSION, SCISSION, ABSORPTION, LIQUIDATION			
Article 412-6	**Article 411-90**	**Article 412-16**	
Lorsque des opérations de fusion, de fusion-scission, de scission ou d'absorption concernent un OPCVM maître, la modification qu'elles impliquent pour l'OPCVM nourricier est soumise à l'agrément de l'AMF. Le refus d'agrément du changement concernant le ou les OPCVM nourriciers conduit à la dissolution de ceux-ci sauf s'ils investissent leur actif dans un autre OPCVM maître, au plus tard au jour de la réalisation définitive des opérations susvisées. Les porteurs d'un OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et possibilités de sortie sans frais que celles prévues par instruction pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de fusion, fusion-scission, scission, absorption ainsi que, plus généralement, celles offertes aux porteurs de parts de l'OPCVM maître.	Préalablement à l'agrément de l'OPCVM nourricier dans les parts de l'OPCVM maître, les dépositaires des OPCVM maîtres et nourriciers concluent un accord d'échange d'informations afin d'assurer la bonne fin des obligations des deux dépositaires. Cet accord doit permettre aux dépositaires des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations utiles à l'exercice de leurs missions. Le contenu de cet accord est précisé dans une instruction.	**Préalablement à l'agrément de l'OPCVM nourricier dans les parts de l'OPCVM maître, les dépositaires des OPCVM maîtres et nourriciers concluent un accord d'échange d'informations afin d'assurer la bonne fin des obligations des deux dépositaires.** **Cet accord doit permettre aux dépositaires des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations utiles à l'exercice de leurs missions.** **Le contenu de cet accord est précisé dans une instruction de l'AMF.**	Il est proposé d'appliquer le même régime à la convention dépositaire des OPCVM maître/nourricier non coordonnés.
Article 412-7	**Article 411-91**	**Article 412-17**	
La liquidation d'un OPCVM maître entraîne celle de l'OPCVM nourricier à moins qu'avant la clôture de la liquidation ce dernier ne s'investisse dans un autre	Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat partie à l'Espace économique européen, l'accord d'échange	**Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un Etat étranger, l'accord d'échange d'information conclu entre les**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
OPCVM maître. Cet investissement est soumis à l'agrément préalable de l'AMF. Les porteurs de parts ou actions de l'OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et de la même protection que celles prévues pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de liquidation ainsi que, plus généralement, celles offertes aux porteurs de parts ou actions de l'OPCVM maître.	d'information conclu entre les dépositaires doit comporter les mêmes prévisions que l'accord d'échanges d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier en matière de loi applicable au contrat et de compétence juridictionnelle. Lorsque l'échange de documents et d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier est prévu par les règles de conduite internes de la société de gestion, l'accord entre le dépositaire de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier stipule que le droit applicable à l'accord d'échange d'informations entre les deux dépositaires est, soit celui de l'État d'établissement de l'OPCVM nourricier, soit, s'il est différent, celui de l'État d'établissement de l'OPCVM maître, et que les deux dépositaires reconnaissent la compétence exclusive des juridictions de l'État dont le droit s'applique à cet accord. Parmi les irrégularités visées à l'article L. 214-42 alinéa 13 que le dépositaire de l'OPCVM maître détecte dans l'exercice de ses fonctions et qui peuvent avoir une incidence négative sur l'OPCVM nourricier figurent, de façon non limitative:	**dépositaires doit comporter les mêmes prévisions que l'accord d'échanges d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier en matière de loi applicable au contrat et de compétence juridictionnelle.** **Parmi les irrégularités visées à l'article L. 214-42 alinéa 13 que le dépositaire de l'OPCVM maître détecte dans l'exercice de ses fonctions et qui peuvent avoir une incidence négative sur l'OPCVM nourricier figurent, de façon non**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	a) les erreurs commises dans le calcul de la valeur d'inventaire nette de l'OPCVM maître; b) les erreurs commises lors d'opérations effectuées par l'OPCVM nourricier en vue d'acheter, de souscrire ou de demander le rachat ou le remboursement de parts de l'OPCVM maître, ou lors du règlement de ces opérations; c) les erreurs commises lors du paiement ou de la capitalisation des revenus provenant de l'OPCVM maître, ou lors du calcul des retenues à la source y afférentes; d) les manquements constatés par rapport aux objectifs, à la politique ou à la stratégie d'investissement de l'OPCVM maître tels qu'ils sont décrits dans son règlement ou ses statuts, son prospectus ou son document d'information clé pour l'investisseur; e) les infractions aux limites d'investissement et d'emprunt fixées par la réglementation ou le règlement du fonds ou les statuts de la SICAV, son prospectus ou le document d'information clé pour l'investisseur.	**limitative:** **a) les erreurs commises dans le calcul de la valeur d'inventaire nette de l'OPCVM maître;** **b) les erreurs commises lors d'opérations effectuées par l'OPCVM nourricier en vue d'acheter, de souscrire ou de demander le rachat ou le remboursement de parts de l'OPCVM maître, ou lors du règlement de ces opérations;** **c) les erreurs commises lors du paiement ou de la capitalisation des revenus provenant de l'OPCVM maître, ou lors du calcul des retenues à la source y afférentes;** **d) les manquements constatés par rapport aux objectifs, à la politique ou à la stratégie d'investissement de l'OPCVM maître tels qu'ils sont décrits dans son règlement ou ses statuts, son prospectus ou son document d'information clé pour l'investisseur;** **e) les infractions aux limites d'investissement et d'emprunt fixées par la réglementation ou le règlement du fonds ou les statuts de la SICAV, son prospectus ou le document d'information clé pour l'investisseur.**	
	Paragraphe 3 - Accord entre les Commissaires aux comptes des	**Paragraphe 3 - Accord entre les Commissaires aux comptes des**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	OPCVM maître et nourriciers	**OPCVM maître et nourriciers**	
	Article 411-92	**Article 412-18**	
	Préalablement à l'agrément d'un OPCVM nourricier, les personnes chargées du contrôle légal des comptes des OPCVM nourriciers et maître, concluent une convention d'échange d'informations afin de permettre aux contrôleurs légaux des comptes des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de leurs missions. Le contenu de cette convention est précisé par une instruction. Dans son rapport d'audit, le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM nourricier tient compte du rapport d'audit de l'OPCVM maître. Si l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ont des exercices comptables différents, le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM maître établit un rapport ad hoc à la date de clôture de l'OPCVM nourricier. Le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM nourricier fait notamment rapport sur toute irrégularité signalée	**Préalablement à l'agrément d'un OPCVM nourricier, les personnes chargées du contrôle légal des comptes des OPCVM nourriciers et maître, concluent une convention d'échange d'informations afin de permettre aux contrôleurs légaux des comptes des OPCVM maître et nourricier de recevoir tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de leurs missions.** **Le contenu de cette convention est précisé par une instruction de l'AMF.** **Dans son rapport d'audit, le commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier tient compte du rapport d'audit de l'OPCVM maître.** **Si l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ont des exercices comptables différents, le commissaire aux comptes de l'OPCVM maître établit un rapport ad hoc à la date de clôture de l'OPCVM nourricier.** **Le commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier fait notamment rapport sur toute irrégularité**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	dans le rapport d'audit de l'OPCVM maître et sur son incidence sur l'OPCVM nourricier. Lorsque l'OPCVM maître ou l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat partie à l'Espace économique européen, l'accord d'échange d'informations entre les contrôleurs légaux des comptes de l'OPCVM maître et de l'OPCVM nourricier doit contenir les mêmes prévisions en matière de droit applicable et de compétence juridictionnelle que l'accord entre OPCVM maître et nourricier. Lorsque l'échange de documents et d'informations entre l'OPCVM maître et l'OPCVM nourricier est prévu par les règles de conduite internes de la société de gestion, l'accord entre le contrôleur légal des comptes de l'OPCVM maître et celui de l'OPCVM nourricier prévoit que le droit qui s'applique à l'accord d'échange d'informations entre les deux contrôleurs légaux des comptes soit, soit celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM nourricier soit, s'il est différent, celui de l'État membre d'établissement de l'OPCVM maître, et à ce que ces deux contrôleurs reconnaissent la compétence exclusive des juridictions	**signalée dans le rapport d'audit de l'OPCVM maître et sur son incidence sur l'OPCVM nourricier.** **Lorsque l'OPCVM maître est établi dans un Etat étranger, l'accord d'échange d'informations entre les commissaires aux comptes de l'OPCVM maître et de l'OPCVM nourricier doit contenir les mêmes prévisions en matière de droit applicable et de compétence juridictionnelle que l'accord entre OPCVM maître et nourricier et/ou l'accord entre dépositaires.**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	de l'État membre dont le droit s'applique à cet accord.		
	Paragraphe 4 - Frais	**Paragraphe 4 - Frais**	
	Article 411-93	**Article 412-19**	
Article 412-8 La convention ou le programme de travail mentionnés à l'article 412-3 prend en compte les modalités de transmission des documents mentionnés à l'article 411-40 à la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM nourricier ou à la SICAV nourricière afin que les porteurs de l'OPCVM nourricier bénéficient des dispositions de l'article 411-40.	Lorsque, en rapport avec un investissement dans les parts d'un OPCVM maître, une redevance de distribution, une commission ou un autre avantage monétaire sont versés à l'OPCVM nourricier, à sa société de gestion ou à toute personne agissant pour le compte de celui-ci ou de sa société de gestion, cette redevance, cette commission ou cet autre avantage monétaire sont versés dans les actifs de l'OPCVM nourricier.	**Lorsque, en rapport avec un investissement dans les parts d'un OPCVM maître, une redevance de distribution, une commission ou un autre avantage monétaire sont versés à l'OPCVM nourricier, à sa société de gestion ou à toute personne agissant pour le compte de celui-ci ou de sa société de gestion, cette redevance, cette commission ou cet autre avantage monétaire sont versés dans les actifs de l'OPCVM nourricier.**	
	Article 411-94	**Article 412-20**	
	L'OPCVM maître ne facture ni frais de souscription ni frais de rachat pour l'acquisition ou le rachat de ses parts par l'OPCVM nourricier.	**L'OPCVM maître ne facture ni frais de souscription ni frais de rachat pour l'acquisition ou le rachat de ses parts par l'OPCVM nourricier.**	
	Paragraphe 5 - Informations	**Paragraphe 5 - Informations**	
Article 412-2	**Article 411-95**	**Article 412-21**	
Les porteurs de parts ou d'actions de l'OPCVM nourricier bénéficient d'une information et d'un traitement équivalents à ceux qu'ils auraient s'ils détenaient des parts ou actions de	~~Les porteurs de parts ou d'actions de l'OPCVM nourricier bénéficient d'une information et d'un traitement équivalents à ceux qu'ils auraient s'ils détenaient des parts ou actions de~~	**~~Les porteurs de parts ou d'actions de l'OPCVM nourricier bénéficient d'une information et d'un traitement équivalents à ceux qu'ils auraient s'ils détenaient des parts ou actions~~**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
l'OPCVM maître.	~~l'OPCVM maître.~~	**~~de l'OPCVM maître.~~**	
	Article 411-96	**Article 412-21**	
	L'OPCVM maître veille à ce que toutes les informations requises en vertu des lois et règlements applicables applicable, du règlement ou des statuts soient mises en temps utile à la disposition de l'OPCVM nourricier, ou, le cas échéant, de sa société de gestion, ainsi que de l'AMF ou si l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat partie à l'Espace économique européen, des Autorités de ce pays, du dépositaire et du contrôleur légal des comptes de l'OPCVM nourricier.	**L'OPCVM maître veille à ce que toutes les informations requises en vertu des lois et règlements applicables applicable, du règlement ou des statuts soient mises en temps utile à la disposition de l'OPCVM nourricier, ou, le cas échéant, de sa société de gestion, ainsi que de l'AMF ~~ou si l'OPCVM nourricier est établi dans un autre Etat partie à l'Espace économique européen, des Autorités de ce pays,~~ du dépositaire et du commissaire aux comptes de l'OPCVM nourricier.**	
	Article 411-97	**Article 412-22**	
Article 412-5 Le prospectus complet de l'OPCVM nourricier précise que l'actif de celui-ci est investi en totalité et en permanence en parts ou actions d'un seul OPCVM dit maître et à titre accessoire en dépôts détenus dans la stricte limite des besoins liés à la gestion des flux de l'OPCVM. Le cas échéant, le prospectus complet précise également que l'OPCVM nourricier peut conclure des contrats constituant des contrats financiers » dans les conditions définies au II de l'article R. 214-24 du code monétaire et financier1.	Le prospectus de l'OPCVM nourricier précise que : o) **celui-ci est le nourricier** d'un OPCVM maître donné et que, en tant que tel, il investit en permanence 85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître ;	**Le prospectus de l'OPCVM nourricier précise que :** **a) celui-ci est le nourricier d'un OPCVM maître donné et que l'actif de celui-ci est investi en totalité et en permanence en parts ou actions d'un seul OPCVM dit maître et à titre accessoire en dépôts détenus dans la stricte limite des besoins liés à la gestion des flux de l'OPCVM. Le cas échéant, le prospectus complet précise également que l'OPCVM**	Il est proposé de reprendre pour les maître-nourriciers non coordonnés, la définition posée à l'actuel article L. 214-34 I du comofi: « Les statuts ou le règlement d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières dit nourricier peuvent prévoir, dans des conditions fixées par un règlement général de l'Autorité des marchés financiers, que son actif est investi en totalité en actions ou parts d'un seul organisme de placement collectif en valeurs mobilières, dit maître, et, à titre accessoire, en liquidités. ».

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
En cas de changement d'OPCVM maître, le prospectus complet de l'OPCVM nourricier doit être modifié en conséquence. » Un OPCVM nourricier ne peut détenir des parts ou actions d'un autre OPCVM nourricier. Les règles du présent article sont applicables à chaque compartiment d'un OPCVM nourricier et d'un OPCVM maître. **Article 412-9** Lorsque l'OPCVM est un OPCVM nourricier, le prospectus complet attire l'attention sur cette caractéristique et décrit également les caractéristiques de l'OPCVM maître ou du compartiment de l'OPCVM maître. Lorsque l'OPCVM nourricier effectue des opérations sur des contrats financiers », le prospectus complet doit être adapté afin de donner une information cohérente avec son objectif de gestion.	p) **l'objectif et la politique de placement**, ainsi que le profil de risque de l'OPCVM nourricier et des informations quant au point de savoir si les performances de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître sont identiques, ou dans quelle mesure et pour quelles raisons elles diffèrent. Le prospectus contient également une description des actifs autres que les parts ou actions de l'OPCVM maître, dans lesquels l'actif de l'OPCVM nourricier peut être investi à hauteur maximum de 15 % en application de l'article L. 214-42 alinéa 2.	**nourricier peut conclure les contrats financiers mentionnés à l'article L. 214-41 du code monétaire et financier.** **b) l'objectif et la politique de placement, ainsi que le profil de risque de l'OPCVM nourricier et des informations quant au point de savoir si les performances de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître sont identiques, ou dans quelle mesure et pour quelles raisons elles diffèrent. Le prospectus contient également une description des actifs autres que les parts ou actions de l'OPCVM maître, dans lesquels l'actif de l'OPCVM nourricier peut être investi.**	
	q) une description brève de l'OPCVM maître, de son organisation ainsi que de son objectif et de sa politique de placement, y compris son profil de risque et une indication de la manière dont il est possible de se procurer le prospectus de l'OPCVM maître	**c) une description brève de l'OPCVM maître, de son organisation ainsi que de son objectif et de sa politique de placement, y compris son profil de risque et une indication de la manière dont il est possible de se procurer le prospectus de l'OPCVM maître**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	r) un résumé de l'accord entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ou des règles de conduite internes établis conformément à l'article L. 214-42 ;	**d) un résumé de l'accord entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ou des règles de conduite internes établis conformément à l'article L. 214-42 ;**	
	s) la manière dont les porteurs de parts et actionnaires peuvent obtenir des informations supplémentaires sur l'OPCVM maître et sur l'accord précité conclu entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ;	**e) la manière dont les porteurs de parts et actionnaires peuvent obtenir des informations supplémentaires sur l'OPCVM maître et sur l'accord précité conclu entre l'OPCVM nourricier et l'OPCVM maître ;**	
	t) une description des rémunérations et des remboursements de coûts dus par l'OPCVM nourricier au titre de son investissement dans des parts ou actions de l'OPCVM maître, ainsi qu'une description des frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître;	**f) une description des rémunérations et des remboursements de coûts dus par l'OPCVM nourricier au titre de son investissement dans des parts ou actions de l'OPCVM maître, ainsi qu'une description des frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître;**	
	u) une description des conséquences fiscales de l'investissement dans les parts ou actions de l'OPCVM maître pour l'OPCVM nourricier ;	**g) une description des conséquences fiscales de l'investissement dans les parts ou actions de l'OPCVM maître pour l'OPCVM nourricier ;**	
	2. Le rapport annuel de l'OPCVM nourricier mentionne les informations précisées par une Instruction ainsi que	**2. Le rapport annuel de l'OPCVM nourricier mentionne les informations précisées par une**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	les frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître. Les rapports annuels et semestriels de l'OPCVM nourricier indiquent la manière dont il est possible de se procurer les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître. ; Outre les exigences prévues aux articles 411-111, 411-120 et 411-122, l'OPCVM nourricier agréé par l'AMF envoie à celle-ci le prospectus, le document d'information clé pour l'investisseur et toutes les modifications qui y sont apportées ainsi que les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître. Un OPCVM nourricier indique dans toutes ses communications publicitaires concernées qu'il investit en permanence 85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître.	**Instruction de l'AMF ainsi que les frais totaux de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître.** **Les rapports annuels et semestriels de l'OPCVM nourricier indiquent la manière dont il est possible de se procurer les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître. ;** **Outre les exigences prévues aux articles 411-111, 411-120 et 411-122, l'OPCVM nourricier agréé par l'AMF envoie à celle-ci le prospectus, le document d'information clé pour l'investisseur le cas échéant et toutes les modifications qui y sont apportées ainsi que les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM maître.** **Un OPCVM nourricier indique dans toutes ses communications publicitaires concernées qu'il investit en permanence ~~85 % ou plus de ses actifs dans des parts de cet OPCVM maître~~.la totalité de son actif en parts ou actions d'un seul OPCVM dit maître et à titre accessoire en dépôts détenus dans la stricte limite des besoins liés à la gestion des flux de l'OPCVM et, le cas échéant, qu'il intervient sur les marchés à terme.**	Tous les OPCVM non coordonnés n'établiront pas un DICI

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	L'OPCVM nourricier fournit gratuitement aux investisseurs, sur demande, un exemplaire sur support papier du prospectus et des rapports annuels et semestriels de l'OPCVM maître.	**L'OPCVM nourricier fournit gratuitement aux investisseurs, sur demande, un exemplaire sur support papier du prospectus et des rapports annuels et semestriels de l'OPCVM maître.**	
	Paragraphe 6 - Conversion d'OPCVM existants en OPCVM nourriciers et changement d'OPCVM maître	**Paragraphe 6 - Conversion d'OPCVM existants en OPCVM nourriciers et changement d'OPCVM maître**	
	Art. 411-98	**Article 412-23**	
Article 27-5 - OPCVM maître et nourricier La transformation d'un OPCVM en OPCVM maître et nourricier ainsi que la transformation relative aux OPCVM maîtres et nourriciers s'apprécient par référence aux articles 27-1 à 27-3 de la présente instruction. **Article 27-2 I Modification de la structure de l'OPCVM «** Toute modification relative à la structure de l'OPCVM est une mutation, lorsqu'elle porte sur […] » **Article 27-3 I - Modification de la stratégie d'investissement de l'OPCVM** « Toute modification relative à la stratégie d'investissement est une mutation, lorsqu'elle porte sur […] » Article 18- IV. – « L'information doit	Un OPCVM qui devient nourricier d'un OPCVM maître, ou encore un OPCVM nourricier qui change d'OPCVM maître fournit les informations suivantes à ses porteurs de parts ou actionnaires : i) une déclaration indiquant que l'AMF ou, le cas échéant les autorités compétentes de l'État d'origine de l'OPCVM nourricier ont approuvé l'investissement de ce dernier dans des parts dudit OPCVM maître; j) Le document d'information clé pour l'investisseur visé **à l'article 411-106** de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître; k) la date à laquelle l'OPCVM nourricier doit commencer à investir dans l'OPCVM maître ou, si son actif y est déjà investi, la date à laquelle plus	**Un OPCVM qui devient nourricier d'un OPCVM maître, ou encore un OPCVM nourricier qui change d'OPCVM maître fournit les informations suivantes à ses porteurs de parts ou actionnaires :** **a) une déclaration indiquant que l'AMF ~~ou, le cas échéant les autorités compétentes de l'État d'origine de l'OPCVM nourricier~~ ont a approuvé l'investissement de ce dernier dans des parts dudit OPCVM maître;** **b) Le prospectus ou, le cas échéant, le document d'information clé pour l'investisseur visé à l'article 411-106 de l'OPCVM nourricier et de l'OPCVM maître ;** **c) La date à laquelle l'OPCVM nourricier doit commencer à investir dans l'OPCVM maître ou, si son actif y est déjà investi, la date à laquelle**	Actuellement cette conversion est traitée comme un changement ou une mutation (selon que la stratégie d'investissement est modifiée ou non), dont le régime général est fixé dans l'Instruction 2005-01. Il est proposé d'appliquer le même régime aux OPCVM non coordonnés qu'aux OPCVM coordonnés.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
mentionner si l'entrée en vigueur est immédiate ou différée. L'entrée en vigueur immédiate s'entend 3 jours ouvrés après la diffusion effective de l'information aux actionnaires et aux porteurs de parts. Cependant dans certains cas indiqués dans les tableaux récapitulatifs ci-après, l'entrée en vigueur ne peut avoir lieu qu'un mois après la diffusion effective de l'information. S'agissant de l'information des porteurs et actionnaires d'OPCVM nourriciers concernant une mutation de l'OPCVM maître, ces délais peuvent être adaptés après accord de l'AMF. »	de 20 % de son actif sera investi dans les parts ou actions de cet OPCVM ; et l) une déclaration indiquant que les porteurs de parts ou actionnaires ont le droit de demander, dans un délai de trente jours, le rachat ou le remboursement de leurs parts, sans frais autres que ceux imputés par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement; ce droit prend effet à partir du moment où l'OPCVM nourricier a fourni les informations visées au présent article. Cette information est fournie au moins trente jours avant la date mentionnée au premier alinéa, point c). Si l'OPCVM nourricier a été notifié conformément à **l'article 411-135**, les informations visées au paragraphe 1 sont fournies dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM nourricier, ou dans une langue acceptée par ses autorités compétentes. L'OPCVM nourricier est	**plus de 20 % de son actif sera investi dans les parts ou actions de cet OPCVM ; et** **d) Une déclaration indiquant que les porteurs de parts ou actionnaires ont le droit de demander, dans un délai de trente jours, le rachat ou le remboursement de leurs parts, sans frais autres que ceux imputés par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement; ce droit prend effet à partir du moment où l'OPCVM nourricier a fourni les informations visées au présent article.** **Cette information est fournie au moins trois jours avant la date mentionnée au point c).**	Il est proposé de conserver le délai actuel de 3 jours (en cas de mutation) pour les OPCVM non coordonnés.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	responsable de la réalisation de la traduction. Cette traduction est le reflet fidèle de l'original. L'OPCVM nourricier n'investit pas dans les parts de l'OPCVM maître concerné au-delà de la limite de 20 % de son actif prévue à l'article R. 214-22, avant la fin de la période de trente jours visée au paragraphe 1, deuxième alinéa.	**L'OPCVM nourricier n'investit pas dans les parts de l'OPCVM maître concerné au-delà de la limite de 20 % de son actif prévue à l'article R. 214-22, avant la fin de la période de trente jours visée au point d.**	
	Paragraphe 7 – Fusion et scissions de l'OPCVM maître	**Paragraphe 7 – Fusion et scissions de l'OPCVM maître**	
	Article 411-99	**Article 412-24**	
Article 412-6 Lorsque des opérations de fusion, de fusion-scission, de scission ou d'absorption concernent un OPCVM maître, la modification qu'elles impliquent pour l'OPCVM nourricier est soumise à l'agrément de l'AMF. Le refus d'agrément du changement concernant le ou les OPCVM nourriciers conduit à la dissolution de ceux-ci sauf s'ils investissent leur actif dans un autre OPCVM maître, au plus tard au jour de la réalisation définitive des opérations susvisées. Les porteurs d'un OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et	La fusion ou scission d'un OPCVM maître ne prend effet que si celui-ci a fourni à tous ses porteurs de parts ou actionnaires et aux autorités compétentes des États membres d'origine de ses OPCVM nourriciers les informations visées à l'article 411-53 RGAMF ~~ou des informations comparables à celles ci~~, au plus tard soixante jours avant la date de prise d'effet proposée.	**Lorsque des opérations de fusion, de fusion-scission, de scission ou d'absorption concernent un OPCVM maître, la modification qu'elles impliquent pour l'OPCVM nourricier est soumise à l'agrément de l'AMF.** **Le refus d'agrément du changement concernant le ou les OPCVM nourriciers conduit à la dissolution de ceux-ci sauf s'ils investissent leur actif dans un autre OPCVM maître, au plus tard au jour de la réalisation définitive des opérations susvisées.** **Les porteurs d'un OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et possibilités de sortie sans frais**	Il est proposé d'aligner le régime des OPCVM maître-nourriciers non coordonnés sur celui des OPCVM maître-nourriciers coordonnés, excepté pour les fusions les concernant.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
possibilités de sortie sans frais que celles prévues par instruction pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de fusion, fusion-scission, scission, absorption ainsi que, plus généralement, celles offertes aux porteurs de parts de l'OPCVM maître.		**que celles prévues par une instruction de l'AMF pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de fusion, fusion-scission, scission, absorption ainsi que, plus généralement, celles offertes aux porteurs de l'OPCVM maître.**	
	Article 411-101		
	L'OPCVM nourricier dont l'OPCVM maître est concerné par des opérations de fusion, fusion-absorption ou scission, est liquidé sauf si l'AMF donne son agrément pour que : g) L'OPCVM nourricier continue à être un OPCVM nourricier de l'OPCVM maître ou d'un autre OPCVM qui est le résultat de la fusion ou de la scission de l'OPCVM maître; h) L'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître et investisse au moins 85 % de ses actifs dans les parts d'un autre OPCVM qui n'est pas le résultat de la fusion ou de la scission; ou i) modifie son règlement ou ses documents constitutifs afin de se convertir en OPCVM non nourricier.		Les 4 premiers alinéas de cet article sont résumés dans l'article précédent. L'instruction Amf reprendra les différentes transformations possibles de l'OPCVM nourricier ainsi que le fait la Directive. Il est propsoé que l'Instruction prévoit la possibilité pour l'OPCVM nourricier de continuer à être un OPCVM nourricier de l'OPCVM maître ou d'un autre OPCVM qui est le résultat de la fusion ou de la scission de l'OPCVM maître, possibilité qui n'est pas expressément prévue dans la réglementation actuelle.
	L'OPCVM nourricier doit soumettre à l'AMF, au plus tard un mois après la date à laquelle il est informé du projet de fusion ou de division, son dossier d'agrément.	~~**L'OPCVM nourricier doit soumettre à l'AMF, au plus tard un mois après la date à laquelle il est informé du projet de fusion ou de division, son dossier d'agrément.**~~	Le régime actuel n'impose pas à l'OPCVM nourricier de délai dans lequel celui-ci doit soumettre un projet d'agrément. La seule contrainte de l'OPCVM nourricier est le respect du délai d'information des investisseurs avant que celui-ci puisse se transformer. Il est proposé de

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
			ne pas reprendre ce délai pour les OPCVM non coordonnés.
	Article 411-102	**Article 412-25**	
	Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître ou se convertit en OPCVM non nourricier, il peut racheter ou à rembourser toutes ses parts ou actions de l'OPCVM maître avant que la fusion ou la division de celui-ci ne prenne effet.	**Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître ou se convertit en OPCVM non nourricier, il peut racheter ou à rembourser toutes ses parts ou actions de l'OPCVM maître avant que la fusion ou la division de celui-ci ne prenne effet.**	Il est proposé de reprendre cette disposition pour les OPCVM non coordonné.
	Article 411-103	**Article 412-26**	
	Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître consécutivement à la liquidation, fusion ou division de son OPCVM maître, l'OPCVM nourricier ne doit pas porter atteinte au droit de sortie sans frais des porteurs de parts ou actionnaires en suspendant provisoirement les rachats ou les remboursements, sauf si des circonstances exceptionnelles obligent à une telle suspension afin de protéger les intérêts des porteurs de parts ou actionnaires.	**Lorsque l'OPCVM nourricier change d'OPCVM maître consécutivement à la liquidation, fusion ou division de son OPCVM maître, l'OPCVM nourricier ne doit pas porter atteinte au droit de sortie sans frais des porteurs de parts ou actionnaires en suspendant provisoirement les rachats ou les remboursements, sauf si des circonstances exceptionnelles obligent à une telle suspension afin de protéger les intérêts des porteurs de parts ou actionnaires.**	Il est proposé de reprendre cette disposition pour les OPCVM non coordonné.
	Article 411-104	**Article 412-27**	
Article 412-7 La liquidation d'un OPCVM maître entraîne celle de l'OPCVM nourricier à moins qu'avant la clôture de la liquidation ce dernier ne s'investisse dans un autre OPCVM maître.	Si un OPCVM maître est liquidé, l'OPCVM nourricier est également liquidé, sauf si l'AMF autorise : a) l'investissement d'au moins 85 % des actifs de l'OPCVM nourricier dans les parts d'un autre OPCVM maître; ou	**La liquidation d'un OPCVM maître entraîne celle de l'OPCVM nourricier à moins qu'avant la clôture de la liquidation ce dernier ne s'investisse dans un autre OPCVM maître ou ne se transforme en OPCVM non nourricier.**	La réglementation actuelle ne prévoit pas la possibilité pour un OPCVM nourricier de se transformer en OPCVM non nourricier, en cas de liquidation de l'OPCVM maître, contrairement à la Directive. Il est proposé de reprendre cette possibilité pour les OPCVM non coordonnés.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
Cet investissement est soumis à l'agrément préalable de l'AMF. Les porteurs de parts ou actions de l'OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et de la même protection que celles prévues pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de liquidation ainsi que, plus généralement, celles offertes aux porteurs de parts ou actions de l'OPCVM maître.	b) la modification du règlement ou des documents constitutifs de l'OPCVM nourricier afin de lui permettre de se convertir en OPCVM non nourricier.	**Cet investissement est soumis à l'agrément préalable de l'AMF.** **Les porteurs de parts ou actions de l'OPCVM nourricier bénéficient des mêmes informations et de la même protection que celles prévues pour les porteurs de parts ou actions d'OPCVM en cas de liquidation ainsi que, plus généralement, celles offertes aux porteurs de parts ou actions de l'OPCVM maître.**	
Article 18 IV Instruction 2005-01 L'information doit mentionner si l'entrée en vigueur est immédiate ou différée. L'entrée en vigueur immédiate s'entend 3 jours ouvrés après la diffusion effective de l'information aux actionnaires et aux porteurs de parts. Cependant dans certains cas indiqués dans les tableaux récapitulatifs ci-après, l'entrée en vigueur ne peut avoir lieu qu'un mois après la diffusion effective de l'information. S'agissant de l'information des porteurs et actionnaires d'OPCVM nourriciers concernant une mutation de l'OPCVM maître, ces délais peuvent être adaptés après accord de l'AMF.	La liquidation d'un OPCVM maître ne peut intervenir dans un délai inférieur à trois mois à compter du moment où il a informé tous ses porteurs de parts ou actionnaires et l'AMF, ou si l'OPCVM nourricier est établi dans un Etat partie à l'espace économique européen, les autorités compétentes de cet État, de sa décision contraignante de liquidation.	**La procédure à suivre en cas de liquidation d'un OPCVM maître est précisée par une instruction de l'AMF.**	Actuellement le délai d'information des investisseurs en cas de mutation est de minimum 3 jours et peut être adapté pour les OPCVM maîtres-nourriciers. Il est proposé de ne pas reprendre le délai d'information minimum de trois mois prévu par la Directive pour les OPCVM non coordonnés et de maintenir le régime actuel.
Section 5 - Information des		**Section 5 - Information des**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
investisseurs		**investisseurs**	
Article 411-49	**Article 411-104-1**		
La société de gestion de portefeuille est seule responsable du contenu du prospectus complet transmis à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.	La société de gestion de portefeuille est seule responsable du contenu des documents transmis à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.	La société de gestion de portefeuille est seule responsable du contenu des documents transmis à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.	L'actuel article 411-49 du RGAMF exonère l'AMF de toute responsabilité en cas d'erreur commise par les SGP dans le contenu des prospectus d'OPCVM qu'elles mettent en ligne sur le site Internet de l'AMF. Il est proposé d'étendre ce principe, qui est en dehors du champ de la directive, à l'ensemble des documents mis en ligne par les SGP sur le site Internet de l'AMF (prospectus et DICI notamment).
	Sous-section 1 Langue des documents d'information	**Sous-section 1 Langue des documents d'information**	
Article 411-45 bis	**Article 411-105**		
	Un OPCVM relevant du présent chapitre rédige ses documents d'information mentionnés dans la présente section en langue française. Un OPCVM relevant du présent chapitre ayant fait l'objet d'une notification pour la commercialisation de ses parts ou actions dans un autre Etat membre de l'Union européenne conformément à l'article 93 rédige son document d'information clé pour l'investisseur en langue française et peut rédiger ses autres documents d'information en langue française ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français.	Un OPCVM relevant du présent chapitre rédige ses documents d'information mentionnés dans la présente section en langue française. ~~Un OPCVM relevant du présent chapitre ayant fait l'objet d'une notification pour la commercialisation de ses parts ou actions dans un autre Etat membre de l'Union européenne conformément à l'article 93 rédige son document d'information clé pour l'investisseur en langue française et peut rédiger ses autres documents d'information en langue française ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français.~~	Les alinéas 2 et 3 de l'article 411-105 ne sont pas applicables aux OPCVM non coordonnés. Une dérogation à ces dispositions sera donc prévue à cet effet.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	L'alinéa précédent est applicable à un OPCVM de droit étranger conforme à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 dont les parts ou actions sont commercialisées en France.	~~L'alinéa précédent est applicable à un OPCVM de droit étranger conforme à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 dont les parts ou actions sont commercialisées en France.~~	
Lorsque les statuts de la SICAV ou le règlement du FCP, son prospectus ou tout autre document destiné à l'information des porteurs de parts ou d'actions, sont rédigés dans une langue usuelle en matière financière autre que le français dans les conditions prévues à l'article L. 214-12 du code monétaire et financier, l'OPCVM ou sa société de gestion doit s'assurer que le dispositif de commercialisation mis en place permet d'éviter que la documentation ne soit adressée ou susceptible de parvenir, sur le territoire de la République française, à des investisseurs pour lesquels cette langue ne serait pas compréhensible.	Tout OPCVM conforme à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 peut rédiger ses documents d'information dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, sous réserve que l'OPCVM ou sa société de gestion de portefeuille s'assure que le dispositif de commercialisation mis en place permet d'éviter que la documentation ne soit adressée ou susceptible de parvenir, sur le territoire de la République française, à des investisseurs pour lesquels cette langue ne serait pas compréhensible.	Tout OPCVM conforme à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 peut rédiger ses documents d'information dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, sous réserve que l'OPCVM ou sa société de gestion de portefeuille s'assure que le dispositif de commercialisation mis en place permet d'éviter que la documentation ne soit adressée ou susceptible de parvenir, sur le territoire de la République française, à des investisseurs pour lesquels cette langue ne serait pas compréhensible.	
		Sous-section 2 **Document d'information clé pour l'investisseur**	Les dispositions de cette sous-section 2 ne s'appliqueront pas aux OPCVM dénués de DICI : OPCVM ARIA (avec ou sans effet de levier), OPCVM contractuels, FCPR allégés, FCPR contractuels, FCIMT. Une dérogation sera faite à cette sous-section dans les parties spécifiques consacrées à ces types de fonds.
	Article 411-106		
	L'OPCVM établit un document bref contenant les informations clés pour l'investisseur dénommé « document d'information clé pour l'investisseur ».	L'OPCVM établit un document bref contenant les informations clés pour l'investisseur dénommé « document d'information clé pour l'investisseur ».	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	Ce document est élaboré selon les modalités prévues par le règlement européen n°583/2010 du 1er juillet 2010.	Ce document est élaboré selon les modalités prévues par le règlement européen n°583/2010 du 1er juillet 2010.	
	Article 411-107		
	Le document d'information clé pour l'investisseur remplit les conditions suivantes : 1° Il comporte les mots « informations clés pour l'investisseur » mentionnés clairement en français ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français dans le respect de *l'article 411-105*.	Le document d'information clé pour l'investisseur remplit les conditions suivantes : 1° Il comporte les mots « informations clés pour l'investisseur » mentionnés clairement en français ou dans une langue usuelle en matière financière autre que le français dans le respect de *l'article 411-105*.	
	2° Il contient des informations~~,~~ correctes, claires et non trompeuses et cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.	2° Il contient des informations~~,~~ correctes, claires et non trompeuses et cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.	
	3° Il comprend les informations appropriées sur les caractéristiques essentielles de l'OPCVM concerné, devant être fournies aux investisseurs afin que ceux-ci puissent raisonnablement comprendre la nature et les risques de l'OPCVM qui leur est proposé et, par voie de conséquence, prendre des décisions en matière de placement en pleine connaissance de cause.	3° Il comprend les informations appropriées sur les caractéristiques essentielles de l'OPCVM concerné, devant être fournies aux investisseurs afin que ceux-ci puissent raisonnablement comprendre la nature et les risques de l'OPCVM qui leur est proposé et, par voie de conséquence, prendre des décisions en matière de placement en pleine connaissance de cause.	
	4° Il contient des informations sur les éléments essentiels suivants de	4° Il contient des informations sur les éléments essentiels suivants de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	l'OPCVM : a) L'identification de l'OPCVM ; b) Une brève description de ses objectifs de placement et de sa politique de placement ; c) Une présentation de ses performances passées ou, le cas échéant, de scénarios de performances ; d) Les coûts et les frais liés ; e) Le profil de risque au regard de la rémunération de l'investissement, y compris des orientations et des mises en garde appropriées sur les risques inhérents à l'investissement dans l'OPCVM concerné. Ces éléments essentiels doivent être compréhensibles pour l'investisseur sans renvoi à d'autres documents. Ils sont tenus à jour.	l'OPCVM : a) L'identification de l'OPCVM ; b) Une brève description de ses objectifs de placement et de sa politique de placement ; c) Une présentation de ses performances passées ou, le cas échéant, de scénarios de performances ; d) Les coûts et les frais liés ; e) Le profil de risque au regard de la rémunération de l'investissement, y compris des orientations et des mises en garde appropriées sur les risques inhérents à l'investissement dans l'OPCVM concerné. Ces éléments essentiels doivent être compréhensibles pour l'investisseur sans renvoi à d'autres documents. Ils sont tenus à jour.	
	5° Il indique clairement où et comment obtenir des informations supplémentaires sur l'investissement proposé, y compris où et comment le prospectus et les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus, sur demande, gratuitement et à tout moment, ainsi que la langue dans laquelle ces informations sont disponibles pour les investisseurs.	5° Il indique clairement où et comment obtenir des informations supplémentaires sur l'investissement proposé, y compris où et comment le prospectus et les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus, sur demande, gratuitement et à tout moment, ainsi que la langue dans laquelle ces informations sont disponibles pour les investisseurs.	
	6° Il est rédigé de manière concise et dans un langage non technique. 7° Il est établi dans un format commun, permettant des comparaisons avec	6° Il est rédigé de manière concise et dans un langage non technique. 7° Il est établi dans un format commun, permettant des comparaisons avec	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	d'autres OPCVM. 8° Il est présenté de telle manière qu'il puisse être compris par les clients non professionnels.	d'autres OPCVM. 8° Il est présenté de telle manière qu'il puisse être compris par les clients non professionnels.	
	9° Hormis sa traduction, il est utilisé sans adaptation ni ajout, dans tous les États membres de l'Union européenne où l'OPCVM a fait l'objet d'une notification pour la commercialisation de ses parts ou actions conformément à *l'article 93 [article transposé dans la partie sur la commercialisation]*.		Le 9° de l'article 411-107 n'est pas applicable aux OPCVM non coordonnés. Il sera donc dérogé à cette disposition.
	Article 411-108		
	Le document d'information clé pour l'investisseur contient un avertissement clair indiquant que la responsabilité de l'OPCVM ou de sa société de gestion de portefeuille ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans ce document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.	Le document d'information clé pour l'investisseur contient un avertissement clair indiquant que la responsabilité de l'OPCVM ou de sa société de gestion de portefeuille ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans ce document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.	
	Article 411-109 *Néant*		
	Article 411-110 *Néant*		
	Article 411-111		
	L'OPCVM intègre son document d'information clé dans le dossier d'agrément de l'OPCVM qu'il transmet à l'AMF.	L'OPCVM intègre son document d'information clé dans le dossier d'agrément de l'OPCVM qu'il transmet à l'AMF.	
	Article 411-112		
	Les OPCVM existants avant le 1er juillet		L'article 411-112 ne s'applique pas aux OPCVM non

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	2011 doivent remplacer leurs prospectus simplifiés rédigés conformément aux dispositions de la directive 85/611/CEE par le document d'information clé pour l'investisseur mentionné à l'article 411-106 au plus tard le 30 juin 2012.		coordonnés. Il convient de prévoir une disposition transitoire permettant aux OPCVM non coordonnés existants de transformer leur prospectus simplifié ou leur notice d'information en DICI au plus tard le 30 juin 2013.
	Sous-section 2 Prospectus		
Article 411-45	**Article 411-113**		
	Le prospectus de l'OPCVM contient les renseignements nécessaires pour que les investisseurs puissent juger en pleine connaissance de cause l'investissement qui leur est proposé, et notamment les risques inhérents à celui-ci. Il comporte une description claire et facile à comprendre du profil de risque de l'OPCVM, indépendamment des actifs dans lesquels il est investi. Le règlement ou les statuts de l'OPCVM font partie intégrante du prospectus auquel ils sont annexés. Toutefois, le règlement ou les statuts peuvent ne pas être annexés au prospectus si l'investisseur est informé que, à sa demande, ces documents lui seront envoyés ou qu'il sera informé de l'endroit où il pourra les consulter. Les éléments essentiels du prospectus sont tenus à jour. Le contenu du prospectus est défini	Le prospectus de l'OPCVM contient les renseignements nécessaires pour que les investisseurs puissent juger en pleine connaissance de cause l'investissement qui leur est proposé, et notamment les risques inhérents à celui-ci. Il comporte une description claire et facile à comprendre du profil de risque de l'OPCVM, indépendamment des actifs dans lesquels il est investi. Le règlement ou les statuts de l'OPCVM font partie intégrante du prospectus auquel ils sont annexés. Toutefois, le règlement ou les statuts peuvent ne pas être annexés au prospectus si l'investisseur est informé que, à sa demande, ces documents lui seront envoyés ou qu'il sera informé de l'endroit où il pourra les consulter. Les éléments essentiels du prospectus sont tenus à jour. Le contenu du prospectus est défini	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	dans une instruction de l'AMF.	dans une instruction de l'AMF.	
	Article 411-114		
	Le prospectus décrit l'ensemble des frais supportés par les porteurs ou par l'OPCVM, toutes taxes comprises, en indiquant : 1° Pour les commissions supportées par le porteur : a) Le taux maximal de la part de la commission de souscription et de rachat non acquise à l'OPCVM ; b) Le taux de la part de la commission acquise à l'OPCVM ainsi que les conditions dans lesquelles ce taux peut être réduit. 2° Pour les frais supportés par l'OPCVM, le taux de frais de fonctionnement et de gestion maximum. La mention de ce taux doit être complétée, le cas échéant, par les précisions suivantes : a) Les règles de calcul des commissions de mouvement ; b) Les règles de calcul de la part des revenus des opérations d'acquisition ou cession temporaires de titres non affectée à l'OPCVM ; c) Les frais et commissions maximum pouvant être supportés au titre d'OPCVM ou de fonds d'investissement au sens *de l'article R. 214-5 du code monétaire* et financier1 acquis par l'OPCVM ; d) Les règles de calcul de la	Le prospectus décrit l'ensemble des frais supportés par les porteurs ou par l'OPCVM, toutes taxes comprises, en indiquant : 1° Pour les commissions supportées par le porteur : a) Le taux maximal de la part de la commission de souscription et de rachat non acquise à l'OPCVM ; b) Le taux de la part de la commission acquise à l'OPCVM ainsi que les conditions dans lesquelles ce taux peut être réduit. 2° Pour les frais supportés par l'OPCVM, le taux de frais de fonctionnement et de gestion maximum. La mention de ce taux doit être complétée, le cas échéant, par les précisions suivantes : a) Les règles de calcul des commissions de mouvement ; b) Les règles de calcul de la part des revenus des opérations d'acquisition ou cession temporaires de titres non affectée à l'OPCVM ; c) Les frais et commissions maximum pouvant être supportés au titre d'OPCVM ou de fonds d'investissement au sens *de l'article R. 214-5 du code monétaire* et financier1 acquis par l'OPCVM ; d) Les règles de calcul de la	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	commission de gestion variable. 3° Pour les frais effectivement supportés par l'OPCVM au cours du dernier exercice : a) Le total des frais facturés à l'OPCVM rapporté à l'actif moyen de l'OPCVM au cours du dernier exercice. Ce total représente la somme des frais de fonctionnement et de gestion, des frais mentionnés aux a et d du 2° et des frais effectivement supportés par l'OPCVM du fait d'investissement dans des OPCVM ou fonds d'investissement ; b) Le total des frais d'intermédiation sur les instruments financiers du dernier exercice rapporté à l'actif de l'OPCVM, accompagné du taux de rotation du portefeuille. La présentation du prospectus et les modalités de calcul des frais mentionnés au présent article sont précisées par une instruction de l'AMF.	commission de gestion variable. 3° Pour les frais effectivement supportés par l'OPCVM au cours du dernier exercice : a) Le total des frais facturés à l'OPCVM rapporté à l'actif moyen de l'OPCVM au cours du dernier exercice. Ce total représente la somme des frais de fonctionnement et de gestion, des frais mentionnés aux a et d du 2° et des frais effectivement supportés par l'OPCVM du fait d'investissement dans des OPCVM ou fonds d'investissement ; b) Le total des frais d'intermédiation sur les instruments financiers du dernier exercice rapporté à l'actif de l'OPCVM, accompagné du taux de rotation du portefeuille. La présentation du prospectus et les modalités de calcul des frais mentionnés au présent article sont précisées par une instruction de l'AMF.	
	Article 411-115		
	Le prospectus définit les règles de valorisation pour chaque catégorie d'instruments financiers, de dépôts, de valeurs et de contrats. Entre deux calculs de valeur liquidative, un OPCVM peut établir et publier une valeur indicative de la valeur liquidative appelée « valeur estimative ». Le prospectus mentionne les conditions de publication de celle-ci et avertit	Le prospectus définit les règles de valorisation pour chaque catégorie d'instruments financiers, de dépôts, de valeurs et de contrats. Entre deux calculs de valeur liquidative, un OPCVM peut établir et publier une valeur indicative de la valeur liquidative appelée « valeur estimative ». Le prospectus mentionne les conditions de publication de celle-ci et avertit	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	l'investisseur qu'elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats. Toute communication d'une valeur estimative comporte le même avertissement.	l'investisseur qu'elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats. Toute communication d'une valeur estimative comporte le même avertissement.	
	Article 411-116		
	Le prospectus précise les catégories d'actifs dans lesquels l'OPCVM est habilité à investir. Il indique également si les opérations sur les contrats financiers sont autorisées, auquel cas il précise de manière bien visible si ces opérations peuvent être effectuées à titre de couverture ou en vue de la réalisation des objectifs d'investissement ainsi que les effets possibles de l'utilisation de contrats financiers sur le profil de risque.	Le prospectus précise les catégories d'actifs dans lesquels l'OPCVM est habilité à investir. Il indique également si les opérations sur les contrats financiers sont autorisées, auquel cas il précise de manière bien visible si ces opérations peuvent être effectuées à titre de couverture ou en vue de la réalisation des objectifs d'investissement ainsi que les effets possibles de l'utilisation de contrats financiers sur le profil de risque.	
	Article 411-117		
	I. Lorsque l'OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à *l'article 50* autres que des titres financiers éligibles ou des instruments du marché monétaire ou lorsque l'OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à *l'article 53*, son prospectus comporte une mention bien visible attirant l'attention sur sa politique de placement. II. Lorsque l'OPCVM investit une part	I. Lorsque l'OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à *l'article 50* autres que des titres financiers éligibles ou des instruments du marché monétaire ou lorsque l'OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à *l'article 53*, son prospectus comporte une mention bien visible attirant l'attention sur sa politique de placement. II. Lorsque l'OPCVM investit une part	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	importante de ses actifs dans d'autres OPCVM, son prospectus indique le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être facturées à la fois à l'OPCVM lui-même et aux autres OPCVM dans lesquels il entend investir. III. L'OPCVM mentionné *à l'article xx du code monétaire et financier* inclue, dans son prospectus une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur l'autorisation dont il bénéficie et indiquant les États membres de l'Union européenne, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les actifs desquels il a l'intention de placer ou a placé plus de 35 % de ses actifs.	importante de ses actifs dans d'autres OPCVM, son prospectus indique le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être facturées à la fois à l'OPCVM lui-même et aux autres OPCVM dans lesquels il entend investir. III. L'OPCVM mentionné *à l'article xx du code monétaire et financier* inclue, dans son prospectus une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur l'autorisation dont il bénéficie et indiquant les États membres de l'Union européenne, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les actifs desquels il a l'intention de placer ou a placé plus de 35 % de ses actifs.	
	Article 411-118		
	Lorsque la valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, le prospectus contient une mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique.	Lorsque la valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, le prospectus contient une mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique.	
	Article 411-119		
	Lorsque l'investisseur ayant reçu le prospectus de l'OPCVM en fait la	Lorsque l'investisseur ayant reçu le prospectus de l'OPCVM en fait la	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	demande, l'OPCVM lui fournit des informations complémentaires sur les limites quantitatives qui s'appliquent à la gestion des risques de l'OPCVM, sur les méthodes choisies à cette fin et sur l'évolution récente des principaux risques et des rendements des catégories d'instruments.	demande, l'OPCVM lui fournit des informations complémentaires sur les limites quantitatives qui s'appliquent à la gestion des risques de l'OPCVM, sur les méthodes choisies à cette fin et sur l'évolution récente des principaux risques et des rendements des catégories d'instruments.	
	Article 411-120		
	L'OPCVM transmet à l'AMF son prospectus et toute modification apportée à celui-ci selon les modalités fixées par une instruction de l'AMF. Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournit, à leur demande, son prospectus aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de la société de gestion de portefeuille.	L'OPCVM transmet à l'AMF son prospectus et toute modification apportée à celui-ci selon les modalités fixées par une instruction de l'AMF. ~~Lorsque l'OPCVM est géré par une société de gestion de portefeuille établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournit, à leur demande, son prospectus aux autorités compétentes de l'État membre d'origine de la société de gestion de portefeuille.~~	Le second alinéa de l'article 411-120 ne s'applique pas aux OPCVM non coordonnés. Une dérogation sera prévue à cet effet.
	Sous-section 3 **Rapports annuel et semestriel**	**Sous-section 3** **Rapports annuel et semestriel**	
	Article 411-121		
	Les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM contiennent les éléments prévus par une instruction de l'AMF.	Les rapports annuel et semestriel de l'OPCVM contiennent les éléments prévus par une instruction de l'AMF.	
	Article 411-122		
	L'article 14 et les alinéas 1 et 3 de l'article x15 sont applicables aux rapports annuel et semestriel de	L'article 14 et les alinéas 1 et 3 de l'article x15 sont applicables aux rapports annuel et semestriel de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	l'OPCVM.	l'OPCVM.	
	Sous-section 4 Valeur liquidative	**Sous-section 4 Valeur liquidative**	
	Article 411-123		
	Les OPCVM sont tenus d'établir leur valeur liquidative conformément aux articles 411-27 à 411-33. Cette valeur liquidative est établie et publiée selon une périodicité adaptée à la nature des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts détenus par l'OPCVM. Les OPCVM doivent publier, de façon appropriée, la valeur liquidative des parts ou actions qu'ils émettent au moins deux fois par mois. La périodicité de la publication de la valeur liquidative des parts ou des actions émises peut toutefois être mensuelle, à condition que cela ne porte pas préjudice aux intérêts des porteurs ou actionnaires et sous réserve de l'agrément préalable de l'AMF. Le prospectus, mentionné à *l'article 411-45-1*, précise la périodicité d'établissement et de publication de la valeur liquidative ainsi que le calendrier de référence choisi. Dès lors qu'une valeur liquidative est publiée, les souscriptions et les rachats de parts ou actions d'OPCVM doivent pouvoir être effectués sur la base de cette valeur, dans les conditions fixées	Les OPCVM sont tenus d'établir leur valeur liquidative conformément aux articles 411-27 à 411-33. Cette valeur liquidative est établie et publiée selon une périodicité adaptée à la nature des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts détenus par l'OPCVM. Les OPCVM doivent publier, de façon appropriée, la valeur liquidative des parts ou actions qu'ils émettent au moins deux fois par mois. La périodicité de la publication de la valeur liquidative des parts ou des actions émises peut toutefois être mensuelle, à condition que cela ne porte pas préjudice aux intérêts des porteurs ou actionnaires et sous réserve de l'agrément préalable de l'AMF. Le prospectus, mentionné à *l'article 411-45-1*, précise la périodicité d'établissement et de publication de la valeur liquidative ainsi que le calendrier de référence choisi. Dès lors qu'une valeur liquidative est publiée, les souscriptions et les rachats de parts ou actions d'OPCVM doivent pouvoir être effectués sur la base de cette valeur, dans les conditions fixées	Les alinéas 2 et 3 de cet article ne sont pas applicables aux OPCVM ARIA (1, 2 et 3) dans le RGAMF actuel. Il sera donc prévu une dérogation à ces dispositions dans la partie spécifique aux OPCVM ARIA.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	par le prospectus. Le présent article est applicable à chaque compartiment.	par le prospectus. Le présent article est applicable à chaque compartiment.	
	Article 411-124		
	Les OPCVM dont les parts ou actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en fonctionnement régulier établissent et publient leur valeur liquidative chaque jour de négociation du marché sur lequel elles sont admises. Le présent article est applicable à chaque compartiment.	Les OPCVM dont les parts ou actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en fonctionnement régulier établissent et publient leur valeur liquidative chaque jour de négociation du marché sur lequel elles sont admises. Le présent article est applicable à chaque compartiment.	
	Article 411-125		
	Les OPCVM à vocation générale doivent établir un document d'information à la fin de chaque premier semestre de l'exercice, dont le contenu est défini dans une instruction de l'AMF. Le document d'information est publié au plus tard dans les huit semaines suivant la fin de chaque période définie par le prospectus. Lorsque l'OPCVM comporte des compartiments, les documents d'information périodique sont également établis pour chaque compartiment. À l'exception des OPCVM dédiés mentionnés au 1° de l'article 411-12, les OPCVM à vocation générale dont l'actif est supérieur à 80 millions d'euros sont	Les OPCVM à vocation générale doivent établir un document d'information à la fin de chaque premier semestre de l'exercice, dont le contenu est défini dans une instruction de l'AMF. Le document d'information est publié au plus tard dans les huit semaines suivant la fin de chaque période définie par le prospectus. Lorsque l'OPCVM comporte des compartiments, les documents d'information périodique sont également établis pour chaque compartiment. À l'exception des OPCVM dédiés mentionnés au 1° de l'article 411-12, les OPCVM à vocation générale dont l'actif est supérieur à 80 millions	Cet article (reprenant l'actuel article 411-56 du RGAMF) n'est pas applicable aux FCIMT. Il sera donc prévu une dérogation à ces dispositions dans la partie spécifique aux FCIMT.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	tenus de faire attester trimestriellement la composition de l'actif par le commissaire aux comptes de l'OPCVM.	d'euros sont tenus de faire attester trimestriellement la composition de l'actif par le commissaire aux comptes de l'OPCVM.	
Section 6 - Commercialisation en France d'OPCVM		**Section 6 - Commercialisation en France d'OPCVM**	
Sous-section 1 - Règles générales		**Sous-section 1 - Règles générales**	Il s'agit ici des mesures nationales relatives à la commercialisation de parts ou actions d'OPCVM.
Article 411-50	**Article 411-126**		
L'AMF peut exercer à l'égard de toute personne qui distribue des OPCVM les prérogatives mentionnées à l'article 314-30.	L'AMF peut exercer à l'égard de toute personne qui distribue des OPCVM les prérogatives mentionnées à l'article 314-30.	L'AMF peut exercer à l'égard de toute personne qui distribue des OPCVM les prérogatives mentionnées à l'article 314-30.	
Les communications à caractère promotionnel relatives aux OPCVM ou à des compartiments doivent mentionner l'existence d'un prospectus simplifié et le lieu où il est tenu à disposition de l'investisseur. **Article 411-45** Les informations que l'OPCVM est tenu de diffuser sont transparentes, complètes et claires.	Toutes les communications à caractère promotionnel de l'OPCVM destinées aux investisseurs sont clairement identifiables en tant que telles. Elles sont correctes, claires et non trompeuses. En particulier, une communication à caractère promotionnel assortie d'une invitation à acheter des parts ou actions d'OPCVM, qui comprend des informations spécifiques concernant un OPCVM, ne peut pas comporter de mentions qui soient en contradiction avec les informations fournies par le prospectus et le document d'information clé pour l'investisseur, ou qui atténuent la portée de ces informations. Elle mentionne l'existence du	Toutes les communications à caractère promotionnel de l'OPCVM destinées aux investisseurs sont clairement identifiables en tant que telles. Elles sont correctes, claires et non trompeuses. En particulier, une communication à caractère promotionnel assortie d'une invitation à acheter des parts ou actions d'OPCVM, qui comprend des informations spécifiques concernant un OPCVM, ne peut pas comporter de mentions qui soient en contradiction avec les informations fournies par le prospectus et le document d'information clé pour l'investisseur, ou qui atténuent la portée de ces informations. Elle mentionne l'existence du	Un article précisera, dans les dispositions spécifiques aux

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	prospectus et la disponibilité du document d'information clé pour l'investisseur. Elle précise où et dans quelle langue les porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM et les investisseurs potentiels peuvent obtenir ces informations et documents ou comment ils peuvent y avoir accès.	prospectus et la disponibilité du document d'information clé pour l'investisseur. Elle précise où et dans quelle langue les porteurs de parts ou actionnaires de l'OPCVM et les investisseurs potentiels peuvent obtenir ces informations et documents ou comment ils peuvent y avoir accès.	OPCVM ne disposant pas d'un DICI, les obligations qu'ils devront appliquer dans ce cas.
	Article 411-127		
	I. Lorsque l'OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à *l'article 50* autres que des titres financiers éligibles ou des instruments du marché monétaire ou lorsque l'OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à *l'article 53*, les communications à caractère promotionnel comportent une mention bien visible attirant l'attention sur sa politique de placement. II. Lorsque la valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, les communications à caractère promotionnel contiennent une mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique. III. Les OPCVM mentionnés *à l'article xx du code monétaire et financier*	I. Lorsque l'OPCVM investit principalement dans une des catégories d'actifs définies à *l'article 50* autres que des titres financiers éligibles ou des instruments du marché monétaire ou lorsque l'OPCVM reproduit un indice d'actions ou de titres de créance conformément à *l'article 53*, les communications à caractère promotionnel comportent une mention bien visible attirant l'attention sur sa politique de placement. II. Lorsque la valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition de son portefeuille ou des techniques de gestion du portefeuille pouvant être employées, les communications à caractère promotionnel contiennent une mention bien visible attirant l'attention sur cette caractéristique. III. Les OPCVM mentionnés *à l'article xx du code monétaire et financier*	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	incluent, dans leurs communications à caractère promotionnel une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur l'autorisation dont ils bénéficient et indiquant les États membres de l'Union européenne, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les valeurs desquels ils ont l'intention de placer ou ont placé plus de 35 % de leurs actifs.	incluent, dans leurs communications à caractère promotionnel une déclaration, bien mise en évidence, attirant l'attention sur l'autorisation dont ils bénéficient et indiquant les États membres de l'Union européenne, les collectivités publiques territoriales ou les organismes publics internationaux dans les valeurs desquels ils ont l'intention de placer ou ont placé plus de 35 % de leurs actifs.	
Article 411-51	**Article 411-128**		
Le prospectus simplifié doit être remis préalablement à toute souscription. Cette remise est gratuite et peut être effectuée par tout moyen.	Le document d'information clé pour l'investisseur est fourni gratuitement et en temps utile à l'investisseur, préalablement à la souscription des parts ou actions de l'OPCVM.	Le document d'information clé pour l'investisseur est fourni gratuitement et en temps utile à l'investisseur, préalablement à la souscription des parts ou actions de l'OPCVM.	Ces dispositions seront écartées pour les OPCVM qui ne passent pas au DICI. Il s'agit des : - OPCVM ARIA ; - OPCVM Contractuels ; - FCPR bénéficiant d'une procédure allégée ; - FCPR contractuels.
	Article 411-128-1		
	L'OPCVM peut fournir le document d'information clé pour l'investisseur sur un support durable ou sur son site Internet ou celui de sa société de gestion de portefeuille. Un exemplaire sur papier doit être fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent. Une version mise à jour du document d'information clé pour l'investisseur est publiée sur le site Internet de l'OPCVM ou de sa société de gestion de portefeuille.	L'OPCVM peut fournir le document d'information clé pour l'investisseur sur un support durable ou sur son site Internet ou celui de sa société de gestion de portefeuille. Un exemplaire sur papier doit être fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent. Une version mise à jour du document d'information clé pour l'investisseur est publiée sur le site Internet de l'OPCVM ou de sa société de gestion de portefeuille.	Ces dispositions seront écartées pour les OPCVM qui ne passent pas au DICI.
	Article 411-128-2		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	L'OPCVM fournit, à leur demande, le document d'information clé pour l'investisseur aux personnes qui commercialisent ses parts ou actions ou qui fournissent des conseils concernant cet OPCVM ou des produits présentant une exposition sur ledit OPCVM. Ces personnes respectent l'obligation mentionnée à l'article 411-128.	L'OPCVM fournit, à leur demande, le document d'information clé pour l'investisseur aux personnes qui commercialisent ses parts ou actions ou qui fournissent des conseils concernant cet OPCVM ou des produits présentant une exposition sur ledit OPCVM. Ces personnes respectent l'obligation mentionnée à l'article 411-128.	Ces dispositions seront écartées pour les OPCVM qui ne passent pas au DICI.
Pour un OPCVM à compartiments, postérieurement à la première souscription, et sous réserve qu'aucune modification n'ait affecté l'OPCVM ou ses compartiments, il peut n'être remis que l'extrait du prospectus simplifié relatif au compartiment souscrit.			Il est proposé de ne pas appliquer cette disposition aux OPCVM non coordonnés.
Article 411-52	**Article 411-128-2**		
Au moment de la souscription, il est précisé les modalités d'obtention de la note détaillée, du règlement du FCP ou des statuts de la SICAV, du dernier rapport annuel et du dernier état périodique ainsi que, le cas échéant, l'adresse électronique où se procurer ces documents. Ces documents doivent être disponibles sur simple demande écrite du porteur dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. Sur option du porteur, ces documents doivent pouvoir lui être adressés sous forme électronique. La note détaillée, le règlement du FCP ou les statuts de la SICAV, le dernier rapport	Le prospectus est fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent, sur un support durable ou au moyen d'un site Internet. Les derniers rapports annuel et semestriel de l'OPCVM publiés sont fournis gratuitement aux investisseurs qui le demandent, selon les modalités indiquées dans le prospectus et le document d'information clé pour l'investisseur Un exemplaire papier des documents mentionnés au présent article doit être fourni gratuitement aux investisseurs	Le prospectus est fourni gratuitement aux investisseurs qui le demandent, sur un support durable ou au moyen d'un site Internet. Les derniers rapports annuel et semestriel de l'OPCVM publiés sont fournis gratuitement aux investisseurs qui le demandent, selon les modalités indiquées dans le prospectus et le document d'information clé pour l'investisseur Un exemplaire papier des documents mentionnés au présent article doit être fourni gratuitement aux investisseurs	Un article précisera, dans les dispositions spécifiques aux OPCVM ne disposant pas d'un DICI, les obligations qu'ils devront appliquer dans ce cas.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
annuel et le dernier état périodique peuvent être tenus à disposition du public sur un site électronique ou, à défaut, doivent être adressés sur simple demande écrite.	qui le demandent.	qui le demandent.	
Article 411-53	**Article 411-129**		
I. - Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires applicables à la fourniture du service de conseil en investissement, la société de gestion de portefeuille qui commercialise les parts ou actions des OPCVM dont elle assure la gestion respecte les règles de bonne conduite applicables au service d'exécution d'ordres pour le compte de tiers et celle qui commercialise les parts ou actions des OPCVM gérés par d'autres entités respecte les règles de bonne conduite applicables au service de réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers. Les conditions d'application du présent article sont précisées dans une instruction de l'AMF. II. - La personne qui commercialise des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments s'assure que l'investisseur remplit les conditions de souscription mentionnées à l'article 411-11. Lorsque la société de gestion de portefeuille ou la SICAV a conclu un contrat pour distribuer les parts ou actions d'OPCVM, le contrat prévoit les conditions	I. - Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires applicables à la fourniture du service de conseil en investissement, la société de gestion de portefeuille qui commercialise les parts ou actions des OPCVM dont elle assure la gestion respecte les règles de bonne conduite applicables au service d'exécution d'ordres pour le compte de tiers et celle qui commercialise les parts ou actions des OPCVM gérés par d'autres entités respecte les règles de bonne conduite applicables au service de réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers. Les conditions d'application du présent article sont précisées dans une instruction de l'AMF. II. - La personne qui commercialise des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments s'assure que l'investisseur remplit les conditions de souscription mentionnées à l'article 411-11. Lorsque la société de gestion de	I. - Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires applicables à la fourniture du service de conseil en investissement, la société de gestion de portefeuille qui commercialise les parts ou actions des OPCVM dont elle assure la gestion respecte les règles de bonne conduite applicables au service d'exécution d'ordres pour le compte de tiers et celle qui commercialise les parts ou actions des OPCVM gérés par d'autres entités respecte les règles de bonne conduite applicables au service de réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers. Les conditions d'application du présent article sont précisées dans une instruction de l'AMF. II. - La personne qui commercialise des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments s'assure que l'investisseur remplit les conditions de souscription mentionnées à l'article 411-11. Lorsque la société de gestion de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
dans lesquelles l'investisseur accède à la note détaillée, au règlement du FCP ou aux statuts de la SICAV ainsi qu'au dernier rapport annuel et au dernier état périodique de l'OPCVM. III. - La personne qui commercialise sur le territoire de la République française des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments de FCP ou de SICAV **dont les statuts, le règlement, le prospectus** ou tout autre document destiné à l'information des porteurs de parts ou d'actions est rédigé dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, dans les conditions prévues à l'article L. 214-12 du code monétaire et financier, oriente plus particulièrement cette commercialisation vers des investisseurs relevant des catégories des clients professionnels mentionnées à l'article D. 533-11 du code monétaire et financier. En outre, elle s'assure que la langue utilisée est compréhensible par l'investisseur.	portefeuille ou la SICAV a conclu un contrat pour distribuer les parts ou actions d'OPCVM, le contrat prévoit les conditions dans lesquelles l'investisseur accède aux documents d'information de l'OPCVM. III. - La personne qui commercialise sur le territoire de la République française des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments de FCP ou de SICAV dont le document d'information clé pour l'investisseur est rédigé dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, dans les conditions prévues à l'article L. 214-12 du code monétaire et financier, oriente plus particulièrement cette commercialisation vers des investisseurs relevant des catégories des clients professionnels mentionnées à l'article D. 533-11 du code monétaire et financier et s'assure que la langue utilisée est compréhensible par l'investisseur.	portefeuille ou la SICAV a conclu un contrat pour distribuer les parts ou actions d'OPCVM, le contrat prévoit les conditions dans lesquelles l'investisseur accède, aux documents d'information de l'OPCVM. III. - La personne qui commercialise sur le territoire de la République française des parts de FCP ou des actions de SICAV ou des parts ou actions de compartiments de FCP ou de SICAV dont le document d'information clé pour l'investisseur est rédigé dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, dans les conditions prévues à l'article L. 214-12 du code monétaire et financier, oriente plus particulièrement cette commercialisation vers des investisseurs relevant des catégories des clients professionnels mentionnées à l'article D. 533-11 du code monétaire et financier et s'assure que la langue utilisée est compréhensible par l'investisseur.	Un article précisera, dans les dispositions spécifiques aux OPCVM ne disposant pas d'un DICI, les obligations qu'ils devront appliquer dans ce cas. Il ne semble pas utile d'écarter ces dispositions pour les OPCVM ne disposant pas d'un DICI.
Article 411-53-1	**Article 411-130**		
Est interdite la rétrocession, à la société de gestion de portefeuille ou à toute autre personne ou fonds, de frais de gestion ou de commissions de souscription et de rachat au titre d'investissements réalisés par ladite société de gestion de portefeuille pour le compte d'un OPCVM	Est interdite la rétrocession, à la société de gestion de portefeuille ou à toute autre personne ou fonds, de frais de gestion ou de commissions de souscription et de rachat au titre d'investissements réalisés par ladite société de gestion de portefeuille pour	Est interdite la rétrocession, à la société de gestion de portefeuille ou à toute autre personne ou fonds, de frais de gestion ou de commissions de souscription et de rachat au titre d'investissements réalisés par ladite société de gestion de portefeuille pour	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
commercialisé sur le territoire de la République française, dans les parts ou actions d'un OPCVM ou d'un fonds d'investissement, à l'exception : 1° Des frais et commissions mentionnés au huitième alinéa de l'article 314-79 ; 2° Des rétrocessions bénéficiant exclusivement à l'OPCVM ; 3° Des rétrocessions versées par la société de gestion de l'OPCVM maître en vue de rémunérer un tiers chargé de la commercialisation des OPCVM nourriciers de cet OPCVM maître ; 4° Des rétrocessions destinées à rémunérer un tiers chargé de la commercialisation d'OPCVM ou de fonds d'investissement, lorsque ce tiers intervient de manière indépendante de la société de gestion investissant dans ces OPCVM ou fonds d'investissement. Notamment, est interdite la perception de rétrocessions au profit de la société de gestion de portefeuille : 1° De commissions de souscription et de rachat du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement ; 2° De frais de gestion du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement.	le compte d'un OPCVM commercialisé sur le territoire de la République française, dans les parts ou actions d'un OPCVM ou d'un fonds d'investissement, à l'exception : 1° Des frais et commissions mentionnés au huitième alinéa de l'article 314-79 ; 2° Des rétrocessions bénéficiant exclusivement à l'OPCVM ; 3° Des rétrocessions versées par la société de gestion de l'OPCVM maître en vue de rémunérer un tiers chargé de la commercialisation des OPCVM nourriciers de cet OPCVM maître ; 4° Des rétrocessions destinées à rémunérer un tiers chargé de la commercialisation d'OPCVM ou de fonds d'investissement, lorsque ce tiers intervient de manière indépendante de la société de gestion investissant dans ces OPCVM ou fonds d'investissement. Notamment, est interdite la perception de rétrocessions au profit de la société de gestion de portefeuille : 1° De commissions de souscription et de rachat du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement ; 2° De frais de gestion du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement.	le compte d'un OPCVM commercialisé sur le territoire de la République française, dans les parts ou actions d'un OPCVM ou d'un fonds d'investissement, à l'exception : 1° Des frais et commissions mentionnés au huitième alinéa de l'article 314-79 ; 2° Des rétrocessions bénéficiant exclusivement à l'OPCVM ; 3° Des rétrocessions versées par la société de gestion de l'OPCVM maître en vue de rémunérer un tiers chargé de la commercialisation des OPCVM nourriciers de cet OPCVM maître ; 4° Des rétrocessions destinées à rémunérer un tiers chargé de la commercialisation d'OPCVM ou de fonds d'investissement, lorsque ce tiers intervient de manière indépendante de la société de gestion investissant dans ces OPCVM ou fonds d'investissement. Notamment, est interdite la perception de rétrocessions au profit de la société de gestion de portefeuille : 1° De commissions de souscription et de rachat du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement ; 2° De frais de gestion du fait de l'investissement du portefeuille d'un OPCVM géré dans un OPCVM ou fonds d'investissement.	
Article 411-61	**Article 411-131**		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	La sollicitation du public en faveur de d'OPCVM étrangers autorisés à la commercialisation en France est soumise aux mêmes dispositions que celles applicables aux OPCVM	La sollicitation du public en faveur de d'OPCVM étrangers autorisés à la commercialisation en France est soumise aux mêmes dispositions que celles applicables aux OPCVM	
Les dispositions des articles 411-50, 411-53 et 411-53-1 s'appliquent à la commercialisation des OPCVM mentionnés aux articles 411-57 et 411-60. La demande d'autorisation de commercialisation sur le territoire de la République française d'un OPCVM mentionné aux articles 411-57 et 411-60 est accompagnée d'une attestation de sa société de gestion certifiant qu'il respecte les dispositions de l'article 411-53-1.	Les dispositions des articles 411-50, 411-53 et 411-53-1 s'appliquent à la commercialisation des OPCVM mentionnés aux articles 411-57 et 411-60.	Les dispositions des articles 411-50, 411-53 et 411-53-1 s'appliquent à la commercialisation des OPCVM mentionnés aux articles 411-57 et 411-60.	
Sous-section 2 - Règles spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé	**Sous-section 2 - Règles spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé**	**Sous-section 2 - Règles spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé**	
Article 411-56-1	**Article 411-133**		
Peuvent être admises aux négociations sur un marché réglementé les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est fondé sur un indice, qui sont : 1° Les parts ou actions d'OPCVM indiciels régis par la sous-section 8 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier1 ; 2° Les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est de reproduire l'évolution d'un résultat obtenu par	Peuvent être admises aux négociations sur un marché réglementé les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est fondé sur un indice, qui sont : 1° Les parts ou actions d'OPCVM indiciels régis par la sous-section 8 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier1 ; 2° Les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est de reproduire	Peuvent être admises aux négociations sur un marché réglementé les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est fondé sur un indice, qui sont : 1° Les parts ou actions d'OPCVM indiciels régis par la sous-section 8 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier1 ; 2° Les parts ou actions d'OPCVM dont l'objectif de gestion est de reproduire	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
l'application à un indice répondant aux conditions mentionnées au II de l'article R. 214-28 du code monétaire et financier2 d'une formule mathématique appelée « algorithme » ; 3° Les parts ou actions d'OPCVM mentionnés aux 1° et 2° lorsqu'ils sont autorisés à la commercialisation en France en application *(Arrêté du 18 mars 2008)* « du I de l'article D. 214-1 du code monétaire et financier ». L'algorithme dépend d'une ou plusieurs données susceptibles de varier dans le temps, appelées « variables ». L'algorithme, l'indice et les conditions d'ajustement des variables sont décrits dans le prospectus complet et *(Arrêté du 1er septembre 2005)* « fixés dans des conditions » compatibles avec une bonne information du public.	l'évolution d'un résultat obtenu par l'application à un indice répondant aux conditions mentionnées au II de l'article R. 214-28 du code monétaire et financier2 d'une formule mathématique appelée « algorithme » ; 3° Les parts ou actions d'OPCVM mentionnés aux 1° et 2° lorsqu'ils sont autorisés à la commercialisation en France en application du I de l'article D. 214-1 du code monétaire et financier. L'algorithme dépend d'une ou plusieurs données susceptibles de varier dans le temps, appelées « variables ». L'algorithme, l'indice et les conditions d'ajustement des variables sont décrits dans le prospectus complet et fixés dans des conditions » compatibles avec une bonne information du public.	l'évolution d'un résultat obtenu par l'application à un indice répondant aux conditions mentionnées au II de l'article R. 214-28 du code monétaire et financier2 d'une formule mathématique appelée « algorithme » ; 3° Les parts ou actions d'OPCVM mentionnés aux 1° et 2° lorsqu'ils sont autorisés à la commercialisation en France en application du I de l'article D. 214-1 du code monétaire et financier. L'algorithme dépend d'une ou plusieurs données susceptibles de varier dans le temps, appelées « variables ». L'algorithme, l'indice et les conditions d'ajustement des variables sont décrits dans le prospectus complet et fixés dans des conditions » compatibles avec une bonne information du public.	
Article 411-56-2 du RGAMF	**Article 411-134**		
Lorsque les parts ou actions d'OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 sont admises aux négociations sur un marché réglementé : I. - La société de gestion de portefeuille informe le public : 1° Des résultats de l'algorithme selon la périodicité prévue dans le prospectus complet ; 2° De tout ajustement des variables de l'algorithme. Cette information a lieu au plus tard sept jours ouvrés avant la mise en œuvre de cet ajustement ;	Lorsque les parts ou actions d'OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 sont admises aux négociations sur un marché réglementé : I. - La société de gestion de portefeuille informe le public : 1° Des résultats de l'algorithme selon la périodicité prévue dans le prospectus; 2° De tout ajustement des variables de l'algorithme. Cette information a lieu au plus tard sept jours ouvrés avant la mise en œuvre de cet ajustement ; 3° Par dérogation au 2°, lorsqu'une ou	Lorsque les parts ou actions d'OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 sont admises aux négociations sur un marché réglementé : I. - La société de gestion de portefeuille informe le public : 1° Des résultats de l'algorithme selon la périodicité prévue dans le prospectus; 2° De tout ajustement des variables de l'algorithme. Cette information a lieu au plus tard sept jours ouvrés avant la mise en œuvre de cet ajustement ; 3° Par dérogation au 2°, lorsqu'une ou	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
3° Par dérogation au 2°, lorsqu'une ou plusieurs variables font l'objet d'ajustements automatiques répondant à des critères objectifs et à une périodicité prévus dans le prospectus complet, le public est informé de ces ajustements au plus tard sept jours ouvrés après la mise en œuvre de ces ajustements. La société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale des informations mentionnées aux 1°, 2° et 3°. Elle les met en ligne sur son site.	plusieurs variables font l'objet d'ajustements automatiques répondant à des critères objectifs et à une périodicité prévus dans le prospectus complet, le public est informé de ces ajustements au plus tard sept jours ouvrés après la mise en œuvre de ces ajustements. La société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale des informations mentionnées aux 1°, 2° et 3°. Elle les met en ligne sur son site.	plusieurs variables font l'objet d'ajustements automatiques répondant à des critères objectifs et à une périodicité prévus dans le prospectus complet, le public est informé de ces ajustements au plus tard sept jours ouvrés après la mise en œuvre de ces ajustements. La société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale des informations mentionnées aux 1°, 2° et 3°. Elle les met en ligne sur son site.	
II. - Le prospectus complet des OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 comprend également des informations spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé, selon les modalités précisées par une instruction de l'AMF. Le prospectus complet est rendu public au plus tard le jour où paraît l'avis de l'entreprise de marché annonçant l'admission aux négociations des parts ou actions de l'OPCVM. Le prospectus doit faire l'objet d'une diffusion effective sous l'une des formes suivantes : 1° Publication du prospectus simplifié dans au moins un quotidien d'information économique et financière de diffusion nationale ;	II. - Le prospectus des OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 comprend également des informations spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé, selon les modalités précisées par une instruction de l'AMF. Le prospectus est rendu public au plus tard le jour où paraît l'avis de l'entreprise de marché annonçant l'admission aux négociations des parts ou actions de l'OPCVM. Le prospectus doit faire l'objet d'une diffusion effective sous l'une des formes suivantes : 1° Publication du document d'information clé pour l'investisseur dans au moins un quotidien d'information économique et financière de diffusion nationale ;	II. - Le prospectus des OPCVM mentionnés à l'article 411-56-1 comprend également des informations spécifiques à l'admission aux négociations sur un marché réglementé, selon les modalités précisées par une instruction de l'AMF. Le prospectus est rendu public au plus tard le jour où paraît l'avis de l'entreprise de marché annonçant l'admission aux négociations des parts ou actions de l'OPCVM. Le prospectus doit faire l'objet d'une diffusion effective sous l'une des formes suivantes : 1° Publication du document d'information clé pour l'investisseur dans au moins un quotidien d'information économique et financière de diffusion nationale ;	Les OPCVM indiciels ont toujours un DICI, il n'est donc pas utile d'écarter, même partiellement, l'application de cet article pour les OPCVM non coordonnés.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
2° Mise à disposition gratuitement du prospectus complet au siège de la société de gestion de portefeuille et auprès des établissements désignés par elle, et publication d'un résumé du prospectus, selon les mêmes modalités qu'au 1°, ou d'un communiqué, dont la société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale, qui précise les modalités de la mise à disposition. Une copie du prospectus complet est adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande et la version électronique du prospectus complet est mise en ligne sur le site de la société de gestion de portefeuille et envoyée à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.	2° Mise à disposition gratuitement du prospectus complet au siège de la société de gestion de portefeuille et auprès des établissements désignés par elle, et publication d'un résumé du prospectus, selon les mêmes modalités qu'au 1°, ou d'un communiqué, dont la société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale, qui précise les modalités de la mise à disposition. Une copie du prospectus est adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande et la version électronique du prospectus est mise en ligne sur le site de la société de gestion de portefeuille et envoyée à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.	2° Mise à disposition gratuitement du prospectus complet au siège de la société de gestion de portefeuille et auprès des établissements désignés par elle, et publication d'un résumé du prospectus, selon les mêmes modalités qu'au 1°, ou d'un communiqué, dont la société de gestion de portefeuille s'assure de la diffusion effective et intégrale, qui précise les modalités de la mise à disposition. Une copie du prospectus est adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande et la version électronique du prospectus est mise en ligne sur le site de la société de gestion de portefeuille et envoyée à l'AMF aux fins de mise en ligne sur son site.	
III. - Les documents comptables prévus à l'article L. 214-8 du code monétaire et financier sont publiés selon les modalités prévues par une instruction de l'AMF.	III. - Les documents comptables prévus à l'article L. 214-8 du code monétaire et financier sont publiés selon les modalités prévues par une instruction de l'AMF.	III. - Les documents comptables prévus à l'article L. 214-8 du code monétaire et financier sont publiés selon les modalités prévues par une instruction de l'AMF.	
Sous-section 6 - COMMERCIALISATION SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE D'OPCVM ÉTRANGERS	**Sous-section 3 - Passeport**	**Sous-section 6- COMMERCIALISATION SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE D'OPCVM ÉTRANGERS**	
Article 411-60	**Article 411-135**	**Article 412-28**	
En vue de la commercialisation soit d'OPCVM originaires d'un État non membre de la Communauté européenne	En vue de sa commercialisation dans d'autres États parties à l'accord sur l'Espace économique européen, un	**En vue de la commercialisation soit d'OPCVM originaires d'un État non membre de ~~la Communauté~~**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
ou d'un État non partie à l'accord sur l'Espace économique européen, soit d'OPCVM originaires d'autres États membres de la Communauté européenne ou d'autres États parties à l'accord sur l'Espace économique européen mais ne bénéficiant pas de la reconnaissance mutuelle des agréments prévue par la directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985, un dossier est soumis pour autorisation préalable à l'AMF, dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Cette instruction précise la procédure ainsi que les informations à transmettre à la suite de l'autorisation de commercialisation.	OPCVM français bénéficiant de la procédure de reconnaissance mutuelle des agréments prévue par la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009, transmet au préalable à l'Autorité des marchés financiers une lettre de notification. Les modalités de transmission de cette lettre de notification, son contenu et els documents relatifs à l'OPCVM qui doivent y être joints sont précisés par une instruction. L'OPCVM ou sa société de gestion veille à ce qu'une copie électronique de chaque document joint à la lettre de notification soit disponible sur le site web de la société de gestion ou un autre site web indiqué par l'OPCVM ou sa société de gestion dans la lettre de notification ou dans ses mises à jour. Tout document mis à disposition sur un site web est fourni sous un format électronique d'usage courant. L'OPCVM ou sa société de gestions assure l'accès de l'État membre d'accueil de l'OPCVM au site web.	~~européenne ou d'un État non partie à l'accord sur l'Espace économique européen~~**, l'Union européenne, soit d'OPCVM originaires d'autres États membres de** ~~la Communauté européenne ou d'autres États parties à l'accord sur l'Espace économique européen~~ **l'Union européenne, mais ne bénéficiant pas de la reconnaissance mutuelle des agréments prévue par la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009, un dossier est soumis pour autorisation préalable à l'AMF, dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.** **Cette instruction précise la procédure ainsi que les informations à transmettre à la suite de l'autorisation de commercialisation.**	
Article 411-61	**Article 411-136**		
Les dispositions des *(Arrêté du 15 avril*	L'AMF s'assure que le dossier de		Transposé dans la partie commercialisation.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
2005) « articles 411-50, 411-53 et 411-53-1 » s'appliquent à la commercialisation des OPCVM mentionnés aux articles 411-57 et 411-60. *(Arrêté du 15 avril 2005)* « La demande d'autorisation de commercialisation sur le territoire de la République française d'un OPCVM mentionné aux articles 411-57 et 411-60 est accompagnée d'une attestation de sa société de gestion certifiant qu'il respecte les dispositions de l'article 411-53-1. »	demande d'autorisation de commercialisation composé de la lettre de notification et des documents d'information de l'OPCVM, transmis par celui-ci, est complet. L'AMF transmet ensuite ce dossier de aux autorités compétentes de(s) État(s) membre(s) dans le(s)quel(s) l'OPCVM se propose de commercialiser ses parts, au plus tard dix jours ouvrables suivant la date de réception dudit dossier. L'AMF y joint une attestation certifiant que l'OPCVM remplit les conditions imposées par la Directive 2009/65/CE. Après transmission du dossier, l'AMF notifie sans délai cette transmission à l'OPCVM. La société de gestion peut commercialiser les parts ou actions dudit OPCVM dans l'État membre d'accueil à compter de la date de cette notification. La lettre de notification est fournie à l'AMF en français et dans la langue exigée par la réglementation de l'Etat d'accueil. L'attestation de conformité est rédigée en français (ou en anglais) ainsi que		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	dans la langue officielle de l'Etat où l'OPCVM sera commercialisé, si la réglementation dudit Etat l'exige.		
	Article 411-137		
	L'OPCVM étranger désigne un ou plusieurs correspondants, dont un correspondant centralisateur, établis en France dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF. Le ou les correspondants doivent appartenir à l'une des catégories mentionnées à l'article 1er de l'arrêté du 1er de l'arrêté du 6 septembre 1989. Le ou les correspondants sont contractuellement chargés d'assurer les services financiers suivants : 1° Traitement des demandes de souscription et de rachat ; 2° Paiement des coupons et dividendes ; 3° Mise à disposition des documents d'information aux investisseurs ; 4° Information particulière des porteurs dans les cas prévus par une instruction de l'AMF. Le correspondant centralisateur est chargé d'acquitter le droit fixe annuel, conformément à l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier.		
	Article 411-138		
	1.L'OPCVM qui commercialise ses		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	parts dans un autre Etat membre fournit aux investisseurs qui se trouvent sur le territoire de cet État membre toutes les informations et tous les documents qu'il est tenu de fournir aux investisseurs français conformément à l'article L. 214-43 Ces informations et ces documents sont fournis aux investisseurs dans le respect des dispositions suivantes : a) sans préjudices des dispositions de la Section 5 du présent Chapitre, ces informations ou documents sont fournis aux investisseurs conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives de l'État membre d'accueil de l'OPCVM; b) le Document d'Informations clés pour l'Investisseur est traduit dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM ou dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre; c) les autres informations et documents sont traduits, au choix de l'OPCVM, dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'accueil de l'OPCVM, dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre ou dans une langue		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Projet de rédaction du Livre IV concernant les OPCVM coordonnés	Propositions	Commentaires
	usuelle dans la sphère financière internationale; et d) les traductions d'informations et de documents au titre des points b) et c) sont fournies sous la responsabilité de l'OPCVM et elles sont le reflet fidèle des informations originales. 2. Les exigences énoncées au paragraphe 1 s'appliquent également à toutes les modifications des informations et documents visés audit paragraphe. 3. La fréquence de publication, du prix d'émission, de vente, de rachat ou de remboursement des parts de l'OPCVM est conforme à l'article 411-23 du Règlement général de l'AMF.		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
CHAPITRE II - Autres OPCVM	**CHAPITRE II - Autres OPCVM**	
Section 2 - Dispositions particulières aux OPCVM tous souscripteurs	**Section 2 - Dispositions particulières aux OPCVM tous souscripteurs**	
	Sous-section - 1 OPCVM à vocation générale	
	Article 412-30	
	Les dispositions de la section 1 du chapitre I du présent titre sont applicables aux OPCVM à vocation générale définis à l'article L. 214-48 du code monétaire et financier.	Application des dispositions sur l'agrément aux OPCVM à vocation générale.
Ce délai est ramené à huit jours ouvrés pour les SICAV dédiées mentionnées au 1° de l'article 411-12 et, le cas échéant, leurs compartiments.	**Les délais mentionnés aux articles 411-6 et 10 sont ramenés à huit jours ouvrés pour les OPCVM dédiés mentionnées à l'article L. 214-45 bis et, le cas échéant, leurs compartiments.**	Les SICAV dédiées ne sont pas prévues par la directive. Les dispositions les concernant ne sont pas reprises dans la partie OPCVM coordonnés. Il est proposé de les reprendre ici.
Sous-section 1 - Dispositions communes aux FCPR agréés	**Sous section 2 - Dispositions communes aux FCPR agréés**	
Article 414-1	**Article 412-31**	
Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières mentionnées au chapitre Ier du présent titre s'appliquent aux fonds communs de placement à risques (FCPR) régis par l'article L. 214-36 du code monétaire et financier y compris aux fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) régis par l'article L. 214-41 du code monétaire et financier et aux fonds d'investissement de proximité (FIP) régis par l'article L. 214-41-1 du même code,	**Les dispositions de la section 1 du chapitre I du présent titre** s'appliquent aux fonds communs de placement à risques (FCPR) régis par l'article L. 214-36 du code monétaire et financier y compris aux fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) régis par l'article L. 214-41 du code monétaire et financier et aux fonds d'investissement de proximité (FIP) régis par l'article L. 214-41-1 du même code. Par dérogation à l'article 412-2 les alinéas 2 à 4 du I et le	Le renvoi ne vise qu'à inclure les dispositions du chapitre OPCVM coordonnés non incluses dans la partie dispositions communes du chapitre « *autres OPCVM* ». Les dispositions communes applicables aux OPCVM non coordonnés seront applicables aux FCPR. Il n'est donc nécessaire de faire un renvoi qu'aux dispositions relatives à l'agrément. Il est en revanche proposé de maintenir les

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
à l'exception des alinéas 2 à 4 du I et le II de l'article 411-7, des articles 411-12 et 411-18 et des articles 411-51 et 411-52. Ces fonds sont également soumis aux dispositions suivantes.	II de l'article 411-7, les articles 411-12 et 411-18 et les articles 411-51 et 411-52, ne s'appliquent pas aux FCPR régis par la présente sous-section. Ces fonds sont également soumis aux dispositions suivantes.	dérogations actuelles aux dispositions communes (article qui renvoie aux dispositions de la partie OPCVM coordonnés).
Sous-section 1 - Constitution et agrément	**Paragraphe 1 - Constitution et agrément**	
Article 414-2	**Article 412-32**	
L'agrément d'un FCPR et, le cas échéant, de chaque compartiment est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF du dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF. Le silence gardé par l'AMF pendant un délai d'un mois à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF, vaut décision d'agrément. Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF lui notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de *(Arrêté du 26 octobre 2009)* « soixante » jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. À réception de l'intégralité des informations	L'agrément d'un FCPR et, le cas échéant, de chaque compartiment est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF du dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF. **Sans préjudice des dispositions du III de l'article 411-6, la société de gestion de portefeuille est informée, dans un délai d'un mois suivant la présentation de la demande, de l'octroi ou du refus de l'agrément du FCPR.** **Les délais mentionnés aux articles 411-6 et 10 sont ramenés à huit jours ouvrés pour les FCPR dédiés mentionnés à l'article L. 214-45 bis du code monétaire et financier et, le cas échéant, leurs compartiments.** Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF lui notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. À réception de	Il est proposé d'aligner le régime des FCPR sur le régime des OPCVM coordonnés à savoir : - Application du délai national d'un mois - Non reprise de l'obligation expresse d'avoir une demande complète. - En revanche il est proposé de reprendre la notification expresse de la décision qui ne figure pas dans le RGAMF mais qui est appliquée en pratique. Ajout des dispositions relatives aux FCPR dédiés.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet accusé de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder celui mentionné au deuxième alinéa.	l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet accusé de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder celui mentionné au deuxième alinéa.	
Article 414-3		
Le règlement du FCPR peut prévoir des catégories de parts donnant des droits différents sur l'actif net ou sur les produits du FCPR.		Il est proposé de ne pas reprendre cette possibilité qui figure déjà dans les dispositions communes.
Article 414-4	**Article 412-33**	
Le règlement du FCPR précise les droits attachés aux différentes catégories de parts, l'orientation de sa gestion, les règles que la société de gestion de portefeuille observe dans l'hypothèse où le FCPR se réserve la possibilité d'intervenir dans des acquisitions ou cessions de titres faisant intervenir des portefeuilles gérés ou conseillés par cette société de gestion de portefeuille ou des entreprises qui lui sont liées. Une instruction de l'AMF précise le contenu des rubriques du règlement du FCPR.	Le règlement du FCPR précise les droits attachés aux différentes catégories de parts, l'orientation de sa gestion, les règles que la société de gestion de portefeuille observe dans l'hypothèse où le FCPR se réserve la possibilité d'intervenir dans des acquisitions ou cessions de titres faisant intervenir des portefeuilles gérés ou conseillés par cette société de gestion de portefeuille ou des entreprises qui lui sont liées. Une instruction de l'AMF précise le contenu des rubriques du règlement du FCPR.	
Article 414-5	**Article 412-34**	
Les porteurs de parts d'un FCPR nourricier qui investit en permanence la totalité de son actif dans un FCPR sont informés de manière explicite des règles particulières applicables à ce type de fonds nourricier. Une instruction de l'AMF précise les modalités de cette information.	Les porteurs de parts d'un FCPR nourricier qui investit en permanence la totalité de son actif dans un FCPR sont informés de manière explicite des règles particulières applicables à ce type de fonds nourricier. Une instruction de l'AMF précise les modalités de cette information.	
Sous-section 2 - Règles de fonctionnement	**Paragraphe 2 - Règles de fonctionnement**	
Article 414-6	**Article 412-35**	
Une instruction de l'AMF définit les conditions dans lesquelles l'AMF délivre l'agrément lors des mutations affectant un FCPR. Le délai d'agrément est de *(Arrêté du 26 octobre 2009)* « huit jours ouvrés ».	Une instruction de l'AMF définit les conditions dans lesquelles l'AMF délivre l'agrément lors des mutations affectant un FCPR. Le délai d'agrément est de huit jours ouvrés.	Cohérent avec l'article 411-16.
Article 414-7	**Article 412-36**	
Les FCPR peuvent effectuer ou recevoir des apports en	Les FCPR peuvent effectuer ou recevoir des apports en	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
nature autres que ceux visés au premier l'alinéa de l'article 411-16. Lorsque l'apport est effectué entre un FCPR et une entreprise liée à la société de gestion de portefeuille du fonds ou entre plusieurs FCPR gérés par la même société de gestion de portefeuille, ces apports ne peuvent pas concerner des titres de capital ou de créance détenus depuis plus de douze mois. Ces apports sont évalués dans les conditions fixées par le règlement du FCPR.	nature autres que ceux visés au premier l'alinéa de l'article 411-16. Lorsque l'apport est effectué entre un FCPR et une entreprise liée à la société de gestion de portefeuille du fonds ou entre plusieurs FCPR gérés par la même société de gestion de portefeuille, ces apports ne peuvent pas concerner des titres de capital ou de créance détenus depuis plus de douze mois. Ces apports sont évalués dans les conditions fixées par le règlement du FCPR.	
Article 414-8	**Article 412-37**	
Un FCPR, un FCPI ou un FIP ne peut fusionner respectivement qu'avec un autre FCPR, FCPI ou FIP.	Un FCPR, un FCPI ou un FIP ne peut fusionner respectivement qu'avec un autre FCPR, FCPI ou FIP.	
Article 414-9	**Article 412-38**	
En cas de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs FCPR ou un ou plusieurs compartiments de FCPR, les porteurs de parts de FCPR disposent d'un délai de trois mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs parts. Cette faculté ne s'applique pas aux porteurs de parts de FCPR pendant la période mentionnée au 7 de l'article L. 214-36 du code monétaire et financier.	En cas de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs FCPR ou un ou plusieurs compartiments de FCPR, les porteurs de parts de FCPR disposent d'un délai de trois mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs parts. Cette faculté ne s'applique pas aux porteurs de parts de FCPR pendant la période mentionnée au 7 de l'article L. 214-36 du code monétaire et financier.	
Article 414-10	**Article 412-39**	
Lorsqu'un FCPR émet des parts différentes, la valeur liquidative de chaque type de part, émise lors de la première libération totale ou partielle de leur prix de souscription ou lors de libérations ultérieures, est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant au type de part concernée par le nombre de parts dont les caractéristiques sont identiques. Les modalités de calcul sont explicitées dans la notice d'information et le règlement du FCPR.	Lorsqu'un FCPR émet des parts différentes, la valeur liquidative de chaque type de part, émise lors de la première libération totale ou partielle de leur prix de souscription ou lors de libérations ultérieures, est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant au type de part concernée par le nombre de parts dont les caractéristiques sont identiques. Les modalités de calcul sont explicitées dans la notice d'information et le règlement du FCPR.	
Article 414-11	**Article 412-40**	
Le montant net des honoraires perçus par la société de gestion de portefeuille à raison de prestations de	Le montant net des honoraires perçus par la société de gestion de portefeuille à raison de prestations de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
conseils fournies à des sociétés dont un FCPR détient des titres conduit à une diminution, au prorata de la participation détenue, de la commission à laquelle cette société de gestion de portefeuille a droit au titre de la gestion de ce fonds. Une instruction de l'AMF précise les conditions d'application du présent article.	conseils fournies à des sociétés dont un FCPR détient des titres conduit à une diminution, au prorata de la participation détenue, de la commission à laquelle cette société de gestion de portefeuille a droit au titre de la gestion de ce fonds. Une instruction de l'AMF précise les conditions d'application du présent article.	
Sous-section 3 - Information du public	**Paragraphe 3 - Information du public**	
Article 414-12	**Article 412-41**	
Le prospectus complet des FCPR est constitué par deux documents : la notice d'information et le règlement du fonds. Le contenu de ces documents, notamment pour l'information relative aux frais, est fixé par une instruction de l'AMF. Lorsque le règlement d'un FCPR prévoit l'attribution de parts dites parts de plus-values dans les conditions fixées aux troisième et quatrième alinéas du II de l'article R. 214-47 du code monétaire et financier1, le règlement doit présenter les caractéristiques de ces parts, le risque pris par leurs porteurs et la nature de ces porteurs dès lors que ceux-ci ne sont pas uniquement la société de gestion de portefeuille, ses dirigeants et ses salariés.	Le prospectus des FCPR **est composé du règlement du FCPR dont le contenu, notamment pour l'information relative aux frais, est fixé par une instruction de l'AMF.** Lorsque le règlement d'un FCPR prévoit l'attribution de parts dites parts de plus-values dans les conditions fixées aux troisième et quatrième alinéas du II de l'article R. 214-47 du code monétaire et financier, le règlement doit présenter les caractéristiques de ces parts, le risque pris par leurs porteurs et la nature de ces porteurs dès lors que ceux-ci ne sont pas uniquement la société de gestion de portefeuille, ses dirigeants et ses salariés.	Passage au DICI : suppression de la notice d'information.
Article 414-13	**Article 412-42**	
Le règlement du FCPR peut prévoir que le FCPR ne publie sa valeur liquidative qu'au moins deux fois par an.	Le règlement du FCPR peut prévoir que le FCPR ne publie sa valeur liquidative qu'au moins deux fois par an.	
Article 414-13-A		
Par dérogation aux articles 414-10, 414-12 et 414-13-1, il peut être établi un document d'information clé pour l'investisseur comportant les éléments correspondant à ceux listés à l'article 4 du règlement (UE) n° 583/2010 du 1er juillet 2010, qui tient lieu de notice d'information.		Disposition transitoire qui sera devenue sans objet.
Sous-section 4 - Règles de distribution		
Article 414-13-1		
La notice d'information doit être remise préalablement à		Il est proposé de ne pas reprendre ces dispositions

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
toute souscription. Cette remise est gratuite et peut être effectuée par tout moyen. Pour un FCPR à compartiments, postérieurement à la première souscription et sous réserve qu'aucune modification n'ait affecté le FCPR ou ses compartiments, il peut n'être remis que l'extrait de la notice d'information relatif au compartiment souscrit.		qui figurent dans les dispositions communes. Un sous-paragraphe 4 sera créé s'il est décidé de maintenir l'alinéa 2 de cet article.
Article 414-13-2		
Au moment de la souscription, il est précisé les modalités d'obtention du règlement du FCPR, du dernier rapport annuel et de la dernière composition de l'actif ainsi que, le cas échéant, l'adresse électronique où se procurer ces documents. Ces documents doivent être disponibles sur simple demande écrite du porteur dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. Sur option exercée par le porteur, ces documents doivent pouvoir lui être adressés sous forme électronique. Le règlement du FCPR, le dernier rapport annuel et la dernière composition de l'actif sont tenus à disposition du public sur un site électronique ou, à défaut, doivent être adressés sur simple demande écrite.		Il est proposé de ne pas reprendre ces dispositions qui figurent dans les dispositions communes.
Section 3 **Dispositions particulières applicables aux OPCVM réservés à certains investisseurs**	**Section 3** **Dispositions particulières applicables aux OPCVM réservés à certains investisseurs**	
Sous-section 1 **Organismes de placement collectif en valeurs mobilières à règles d'investissement allégées**	**Sous-section 1** **Organismes de placement collectif en valeurs mobilières à règles d'investissement allégées**	
Article 411-34	**Article 412-43**	
Les fonds d'investissement au sens de l'article R. 214-5 du code monétaire et financier répondent en permanence aux critères suivants : 1° Leurs porteurs ou actionnaires sont titulaires de droits réels opposables sur leurs actifs ;	Les fonds d'investissement au sens de l'*article R. 214-5 du code monétaire et financier* répondent en permanence aux critères suivants : 1° Leurs porteurs ou actionnaires sont titulaires de droits réels opposables sur leurs actifs ;	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
2° Leurs actifs sont conservés, au sens de l'article 323-2, de manière distincte des actifs propres du conservateur et de ses mandataires ; 3° Ils diffusent une information régulière et adéquate et, en particulier, leurs parts ou actions font l'objet d'une valorisation appropriée sur une base au moins mensuelle et sont soumis à une obligation légale d'audit ou de certification légale au moins annuelle des comptes ; 4° Ils ne sont pas domiciliés dans des pays ou territoires non coopératifs tels qu'identifiés par le GAFI.	2° Leurs actifs sont conservés, au sens de l'article 323-2, de manière distincte des actifs propres du conservateur et de ses mandataires ; 3° Ils diffusent une information régulière et adéquate et, en particulier, leurs parts ou actions font l'objet d'une valorisation appropriée sur une base au moins mensuelle et sont soumis à une obligation légale d'audit ou de certification légale au moins annuelle des comptes ; 4° Ils ne sont pas domiciliés dans des pays ou territoires non coopératifs tels qu'identifiés par le GAFI.	
Sous-section 2 **OPCVM à règles d'investissement allégées avec ou sans effet de levier**	**Sous-section 2** **OPCVM à règles d'investissement allégées relevant des articles L. 214-xx du code monétaire et financier**	Il est proposé de modifier l'intitulé de façon à viser ici les OPCVM ARIA 1 et 2 qu'il est prévu de fusionner. L'intitulé de cette sous-section devrait comporter le la nouvelle dénomination qui sera donnée à ce type de fonds.
Article 413-1	**Article 412- 44**	
Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières mentionnées au chapitre 1er du présent titre s'appliquent aux OPCVM à règles d'investissement allégées mentionnés aux sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier, à l'exception des deuxième et troisième alinéas de l'article 411-54. Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.	*Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières mentionnées au chapitre 1er du présent titre s'appliquent aux OPCVM à règles d'investissement allégées mentionnés aux sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier, à l'exception des deuxième et troisième alinéas de l'article 411-54.* Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.	Il sera prévu que les dispositions de la partie sur les dispositions communes des OPCVM non coordonnés relatives au DICI ne s'appliquent pas aux OPCVM ARIA.
Paragraphe 1 – **Conditions de souscription et d'acquisition**	**Paragraphe 1** **Conditions de souscription et d'acquisition**	
Article 413-2	**Article 412- 45**	
La souscription et l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM à règles d'investissement allégées mentionnés aux sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe	La souscription et l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM à règles d'investissement allégées *mentionnés aux sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe*	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier2 sont réservées : 1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de l'article L. 214-35-1 du code monétaire et financier ; 2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ; 3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ; 4° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins 10 000 euros et qui ont occupé pendant au moins un an, dans le secteur financier, une position professionnelle leur ayant permis d'acquérir une connaissance de la stratégie mise en oeuvre par l'OPCVM qu'ils envisagent de souscrire ; 5° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos : *a)* Total du bilan social supérieur à 20 000 000 d'euros ; *b)* Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 d'euros ; *c)* Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 d'euros. 6° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 10 000 euros et qui détiennent, pour une valeur totale supérieure ou égale à 1 000 000 d'euros, des dépôts, des produits d'assurance vie ou un portefeuille d'instruments financiers ; 7° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale 125 000 euros.	*1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier* sont réservées : 1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de *l'article L. 214-35-1 du code monétaire et financier* ; 2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ; 3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ; 4° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins 10 000 euros et qui ont occupé pendant au moins un an, dans le secteur financier, une position professionnelle leur ayant permis d'acquérir une connaissance de la stratégie mise en oeuvre par l'OPCVM qu'ils envisagent de souscrire ; 5° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos : *a)* Total du bilan social supérieur à 20 000 000 d'euros ; *b)* Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 d'euros ; *c)* Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 d'euros. 6° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 10 000 euros et qui détiennent, pour une valeur totale supérieure ou égale à 1 000 000 d'euros, des dépôts, des produits d'assurance vie ou un portefeuille d'instruments financiers ; 7° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale 125 000 euros.	
Article 413-3	**Article 412- 46**	
Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM à règles d'investissement allégées	Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM à règles d'investissement allégées	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
est réalisée par un non-résident en France à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ces OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.	est réalisée par un non-résident en France à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ces OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.	
Article 413-4		
(Supprimé, Arrêté du 18 mars 2008)		
Article 413-5	**Article 412- 47**	
Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition d'un OPCVM à règles d'investissement allégées s'accompagne d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de cet OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-2. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un OPCVM pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires.	Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition d'un OPCVM à règles d'investissement allégées s'accompagne d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de cet OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à *l'article 413-2.* Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un OPCVM pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires.	
Article 413-6	**Article 412-48**	
L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de l'OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-2.	L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de l'OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à *l'article 413-2*.	
Article 413-7	**Article 412- 49**	
Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus complet de l'OPCVM s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des articles 413-5 et 411-51. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée à l'article 413-6.	Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des articles *413-5 et 411-51*. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée à *l'article 413-6*.	Mise à jour.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Article 413-8	**Article 412-50**	
Le prospectus complet de l'OPCVM peut prévoir, entre la date de centralisation de l'ordre de souscription ou de rachat et la date de livraison ou de règlement des parts ou actions par le dépositaire pour le compte de l'OPCVM, un délai qui ne peut excéder : 1° Quinze jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative est quotidienne ; 2° Soixante jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative n'est pas quotidienne. Le prospectus complet doit indiquer la date de centralisation de l'ordre de souscription et de rachat des parts ou actions de l'OPCVM, la date d'établissement de la valeur liquidative et la date à laquelle celle-ci sera, au plus tard, calculée et publiée. La date de calcul et la date de publication de la valeur liquidative sont concomitantes.	Le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM peut prévoir, entre la date de centralisation de l'ordre de souscription ou de rachat et la date de livraison ou de règlement des parts ou actions par le dépositaire pour le compte de l'OPCVM, un délai qui ne peut excéder : 1° Quinze jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative est quotidienne ; 2° Soixante jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative n'est pas quotidienne. Le prospectus ~~complet~~ doit indiquer la date de centralisation de l'ordre de souscription et de rachat des parts ou actions de l'OPCVM, la date d'établissement de la valeur liquidative et la date à laquelle celle-ci sera, au plus tard, calculée et publiée. La date de calcul et la date de publication de la valeur liquidative sont concomitantes.	Mise à jour. Mise à jour.
Article 413-9	**Article 412- 51**	
La commission de gestion des OPCVM à règles d'investissement allégées régis par les sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier peut comprendre une part variable acquise dès le premier euro de performance. Les modalités de calcul et de paiement de cette commission sont précisées dans le prospectus complet.	La commission de gestion des OPCVM à règles d'investissement allégées *régis par les sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier* peut comprendre une part variable acquise dès le premier euro de performance. Les modalités de calcul et de paiement de cette commission sont précisées dans le prospectus ~~complet~~.	Mise à jour.
Article 413-9-1	**Article 412- 52**	
Par dérogation aux articles 411-45-1, 411-50, 411-51, 411-56-2 et 413-1, l'OPCVM à règles d'investissement allégées avec ou sans effet de levier n'établit pas de prospectus simplifié. La référence au prospectus simplifié est remplacée par la référence à la note détaillée.	Par dérogation aux articles *411-45-1, 411-50, 411-51, 411-56-2 et 413-1,* l'OPCVM à règles d'investissement allégées avec ou sans effet de levier n'établit pas de ~~prospectus simplifié~~ **document d'information clé pour l'information**. La référence au ~~prospectus simplifié~~ **document d'information clé pour l'information** est	Mise à jour.

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
	remplacée par la référence à la note détaillée.	
Paragraphe 2 - Valeur liquidative	**Paragraphe 2 - Valeur liquidative**	
Article 413-10	**Article 412- 53**	
Le prospectus complet de l'OPCVM prévoit une publication au moins mensuelle de sa valeur liquidative.	Le prospectus ~~complet~~ de l'OPCVM prévoit une publication au moins mensuelle de sa valeur liquidative.	Mise à jour.
Article 413-11	/	
(Supprimé, Arrêté du 26 octobre 2009)	/	
	Paragraphe 3 Calcul du risque global	
	Article 412-54	
	I. Par dérogation au 3° de l'article 411-76, lorsque l'OPCVM à règles d'investissement allégées utilise la possibilité prévue *au III de l'article R. 214-85 du code monétaire et financier* emploie la méthode du calcul de l'engagement, il tient compte de ces accords temporaires d'emprunt d'espèces dans le calcul du risque global.	Mesure existante dans la version précédente de l'article 411-44-2 traitant des actuels OPCVM ARIA EL.
	II. Par dérogation à l'article 411-78, lorsque l'OPCVM à règles d'investissement allégées utilise la possibilité prévue *au III de l'article R. 214-85 du code monétaire et financier*, la valeur en risque maximum qu'il peut atteindre est limitée à 30% de la valeur de marché de son actif net.	Pour les actuels OPCVM ARIA EL : $VaR(95\%,5\,jours) = 10\%$ Cependant la norme dans les recommandations CESR est la VaR avec un intervalle de confiance à 99% avec un horizon à 1 mois (20 jours ouvrables). Un seuil à 30% pourrait être utilisé dans ces conditions pour les OPCVM ARIA EL.
Section 2 OPCVM à règles d'investissement allégées de fonds alternatifs	**Section 2 OPCVM à règles d'investissement allégées de fonds alternatifs**	
Article 413-12	**Article 412- 55**	
Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières mentionnées au chapitre 1er du présent titre s'appliquent aux OPCVM à règles d'investissement allégées mentionnés au sous-paragraphe 3 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier, à l'exception des	Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières mentionnées au *chapitre 1er du présent titre* s'appliquent aux OPCVM à règles d'investissement allégées *mentionnés au sous-paragraphe 3 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier, à l'exception des deuxième et troisième*	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
deuxième et troisième alinéas de l'article 411-54. Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.	*alinéas de l'article 411-54*. Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.	
Paragraphe 1 - Conditions de souscription et d'acquisition	**Paragraphe 1 - Conditions de souscription et d'acquisition**	
Article 413-13	**Article 412- 56**	
La souscription et l'acquisition des parts ou actions des OPCVM mentionnés au sous-paragraphe 3 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier3 sont réservées : 1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de l'article L. 214-35-1 du code monétaire et financier ; 2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ; 3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ; 4° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos : *a)* Total du bilan social supérieur à 20 000 000 d'euros ; *b)* Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 d'euros ; *c)* Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 d'euros ; 5° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale 10 000 euros lorsque l'OPCVM ne garantit pas le capital souscrit ; 6° A tout investisseur lorsque l'OPCVM garantit le capital souscrit et bénéficie lui-même d'une garantie, ou fait bénéficier ses porteurs d'une garantie.	La souscription et l'acquisition des parts ou actions des OPCVM *mentionnés au sous-paragraphe 3 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier* sont réservées : 1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de *l'article L. 214-35-1 du code monétaire et financier* ; 2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ; 3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ; 4° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos : *a)* Total du bilan social supérieur à 20 000 000 d'euros ; *b)* Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 d'euros ; *c)* Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 d'euros ; 5° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale 10 000 euros lorsque l'OPCVM ne garantit pas le capital souscrit ; 6° A tout investisseur lorsque l'OPCVM garantit le capital souscrit et bénéficie lui-même d'une garantie, ou fait bénéficier ses porteurs d'une garantie.	
Article 413-14		
(Supprimé, Arrêté du 18 mars 2008)	/	
Article 413-15	**Article 412- 57**	
Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM de fonds alternatifs est réalisée par	Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM de fonds alternatifs est réalisée par	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
un non résident en France à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition d'OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.	un non résident en France à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition d'OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.	
Article 413-16	**Article 412- 58**	
Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition d'un OPCVM de fonds alternatifs s'accompagne d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de ces OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-13. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un OPCVM pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires.	Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition d'un OPCVM de fonds alternatifs s'accompagne d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de ces OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à *l'article 413-13*. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un OPCVM pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires.	
Article 413-17	**Article 412- 59**	
L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de l'OPCVM de fonds alternatifs, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-13.	L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions de l'OPCVM de fonds alternatifs, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à *l'article 413-13*.	
Article 413-18	**Article 412- 60**	
Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus complet de l'OPCVM de fonds alternatifs s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des articles 413-16 et 411-51. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée à l'article 413-17.	Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus ~~**complet**~~ de l'OPCVM de fonds alternatifs s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des *articles 413-6 et 411-51*. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée à *l'article 413-17*.	Mise à jour.
Article 413-19	**Article 412- 61**	
(Arrêté du 10 mai 2006)		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Le prospectus complet de l'OPCVM peut prévoir, entre la date de centralisation de l'ordre de souscription ou de rachat et la date de livraison ou de règlement des parts ou actions par le dépositaire pour le compte de l'OPCVM, un délai qui ne peut excéder : 1° Quinze jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative est quotidienne ; 2° Soixante jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative n'est pas quotidienne. Le prospectus complet doit indiquer la date de centralisation de l'ordre de souscription et de rachat des parts ou actions de l'OPCVM, la date d'établissement de la valeur liquidative et la date à laquelle celle-ci sera, au plus tard, calculée et publiée. La date de calcul et la date de publication de la valeur liquidative sont concomitantes.	Le prospectus ~~**complet**~~ de l'OPCVM peut prévoir, entre la date de centralisation de l'ordre de souscription ou de rachat et la date de livraison ou de règlement des parts ou actions par le dépositaire pour le compte de l'OPCVM, un délai qui ne peut excéder : 1° Quinze jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative est quotidienne ; 2° Soixante jours lorsque la périodicité d'établissement de la valeur liquidative n'est pas quotidienne. Le prospectus ~~**complet**~~ doit indiquer la date de centralisation de l'ordre de souscription et de rachat des parts ou actions de l'OPCVM, la date d'établissement de la valeur liquidative et la date à laquelle celle-ci sera, au plus tard, calculée et publiée. La date de calcul et la date de publication de la valeur liquidative sont concomitantes.	Mises à jour.
Article 413-20	**Article 412- 62**	
La commission de gestion des OPCVM à règles d'investissement allégées régis par le sous-paragraphe 3 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier peut comprendre une part variable acquise dès le premier euro de performance. Les modalités de calcul et de paiement de cette commission sont précisées dans le prospectus complet.	La commission de gestion des OPCVM à règles d'investissement allégées régis par *le sous-paragraphe 3 du paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 1 du chapitre IV du titre I du livre II de la partie réglementaire du code monétaire et financier* peut comprendre une part variable acquise dès le premier euro de performance. Les modalités de calcul et de paiement de cette commission sont précisées dans le prospectus ~~**complet**~~.	Mise à jour.
Paragraphe 2 - Valeur liquidative	**Paragraphe 2 - Valeur liquidative**	
Article 413-21	**Article 412- 63**	
Le prospectus complet de l'OPCVM de fonds alternatifs prévoit une publication au moins mensuelle de sa valeur liquidative.	Le prospectus ~~**complet**~~ de l'OPCVM de fonds alternatifs prévoit une publication au moins mensuelle de sa valeur liquidative.	Mise à jour.
Section 3 Dispositions particulières aux OPCVM déclarés	**Section 3 Dispositions particulières aux OPCVM déclarés**	
Sous-section 1 Déclaration	**Sous-section 1 Déclaration**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Article 413-23	**Article 412-64**	
L'obligation de déclaration prévue à l'article L. 214-35-4 du code monétaire et financier est satisfaite par le dépôt auprès de l'AMF d'un dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF. Cette déclaration doit intervenir dans le mois qui suit l'établissement de l'attestation ou du certificat de dépôt de l'OPCVM ou d'un compartiment mentionnée à l'article 411-7-2. Un avis de réception de la déclaration est adressé dans les huit jours ouvrés qui suivent cette réception.	L'obligation de déclaration prévue aux articles L. 214-35-4, L. 214-37 et L. 214-38-1 du code monétaire et financier est satisfaite par le dépôt auprès de l'AMF d'un dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF. Cette déclaration doit intervenir dans le mois qui suit l'établissement de l'attestation ou du certificat de dépôt de l'OPCVM ou d'un compartiment mentionnée à l'article 411-7-2. Un avis de réception de la déclaration est adressé dans les huit jours ouvrés qui suivent cette réception.	Il est proposé de maintenir la procédure actuelle de déclaration à l'AMF. Fusion des articles 413-23 (OPCVM contractuels), 414-15 (FCPR bénéficiant d'une procédure allégée) et 414-34 (FCPR contractuels). Il sera prévu que les dispositions de la partie sur les dispositions communes des OPCVM non coordonnés relatives au DICI ne s'appliquent pas aux OPCVM déclarés.
Article 414-15		
L'obligation de déclaration prévue à l'article L. 214-37 du code monétaire et financier est satisfaite par le dépôt auprès de l'AMF d'un dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF. Cette déclaration doit intervenir dans le mois qui suit l'établissement de l'attestation de dépôt prévu à l'article 414-17. Un avis de réception de la déclaration est adressé dans les huit jours ouvrés qui suivent cette réception.		Fusion des articles 413-23 (OPCVM contractuels), 414-15 (FCPR bénéficiant d'une procédure allégée) et 414-34 (FCPR contractuels).
Article 414-34		
L'obligation de déclaration prévue à l'article L. 214-38-1 du code monétaire et financier est satisfaite par le dépôt auprès de l'AMF d'un dossier comportant les éléments précisés par une instruction de l'AMF. Cette déclaration doit intervenir dans le mois qui suit l'établissement de l'attestation de dépôt prévue à l'article 414-38. Un avis de réception de la déclaration est adressé dans les huit jours ouvrés qui suivent cette réception.		Fusion des articles 413-23 OPCVM contractuels), 414-15(FCPR bénéficiant d'une procédure allégée) et 414-34 FCPR contractuels).
Sous-section 2 – OPCVM contractuels	**Sous-section 2 – OPCVM contractuels**	
Article 413-22	**Article 412-65**	
Les OPCVM contractuels régis par l'article L. 214-35-2 et suivants du code monétaire et financier sont soumis	Les OPCVM contractuels régis par l'article L. 214-35-2 du code monétaire et financier sont soumis aux	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
aux dispositions de la présente section.	dispositions de la présente section.	
Paragraphe 1 - Constitution	**Paragraphe 1 - Constitution**	
Article 413-24	**Article 412-66**	
Le recueil des souscriptions ne peut intervenir qu'après établissement du prospectus complet de l'OPCVM. Le prospectus complet est remis aux souscripteurs préalablement à la souscription ou l'acquisition des parts ou actions.	Le recueil des souscriptions ne peut intervenir qu'après établissement du prospectus ~~**complet**~~ de l'OPCVM. Le prospectus ~~**complet**~~ est remis aux souscripteurs préalablement à la souscription ou l'acquisition des parts ou actions.	Mises à jour.
Article 413-25	**Article 412-67**	
Le prospectus complet est composé des documents suivants dont les rubriques sont précisées par une instruction de l'AMF : 1° Une note détaillée mentionnant l'identité de la société de gestion de portefeuille et du dépositaire et précisant les règles d'investissement et de fonctionnement de l'OPCVM ainsi que l'ensemble des modalités de rémunération directe et indirecte de la société de gestion de portefeuille et du dépositaire ; 2° Le règlement ou les statuts de l'OPCVM.	Le prospectus ~~**complet**~~ est composé des documents suivants dont les rubriques sont précisées par une instruction de l'AMF : 1° Une note détaillée mentionnant l'identité de la société de gestion de portefeuille et du dépositaire et précisant les règles d'investissement et de fonctionnement de l'OPCVM ainsi que l'ensemble des modalités de rémunération directe et indirecte de la société de gestion de portefeuille et du dépositaire ; 2° Le règlement ou les statuts de l'OPCVM.	Mise à jour.
Article 413-26		
(Supprimé, Arrêté du 26 octobre 2009)		
Article 413-27	**Article 412-68**	
Le prospectus complet indique de manière explicite qu'il s'agit d'un OPCVM contractuel non soumis à l'agrément de l'AMF.	Le prospectus ~~**complet**~~ indique de manière explicite qu'il s'agit d'un OPCVM contractuel non soumis à l'agrément de l'AMF.	Mise à jour.
Article 413-28	**Article 412-69**	
Les articles 411-3, 411-4, *(Arrêté du 4 mars 2009)* « le premier alinéa de l'article 411-7-2 », les articles 411-8 et 411-11 s'appliquent aux OPCVM contractuels.	Les articles 411-3, 411-4, le premier alinéa de l'article 411-7-2, les articles 411-8 et 411-11 s'appliquent aux OPCVM contractuels.	
Paragraphe 2 - Modalités de fonctionnement	**Paragraphe 2 - Modalités de fonctionnement**	
Article 413-29	**Article 412-70**	
L'AMF peut exercer à l'égard de toute personne qui distribue des OPCVM contractuels les prérogatives mentionnées à l'article 314-30.	L'AMF peut exercer à l'égard de toute personne qui distribue des OPCVM contractuels les prérogatives mentionnées à l'article 314-30.	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Les communications à caractère promotionnel relatives aux OPCVM contractuels ou à des compartiments doivent mentionner l'existence d'un prospectus simplifié et le lieu où il est tenu à disposition de l'investisseur.	Les communications à caractère promotionnel relatives aux OPCVM contractuels ou à des compartiments doivent mentionner l'existence d'un prospectus simplifié et le lieu où il est tenu à disposition de l'investisseur.	
Article 413-30	**Article 412-71**	
La commission de gestion des OPCVM contractuels peut comprendre une part variable acquise dès le premier euro de performance. Les modalités de calcul et de paiement sont précisées dans le prospectus complet.	La commission de gestion des OPCVM contractuels peut comprendre une part variable acquise dès le premier euro de performance. Les modalités de calcul et de paiement sont précisées dans le prospectus ~~complet~~.	Mise à jour.
Article 413-31	**Article 412-72**	
Les articles 411-53, 411-53-1 et 411-56 s'appliquent aux OPCVM contractuels.	Les articles 411-53, 411-53-1 et 411-56 s'appliquent aux OPCVM contractuels.	
Article 413-32	**Article 412-73**	
Les modalités et la périodicité de calcul de la valeur liquidative sont adaptées à la nature des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts détenus par l'OPCVM. Toutefois, le prospectus complet de l'OPCVM prévoit qu'il établit et publie sa valeur liquidative au moins trimestriellement.	Les modalités et la périodicité de calcul de la valeur liquidative sont adaptées à la nature des instruments financiers, contrats, valeurs et dépôts détenus par l'OPCVM. Toutefois, le prospectus complet de l'OPCVM prévoit qu'il établit et publie sa valeur liquidative au moins trimestriellement.	
Article 413-33	**Article 412-74**	
La transformation, la fusion, la scission ou la liquidation d'un OPCVM contractuel sont portées à la connaissance de l'AMF dans un délai maximum d'un mois après sa mise en oeuvre selon les modalités définies par une instruction de l'AMF. La modification entre en vigueur au plus tôt trois jours ouvrés après la diffusion effective de l'information aux actionnaires ou aux porteurs de parts de l'OPCVM. En cas de modification du prospectus, la SICAV ou la société de gestion de portefeuille doit transmettre, selon les modalités précisées par une instruction de l'AMF, un prospectus mis à jour au plus tard à la date de prise d'effet de la modification. La transmission du prospectus n'exonère pas la SICAV ou la société de gestion de	La transformation, la fusion, la scission ou la liquidation d'un OPCVM contractuel sont portées à la connaissance de l'AMF dans un délai maximum d'un mois après sa mise en œuvre selon les modalités définies par une instruction de l'AMF. La modification entre en vigueur au plus tôt trois jours ouvrés après la diffusion effective de l'information aux actionnaires ou aux porteurs de parts de l'OPCVM. En cas de modification du prospectus, la SICAV ou la société de gestion de portefeuille doit transmettre, selon les modalités précisées par une instruction de l'AMF, un prospectus mis à jour au plus tard à la date de prise d'effet de la modification. La transmission du prospectus n'exonère pas la SICAV ou la société de gestion de	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
portefeuille de la saisie, le cas échéant, des changements nécessaires dans la base de données GECO.	portefeuille de la saisie, le cas échéant, des changements nécessaires dans la base de données GECO.	
Article 413-34	**Article 412-75**	
L'article 411-14 s'applique aux OPCVM contractuels.	L'article 411-14 s'applique aux OPCVM contractuels.	
Paragraphe 3 - Souscription, acquisition, rachat et cession	**Paragraphe 3 - Souscription, acquisition, rachat et cession**	
Article 413-35	**Article 412-76**	
Les parts de FCP et les actions de SICAV sont émises à tout moment à la demande des porteurs et des actionnaires sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription. Toutefois, la souscription et l'acquisition des parts ou actions des OPCVM contractuels sont réservées : 1° Aux investisseurs mentionnés à l'article L. 214-35-3 du code monétaire et financier ; 2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ; 3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ; 4° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui ont occupé pendant au moins un an, dans le secteur financier, une position professionnelle leur ayant permis d'acquérir une connaissance de la stratégie mise en oeuvre par l'OPCVM qu'ils envisagent de souscrire ; 5° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos : *a)* Total du bilan social supérieur à 20 000 000 d'euros ; *b)* Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 d'euros ; *c)* Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 d'euros ; 6° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au	Les parts de FCP et les actions de SICAV sont émises à tout moment à la demande des porteurs et des actionnaires sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription. Toutefois, la souscription et l'acquisition des parts ou actions des OPCVM contractuels sont réservées : 1° Aux investisseurs mentionnés à l'article L. 214-35-3 du code monétaire et financier ; 2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ; 3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ; 4° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui ont occupé pendant au moins un an, dans le secteur financier, une position professionnelle leur ayant permis d'acquérir une connaissance de la stratégie mise en œuvre par l'OPCVM qu'ils envisagent de souscrire ; 5° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos : *a)* Total du bilan social supérieur à 20 000 000 d'euros ; *b)* Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 d'euros ; *c)* Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 d'euros ; 6° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
moins de 30 000 euros et qui détiennent, pour une valeur totale supérieure ou égale à 1 000 000 euros, des dépôts, des produits d'assurance vie ou un portefeuille d'instruments financiers ; 7° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale à 250 000 euros.	moins de 30 000 euros et qui détiennent, pour une valeur totale supérieure ou égale à 1 000 000 euros, des dépôts, des produits d'assurance vie ou un portefeuille d'instruments financiers ; 7° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale à 250 000 euros.	
Article 413-35-1	**Article 412-77**	
Par dérogation à l'article 413-35, un OPCVM contractuel né de la scission d'un autre OPCVM peut être ouvert à tout porteur de parts ou actionnaire de l'OPCVM scindé lorsque les conditions suivantes sont réunies :	Par dérogation à l'article 413-35, un OPCVM contractuel né de la scission d'un autre OPCVM peut être ouvert à tout porteur de parts ou actionnaire de l'OPCVM scindé lorsque les conditions suivantes sont réunies :	
1° La scission est réalisée en vue d'isoler certains actifs qui, s'ils étaient maintenus dans l'OPCVM scindé, ne permettraient pas à ce dernier de remplir ses obligations en matière de rachat dans des conditions conformes à l'intérêt des porteurs ou actionnaires ; 2° L'OPCVM contractuel n'émet pas de nouvelles parts ou actions et fait l'objet d'une gestion de type extinctif, visant à céder les actifs dans des conditions conformes à l'intérêt des porteurs ou actionnaires. L'article 411-14 ne s'applique pas à l'OPCVM contractuel constitué en application du présent article.	1° La scission est réalisée en vue d'isoler certains actifs qui, s'ils étaient maintenus dans l'OPCVM scindé, ne permettraient pas à ce dernier de remplir ses obligations en matière de rachat dans des conditions conformes à l'intérêt des porteurs ou actionnaires ; 2° L'OPCVM contractuel n'émet pas de nouvelles parts ou actions et fait l'objet d'une gestion de type extinctif, visant à céder les actifs dans des conditions conformes à l'intérêt des porteurs ou actionnaires. L'article 411-14 ne s'applique pas à l'OPCVM contractuel constitué en application du présent article.	
Article 413-36	**Article 412-78**	
Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM contractuels est réalisée par un non-résident français à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ces OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.	Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions d'OPCVM contractuels est réalisée par un non-résident français à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ces OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.	
Article 413-37		
(Supprimé, Arrêté du 18 mars 2008)		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Article 413-38	**Article 412-79**	
Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition des parts ou actions d'un OPCVM contractuel s'accompagne d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition, la cession ou le transfert des parts ou actions d'OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-35. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un OPCVM non agréé par l'AMF dont les règles de fonctionnement sont fixées par le prospectus complet.	Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition des parts ou actions d'un OPCVM contractuel s'accompagne d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition, la cession ou le transfert des parts ou actions d'OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-35. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un OPCVM non agréé par l'AMF dont les règles de fonctionnement sont fixées par le prospectus ~~**complet**~~.	Mise à jour.
Article 413-39	**Article 412-80**	
Préalablement à la souscription ou à l'acquisition des parts ou actions d'un OPCVM contractuel, un prospectus complet est remis à l'investisseur. L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions d'OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-35. Le prospectus complet de l'OPCVM et les derniers documents annuels et périodiques doivent être disponibles sur simple demande écrite du porteur dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. Sur option du porteur, ces documents doivent pouvoir lui être adressés sous forme électronique. »	Préalablement à la souscription ou à l'acquisition des parts ou actions d'un OPCVM contractuel, un prospectus complet est remis à l'investisseur. L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts ou actions d'OPCVM, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 413-35. Le prospectus ~~**complet**~~ de l'OPCVM et les derniers documents annuels et périodiques doivent être disponibles sur simple demande écrite du porteur dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. Sur option du porteur, ces documents doivent pouvoir lui être adressés sous forme électronique.	Mise à jour.
Article 413-40	**Article 412-81**	
Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus complet de l'OPCVM s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des articles 413-38 et 413-39. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée	Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus ~~**complet**~~ de l'OPCVM s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des articles 413-38 et 413-39. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée à l'article 413-39.	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
à l'article 413-39.		
Paragraphe 4 - Dispositions spécifiques applicables aux OPCVM contractuels constitués lors d'une scission et destinés à recevoir les actifs dont la cession ne serait pas conforme à l'intérêt des porteurs ou actionnaires des OPCVM scindés	**Paragraphe 4 - Dispositions spécifiques applicables aux OPCVM contractuels constitués lors d'une scission et destinés à recevoir les actifs dont la cession ne serait pas conforme à l'intérêt des porteurs ou actionnaires des OPCVM scindés**	
Article 413-41	**Article 412-82**	
Sous réserve des dispositions suivantes, les dispositions communes à l'ensemble des OPCVM contractuels mentionnées dans la présente section sont applicables aux OPCVM contractuels constitués en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-19 ou au deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et destinés à recevoir les actifs dont la cession ne serait pas conforme à l'intérêt des porteurs ou actionnaires des OPCVM.	Sous réserve des dispositions suivantes, les dispositions communes à l'ensemble des OPCVM contractuels mentionnées dans la présente section sont applicables aux OPCVM contractuels constitués en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-19 ou au deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et destinés à recevoir les actifs dont la cession ne serait pas conforme à l'intérêt des porteurs ou actionnaires des OPCVM.	
Article 413-42	**Article 412-83**	
L'article 413-32 ne s'applique pas à l'OPCVM régi par la présente sous-section. Le prospectus complet de l'OPCVM régi par la présente sous-section fixe la périodicité, au moins trimestrielle, de diffusion de la valeur estimée de ses actifs. Les modalités et la périodicité de calcul de la valeur estimée de ses actifs sont adaptées à la nature des actifs détenus par cet OPCVM.	L'article 413-32 ne s'applique pas à l'OPCVM régi par la présente sous-section. Le prospectus ~~**complet**~~ de l'OPCVM régi par la présente sous-section fixe la périodicité, au moins trimestrielle, de diffusion de la valeur estimée de ses actifs. Les modalités et la périodicité de calcul de la valeur estimée de ses actifs sont adaptées à la nature des actifs détenus par cet OPCVM.	Mise à jour.
Article 413-43	**Article 412-84**	
L'article 411-14 ne s'applique pas aux OPCVM régis par la présente sous-section.	L'article 411-14 ne s'applique pas aux OPCVM régis par la présente sous-section.	
Article 413-44	**Article 412-85**	
Tous les porteurs ou actionnaires d'un OPCVM scindé en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-19 ou au deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier peuvent détenir les actions ou parts de l'OPCVM régi par la présente sous-section qui	Tous les porteurs ou actionnaires d'un OPCVM scindé en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-19 ou au deuxième alinéa de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier peuvent détenir les actions ou parts de l'OPCVM régi par la présente sous-section qui	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
leur sont réservées lors de la scission. Les parts ou actions de l'OPCVM régi par la présente sous-section ne peuvent être cédées par les porteurs ou actionnaires qu'à des personnes mentionnées à l'article 413-35.	leur sont réservées lors de la scission. Les parts ou actions de l'OPCVM régi par la présente sous-section ne peuvent être cédées par les porteurs ou actionnaires qu'à des personnes mentionnées à l'article 413-35.	
Sous-section 3 FCPR contractuels	**Sous-section 3 FCPR contractuels**	
Article 414-33	**Article 412-86**	
Les FCPR contractuels régis par l'article L. 214-38-1 du code monétaire et financier sont soumis aux dispositions de la présente section.	Les FCPR contractuels régis par l'article L. 214-38-1 du code monétaire et financier sont soumis aux dispositions de la présente section.	
Paragraphe 1 - Constitution	**Paragraphe 1 - Constitution**	
Article 414-35	**Article 412-87**	
Le recueil des souscriptions ne peut intervenir qu'après établissement du prospectus complet du FCPR contractuel.	Le recueil des souscriptions ne peut intervenir qu'après établissement du prospectus ~~**complet**~~ du FCPR contractuel	Mise à jour.
Article 414-36	**Article 412-88**	
Le prospectus complet est composé du règlement du FCPR contractuel dont les rubriques sont précisées par une instruction de l'AMF.	Le prospectus ~~**complet**~~ est composé du règlement du FCPR contractuel dont les rubriques sont précisées par une instruction de l'AMF.	Mise à jour.
Article 414-37	**Article 412-89**	
Le règlement indique de manière explicite qu'il s'agit d'un FCPR contractuel, non soumis à l'agrément de l'AMF.	Le règlement indique de manière explicite qu'il s'agit d'un FCPR contractuel, non soumis à l'agrément de l'AMF.	
Article 414-38	**Article 412-90**	
« L'article 411-8 », les deuxième et troisième alinéas de l'article 411-9, l'article 411-11 et l'article 411-48 sont applicables à l'exception de l'agrément de l'AMF, remplacé par une déclaration à l'AMF dans le mois qui suit la réalisation définitive de l'opération ou de l'événement. Les règles d'investissement et d'engagement du FCPR contractuel sont définies dans le règlement du FCPR contractuel. Une instruction de l'AMF fixe les conditions d'information des souscripteurs.	L'article 411-8, les deuxième et troisième alinéas de l'article 411-9, l'article 411-11 et l'article 411-48 sont applicables à l'exception de l'agrément de l'AMF, remplacé par une déclaration à l'AMF dans le mois qui suit la réalisation définitive de l'opération ou de l'événement. Les règles d'investissement et d'engagement du FCPR contractuel sont définies dans le règlement du FCPR contractuel. Une instruction de l'AMF fixe les conditions d'information des souscripteurs.	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Paragraphe 2 - Règles de fonctionnement	**Paragraphe 2 - Règles de fonctionnement**	
Sous-paragraphe 1 - Montant minimum de l'actif	**Sous-paragraphe 1 - Montant minimum de l'actif**	
Article 414-39	**Article 412-91**	
Les dispositions de l'article 411-14 sont applicables.	Les dispositions de l'article 411-14 sont applicables.	
Sous-paragraphe 2 - FCPR contractuel à compartiments	**Sous-paragraphe 2 - FCPR contractuel à compartiments**	
Article 414-40	**Article 412-92**	
Lorsque le règlement du FCPR contractuel prévoit que celui-ci comporte des compartiments, la constitution de nouveaux compartiments est déclarée dans les conditions prévues par l'article 414-34. La modification des compartiments doit être déclarée à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation.	Lorsque le règlement du FCPR contractuel prévoit que celui-ci comporte des compartiments, la constitution de nouveaux compartiments est déclarée dans les conditions prévues par l'article 414-34. La modification des compartiments doit être déclarée à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation.	
Sous-paragraphe 3 - OPCVM maîtres et nourriciers	**Sous-paragraphe 3 - OPCVM maîtres et nourriciers**	
Article 414-41	**Article 412-93**	
Les dispositions des articles 411-24, 412-2 à 412-9 et 414-5 sont applicables. Lorsque l'OPCVM maître n'est pas soumis aux dispositions du code monétaire et financier applicables, sa commercialisation sur le territoire de la République française doit être autorisée préalablement à la commercialisation de l'OPCVM nourricier dans les conditions prévues par l'article 411-60.	Les dispositions des articles 411-24, 412-2 à 412-9 et 414-5 sont applicables. Lorsque l'OPCVM maître n'est pas soumis aux dispositions du code monétaire et financier applicables, sa commercialisation sur le territoire de la République française doit être autorisée préalablement à la commercialisation de l'OPCVM nourricier dans les conditions prévues par l'article 411-60.	
Sous-paragraphe 4 - Apports en nature	**Sous-paragraphe 4 - Apports en nature**	
Article 414-42	**Article 412-94**	
Les dispositions des articles 411-16 et 414-7 sont applicables, à l'exception de la deuxième phrase de l'article 414-7.	Les dispositions des articles 411-16 et 414-7 sont applicables, à l'exception de la deuxième phrase de l'article 414-7.	
Sous-paragraphe 5 - Fusion, scission, absorption et liquidation	**Sous-paragraphe 5 - Fusion, scission, absorption et liquidation**	
Article 414-43	**Article 412-95**	
Les dispositions des articles 411-20 à 411-23, 412-6 et 414-9 sont applicables. Un FCPR contractuel ne peut fusionner qu'avec un	Les dispositions des articles 411-20 à 411-23, 412-6 et 414-9 sont applicables. Un FCPR contractuel ne peut fusionner qu'avec un	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
FCPR. Les fusions ou scissions sont déclarées dans le mois qui suit leur réalisation. L'obligation de déclaration est satisfaite par l'envoi à l'AMF du traité de fusion ou de scission ainsi que des rapports des contrôleurs légaux des comptes.	FCPR. Les fusions ou scissions sont déclarées dans le mois qui suit leur réalisation. L'obligation de déclaration est satisfaite par l'envoi à l'AMF du traité de fusion ou de scission ainsi que des rapports des contrôleurs légaux des comptes.	
Article 414-44	**Article 412-96**	
Les dispositions des articles 411-24, 411-25 et 412-7 sont applicables. La liquidation est déclarée dans le mois qui suit la décision de la société de gestion de portefeuille du FCPR contractuel. Le rapport du contrôleur légal des comptes est transmis à l'AMF au plus tard un mois après son établissement.	Les dispositions des articles 411-24, 411-25 et 412-7 sont applicables. La liquidation est déclarée dans le mois qui suit la décision de la société de gestion de portefeuille du FCPR contractuel. Le rapport du ~~contrôleur légal des~~ **commissaire aux** comptes est transmis à l'AMF au plus tard un mois après son établissement.	
Article 414-45	**Article 412-97**	
Une instruction de l'AMF précise les modifications qui doivent être déclarées à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation ainsi que les modalités d'information des porteurs.	Une instruction de l'AMF précise les modifications qui doivent être déclarées à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation ainsi que les modalités d'information des porteurs.	
Paragraphe 3 - Dispositions financières et comptables	**Paragraphe 3 - Dispositions financières et comptables**	
Article 414-46	**Article 412-98**	
Les dispositions des articles 411-27 à 411-33-2, 411-36 à 411-44-5 et 412-8 sont applicables.	Les dispositions des articles 411-27 à 411-33-2, 411-36 à 411-44-5 et 412-8 sont applicables.	
Paragraphe 4 - Information des souscripteurs, conditions de rachat, souscription et cession	**Paragraphe 4 - Information des souscripteurs, conditions de rachat, souscription et cession**	
Article 414-47	**Article 412-99**	
Les articles 414-27 à 414-29, 414-31 et 414-32 sont applicables.	Les articles 414-27 à 414-29, 414-31 et 414-32 sont applicables.	
Article 414-48	**Article 412-100**	
Les dispositions des articles 411-50, 411-53, les premier et troisième alinéas de l'article 411-54, les articles 411-55 et 414-13 sont applicables aux FCPR contractuels.	Les dispositions des articles 411-50, 411-53, les premier et troisième alinéas de l'article 411-54, les articles 411-55 et 414-13 sont applicables aux FCPR contractuels.	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Le règlement du FCPR contractuel peut prévoir que le FCPR contractuel ne publie sa valeur liquidative qu'au moins deux fois par an.	Le règlement du FCPR contractuel peut prévoir que le FCPR contractuel ne publie sa valeur liquidative qu'au moins deux fois par an.	
Sous-section 4 Fonds communs de placement à risques bénéficiant d'une procédure allégée	**Sous-section 4 Fonds communs de placement à risques bénéficiant d'une procédure allégée**	
Article 414-14	**Article 412-101**	
Les FCPR bénéficiant d'une procédure allégée (FCPR allégés) régis par l'article L. 214-37 du code monétaire et financier sont soumis aux dispositions de la présente section.	Les FCPR bénéficiant d'une procédure allégée (FCPR allégés) régis par l'article L. 214-37 du code monétaire et financier sont soumis aux dispositions de la présente section.	
Paragraphe 1 - Constitution	**Paragraphe 1 - Constitution**	
Sous-paragraphe 1 - Déclaration et recueil des souscriptions	**Sous-paragraphe 1 - Déclaration et recueil des souscriptions**	
Article 414-16	**Article 412-102**	
Le recueil des souscriptions ne peut intervenir qu'après établissement du prospectus complet » du FCPR allégé. Le prospectus complet est composé du règlement du FCPR allégé dont les rubriques sont précisées par une instruction de l'AMF.	Le recueil des souscriptions ne peut intervenir qu'après établissement du prospectus ~~**complet**~~ du FCPR allégé. Le prospectus ~~**complet**~~ est composé du règlement du FCPR allégé dont les rubriques sont précisées par une instruction de l'AMF.	Mises à jour.
Article 414-17	**Article 412-103**	
L'article 411-8, les deuxième et troisième alinéas de l'article 411-9, l'article 411-11 ainsi que l'article 411-48 sont applicables à l'exception de l'agrément de l'AMF, remplacé par une déclaration à l'AMF dans le mois qui suit la réalisation définitive de l'opération ou de l'événement. Le règlement du FCPR allégé indique de manière explicite qu'il s'agit d'un fonds bénéficiant d'une procédure allégée, non soumis à l'agrément de l'AMF. Les règles que la société de gestion de portefeuille observe dans le cadre de la répartition des investissements entre les portefeuilles gérés ou conseillés par elle ou par des entreprises qui lui sont liées peuvent ne pas être explicitées dans le règlement	L'article 411-8, les deuxième et troisième alinéas de l'article 411-9, l'article 411-11 ainsi que l'article 411-48 sont applicables à l'exception de l'agrément de l'AMF, remplacé par une déclaration à l'AMF dans le mois qui suit la réalisation définitive de l'opération ou de l'événement. Le règlement du FCPR allégé indique de manière explicite qu'il s'agit d'un fonds bénéficiant d'une procédure allégée, non soumis à l'agrément de l'AMF. Les règles que la société de gestion de portefeuille observe dans le cadre de la répartition des investissements entre les portefeuilles gérés ou conseillés par elle ou par des entreprises qui lui sont liées peuvent ne pas être explicitées dans le règlement	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
du fonds si elles sont communiquées aux souscripteurs. Une instruction de l'AMF fixe les conditions *(Arrêté du 26 octobre 2009)* « d'information des souscripteurs ».	du fonds si elles sont communiquées aux souscripteurs. Une instruction de l'AMF fixe les conditions d'information des souscripteurs.	
Sous-paragraphe 2 - OPCVM maîtres et nourriciers	**Sous-paragraphe 2 - OPCVM maîtres et nourriciers**	
Article 414-18	**Article 412-104**	
Les dispositions des articles 411-24, 412-2 à 412-9 et 414-5 sont applicables. Lorsque l'OPCVM maître n'est pas soumis aux dispositions du code monétaire et financier applicables, sa commercialisation sur le territoire de la République française doit être autorisée préalablement à la commercialisation de l'OPCVM nourricier dans les conditions prévues par l'article 411-60.	Les dispositions des articles 411-24, 412-2 à 412-9 et 414-5 sont applicables. Lorsque l'OPCVM maître n'est pas soumis aux dispositions du code monétaire et financier applicables, sa commercialisation sur le territoire de la République française doit être autorisée préalablement à la commercialisation de l'OPCVM nourricier dans les conditions prévues par l'article 411-60.	
Paragraphe 2 - Règles de fonctionnement	**Paragraphe 2 - Règles de fonctionnement**	
Sous-paragraphe 1 - Montant minimum de l'actif	**Sous-paragraphe 1 - Montant minimum de l'actif**	
Article 414-19	**Article 412-105**	
Les dispositions de l'article 411-14 sont applicables aux FCPR allégés.	Les dispositions de l'article 411-14 sont applicables aux FCPR allégés.	
Sous-paragraphe 2 - FCPR allégés à compartiments	**Sous-paragraphe 2 - FCPR allégés à compartiments**	
Article 414-20	**Article 412-106**	
Lorsque le règlement du FCPR allégé prévoit que celui-ci comporte des compartiments, la constitution de nouveaux compartiments est déclarée dans les conditions de l'article 414-15. La modification des compartiments doit être déclarée à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation.	Lorsque le règlement du FCPR allégé prévoit que celui-ci comporte des compartiments, la constitution de nouveaux compartiments est déclarée dans les conditions de l'article 414-15. La modification des compartiments doit être déclarée à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation.	
Sous-paragraphe 3 - Apports en nature	**Sous-paragraphe 3 - Apports en nature**	
Article 414-21	**Article 412-107**	
Les dispositions des articles 411-16 et 414-7 sont applicables à l'exception de la deuxième phrase de l'article 414-7.	Les dispositions des articles 411-16 et 414-7 sont applicables à l'exception de la deuxième phrase de l'article 414-7.	
Sous-paragraphe 4 - Fusion, scission, absorption, liquidation, transformation et modifications	**Sous-paragraphe 4 - Fusion, scission, absorption, liquidation, transformation et modifications**	
Article 414-22	**Article 412-108**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Les dispositions des articles 411-19 à 411-23, 412-6, 414-8 et 414-9 sont applicables. Les fusions ou scissions sont déclarées dans le mois qui suit leur réalisation. L'obligation de déclaration est satisfaite par l'envoi à l'AMF du traité de fusion ou de scission ainsi que des rapports des contrôleurs légaux des comptes.	Les dispositions des articles 411-19 à 411-23, 412-6, 414-8 et 414-9 sont applicables. Les fusions ou scissions sont déclarées dans le mois qui suit leur réalisation. L'obligation de déclaration est satisfaite par l'envoi à l'AMF du traité de fusion ou de scission ainsi que des rapports des ~~contrôleurs légaux des~~ **commissaires aux** comptes.	
Article 414-23	**Article 412-109**	
Les dispositions des articles 411-24, 411-25 et 412-7 sont applicables. La liquidation est déclarée dans le mois qui suit la décision de la société de gestion de portefeuille du FCPR allégé. Le rapport du contrôleur légal des comptes est transmis à l'AMF au plus tard un mois après son établissement.	Les dispositions des articles 411-24, 411-25 et 412-7 sont applicables. La liquidation est déclarée dans le mois qui suit la décision de la société de gestion de portefeuille du FCPR allégé. Le rapport du ~~contrôleur légal des~~ **commissaire aux** comptes est transmis à l'AMF au plus tard un mois après son établissement.	
Article 414-24	**Article 412-110**	
Un FCPR allégé peut se transformer en OPCVM d'une autre nature, après agrément de l'AMF et à condition qu'il se soit mis en conformité, au préalable, avec les dispositions de code monétaire et financier applicables à la catégorie d'OPCVM choisie. *(Arrêté du 26 octobre 2009)* « La transformation en OPCVM contractuel relevant de la section 3 du chapitre III du présent titre et de la section 3 du chapitre IV du présent titre n'est pas soumise à l'agrément de l'AMF. Elle nécessite l'accord exprès de chaque porteur de parts. Le règlement du FCPR allégé définit les conditions dans lesquelles celui-ci peut se transformer en OPCVM contractuel. »	Un FCPR allégé peut se transformer en OPCVM d'une autre nature, après agrément de l'AMF et à condition qu'il se soit mis en conformité, au préalable, avec les dispositions de code monétaire et financier applicables à la catégorie d'OPCVM choisie. La transformation en OPCVM contractuel relevant de la section 3 du chapitre III du présent titre et de la section 3 du chapitre IV du présent titre n'est pas soumise à l'agrément de l'AMF. Elle nécessite l'accord exprès de chaque porteur de parts. Le règlement du FCPR allégé définit les conditions dans lesquelles celui-ci peut se transformer en OPCVM contractuel.	
Article 414-25	**Article 412-111**	
Une instruction de l'AMF précise les modifications qui doivent être déclarées à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation ainsi que les modalités d'information des	Une instruction de l'AMF précise les modifications qui doivent être déclarées à l'AMF dans le mois qui suit leur réalisation ainsi que les modalités d'information des	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
porteurs.	porteurs.	
Paragraphe 3 - Dispositions financières et comptables	**Paragraphe 3 - Dispositions financières et comptables**	
Article 414-26	**Article 412-112**	
Les dispositions des articles 411-27 à 411-33-2, 411-36 à 411-44-5 et 412-8 sont applicables.	Les dispositions des articles 411-27 à 411-33-2, 411-36 à 411-44-5 et 412-8 sont applicables.	
Paragraphe 4 - Information des souscripteurs, conditions de rachat, souscription et cession	**Paragraphe 4 - Information des souscripteurs, conditions de rachat, souscription et cession**	
Article 414-27	**Article 412-113**	
I. - La souscription et l'acquisition des parts ou actions des FCPR allégés sont réservées : 1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de l'article L. 214-37 du code monétaire et financier ; 2° *(Arrêté du 15 avril 2005)* « À l'État », ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ; 3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ; 4° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui ont occupé pendant au moins un an, dans le secteur financier, une position professionnelle leur ayant permis d'acquérir une connaissance de la stratégie mise en oeuvre par l'OPCVM qu'ils envisagent de souscrire ; 5° Aux investisseurs, personnes physiques et morales, dont la souscription initiale est d'au moins 30 000 euros et répondant à l'une des trois conditions suivantes : *a)* Ils apportent une assistance dans le domaine technique ou financier aux sociétés non cotées entrant dans l'objet du fonds en vue de leur création ou de leur développement ; *b)* Ils apportent une aide à la société de gestion de portefeuille du FCPR allégé en vue de rechercher des	I. - La souscription et l'acquisition des parts ou actions des FCPR allégés sont réservées : 1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de l'article L. 214-37 du code monétaire et financier ; 2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un ou plusieurs des membres composant la fédération ; 3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ; 4° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui ont occupé pendant au moins un an, dans le secteur financier, une position professionnelle leur ayant permis d'acquérir une connaissance de la stratégie mise en oeuvre par l'OPCVM qu'ils envisagent de souscrire ; 5° Aux investisseurs, personnes physiques et morales, dont la souscription initiale est d'au moins 30 000 euros et répondant à l'une des trois conditions suivantes : *a)* Ils apportent une assistance dans le domaine technique ou financier aux sociétés non cotées entrant dans l'objet du fonds en vue de leur création ou de leur développement ; *b)* Ils apportent une aide à la société de gestion de portefeuille du FCPR allégé en vue de rechercher des	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
investisseurs potentiels ou contribuent aux objectifs poursuivis par elle à l'occasion de la recherche, de la sélection, du suivi, de la cession des investissements ; *c)* Ils possèdent une connaissance du capital investissement acquise en qualité d'apporteur direct de fonds propres à des sociétés non cotées ou en qualité de souscripteur soit dans un FCPR ne faisant pas l'objet de publicité et de démarchage, soit dans un FCPR allégé, soit dans une société de capital risque non cotée ; 6° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui détiennent, pour une valeur totale supérieure ou égale à 1 000 000 euros, des dépôts, des produits d'assurance vie ou un portefeuille d'instruments financiers ; 7° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos : *a)* Total du bilan supérieur à 20 000 000 euros ; *b)* Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 euros ; *c)* Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 euros ; 8° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale à 500 000 euros. Les seuils mentionnés au I ne sont pas applicables aux dirigeants, salariés et personnes physiques agissant pour le compte de la société de gestion de portefeuille lorsque le fonds est un FCPR allégé. II. - Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition des parts d'un FCPR allégé doit s'accompagner d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition, la cession ou le transfert des parts de ce FCPR, directement ou par	investisseurs potentiels ou contribuent aux objectifs poursuivis par elle à l'occasion de la recherche, de la sélection, du suivi, de la cession des investissements ; *c)* Ils possèdent une connaissance du capital investissement acquise en qualité d'apporteur direct de fonds propres à des sociétés non cotées ou en qualité de souscripteur soit dans un FCPR ne faisant pas l'objet de publicité et de démarchage, soit dans un FCPR allégé, soit dans une société de capital risque non cotée ; 6° Aux investisseurs dont la souscription initiale est d'au moins de 30 000 euros et qui détiennent, pour une valeur totale supérieure ou égale à 1 000 000 euros, des dépôts, des produits d'assurance vie ou un portefeuille d'instruments financiers ; 7° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos : *a)* Total du bilan supérieur à 20 000 000 euros ; *b)* Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 euros ; *c)* Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 euros ; 8° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale à 500 000 euros. Les seuils mentionnés au I ne sont pas applicables aux dirigeants, salariés et personnes physiques agissant pour le compte de la société de gestion de portefeuille lorsque le fonds est un FCPR allégé. II. - Toute sollicitation directe ou indirecte en vue de la souscription ou de l'acquisition des parts d'un FCPR allégé doit s'accompagner d'un avertissement rappelant que la souscription ou l'acquisition, la cession ou le transfert des parts de ce FCPR, directement ou par	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
personne interposée, est réservée aux investisseurs qualifiés tels que définis par l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du même code1 et aux autres investisseurs mentionnés au I. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un FCPR non agréé par l'AMF et pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires. III. - Préalablement à la souscription ou à l'acquisition des parts d'un FCPR allégé, le règlement, dont le contenu est précisé par une instruction de l'AMF, ainsi que, le cas échéant, les informations prévues au troisième alinéa de l'article 414-17, sont remis au souscripteur ou à l'acquéreur. Le souscripteur ou l'acquéreur reconnaît par écrit, lors de la souscription ou de l'acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts du fonds, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs qualifiés dont la liste est définie par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier2 et aux autres investisseurs mentionnés au I. IV. - Le dépositaire, ou la personne désignée par le règlement du FCPR allégé, s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des II et III. Il s'assure également de la déclaration écrite mentionnée au deuxième alinéa du III. En cas de manquement à ces dispositions, le dépositaire ou la personne précitée en informe l'AMF. V. - Le présent article s'applique à la transformation d'un OPCVM non soumis à la présente section en FCPR allégé.	personne interposée, est réservée aux investisseurs qualifiés tels que définis par l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du même code1 et aux autres investisseurs mentionnés au I. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un FCPR non agréé par l'AMF et pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires. III. - Préalablement à la souscription ou à l'acquisition des parts d'un FCPR allégé, le règlement, dont le contenu est précisé par une instruction de l'AMF, ainsi que, le cas échéant, les informations prévues au troisième alinéa de l'article 414-17, sont remis au souscripteur ou à l'acquéreur. Le souscripteur ou l'acquéreur reconnaît par écrit, lors de la souscription ou de l'acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts du fonds, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs qualifiés dont la liste est définie par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier2 et aux autres investisseurs mentionnés au I. IV. - Le dépositaire, ou la personne désignée par le règlement du FCPR allégé, s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des II et III. Il s'assure également de la déclaration écrite mentionnée au deuxième alinéa du III. En cas de manquement à ces dispositions, le dépositaire ou la personne précitée en informe l'AMF. V. - Le présent article s'applique à la transformation d'un OPCVM non soumis à la présente section en FCPR allégé.	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Article 414-28	/	
(Supprimé, Arrêté du 18 mars 2008)	/	
Article 414-29	**Article 412-114**	
Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions de FCPR allégé est réalisée par un non-résident en France à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ces OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.	Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts ou d'actions de FCPR allégé est réalisée par un non-résident en France à l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ces OPCVM est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.	
Article 414-30	**Article 412-115**	
Les dispositions des articles 411-50, 411-53, du premier et des troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 411-54 et les dispositions des articles 411-55 et 414-13 sont applicables. Le règlement du FCPR allégé peut prévoir que le FCPR allégé ne publie sa valeur liquidative qu'au moins deux fois par an.	Les dispositions des articles 411-50, 411-53, du premier et des troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 411-54 et les dispositions des articles 411-55 et 414-13 sont applicables. Le règlement du FCPR allégé peut prévoir que le FCPR allégé ne publie sa valeur liquidative qu'au moins deux fois par an.	
Article 414-31	**Article 412-116**	
Les FCPR allégés établissent des documents selon les indications précisées dans une instruction et selon une périodicité au moins annuelle fixée par le règlement du FCPR allégé. Ces documents sont remis sans délai à tout souscripteur ou porteur qui en fait la demande.	Les FCPR allégés établissent des documents selon les indications précisées dans une instruction et selon une périodicité au moins annuelle fixée par le règlement du FCPR allégé. Ces documents sont remis sans délai à tout souscripteur ou porteur qui en fait la demande.	
Article 414-32	**Article 412-117**	
Les documents adressés à l'AMF en vertu des dispositions des articles 414-15, 414-18, 414-20, 414-21, 414-22 et 414-25 ont un effet purement déclaratif. Leur réception par l'AMF n'implique aucune appréciation ni sur leur contenu ni sur les opérations auxquelles ils se rapportent.	Les documents adressés à l'AMF en vertu des dispositions des articles 414-15, 414-18, 414-20, 414-21, 414-22 et 414-25 ont un effet purement déclaratif. Leur réception par l'AMF n'implique aucune appréciation ni sur leur contenu ni sur les opérations auxquelles ils se rapportent.	
Section 5 – Fonds communs de placement	**Section 5 – Fonds communs de placement**	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
d'entreprise et SICAV d'actionnariat salarié	**d'entreprise et SICAV d'actionnariat salarié**	
Article 415-1	**Article 412-118**	
Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières telles que mentionnées au chapitre 1er du présent titre s'appliquent aux fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) régis par les articles L. 214-39 et L. 214-40 du code monétaire et financier et L. 3332-16 du code du travail et aux SICAV d'actionnariat salarié régis par l'article L. 214-40-1 du code monétaire et financier, à l'exception des articles 411-12 et 411-14, du premier alinéa de l'article 411-21 en ce qui concerne les FCPE ainsi que *(Arrêté du 11 décembre 2007, en vigueur le 7 janvier 2008)* « les alinéas 2 à 4 du I et le II de l'article 411-5 et les alinéas 2 à 4 du I et le II de l'article 411-7 . Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.	Les dispositions communes à l'ensemble des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières telles que mentionnées à la Section I du présent Chapitre s'appliquent aux fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) régis par les articles L. 214-71 et L. 214-72 du code monétaire et financier et L. 3332-16 du code du travail et aux SICAV d'actionnariat salarié régis par l'article L. 214-73 du code monétaire et financier, à l'exception des articles 411-12 et 411-14, du premier alinéa de l'article 411-21 en ce qui concerne les FCPE ainsi que les alinéas 2 à 4 du I et le II de l'article 411-5 et les alinéas 2 à 4 du I et le II de l'article 411-7 . Ces OPCVM sont également soumis aux dispositions suivantes.	
Sous-section 1 – Agrément	**Sous-section 1 – Agrément**	
Article 415-2	**Article 412-119**	
(Arrêté du 11 décembre 2007, en vigueur le 7 janvier 2008) I. - L'agrément d'une SICAV d'actionnariat salarié ou d'un FCPE est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF du dossier comportant les éléments précisés par l'instruction de l'AMF. Le silence gardé par l'AMF pendant un délai d'un mois, à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF, vaut décision d'agrément. Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF lui notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui	I. - L'agrément d'une SICAV d'actionnariat salarié ou d'un FCPE est subordonné au dépôt préalable auprès de l'AMF du dossier comportant les éléments précisés par l'instruction de l'AMF. Le silence gardé par l'AMF pendant un délai d'un mois, à compter de l'avis de réception de la demande par l'AMF, vaut décision d'agrément. Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi par la société de gestion de portefeuille d'une fiche complémentaire d'informations, l'AMF lui notifie par écrit en précisant que les éléments demandés doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder celui mentionné au deuxième alinéa. II. - Le délai mentionné au I est ramené à huit jours ouvrés à compter de l'avis de réception du dossier d'agrément par l'AMF lorsque l'OPCVM qui sollicite l'agrément est analogue à un OPCVM déjà agréé par l'AMF. Le caractère analogue de l'OPCVM qui sollicite l'agrément, appelé « OPCVM analogue », et de l'OPCVM déjà agréé par l'AMF, appelé « OPCVM de référence », est apprécié par l'AMF, notamment au vu des éléments suivants : 1° L'OPCVM de référence et l'OPCVM analogue sont gérés par la même société de gestion de portefeuille ou un même délégataire de la gestion financière, ou par des sociétés de gestion de portefeuille ou des délégataires de la gestion financière appartenant à un même groupe et, sous réserve de l'appréciation de l'AMF, des informations transmises par la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM analogue dans les conditions fixées dans une instruction de l'AMF ; 2° L'OPCVM de référence a été agréé par l'AMF et constituée au cours des 18 mois précédant la date de réception du dossier d'agrément de l'OPCVM analogue par l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM analogue, l'AMF pourra accepter que l'OPCVM de référence ait été agréé et créé plus de 8 mois avant la date de réception du dossier de l'OPCVM ; 3° L'OPCVM de référence n'a pas subi de changements	d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder celui mentionné au deuxième alinéa. II. - Le délai mentionné au I est ramené à huit jours ouvrés à compter de l'avis de réception du dossier d'agrément par l'AMF lorsque l'OPCVM qui sollicite l'agrément est analogue à un OPCVM déjà agréé par l'AMF. Le caractère analogue de l'OPCVM qui sollicite l'agrément, appelé « OPCVM analogue », et de l'OPCVM déjà agréé par l'AMF, appelé « OPCVM de référence », est apprécié par l'AMF, notamment au vu des éléments suivants : 1° L'OPCVM de référence et l'OPCVM analogue sont gérés par la même société de gestion de portefeuille ou un même délégataire de la gestion financière, ou par des sociétés de gestion de portefeuille ou des délégataires de la gestion financière appartenant à un même groupe et, sous réserve de l'appréciation de l'AMF, des informations transmises par la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM analogue dans les conditions fixées dans une instruction de l'AMF ; 2° L'OPCVM de référence a été agréé par l'AMF et constituée au cours des 18 mois précédant la date de réception du dossier d'agrément de l'OPCVM analogue par l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM analogue, l'AMF pourra accepter que l'OPCVM de référence ait été agréé et créé plus de 8 mois avant la date de réception du dossier de l'OPCVM ; 3° L'OPCVM de référence n'a pas subi de changements	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM analogue, l'AMF peut accepter qu'un OPCVM ayant subi des changements, autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF, soit un OPCVM de référence ; 4° Les souscripteurs de l'OPCVM analogue répondent aux conditions de souscription et d'acquisition de l'OPCVM de référence. 5° La stratégie d'investissement, le profil de risque, les règles de fonctionnement et le règlement de l'OPCVM analogue sont similaires à ceux de l'OPCVM de référence ; Lorsque l'un des éléments des documents constitutifs de l'OPCVM analogue diffère de celui de l'OPCVM de référence, il est clairement identifié dans le dossier d'agrément de l'OPCVM analogue dans les conditions précisées par une instruction de l'AMF. Le dossier d'agrément de l'OPCVM analogue est déposé sous format électronique. Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi d'une fiche complémentaire d'informations l'AMF le notifie en précisant que les éléments demandés, doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. À réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder huit jours ouvrés. Lorsque l'OPCVM analogue ou l'OPCVM de référence ne respectent pas les conditions mentionnées au	autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF. Sur demande motivée de la société de gestion de portefeuille de l'OPCVM analogue, l'AMF peut accepter qu'un OPCVM ayant subi des changements, autres que ceux mentionnés dans une instruction de l'AMF, soit un OPCVM de référence ; 4° Les souscripteurs de l'OPCVM analogue répondent aux conditions de souscription et d'acquisition de l'OPCVM de référence. 5° La stratégie d'investissement, le profil de risque, les règles de fonctionnement et le règlement de l'OPCVM analogue sont similaires à ceux de l'OPCVM de référence ; Lorsque l'un des éléments des documents constitutifs de l'OPCVM analogue diffère de celui de l'OPCVM de référence, il est clairement identifié dans le dossier d'agrément de l'OPCVM analogue dans les conditions précisées par une instruction de l'AMF. Le dossier d'agrément de l'OPCVM analogue est déposé sous format électronique. Lorsque l'AMF demande des informations complémentaires nécessitant en retour l'envoi d'une fiche complémentaire d'informations l'AMF le notifie en précisant que les éléments demandés, doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de ces éléments dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. À réception de l'intégralité des informations demandées, l'AMF en accuse réception par écrit. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder huit jours ouvrés. Lorsque l'OPCVM analogue ou l'OPCVM de référence ne respectent pas les conditions mentionnées au présent	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
présent article, l'AMF le notifie en précisant que les informations complémentaires de façon à constituer un dossier d'agrément selon les modalités décrites au I doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de l'ensemble de ces informations complémentaires dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'ensemble de ces informations complémentaires, l'AMF en accuse réception par écrit et examine le dossier d'agrément de l'OPCVM dans les conditions et selon la procédure mentionnées au I. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder un mois.	article, l'AMF le notifie en précisant que les informations complémentaires de façon à constituer un dossier d'agrément selon les modalités décrites au I doivent lui parvenir dans un délai de soixante jours. À défaut de réception de l'ensemble de ces informations complémentaires dans ce délai, la demande d'agrément est réputée rejetée. A réception de l'ensemble de ces informations complémentaires, l'AMF en accuse réception par écrit et examine le dossier d'agrément de l'OPCVM dans les conditions et selon la procédure mentionnées au I. Cet avis de réception mentionne un nouveau délai d'agrément qui ne peut excéder un mois.	
Sous-section 2 – Constitution	**Sous-section 2 – Constitution**	
Article 415-3	**Article 412-120**	
L'ouverture de la période de souscription des actions d'une SICAV d'actionnariat salarié ou des parts d'un FCPE doit intervenir dans un délai maximum de douze mois à compter de la date de l'agrément de la SICAV ou d'un FCPE. A défaut, l'agrément est réputé caduc sauf dérogation expresse accordée par l'AMF. La souscription ou l'acquisition des actions d'une SICAV d'actionnariat salarié ou des parts d'un FCPE est réservée aux salariés du groupe au sens du deuxième alinéa de l'article L. 3344-1 du code du travail, le cas échéant aux personnes mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 3332-2 du code du travail et aux salariés participant à une opération de rachat au sens de l'article L. 3332-16 du code du travail. » Le capital minimum ou le montant minimum de l'actif nécessaire à la constitution de la SICAV d'actionnariat salarié peut être apporté par d'autres investisseurs que ceux mentionnés à l'alinéa précédent sous réserve qu'ils s'engagent à demander le rachat de leurs actions dès	L'ouverture de la période de souscription des actions d'une SICAV d'actionnariat salarié ou des parts d'un FCPE doit intervenir dans un délai maximum de douze mois à compter de la date de l'agrément de la SICAV ou d'un FCPE. A défaut, l'agrément est réputé caduc sauf dérogation expresse accordée par l'AMF. La souscription ou l'acquisition des actions d'une SICAV d'actionnariat salarié ou des parts d'un FCPE est réservée aux salariés du groupe au sens du deuxième alinéa de l'article L. 3344-1 du code du travail, le cas échéant aux personnes mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 3332-2 du code du travail et aux salariés participant à une opération de rachat au sens de l'article L. 3332-16 du code du travail. » Le capital minimum ou le montant minimum de l'actif nécessaire à la constitution de la SICAV d'actionnariat salarié peut être apporté par d'autres investisseurs que ceux mentionnés à l'alinéa précédent sous réserve qu'ils s'engagent à demander le rachat de leurs actions dès	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
l'ouverture de la souscription aux salariés susvisés et, le cas échéant, aux personnes mentionnées au *(Arrêté du 29 septembre 2008)* « deuxième alinéa de l'article L. 3332-2 du code du travail ».	l'ouverture de la souscription aux salariés susvisés et, le cas échéant, aux personnes mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 3332-2 du code du travail.	
Sous-section 3 Règles de fonctionnement	**Sous-section 3 Règles de fonctionnement**	
Article 415-4	**Article 412-121**	
Un FCPE ou une SICAV d'actionnariat salarié ne peut fusionner qu'avec un autre FCPE ou une autre SICAV d'actionnariat salarié.	Un FCPE ou une SICAV d'actionnariat salarié ne peut fusionner qu'avec un autre FCPE ou une autre SICAV d'actionnariat salarié.	
Article 415-5	**Article 412-122**	
Tout projet de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs OPCVM d'épargne salariale ou un ou plusieurs compartiments d'un OPCVM est arrêté par le conseil de surveillance du FCPE ou le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV d'actionnariat salarié. Il est soumis à l'agrément préalable de l'AMF. La fusion ou la scission doit être réalisée dans les trois mois suivant l'agrément. À défaut, l'agrément est réputé caduc sauf dérogation expresse accordée par l'AMF.	Tout projet de fusion, fusion-scission, scission ou absorption concernant un ou plusieurs OPCVM d'épargne salariale ou un ou plusieurs compartiments d'un OPCVM est arrêté par le conseil de surveillance du FCPE ou le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV d'actionnariat salarié. Il est soumis à l'agrément préalable de l'AMF. La fusion ou la scission doit être réalisée dans les trois mois suivant l'agrément. À défaut, l'agrément est réputé caduc sauf dérogation expresse accordée par l'AMF	
Article 415-6	**Article 412-123**	
Lorsque les porteurs n'ont pas droit, compte tenu de la parité d'échange, à un nombre entier de parts ou d'actions, il est procédé à la division des parts ou actions de l'OPCVM d'épargne salariale afin de permettre le réinvestissement du rompu.	Lorsque les porteurs n'ont pas droit, compte tenu de la parité d'échange, à un nombre entier de parts ou d'actions, il est procédé à la division des parts ou actions de l'OPCVM d'épargne salariale afin de permettre le réinvestissement du rompu.	
Article 415-7	**Article 412-124**	
La valeur liquidative est mise à la disposition du conseil de surveillance du FCPE ou du conseil d'administration de la SICAV d'actionnariat salarié à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination.	La valeur liquidative est mise à la disposition du conseil de surveillance du FCPE ou du conseil d'administration de la SICAV d'actionnariat salarié à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination.	
Article 415-8	**Article 412-125**	
Lorsqu'il est assuré par une entité autre que celles mentionnées à l'avant-dernier alinéa de l'article R. 214-	Lorsqu'il est assuré par une entité autre que celles mentionnées à l'avant-dernier alinéa de l'article R. 214-	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
52 du code monétaire et financier1, le mécanisme garantissant la liquidité des titres non admis aux négociations sur un marché réglementé peut être assuré par une personne physique ou morale, distincte de la société de gestion de portefeuille, de la SICAV d'actionnariat salarié et de l'entreprise dont les titres sont détenus par le FCPE ou la SICAV d'actionnariat salarié à la condition que cette personne prenne l'engagement de racheter le nombre de titres nécessaires pour offrir une liquidité au moins équivalente à celle dont bénéficierait l'OPCVM s'il détenait au moins un tiers de titres liquides, cet engagement devant être contre-garanti selon les modalités suivantes, qui peuvent être combinées : 1° Une garantie de bonne fin de la part d'un établissement de crédit dont le siège est situé dans un État membre de l'OCDE, d'une entreprise d'assurance ou d'une entreprise d'investissement dont le siège est situé dans un État membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen habilitée à fournir le service mentionné au 1 de l'article L. 321-2 du code monétaire et financier et dont le montant des fonds propres, au sens de la directive n° 2000/12/CE du 20 mars 2000, est au moins égal à 3,8 millions d'euros ; 2° Une ligne de crédit octroyée par un établissement de crédit dont le siège est situé dans un État membre de l'OCDE et affectée à l'exécution de l'engagement défini au présent article ; 3° Un portefeuille de titres liquides au sens de l'article R. 214-52 du code monétaire et financier, nanti au profit de la société de gestion de portefeuille du fonds commun de placement d'entreprise ou de la SICAV d'actionnariat salarié.	91 du code monétaire et financier1, le mécanisme garantissant la liquidité des titres non admis aux négociations sur un marché réglementé peut être assuré par une personne physique ou morale, distincte de la société de gestion de portefeuille, de la SICAV d'actionnariat salarié et de l'entreprise dont les titres sont détenus par le FCPE ou la SICAV d'actionnariat salarié à la condition que cette personne prenne l'engagement de racheter le nombre de titres nécessaires pour offrir une liquidité au moins équivalente à celle dont bénéficierait l'OPCVM s'il détenait au moins un tiers de titres liquides, cet engagement devant être contre-garanti selon les modalités suivantes, qui peuvent être combinées : 1° Une garantie de bonne fin de la part d'un établissement de crédit dont le siège est situé dans un État membre de l'OCDE, d'une entreprise d'assurance ou d'une entreprise d'investissement dont le siège est situé dans un État membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen habilitée à fournir le service mentionné au 1 de l'article L. 321-2 du code monétaire et financier et dont le montant des fonds propres, au sens de la directive n° 2000/12/CE du 20 mars 2000, est au moins égal à 3,8 millions d'euros ; 2° Une ligne de crédit octroyée par un établissement de crédit dont le siège est situé dans un État membre de l'OCDE et affectée à l'exécution de l'engagement défini au présent article ; 3° Un portefeuille de titres liquides au sens de l'article R. 214-91 du code monétaire et financier, nanti au profit de la société de gestion de portefeuille du fonds commun de placement d'entreprise ou de la SICAV d'actionnariat salarié. Lorsque le capital de l'entreprise est variable, le	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Lorsque le capital de l'entreprise est variable, le mécanisme garantissant la liquidité des titres prévu au dernier alinéa de l'article R. 214-52 du code monétaire et financier peut être assuré par l'entreprise dans les formes définies aux 1°, 2° et 3°.	mécanisme garantissant la liquidité des titres prévu au dernier alinéa de l'article R. 214-91 du code monétaire et financier peut être assuré par l'entreprise dans les formes définies aux 1°, 2° et 3°.	
Article 415-9	**Article 412-126**	
Le prix d'exercice du rachat des parts ou actions par le garant est fixé par le règlement du FCPE ou les statuts de la SICAV d'actionnariat salarié. Une instruction de l'AMF précise les mentions devant figurer au contrat garantissant la liquidité.	Le prix d'exercice du rachat des parts ou actions par le garant est fixé par le règlement du FCPE ou les statuts de la SICAV d'actionnariat salarié. Une instruction de l'AMF précise les mentions devant figurer au contrat garantissant la liquidité.	
Article 415-10	**Article 412-127**	
Le conseil de surveillance des FCPE rend compte dans son rapport annuel de l'exercice des missions qui lui sont confiées par les articles L. 214-39 et L. 214-40 du code monétaire et financier. Le conseil d'administration de la SICAV d'actionnariat salarié rend compte dans son rapport annuel de l'exercice des missions qui lui sont confiées par l'article L. 214-40-1 du code monétaire et financier.	Le conseil de surveillance des FCPE rend compte dans son rapport annuel de l'exercice des missions qui lui sont confiées par les articles L. 214-71 et L. 214-72 du code monétaire et financier. Le conseil d'administration de la SICAV d'actionnariat salarié rend compte dans son rapport annuel de l'exercice des missions qui lui sont confiées par l'article L. 214-40-1 du code monétaire et financier	
Sous-section 4 Information du public	**Sous-section 4 Information du public**	
Article 415-11	**Article 412-128**	
Les frais supportés par un FCPE ou une SICAV d'actionnariat salarié tels que décrits au 2° de l'article 411-46 sont complétés, le cas échéant, par la liste des frais liés au fonctionnement du FCPE ou de la SICAV d'actionnariat salarié pris en charge par l'entreprise.	Les frais supportés par un FCPE ou une SICAV d'actionnariat salarié tels que décrits au 2° de l'article 411-46 sont complétés, le cas échéant, par la liste des frais liés au fonctionnement du FCPE ou de la SICAV d'actionnariat salarié pris en charge par l'entreprise.	
Article 415-12	**Article 412-129**	
Le prospectus complet des FCPE et des SICAV d'actionnariat salarié est constitué par deux documents : la notice d'information et le règlement ou les statuts. Le contenu de ces documents, notamment pour l'information relative aux frais, est fixé par une instruction de l'AMF.	Le prospectus complet des FCPE et des SICAV d'actionnariat salarié est constitué par deux documents : la notice d'information et le règlement ou les statuts. Le contenu de ces documents, notamment pour l'information relative aux frais, est fixé par une instruction de l'AMF.	

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Article 415-13	**Article 412-130**	
Une instruction de l'AMF précise les documents d'information que le FCPE ou la SICAV d'actionnariat salarié doit tenir à la disposition des porteurs de parts ou d'actions sur l'OPCVM dans lequel il ou elle investit plus de 50 % de son actif. Lorsqu'un tel OPCVM investit dans des parts ou actions d'autres OPCVM, la notice d'information précise, selon le cas, si le fonds commun de placement d'entreprise ou la SICAV d'actionnariat salarié est investi à plus de 50 % en parts ou actions d'un même OPCVM et mentionne la dénomination de ces OPCVM.	Une instruction de l'AMF précise les documents d'information que le FCPE ou la SICAV d'actionnariat salarié doit tenir à la disposition des porteurs de parts ou d'actions sur l'OPCVM dans lequel il ou elle investit plus de 50 % de son actif. Lorsqu'un tel OPCVM investit dans des parts ou actions d'autres OPCVM, la notice d'information précise, selon le cas, si le fonds commun de placement d'entreprise ou la SICAV d'actionnariat salarié est investi à plus de 50 % en parts ou actions d'un même OPCVM et mentionne la dénomination de ces OPCVM.	
Article 415-14	**Article 412-131**	
Les FCPE et les SICAV d'actionnariat salarié publient leur valeur liquidative au moins une fois par mois, à l'exception des FCPE d'actionnariat salarié régis par les dispositions des quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 3332-17 du code du travail, qui publient leur valeur liquidative au moins une fois par an, sachant qu'elle ne saurait être calculée plus d'une fois par trimestre, et des FCPE régis par l'article L. 3332-16 du code du travail, qui publient leur valeur liquidative au moins une fois par an.	Les FCPE et les SICAV d'actionnariat salarié publient leur valeur liquidative au moins une fois par mois, à l'exception des FCPE d'actionnariat salarié régis par les dispositions des quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 3332-17 du code du travail, qui publient leur valeur liquidative au moins une fois par an, sachant qu'elle ne saurait être calculée plus d'une fois par trimestre, et des FCPE régis par l'article L. 3332-16 du code du travail, qui publient leur valeur liquidative au moins une fois par an.	
Article 415-15	**Article 412-132**	
Par dérogation aux articles 415-12 et 415-13, il peut être établi un document d'information clé pour l'investisseur comportant les éléments correspondant à ceux listés à l'article 4 du règlement (UE) n° 583/2010 du 1er juillet 2010, qui tient lieu de notice d'information.	Par dérogation aux articles 415-12 et 415-13, il peut être établi un document d'information clé pour l'investisseur comportant les éléments correspondant à ceux listés à l'article 4 du règlement (UE) n° 583/2010 du 1er juillet 2010, qui tient lieu de notice d'information.	
CHAPITRE VI - FONDS COMMUNS D'INTERVENTION SUR LES MARCHÉS À TERME		Les dispositions de ce chapitre ne seront pas reprises dans le cas où les FCIMT sont supprimés.
Article 416-1		
Les dispositions communes à l'ensemble des		Il sera prévu que les dispositions de la partie sur les

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
organismes de placement collectifs en valeurs mobilières telles que mentionnées au chapitre 1er du présent titre s'appliquent aux fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (FCIMT), régis par l'article L. 214-42 du code monétaire et financier, à l'exception du II de l'article 411-7, des articles 411-44-1 à 411-44-5, du 1° de l'article 411-45-1 et de l'article 411-56. Les FCIMT sont également soumis aux dispositions suivantes.		dispositions communes des OPCVM non coordonnés relatives au DICI ne s'appliquent pas aux FCIMT.
Article 416-2		
La souscription et l'acquisition de parts de FCIMT sont réservées : 1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de l'article L. 214-35-1 du code monétaire et financier ; 2° À l'État, ou dans le cas d'un État fédéral, à l'un des membres composant la fédération ; 3° À la Banque centrale européenne, aux banques centrales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à la Banque européenne d'investissement ; 4° Aux sociétés répondant à deux des trois critères suivants, lors du dernier exercice clos : *a)* Total du bilan social supérieur à 20 000 000 d'euros ; *b)* Chiffre d'affaires supérieur à 40 000 000 d'euros ; *c)* Capitaux propres supérieurs à 2 000 000 d'euros ; 5° Aux investisseurs dont la souscription initiale est *(Arrêté du 15 avril 2005)* « supérieure ou égale à 10 000 euros ».		
Article 416-3		
Lorsque la souscription ou l'acquisition de parts de FCIMT est réalisée par un non-résident en France à		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
l'occasion d'un acte de commercialisation à l'étranger, les investisseurs auxquels la souscription ou l'acquisition de ce FCIMT est réservée et les conditions dans lesquelles ils peuvent renoncer au bénéfice de l'obligation de conseil sont régis par le droit de l'État où a lieu la commercialisation.		
Article 416-4		
(Supprimé, Arrêté du 18 mars 2008)		
Article 416-5		
L'investisseur reconnaît par écrit, lors de la première souscription ou acquisition, qu'il a été averti que la souscription ou l'acquisition des parts de FCIMT, directement ou par personne interposée, est réservée aux investisseurs mentionnés à l'article 416-2.		
Article 416-6		
Le dépositaire, ou la personne désignée par le prospectus complet du FCIMT, s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise en application des articles 413-5 et 411-51. Il s'assure également de l'existence de la déclaration écrite mentionnée à l'article 413-6.		
Article 416-7		
Lorsque la commission de gestion variable est assise uniquement sur la performance positive tirée de l'exercice des transactions et positions du FCIMT sur les marchés à terme, le prospectus complet de l'OPCVM peut prévoir que cette commission est calculée dès le premier euro de performance dans les conditions précisées à l'article 322-41. À défaut, la part variable de la commission de gestion est liée à la surperformance du FCIMT par rapport à son objectif de gestion mentionné dans le prospectus.		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
Article 416-8		
(Supprimé, Arrêté du 26 octobre 2009)		
Article 416-9		
Les FCIMT publient leur valeur liquidative chaque jour de négociation à l'exception des jours fériés, si le règlement du fonds le prévoit.		
Article 416-10		
Les FCIMT doivent établir un document d'information à la fin de chaque trimestre de l'exercice, dont le contenu est défini dans une instruction de l'AMF. Lorsque le FCIMT comporte des compartiments, les documents d'information périodique sont également établis pour chaque compartiment. Les FCIMT sont tenus de faire attester trimestriellement la composition de l'actif par le contrôleur légal de leurs comptes.		
CHAPITRE VII - DISPOSITIONS TRANSITOIRES		Cette partie sera mise à jour.
Article 417-1		
I. - Les sociétés de gestion de portefeuille existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] déposent à l'AMF, avant le 29 janvier 2005 et selon des modalités fixées par l'AMF, une déclaration aux termes de laquelle elles précisent si elles entendent se mettre en conformité avec les dispositions du second alinéa de l'article 322-1. 1° Dans le cas où les sociétés de gestion de portefeuille déclarent leur intention de se mettre en conformité avec les dispositions du second alinéa de l'article 322-1 : *a)* Elles respectent sans délai le niveau de fonds propres défini au deuxième alinéa de l'article 322-8 ; *b)* Elles se mettent en conformité avec les dispositions du second alinéa de l'article 322-1 et avec celles du premier alinéa de l'article 322-8 relatives au capital social au plus tard le 30 juin 2005 ;		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
c) Elles gèrent au moins un OPCVM conforme à la directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985 au plus tard le 30 septembre 2005. 2° Les autres sociétés de gestion de portefeuille existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] se conforment aux dispositions de l'article 322-8 au plus tard le 30 juin 2005. Jusqu'à cette mise en conformité, les sociétés de gestion de portefeuille restent soumises à l'article 6 du règlement de la Commission des opérations de bourse n° 96-02 sur les prestataires de services d'investissement effectuant une activité de gestion pour le compte de tiers. II. - Les sociétés de gestion de portefeuille existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] se conforment aux dispositions de l'article 322-10 au plus tard le 30 juin 2005. III. - Mettent en conformité avant le 30 septembre 2005 leur prospectus avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45 : 1° Les OPCVM conformes à la directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985, ayant ou non été autorisés à la commercialisation dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen et existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] ; 3° Les OPCVM existant à la date du 22 novembre 2003 et relevant du chapitre VIII du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 dans sa rédaction antérieure à la publication du décret n° 2003-1103 du 21 novembre 2003 ainsi que les OPCVM existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] et relevant du chapitre VIII du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989.		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
IV. - Mettent en conformité avant le 30 avril 2006 leur prospectus avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45 : 1° Les OPCVM investissant plus de 10 % de leur actif en parts ou actions d'OPCVM mentionnés au *c* de l'article 1er du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 ou en parts de fonds d'investissement mentionnés au 5° de l'article 3 du décret précité et qui n'ont pas déposé auprès de l'AMF, au 30 septembre 2005, une demande d'agrément de mutation en OPCVM à règles d'investissement allégées ou en OPCVM contractuel ou une déclaration de leur changement en OPCVM régis par l'article 13-1 du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 ; 2° Les OPCVM autres que les FCPR mentionnés à l'article 414-1, les FCPE et SICAV d'actionnariat salarié mentionnés à l'article 415-1 et ceux mentionnés au 1° et au III. V. - Par dérogation aux dispositions des III et IV, les OPCVM régis par le chapitre VII bis du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] et qui ne font plus l'objet de commercialisation à cette date ne sont pas tenus de mettre en conformité le contenu de leur prospectus avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45 jusqu'à l'échéance de la formule ou la modification de celle-ci. VI. - Lorsqu'une société de gestion de portefeuille délègue la gestion financière d'un OPCVM, elle doit s'assurer au plus tard lors de la mise en conformité du prospectus de l'OPCVM avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
l'article 411-45 que : 1° La convention de délégation existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] mentionne les éléments permettant de garantir sa conformité au 5° de l'article 322-16 ; 2° La délégation est conforme au 8° de l'article 322-16. VII. - Par dérogation au premier alinéa de l'article 411-10, les OPCVM existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] et n'ayant pas été autorisés à la commercialisation dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen peuvent demander, lors de la mise en conformité de leur prospectus avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45, leur transformation en OPCVM non conforme à la directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985. VIII. - Les SICAV qui se déclarent conformes à la directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985 délèguent globalement la gestion de leur portefeuille telle que mentionnée à l'article L. 214-15 du code monétaire et financier à des sociétés de gestion délégataires qui sont conformes ou ont déclaré, en application du 1° du I, leur intention de se mettre en conformité avec les dispositions du second alinéa de l'article 322-1. IX. - Les OPCVM existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] et investissant plus de 10 % de leur actif en parts ou actions d'OPCVM mentionnés au *c* de l'article 1er du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 ou en parts de fonds d'investissement mentionnés au 5° de l'article 3 du décret précité déposent auprès de l'AMF : 1° Soit une demande d'agrément de leur mutation en OPCVM à règles d'investissement allégées ou en OPCVM contractuel au plus tard le 30 septembre 2005 ;		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
2° Soit une demande d'agrément de leur mutation en OPCVM régi par l'article 13-1 du décret du 6 septembre 1989 précité au plus tard le 30 septembre 2005 ; 3° Soit une déclaration de leur changement en OPCVM régi par l'article 13-2 du décret du 6 septembre 1989 précité au plus tard le 30 avril 2006. X. - Les modifications intervenues en application du IX donnent lieu, concomitamment, à la mise en conformité du prospectus de l'OPCVM avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45. La mise en conformité du prospectus des OPCVM mentionnés au IX avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45 donne lieu, concomitamment, à l'une des modifications prévues au IX. XI. - Les OPCVM existant à la date du 22 novembre 2003 et régis par les dispositions du chapitre VIII du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 dans sa rédaction antérieure à la publication du décret n° 2003-1103 du 21 novembre 2003 ainsi que les OPCVM existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] et relevant du chapitre VIII du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 déposent au plus tard le 30 septembre 2005 auprès de l'AMF une demande d'agrément de leur mutation : 1° Soit en OPCVM précisant dans leur prospectus « OPCVM à gestion indicielle étendue » ; 2° Soit en OPCVM indiciel régi par les autres dispositions de l'article 411-35. XII. - Les modifications intervenues en application du XI donnent lieu, concomitamment, à la mise en conformité du prospectus de l'OPCVM avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
mentionnée à l'article 411-45. La mise en conformité du prospectus des OPCVM mentionnés au XI avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45 donne lieu, concomitamment, à l'une des mutations prévues au XI. XIII. - Les OPCVM existant à la date du 22 novembre 2003 et régis par les dispositions du chapitre VIII du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 dans sa rédaction antérieure à la publication du décret n° 2003-1103 du 21 novembre 2003 ainsi que les OPCVM existant à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] et relevant du chapitre VIII du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 respectent les dispositions de l'article 411-35 à la date la plus éloignée entre : 1° Le 1er juillet 2005 ; 2° La date de mise en conformité du prospectus de l'OPCVM. Par dérogation au dernier alinéa de l'article 411-35, jusqu'au 31 décembre 2005, la période prise en compte pour le calcul de l'écart de suivi défini à l'article précité débute au 1er janvier 2005. XIV. - Les dispositions du sixième alinéa de l'article 411-54 ne s'appliquent pas : 1° Aux OPCVM régis par le chapitre VII bis du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 existant à la date du 22 novembre 2003 ; 2° Aux OPCVM dédiés conformément au troisième alinéa de l'article 411-12 existant à la date du 22 novembre 2003 ; 3° Aux OPCVM existant à la date de parution du présent règlement à l'occasion de leur transformation en OPCVM à règles d'investissement allégées, lorsque la		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
demande de mutation correspondante est déposée auprès de l'AMF avant le *(Arrêté du 10 mai 2006)* « 30 octobre 2006 ». XV. - Les sociétés de gestion de portefeuille effectuent auprès de l'AMF, au plus tard le 29 janvier 2005, une déclaration conforme à un modèle type établi par l'AMF, comportant notamment les éléments suivants : 1° Une description de la procédure que les sociétés de gestion s'engagent à mettre en place pour la mise en conformité des prospectus des OPCVM qu'elles gèrent avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45 ; 2° Le calendrier dans lequel les sociétés de gestion s'engagent à transmettre à l'AMF de manière échelonnée les prospectus complets mis en conformité avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction précitée. 3° Une liste des différents ensembles d'OPCVM répondant à des critères objectifs communs. L'AMF fixe la liste des mutations soumises à son agrément lorsqu'elles sont concomitantes à la mise en conformité du prospectus de l'OPCVM et définit les conditions dans lesquelles elle délivre cet agrément. XVI. - Les conditions de souscription ou d'acquisition des parts ou actions d'OPCVM mentionnées à l'article 413-13 ne s'appliquent pas aux porteurs de parts ou actions des OPCVM respectant les trois conditions suivantes : 1° Ces OPCVM existent à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] ; 2° Ces OPCVM investissent plus de 10 % de leur actif en parts ou actions d'OPCVM mentionnés au *c* de l'article 1er du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 ou en parts de fonds d'investissement mentionnés au 5° de l'article 3 du décret précité ;		

Projet de plan du Livre IV du RGAMF	Propositions	Commentaires
3° Ces OPCVM font l'objet d'une mutation en OPCVM à règles d'investissement allégées de fonds alternatifs dans les conditions prévues au IX. XVII. - Les personnes détenant des parts de FCIMT antérieurement à la date de publication du présent règlement [24 novembre 2004] ne sont pas soumises aux conditions de souscription ou d'acquisition de parts de ce FCIMT. XVIII. - Mettent en conformité avant le 30 octobre 2006 leur prospectus avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45 les OPCVM existant au 24 novembre 2004 et investissant plus de 10 % de leur actif en parts ou actions d'OPCVM ou en parts ou actions de fonds d'investissement étrangers mentionnés aux 1° à 5° du I de l'article R. 214-36 du code monétaire et financier. Les modifications intervenues en application du premier alinéa donnent lieu concomitamment à la mise en conformité du prospectus de l'OPCVM avec le contenu du prospectus complet tel que fixé par l'instruction mentionnée à l'article 411-45.		